



POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

Nombre de document(s) : 50

Date de création : 18 mars 2016

Créé par : Polytechnique - Service des communications ,
Polytechnique-Montréal

table des matières

Mars 2016

Émission Futur Simple du 17 mars 2016

CKRL - 17 mars 2016..... 5

Signature of a Collaboration Agreement with IIT-Bombay

L'institut Indo-Canadien SHASTRI - 18 mars 2016..... 6

Déclaration des professeurs et professeurs des universités québécoises

Yahoo! Finance Québec (réf. site web) - Yahoo! Québec - 16 mars 2016..... 7

Déclaration des professeurs et professeurs des universités québécoises

Canada NewsWire (français) - 16 mars 2016..... 8

Montréal vue par Laure Waridel

MATv - 16 mars 2016..... 10

Budget du Québec 2016-2017 - L'ensemble des chefs d'établissement universitaire saluent un budget tourné vers l'excellence en enseignement supérieur

Yahoo! Finance Québec (réf. site web) - Yahoo! Québec - 17 mars 2016..... 11

Patrick Lutz

Les Affaires - 19 mars 2016..... 12

Mieux vaut être jeune au Québec qu'en Ontario !

L'Actualité tablette - 1 avril 2016..... 14

Le suspense Desjardins

L'Actualité tablette - 1 avril 2016..... 20

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Coup de foudre instantané	
Métro (Montréal) - 17 mars 2016.....	23
Sixteen universities and 19 student associations launch the first provincial campaign: "Sans oui, c'est non!"	
Canada NewsWire (english) - March 14, 2016.....	25
16 universités et 19 associations étudiantes lancent la première campagne provinciale « Sans oui, c'est non ! »	
Canada NewsWire (français) - 14 mars 2016.....	27
Sixteen universities and 19 student associations launch the first provincial campaign: "Sans oui, c'est non!"	
Yahoo! Canada (web site ref.) - Yahoo! Canada - March 14, 2016.....	30
un spectacle au profit des enfants syrien organisée par des étudiants de cinq Universités : Concordia, Polytechnique de Montréal, McGill, l'UQAM	
ici.radio-canada.ca - 15 mars 2016.....	31
Toxiques, les bijoux de vos enfants?	
ici.radio-canada.ca - 15 mars 2016.....	32
Consentement sexuel - Des universités québécoises unies pour attaquer la question de front	
Le Devoir - 14 mars 2016.....	33
Des universités québécoises unies pour attaquer la question de front	
Le Devoir (site web) - 14 mars 2016.....	35
L'événement Les filles et les sciences, un duo électrisant! à Québec	
ICI Radio-Canada - Le Radiojournal - 13 mars 2016.....	36
Un abri d'auto qui lave la voiture en plein hiver	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 13 mars 2016.....	37
Un abri d'auto qui lave la voiture en plein hiver	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 13 mars 2016.....	38
Une contribution montréalaise	
La Presse+ - 13 mars 2016.....	39
Un abri d'auto qui lave la voiture en plein hiver	
Le Journal de Montréal - 13 mars 2016.....	41
/R E P R I S E -- Avis aux médias - « Les filles et les sciences, un duo électrisant ! »/	
Canada NewsWire (français) - 12 mars 2016.....	43
Rendre les égouts et les aqueducs plus sexys	
Les Affaires tablette - 12 mars 2016.....	45
Il invente le téléphone intelligent transparent	
Les Affaires tablette - 12 mars 2016.....	47
Infiniment petites, mais grandement intrigantes	
Le Devoir - 10 mars 2016.....	49
Énergie Est - Les risques pour les cours d'eau sont minimes, dit TransCanada	
Le Devoir - 10 mars 2016.....	52
Des filles en sciences	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Métro (Montréal) - 10 mars 2016.....	54
L'ex-rue Claude-Jutra renommée Bernard-Grondin?	
Le Soleil - 10 mars 2016.....	55
Énergie Est: inquiétude autour des cours d'eau	
Le Huffington Post Québec (réf. site web) - 10 mars 2016.....	57
Avis aux médias - « Les filles et les sciences, un duo électrisant ! »	
Canada NewsWire (français) - 10 mars 2016.....	58
Infiniment petites, mais grandement intrigantes	
Le Devoir (site web) - 10 mars 2016.....	60
Les risques pour les cours d'eau sont minimes, dit TransCanada	
Le Devoir (site web) - 10 mars 2016.....	62
Énergie Est : inquiétude autour des cours d'eau	
ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web) - 4 mars 2016.....	64
Il invente le téléphone intelligent transparent	
Les Affaires - 12 mars 2016.....	65
Rendre les égouts et les aqueducs plus sexys	
Les Affaires - 12 mars 2016.....	67
L'ancienne rue Claude-Jutra pourrait être renommée Bernard-Grondin	
La Presse (site web) - Le Soleil - 9 mars 2016.....	69
Qui sera le prochain PDG de Desjardins?	
L'Actualité (site web) - 9 mars 2016.....	70
À la découverte des nanotechnologies	
ici.radio-canada.ca - 9 mars 2016.....	73
Une peinture pour protéger les avions contre la foudre	
Télé-Québec - 10 mars 2016.....	74
Suivre les piétons à la trace dans le métro de Montréal	
Télé-Québec - 10 mars 2016.....	75
Les dons aux universités totalisent 2,4 milliards	
La Presse+ - 11 mars 2016.....	76
Les généreux avantages sociaux coûtent cher	
La Presse+ - 11 mars 2016.....	78
Premier accident responsable pour la voiture Google	
ici.radio-canada.ca - 10 mars 2016.....	80
Salon des technologies environnementales du Québec - Le plus grand rassemblement multisectoriel de spécialistes en environnement du Québec	
Canada NewsWire (français) - 10 mars 2016.....	81
Mieux vaut être jeune au Québec qu'en Ontario!	
L'Actualité (site web) - 10 mars 2016.....	83
Expo Manger santé et vivre vert : Discussion	
ici.radio-canada.ca - 10 mars 2016.....	86

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Robert Ouellette	
La Presse+ - 9 mars 2016.....	87
Les filles et les sciences : un duo électrisant !	
L'Avantage Votre journal - 9 mars 2016.....	89
Heidi Rathjen reçoit la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec	
Canada NewsWire (français) - 8 mars 2016.....	90

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*



CKRL

jeudi 17 mars 2016

Émission Futur Simple du 17 mars 2016

Mention des travaux du laboratoire de Nanorobotique de Polytechnique dirigé par le Pr Sylvain Martel à l'émission du 17 mars 2016. (13:25)

<http://www.ckrl.qc.ca/index.php/emissions/74-futur-simple>

Ce document a été ajouté par: ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



L'institut Indo-Canadien SHASTRI
vendredi 18 mars 2016

Signature of a Collaboration Agreement with IIT-Bombay

Polytechnique Montréal has signed Collaboration Agreement with IIT-Bombay in 2015. Video of POLY-MTL student in exchange at IIT-DELHI

<http://www.polymtl.ca/carrefour/doc/documents/NewsletterWinterEdition2015-2016.pdf>

Ce document a été ajouté par: ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Québec - Yahoo! Québec
News, mercredi 16 mars 2016 - 19:01:00 -0400

Déclaration des professeures et professeurs des universités québécoises

MONTREAL, le 16 mars 2016 /CNW Telbec/ -Les effets néfastes du désinvestissement du gouvernement du Québec dans l'enseignement supérieur, la recherche et la création se traduisent par une dégradation marquée...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Yahoo! Finance Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160316-IYAF-169658470_25837206249 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Nouvelles générales, mercredi 16 mars 2016 - 19:01:00 UTC -0400

Déclaration des professeures et professeurs des universités québécoises

Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal

MONTREAL, le 16 mars 2016 /CNW Telbec/ - Les effets néfastes du désinvestissement du gouvernement du Québec dans l'enseignement supérieur, la recherche et la création se traduisent par une dégradation marquée des conditions d'études : diminution de l'offre de cours, augmentation du nombre d'étudiantes et d'étudiants par classe, attrition des ressources d'encadrement et des services aux étudiantes, étudiants, baisse des bourses de soutien, réduction des budgets alloués aux bibliothèques.

La dégradation des conditions d'études s'accompagne d'une détérioration des conditions de travail pour toutes les salariées, tous les salariés : moratoire sur les embauches, non-remplacement des départs à la retraite, suppression de postes, gel des salaires et imposition arbitraire d'un droit de gérance; toutes approches en contradiction avec la collégialité universitaire qui associe étroitement la communauté à la gestion de nos institutions.

En imposant des compressions budgétaires colossales, le gouvernement du Québec favorise une transformation du mode de gouvernance universitaire vers un modèle de plus en plus centralisé et bureaucratique. Il y a aujourd'hui presque deux fois plus de hauts dirigeants dans les universités québécoises qu'il y a dix ans. Cette

forte hausse s'accompagne d'un mode de gestion calqué sur celui des entreprises privées avec, dans la foulée, une détérioration des relations et du climat de travail.

La défense de la mission universitaire doit primer sur les éléments circonstanciels ou financiers. Les méthodes de gestion des universités doivent être conformes au caractère de l'université comme service public : collégialité, liberté d'enseignement, liberté de recherche et de création, indépendance de l'esprit, accessibilité aux études, qualité des services universitaires, proximité avec les besoins en enseignement, en recherche et en création de la population.

Privés des ressources indispensables, les établissements universitaires voient leur capacité à remplir leur mission dramatiquement mise en péril. L'excellence et la viabilité de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la création sont en jeu.

Nous, professeures et professeurs, nous devons les défendre :

Nous nous opposons à toute nouvelle compression dans les universités québécoises;

Nous réclamons le rétablissement des sommes amputées aux budgets des universités depuis 2010;

Nous demandons aux gouvernements du Québec et du Canada de donner suite à leurs promesses de réinvestissement dans le réseau universitaire;

Nous dénonçons les démarches de transformation des universités selon le modèle et les orientations des entreprises privées;

Nous demandons la tenue d'une Commission parlementaire sur l'avenir et les orientations de nos universités;

Nous réclamons que le gouvernement démontre par ses choix budgétaires que l'éducation est véritablement une priorité.

Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ)

Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal (SGPUM)

Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec en Outaouais (SPUQO)

Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Chicoutimi (SPPUQAC)

Syndicat des professeurs et professeures de la Télé-université (SPPTU)

Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Trois-Rivières (SPPUQTR)	Association des professeur(e)s de l'Université Bishop (APBU)	professeurs du réseau de l'Université du Québec (CLIUQ)
Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS)	Association des ingénieurs-professeurs des sciences appliquées de l'Université de Sherbrooke (AIPSA)	Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU)
Association des professeurs de l'Université Concordia (APUC-CUFA)	Association des professeures et professeurs de l'École nationale d'administration publique (APPENAP)	SOURCE Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal
Association des professeur(e)s et bibliothécaires de McGill (APBM-MAUT)	Syndicat des professeures et professeurs de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (SPUQAT)	Contact
Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Rimouski (SPPUQAR)	Association des professeurs de l'École de technologie supérieure (APETS)	M. Jean Portugais, président du SGPUM, 514-343-6636; Mme Michèle Nevert, présidente du SPUQ, 514-987-6198
Association des professeurs de l'École polytechnique de Montréal (APEP)	Comité de liaison intersyndical des syndicats de professeures et	Note(s) : A l'attention Education Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160316-FW-0C1585 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



MATv

mercredi 16 mars 2016

Montréal vue par Laure Waridel

Entrevue avec Laure Waridel directrice du CIRODD à l'émission Mise à jour.

[http://link.brightcove.com/services/player/bcpid1871234542001?](http://link.brightcove.com/services/player/bcpid1871234542001?bckey=AQ~~,AAAAJwuGkYk~,guajaDzDnN3vV9gsC5WfM6tm6eDJU3j&bclid=3801152057001&bctid=4805029042001)

[bckey=AQ~~,AAAAJwuGkYk~,guajaDzDnN3vV9gsC5WfM6tm6eDJU3j&bclid=3801152057001&bctid=4805029042001](http://link.brightcove.com/services/player/bcpid1871234542001?bckey=AQ~~,AAAAJwuGkYk~,guajaDzDnN3vV9gsC5WfM6tm6eDJU3j&bclid=3801152057001&bctid=4805029042001)

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Québec - Yahoo! Québec
News, jeudi 17 mars 2016 - 19:21:00 -0400

Budget du Québec 2016-2017 - L'ensemble des chefs d'établissement universitaire saluent un budget tourné vers l'excellence en enseignement supérieur

QUÉBEC, le 17 mars 2016 /CNW Telbec/ -Les universités accueillent favorablement le budget déposé aujourd'hui par le ministre Leitão. Ce budget marque un virage important pour le secteur de l'enseignement...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Yahoo! Finance Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160317-IYAF-169658470_25850246172 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires, no. No: 10

De bonne source, samedi 19 mars 2016, p. 38

De bonne source

Patrick Lutz
Directeur général, TC Média Livres

Patrick Lutz est nommé directeur général de TC Média Livres. Il succède à Jacques Rochefort, qui demeure conseiller stratégique jusqu'au 31 décembre prochain. Patrick Lutz travaille dans le monde de l'édition scolaire depuis plus de 20 ans. Il a commencé à œuvrer dans le milieu en tant que représentant commercial aux Éditions CEC. Il a rapidement gravi les échelons au sein de l'entreprise pour accéder par la suite aux postes de directeur d'édition et de vice-président, édition. C'est en juin 2004 qu'il s'est joint à TC Média Livres à titre de vice-président de la division scolaire Québec, poste qu'il a occupé jusqu'en 2009. Il est alors devenu vice-président des divisions scolaires pour l'ensemble du Canada. M. Lutz, avocat de formation, possède un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal. Il est membre du Canadian Educational Resources Council.

Marie-Lucie Morin

Administratrice, Chorus Aviation

Chorus Aviation a nommé Marie-Lucie Morin à son conseil d'administration. Mme Morin a été directrice exécutive de la Banque mondiale pour le Canada, l'Irlande et les Caraïbes. Elle a pris sa retraite de la fonction publique en 2013. Elle a entre autres été sous-ministre du Commerce international, sous-ministre déléguée des Affaires étrangères et, auparavant, sous-ministre adjointe du Commerce international. Mme Morin a été ambassadrice du Canada en Norvège. Récemment, elle a agi à titre de conseillère dans le cadre de l'examen de la Loi sur les transports au Canada. Elle est membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.

Frédéric Lefebvre

Vice-président, marketing aviation régionale, Pratt & Whitney Canada

Frédéric Lefebvre devient vice-président, marketing, aviation régionale, chez Pratt & Whitney Canada (P&WC). Chez P&WC, M. Lefebvre a auparavant occupé les postes de directeur principal, programme des turbopropulseurs régionaux, et de directeur principal, programmes clients pour les marchés des produits liés au transport régional. Il y a également dirigé le développement technologique. M. Lefebvre s'est joint à United Technologies en 1996 après avoir obtenu un baccalauréat en génie mécanique de l'École Polytechnique de Montréal. Il a par la suite reçu une maîtrise en génie aérospatial de l'École Polytechnique de Montréal.

Jean Michel

Premier v.-p., conseil aux déposants, Caisse de dépôt et placement

La Caisse de dépôt et placement du Québec annonce la nomination de Jean Michel au poste de premier vice-président, conseil aux déposants et analyses stratégiques. Il siègera au comité de direction de la Caisse. M. Michel succède à Bernard Morency. Jean Michel était jusqu'à récemment président de la division Placements caisses de retraite d'Air Canada. Auparavant, il a occupé des fonctions importantes au sein du cabinet-conseil Mercer.



Deux nominations au CA de Radisson

Ressources minières Radisson désigne Denis Lachance à la présidence de son conseil d'administration et Réjean Gourde à titre d'administrateur. Denis Lachance, administrateur de Radisson depuis 2013, succède à Jean-Marie Dupont, fondateur de l'entreprise. M. Lachance, ingénieur minier, diplômé de l'Université Laval, était jusqu'en 2012 président de Koniambo Nickel SAS, une entreprise en participation entre Xstrata Nickel et la Société minière du Sud Pacifique. Réjean Gourde est ingénieur minier diplômé de l'École Polytechnique de Montréal. Après 12 ans de service pour les sociétés Falconbridge et Ressources Aiguebelle, M. Gourde s'est joint à Cambior, aujourd'hui

Sylvain Cossette

Président, FPI Cominar

Sylvain Cossette est promu président et chef de l'exploitation du Fonds de placement immobilier (FPI) Cominar, qui occupe la troisième place parmi les fonds de placement immobilier diversifiés du Canada. Il succède à Michel Dallaire, qui conserve les fonctions de chef de la direction. M. Cossette, vice-président exécutif et chef de l'exploitation depuis 2012, était auparavant associé du cabinet d'avocats Davies Ward Phillips & Vineberg, où il était le conseiller juridique de Cominar depuis sa création en mai 1998. Il a pratiqué dans ce cabinet pendant une trentaine d'années.

Charles-Félix Ross

Directeur général, Union des producteurs agricoles

Charles-Félix Ross deviendra directeur général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) le 1er avril prochain. Il succède à Guylaine Gosselin qui prend sa retraite. M. Ross a entamé sa carrière à l'UPA en tant qu'agroéconomiste à la Direction recherches et politiques agricoles (DREPA). Ensuite, il a été secrétaire général de la Fédération des producteurs agricoles du Québec. Depuis 2008, il occupe les postes de directeur de la DREPA et de directeur général adjoint de l'UPA.

Nicolas Roy

Vice-président, technologies, Cossette

Cossette accueille Nicolas Roy à titre de vice-président, technologies. Auparavant chef des technologies et architecte de systèmes informatiques chez Landr Audio, il a également été directeur du développement de produit chez Avera pendant 10 ans. Nicolas Roy a aussi travaillé à Paris pour Facilité Informatique. En 2014, il a remporté le prix de la technologie de l'année pour la plateforme LANDR au festival international South by Southwest, dans la catégorie culture et divertissement. Il est titulaire d'un baccalauréat de l'Université Laval.

Ça bouge dans votre industrie ? Écrivez-nous à debonnesource@tc.tc

© 2016 Les Affaires. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160319-ZL-0043 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

L'actualité

L'Actualité tablette, no. Vol. 41 n° 4

Imprimé

vendredi 1 avril 2016

Grand dossier

Mieux vaut être jeune au Québec qu'en Ontario !

L'eldorado ontarien ? Un mythe, révèle la deuxième livraison de l'indice de l'équité entre les générations. les jeunes québécois ont désormais un meilleur niveau de vie que leurs voisins.

Jonathan Trudel

Ah que la vie semble plus douce chez le voisin ontarien ! On y trouverait moins de chômeurs, les travailleurs y toucheraient de meilleurs salaires et paieraient moins de taxes et d'impôts. Les routes y sont mieux entretenues, et même le lait et le vin coûtent moins cher !

Convaincus que l'herbe est plus verte en Ontario, des milliers de Québécois bouclent encore, chaque année, leurs valises pour s'y établir. Mais gagnent-ils vraiment au change ?

Rien n'est moins sûr.

« L'eldorado ontarien, c'est un mythe », tranche l'économiste Alexis Gagné. Depuis une génération, les Québécois ont, dans l'ensemble, largement rattrapé le niveau de vie des Ontariens. Les jeunes du Québec ont même carrément dépassé celui de leurs voisins.

C'est l'un des constats implacables de la toute nouvelle livraison de l'indice d'équité entre les générations (IEG), le fruit d'une vaste enquête menée par Alexis Gagné et ses collègues de l'Institut des générations (voir l'encadré « Les auteurs », p. 21).

Le premier indice, publié dans L'actualité il y a deux ans, révélait

que, contrairement aux idées reçues, le niveau de vie des jeunes Québécois de 25 à 34 ans s'était amélioré depuis une génération. Que les boomers ne les avaient pas spoliés, finalement...

Cette fois, les chercheurs ont voulu comparer l'évolution du sort des jeunes Québécois et Ontariens depuis un quart de siècle. Leurs conclusions terrassent, de nouveau, des mythes tenaces.

En bref, les jeunes Québécois comptent moins de chômeurs dans leurs rangs que leurs congénères ontariens - et quand ils sont astreints au chômage, ils y restent moins longtemps. Ils travaillent moins d'heures tout en touchant un revenu médian (après impôts) de 5,7 % plus élevé.

Ils ont donc plus d'argent dans leurs poches et doivent en dépenser beaucoup moins pour se loger que les jeunes Ontariens, premières victimes de la flambée des prix de l'immobilier. Dans la grande région de Toronto, par exemple, accéder à la propriété est devenu un rêve inaccessible pour beaucoup de jeunes familles. Mais le loyer moyen y est aussi prohibitif - et reste beaucoup plus élevé qu'à Montréal, malgré les

hausse fulgurantes enregistrées dans la métropole québécoise depuis une décennie.

« En 1990, les jeunes Québécois étaient en moins bonne posture que leurs voisins ontariens. Aujourd'hui, c'est l'inverse », résume Alexis Gagné, qui a analysé une trentaine d'indicateurs, dont quelques-uns sont inédits.

Ses collègues et lui ont notamment pu mesurer l'actif net des 25 à 34 ans, ce qui leur a permis de documenter l'évolution de leur niveau d'endettement depuis une génération.

En plus des indicateurs strictement économiques, les chercheurs ont aussi tenu compte d'indicateurs de « qualité de vie », tels que l'espérance de vie à la naissance, le taux de dépression majeure et le taux de criminalité (une autre nouveauté).

Tout comme il y a deux ans, les chercheurs voulaient répondre à deux grandes questions.

1. Le niveau de vie des jeunes s'est-il amélioré ou non ?
2. Le partage du pouvoir, de la richesse et des emplois entre les jeunes et le reste de la société s'est-il amélioré ou non ?

Pour comparer l'évolution des jeunes en Ontario et au Québec, Gagné et ses collègues ont créé, à partir des indicateurs retenus, un indice d'équité pour chaque province. Ils ont ensuite mis en parallèle les deux trajectoires. Bilan ? « Les Ontariens font, essentiellement, du surplace, tandis que le sort des Québécois s'est légèrement amélioré. »

La balance aurait, à coup sûr, penché encore davantage du côté du Québec si les chercheurs avaient pu comparer les investissements publics dans les services de garde des deux provinces (celles-ci ont des méthodes de comptabilité différentes, ce qui rend les comparaisons hasardeuses). Malgré les hausses marquées de tarifs décrétées par le gouvernement Couillard, la plupart des parents québécois déboursent une fraction des sommes versées par les parents ontariens, qui dépassent 1 300 dollars par enfant par mois, en moyenne, dans la région de Toronto. (Avant la fin du tarif unique de 7 dollars par jour, les parents québécois dépensaient à peine 150 dollars par mois par enfant.)

Mais attention ! Tout n'est pas sombre pour les jeunes Ontariens.

Ces derniers ont encore un actif médian (en gros : la valeur de leurs biens, maison comprise, moins les dettes) plus élevé. Ils sont plus nombreux à être titulaires d'un diplôme universitaire, malgré des gains spectaculaires au Québec. Ils vivent dans un environnement plus sécuritaire - le taux de criminalité au Québec dépasse désormais celui de l'Ontario !

- et jouissent d'une meilleure qualité de l'air.

Malgré ces nuances, le portrait d'ensemble brossé par l'IEG entre en collision frontale avec un certain discours ambiant selon lequel le Québec se porte toujours plus mal que ses voisins.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le Québec n'est plus le petit frère pauvre qu'il a longtemps été. Comment concilier ce constat avec les nombreuses études, largement relayées par les médias, sur la « pauvreté » relative des Québécois ?

Selon Laura O'Laughlin, économiste principale au Groupe d'analyse, cabinet américain de consultation en économie, finance et stratégie, et cofondatrice de l'indice, ces études se concentrent trop souvent sur le revenu moyen des gens, un indicateur utile mais imparfait, voire trompeur.

Il suffirait, par exemple, que le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, s'attable dans un petit casse-croûte pour que tous les convives deviennent, en moyenne, milliardaires ! Et ce, même si tous les autres clients vivaient dans les faits sous le seuil de la pauvreté. Le revenu médian - celui de la personne qui, dans un groupe de 10, se situe au cinquième rang - donne une lecture plus précise et plus réaliste.

En clair, le Québécois médian de 25 à 34 ans a plus d'argent dans ses poches, après impôts et transferts, que l'Ontarien médian du même âge - en dépit de leur revenu moyen quasi identique.

Fin janvier, dans une tour de bureaux du centre-ville de Montréal, les auteurs de l'étude ont présenté leurs conclusions à un ensemble de « sages », un groupe choisi d'économistes et de personnalités qui

guident et critiquent leurs travaux depuis les balbutiements de l'indice d'équité, il y a trois ans.

« C'est un exercice éclairant, s'est exclamé Marcelin Joanis, de Polytechnique Montréal. Ça correspond à ce que j'observe aussi depuis plusieurs années dans mes propres travaux », dont l'étude *Vivre mieux...* au Québec, qui compare le bien-être des Québécois à celui des habitants des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les conclusions de ce nouvel indice d'équité n'étonnent guère, non plus, Pierre Fortin. Cet économiste, professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal, documente depuis de nombreuses années déjà le grand rattrapage du Québec, devenu pour ainsi dire « aussi riche » que l'Ontario, tout en étant moins inégalitaire, dit-il.

Selon lui, ce rattrapage n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat des politiques économiques et sociales adoptées par Québec depuis 25 ans. Il cite en exemple la création des centres de la petite enfance (CPE) et des bas tarifs de garderie. « Le taux d'activité des femmes a explosé au Québec et a stagné en Ontario », dit-il, et ce n'est pas une coïncidence.

L'ancienne ministre péquiste Louise Harel, une autre « sage », n'a pas manqué de souligner que l'amélioration la plus notable du niveau de vie des jeunes - de 1996 à 2002 selon l'indice - coïncide avec la naissance des CPE.

La Loi sur l'équité salariale, qui a permis de hausser la rémunération de métiers traditionnellement féminins, a

sans doute aussi eu un effet, note l'économiste Laura O'Laughlin.

Réjean Parent, ex-président de la Centrale des syndicats du Québec, avait vu dans la première livraison de l'IEG une « réhabilitation » des boomers, accusés à tort, selon lui, d'avoir volé l'avenir de leurs enfants. « Je suis heureux de voir que ça se confirme et que la situation des jeunes évolue vers le haut, comme celle du reste de la société. »

Cet ex-syndicaliste voit lui aussi dans ces données une « preuve » de l'efficacité des efforts déployés pour aider les familles, au Québec. « Ça fait du bien, parce qu'au Québec, malheureusement, nos politiciens ont tendance à naviguer à vue, dit-il. On a de la misère à mesurer l'impact de nos décisions. »

Également présent à la réunion, le nouveau PDG du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec, Monsef Derraji, s'est réjoui que les jeunes du Québec n'aient plus aucun complexe à entretenir vis-à-vis de leurs congénères ontariens. Mais il s'est dit inquiet des répercussions de la hausse des tarifs dans les services de garde décrétee par le gouvernement Couillard.

« Il ne faut pas crier victoire, parce que cette mesure risque, à elle seule, de miner tous les gains qu'on a faits ces dernières années, dit-il. La hausse du nombre de mères sur le marché de l'emploi a beaucoup aidé à augmenter le revenu des familles. On risque de voir ces gains annihilés au bout de quatre à cinq ans. »

L'économiste Marcelin Joanis adresse une autre mise en garde à ceux qui seraient tentés de célébrer trop rapidement le rattrapage avec le

voisin ontarien. Il note que l'Ontario a été plus durement touché par la crise économique de 2008-2009. Cette crise, jumelée à la force du huard - longtemps dopé par les pétrodollars albertains -, a « cassé un ressort » dans l'économie ontarienne. Mais avec la faiblesse du huard, celle-ci pourrait rebondir. Et si c'était le cas, le Québec devrait... applaudir. Parce qu'il n'y a rien de réjouissant, insiste-t-il, à voir son principal partenaire commercial perdre de son pouvoir d'achat.

Encadré(s) :

COMMENT LIRE LES INDICES D'ÉQUITÉ

Les deux indices permettent de comparer comment la situation des Québécois et des Ontariens de 25 à 34 ans a évolué. Les indices comptent chacun 26 indicateurs, tous transformés en base 100, avec 1990 comme année de base. Il ne faut pas conclure que la situation des jeunes était similaire en 1990. Il s'agit d'un point de départ pour mesurer les progrès accomplis. La situation des jeunes Québécois s'est toutefois tellement améliorée qu'elle dépasse maintenant celle des jeunes Ontariens en termes absolus.

POURQUOI AVOIR CHOISI DE COMPARER LE QUÉBEC ET L'ONTARIO ?

De nombreuses statistiques comparent le Québec avec le reste du Canada en bloc. Sur le plan culturel, politique ou linguistique, ce choix peut se justifier. Mais sur le plan économique, il s'agit d'une comparaison « imbécile », dit l'économiste Pierre Fortin. Le Canada, rappelle-t-il, est un pays extrêmement hétérogène. Le Nouveau-Brunswick compte moins d'habitants que la

région métropolitaine de Québec. L'Île-du-Prince-Édouard en compte moins que la région de Sherbrooke. Trois autres provinces (l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador) doivent l'essentiel de leur croissance des dernières années aux trésors qui se cachent dans leur sous-sol. L'Ontario se prête mieux au jeu des comparaisons. Elle n'a pas gagné à la « loterie » géographique du pétrole, et elle compte une forte base manufacturière sensible aux soubresauts du dollar.

LES 26 INDICATEURS DERRIÈRE L'INDICE D'ÉQUITÉ NIVEAU DE VIE DES JEUNES

14 indices favorables au Québec (X)

1. Revenu médian après impôt, 25 à 34 ans (X)
2. Taux de chômage, 25 à 34 ans (X)
3. Durée moyenne des épisodes de chômage, 25 à 34 ans (X)
4. Nombre moyen d'heures travaillées, 25 à 34 ans (X)
5. Équité salariale : salaire hebdomadaire, 25 à 34 ans, femmes / salaire hebdomadaire, 25 à 34 ans, hommes (X)
6. Inégalité de revenu : coefficient de Gini, 25 à 34 ans (X)
7. Actif net médian, 25 à 34 ans
8. Ratio du prix moyen des maisons et du revenu médian après impôt, 25 à 34 ans (X)
9. Ratio du loyer moyen d'un appartement de deux chambres à coucher et du revenu médian après impôt mensuel, 25 à 34 ans (X)

10. Taux de criminalité pour 100 000 habitants (infractions au Code de la route exclues)

11. Taux de personnes sans diplôme, 25 à 34 ans

12. Taux de diplomation à l'université, 25 à 34 ans

13. Espérance de vie à la naissance (ÉGALITÉ)

14. Stock d'infrastructures publiques provinciales en pourcentage du PIB

15. Taux de satisfaction générale à l'égard de la vie chez les 25 à 34 ans (X)

16. Taux de dépression majeure dans la dernière année et perception de la santé mentale chez les 25 à 34 ans

PARTAGE DU POUVOIR ET DE LA RICHESSE

17. Ratio du revenu médian après impôt, 25 à 34 ans, et du revenu médian après impôt, 16 ans et + (X)

18. Ratio du taux de chômage, 25 à 34 ans, et du taux de chômage, 15 ans et + (X)

19. Ratio de l'actif net médian, 25 à 34 ans, et de l'actif net médian, 16 ans et +

20. Ratio du taux de taxation moyen, 25 à 34 ans, et du taux de taxation moyen, 16 ans et + (revenu moyen avant impôt / revenu moyen après impôt)

21. Pourcentage du PIB allant aux dépenses provinciales en éducation (X)

22. Pourcentage du PIB allant aux dépenses provinciales en santé

23. Pourcentage des dépenses totales consolidées du gouvernement

provincial qui va au service de la dette

24. Âge moyen des membres du CA des grandes entreprises (X)

25. Émissions de gaz à effet de serre (mégatonnes d'équivalent CO₂) (X)

26. Concentration de particules fines dans le sud du Québec et le sud de l'Ontario

LES AUTEURS

L'indice d'équité entre les générations pour le Québec et l'Ontario a été réalisé par l'équipe de l'Institut des générations, sous la direction

D'ALEXIS GAGNÉ (1), économiste, candidat au doctorat en éducation à l'Université de Montréal et analyste stratégique à la Fondation Lucie et André Chagnon.

LAURA O'LAUGHLIN (2), économiste principale au cabinet de consultation en économie, finance et stratégie Groupe d'analyse

CHRISTIAN BÉLAIR (3), président de Credo, associé principal d'IS&B Économie simplifiée, ex-PDG du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

MARIPIER ISABELLE (4), candidate au doctorat en économie à l'Université de Toronto, ex-présidente de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec

ISABELLE FONTAINE (5), vice-présidente de Ryan Affaires publiques, ex-présidente du Comité national des jeunes du Parti québécois

NATHANIEL BÉRUBÉ-MIMEAULT (6), économiste

LES « SAGES » QUI ONT CONTRIBUÉ À LA RÉFLEXION

RÉJEAN PARENT (7), ex-président de la Centrale des syndicats du Québec

PIERRE FORTIN (8), économiste, professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal

FRANÇOIS VAILLANCOURT (9), économiste, professeur émérite à l'Université de Montréal

MARCELIN JOANIS (10), économiste, professeur à Polytechnique Montréal, chercheur au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)

LOUISE HAREL (11), ex-ministre sous différents gouvernements du Parti québécois

MONSEF DERRAJI (12), PDG du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec

LA PROPRIÉTÉ ACCESSIBLE

Les jeunes des deux provinces ont été touchés de plein fouet par la hausse fulgurante du prix des maisons depuis 2000. Mais les jeunes Ontariens l'ont été encore plus durement. En proportion du revenu, les Québécois paient encore leurs maisons moins cher que ce que payaient les Ontariens... en 1990.

En 2013, le prix moyen d'une maison au Québec représentait près de **7 fois** le revenu médian des jeunes de 25 à 34 ans. En 1990... c'était 5,1 fois.

En 2013, le prix moyen d'une maison en Ontario représentait **10,6 fois** le revenu médian des jeunes de 25 à 34 ans. En 1990... c'était 7,5 fois.

LES REVENUS GRIMPENT

Salaire médian en Ontario avant impôts 29 405 \$

Salaire médian au Québec avant impôts 31 389 \$

Le Québécois médian de 25 à 34 ans a désormais plus d'argent dans ses poches, après impôts et transferts, que l'Ontarien médian du même âge - en dépit de leur revenu moyen quasi identique (26 176 \$ au Québec contre 26 947 \$ en Ontario).

Note : Tous les indicateurs monétaires sont en dollars de 2013 et tiennent compte de l'inflation.

LE QUÉBEC PLUS ÉGALITAIRE

Le Québec compte moins de riches que l'Ontario, mais la distribution des revenus y est moins inégale. C'est ce que révèle le coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenus dans une société. Il varie de 0 (si tous les revenus sont partagés également) à 1 (une seule personne rafle tous les revenus). Parmi les jeunes Québécois de 25 à 34 ans, les inégalités ont légèrement décliné depuis 1990 (le coefficient de Gini est passé de 0,36 à 0,34), alors qu'elles ont augmenté parmi les jeunes Ontariens du même âge (de 0,34 à 0,36).

AU TRAVAIL !

TAUX DE CHÔMAGE DES 25-34 ANS

QUÉBEC 7,2 %

ONTARIO 7,7 %

DURÉE DU CHÔMAGE DES 25-34 ANS

QUÉBEC de 19,6 semaines en 1990 à 15,9 en 2013

ONTARIO de 13,5 semaines en 1990 à 20,4 en 2013

RICHESSSE : ÇA PROGRESSE !

Calculez la valeur de tous vos actifs (biens immobiliers compris), puis soustrayez vos dettes. Vous obtenez votre actif net. À ce chapitre, les jeunes Ontariens ont encore un avantage indéniable sur leurs congénères québécois, qui s'explique en partie par la vigueur du marché immobilier ontarien.

ACTIF NET MÉDIAN EN 1999 ET 2013

QUÉBEC de 33 631 \$ à 43 259 \$

+ 29 %

ONTARIO de 60 473 \$ à 67 630 \$

+ 12 %

ÉDUCATION : EN MODE RATTRAPAGE

DÉPENSES EN ÉDUCATION EN 2013

QUÉBEC 5,2 % du PIB

ONTARIO 4,6 % du PIB

TAUX DE DIPLOMATION UNIVERSITAIRE EN 2013

QUÉBEC 31 % (14 % en 1990)

ONTARIO 35,7 % (18 % en 1990)

MOINS DE CRIMES EN ONTARIO !

TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100 000 HABITANTS*

QUÉBEC

1998 : 6 207

2013 : 3 861

ONTARIO

1998 : 7 019

2013 : 3 675

Les deux provinces ont connu une baisse notable du nombre d'infractions criminelles commises. La chute a été encore plus marquée en Ontario, qui est même devenu - surprise - moins violent que le Québec, selon Statistique Canada.

* Infractions au Code de la route exclues

POURQUOI PARTENT-ILS ?

Le Québec a perdu, au profit de l'Ontario, 7 400 personnes de plus qu'il n'en a accueillies en 2014. Pourquoi ? Personne ne peut l'affirmer avec certitude. Comme le fait remarquer l'économiste François Vaillancourt, « il n'y a pas d'interviews à la sortie du Québec ». Mais selon lui, la langue est probablement un facteur plus important que l'état de l'économie. « Beaucoup d'immigrants internationaux récents ne comprenaient pas, avant d'arriver, l'importance du français pour se trouver un emploi au Québec et prennent le chemin de l'Ontario, où se trouvent, du reste, de très grandes communautés ethniques et souvent des proches. »

Illustration(s) :

Illustrations de Sébastien Thibault

© 2016 L'Actualité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160401-TUA-0035 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

L'actualité

L'Actualité tablette, no. Vol. 41 n° 4

Imprimé

vendredi 1 avril 2016

Entreprises

Le suspense Desjardins

Pas moins de 255 délégués des quatre coins de la province sont appelés à élire le nouveau patron de Desjardins. Lequel des trois candidats en lice prendra la tête du plus important employeur privé du Québec ?

Marie-Claude Morin

Le prochain PDG du Mouvement Desjardins ne sera pas choisi dans une salle de conseil d'administration feutrée, comme le sont généralement les grands patrons des banques. C'est plutôt sous les applaudissements nourris d'un parterre de près de 300 électeurs qu'il sera élu, après sept longues semaines d'une campagne électorale dont vous n'avez probablement pas entendu parler. Cela n'a rien d'étonnant. Les campagnes à la présidence de Desjardins sont traditionnellement discrètes, voire confidentielles, tenant davantage d'un conclave que d'une présidentielle américaine.

Le 19 mars, les délégués des quatre coins du Québec seront donc réunis dans la tour phare de Desjardins, à Lévis, pour connaître qui, de Guy Cormier, Robert Ouellette ou Daniel Paillé, succédera à Monique Leroux et deviendra le prochain grand patron des 46 000 employés du géant du mouvement coopératif québécois.

Mais d'ici là, rien ne filtre sur les candidats. Ou presque. Tant les administrateurs que les membres du personnel ont évoqué les « règles très strictes » et leur peur de se « mettre dans le trouble » pour justifier leur

réticence à répondre aux questions de L'actualité. Ainsi, la plupart ont exigé l'anonymat.

« Desjardins n'est pas un gouvernement ou une instance publique. C'est une institution financière qui évolue dans un marché concurrentiel », indique Pauline D'Amboise, secrétaire générale et vice-présidente de la gouvernance et de la responsabilité sociale au Mouvement Desjardins. Si les candidats ou les représentants discutaient publiquement des élections à la présidence, ils risqueraient de dévoiler des secrets d'entreprise... et de nuire à la réputation de la coopérative. Des débats sur la place publique permettraient à « différents groupes d'intérêts » de soulever des « enjeux particuliers ». Desjardins, dit Mme D'Amboise, « ne veut pas subir [ces] perturbations ».

Le Mouvement met également en avant la diversité des 255 délégués pour justifier le huis clos des discussions. Ces électeurs viennent de 17 régions, délimitées selon le nombre de membres. Et si le tiers d'entre eux sont des directeurs généraux de caisse, les deux tiers sont

plutôt des administrateurs élus par les membres. Ils sont retraités, avocats, notaires, entrepreneurs... Pour qui voteront-ils une fois dans l'isoloir ? Personne n'ose le prédire. « Le collège électoral regroupe tellement de profils différents, on n'est jamais capable de prévoir l'issue du vote », affirme une personne haut placée dans l'organisation, qui dit d'ailleurs s'être trompée aux deux élections précédentes.

Pendant la campagne, les trois candidats auront disposé de trois rencontres pour séduire les délégués : une heure devant tout le collège électoral le 13 février, une autre heure lors de rencontres « suprarégionales », et 10 petites minutes le jour des élections. Pas de débats, que des échanges entre candidats et électeurs.

Les règles de conduite interdisent aux personnes présentes de parler de ces discussions, même aux membres de leur conseil de caisse. Elles défendent aussi aux candidats de s'adresser aux délégués à l'extérieur du cadre prescrit. Ou, interdiction suprême, de parler au public ou aux médias. « Les gens sont chatouilleux parce que l'élection du PDG est encore une

prérogative des caisses », explique un administrateur.

La décision que prendra tout ce beau monde n'est pas banale. Le vainqueur occupera la présidence de Desjardins, le plus important employeur privé du Québec, pendant quatre ans. Son mandat pourra être renouvelé une fois. Et tous s'entendent sur une chose : les candidats actuels étant très différents, le règne prendra une saveur toute particulière selon celui qui l'emportera.

LE FILS DU RÉSEAU : GUY CORMIER

Gestionnaire chez Desjardins depuis près de 25 ans, Guy Cormier est le candidat dont tout le monde parle spontanément en premier. Diplômé en finance de HEC Montréal, il a rapidement gravi tous les échelons du Mouvement, de la direction générale de différentes caisses jusqu'à la première vice-présidence du réseau des caisses et des services aux particuliers.

C'est celui qui a la plus fine connaissance de l'ensemble des opérations et qui a côtoyé le plus de gens dans le réseau des caisses. Âgé de 46 ans, il est décrit comme un gestionnaire convivial, qui cherche à tisser des liens et à construire avec les autres. « Il a une capacité d'écoute hors du commun. Il ne cherche pas à préparer une réponse pendant qu'on lui parle, ce qui est une qualité très rare », dit un président de caisse.

« On ne lui connaît pas encore de profil politique, par contre », note Gerald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire (qui n'est pas délégué pour les élections). Or, de par sa taille et sa vocation, « Desjardins doit exercer un rapport de forces dans

la société », rappelle l'ancien chef syndical.

Cela dit, Guy Cormier pourrait être le choix des représentants qui souhaitent un retour du balancier vers les membres et le réseau, après des années axées sur l'optimisation et le développement international. « S'ils cherchent une "garantie coop", ils se tourneront certainement vers Guy, parce qu'il est "né" dans le réseau », estime un membre de la direction.

LE CANDIDAT-SURPRISE : DANIEL PAILLÉ

C'est la première fois dans l'histoire récente de Desjardins que quelqu'un « de l'externe » brigue la présidence. Tant en 2000 qu'en 2008, tous les candidats étaient soit de hauts gestionnaires, soit des présidents de filiale ou des membres du conseil d'administration. Et encore, aucun des candidats administrateurs n'était que membre d'un conseil régional. Tous siégeaient au « gros » conseil, celui du Mouvement.

La candidature de Daniel Paillé a donc pris tout le monde par surprise. Si tous le connaissent pour ses apparitions publiques lorsqu'il était ministre du Parti québécois ou chef du Bloc québécois, personne ne semble au fait d'un lien particulier entre lui et Desjardins. Les uns parlent d'opportunisme, les autres ne comprennent pas ses motivations.

Avoir le « sang vert » - une qualité que certains attribuent au personnel de Desjardins - est-il vraiment nécessaire ? « Je n'ai pas d'objection à avoir quelqu'un de l'externe dans la course, ça amène des échanges. Mais on n'a pas besoin de cette insécurité-là [élire un PDG de l'externe] en plus de tous les défis de l'industrie »,

commente un président de caisse. La connaissance des enjeux d'affaires et la compréhension de la culture de Desjardins sont d'ailleurs régulièrement mentionnées comme des atouts essentiels du futur PDG.

Il n'en demeure pas moins que le candidat de 65 ans « pourrait se faufiler entre les deux autres, même si la côte est abrupte à monter », déclare un observateur. Cela dépendra de la vision qu'il aura à présenter aux délégués. Après tout, Monique Leroux n'était chez Desjardins que depuis quelques années quand elle a été élue présidente... et peu de gens la donnaient gagnante !

L'AS DE LA TECHNO : ROBERT OUELLETTE

La candidature de Robert Ouellette semble indissociable de ses compétences technologiques. Premier vice-président des technologies et du centre de services partagés, le gestionnaire de 52 ans est perçu comme cartésien, directif, très compétent et à l'affût des nouveautés. « Il ne se passe pas une journée sans qu'il soit question de FinTech [technologie financière] dans les journaux. C'est un enjeu crucial pour les institutions financières, y compris Desjardins », souligne un administrateur. Le mariage des technologies et de la finance bouscule l'industrie avec des innovations comme le financement participatif, le paiement mobile et les conseillers-robots.

Ingénieur diplômé de Polytechnique, Robert Ouellette a consacré près de 20 ans de sa carrière à la consultation au sein de la multinationale Accenture, avant de rejoindre la haute direction d'Alcan, puis celle de Desjardins. Ce passé de consultant

l'amène à poser de nombreuses questions et à suivre de près les dossiers. « Il y a beaucoup de politique et de lourdeur chez Desjardins, mais ça n'empêche pas Robert de "challenger" le statu quo », constate une ancienne collègue, qui le dit réservé au premier abord, mais drôle et agréable lorsque la glace est brisée.

Son initiative de regrouper dans 22 bureaux des services tels que le traitement des hypothèques, le recouvrement ou le comptage de

l'argent des guichets automatiques sera-t-elle une force ou une faiblesse pour ce candidat ? Selon certains, il a permis des économies. Selon d'autres, il a retiré des tâches administratives à des caisses qui n'ont pas toutes apprécié ce changement. « S'il était resté dans une pure logique d'affaires et qu'il n'avait créé que deux ou trois très gros bureaux de services, ça aurait pu lui nuire. Mais il y a eu tellement de pression qu'ils en ont finalement créé plusieurs, donc ça ne

lui nuira peut-être pas », croit une ex-cadre de Desjardins.

Arrivé au Mouvement Desjardins en mai 2009, ce grand sportif - 14 marathons et 4 participations au Grand défi Pierre Lavoie - est moins connu que Guy Cormier dans le réseau. Les délégués consultés se disent tous curieux de mieux le connaître. « Il n'a pas une longue pratique démocratique, avec les réflexes que ça amène, mais peut-être qu'il se révélera lors des rencontres à huit clos », dit Gérald Larose.

Illustration(s) :

Monique Leroux, PDG de Desjardins depuis 2008. Son remplaçant entrera en fonction en avril.

Pour les représentants qui souhaitent un retour du balancier vers les membres et le réseau, Guy Cormier pourrait être un candidat de choix.

L'ex-politicien Daniel Paillé n'a pas le « sang vert » et ne fait pas partie du « gros » conseil de Desjardins, mais il pourrait se faufiler entre ses rivaux.

À l'affût de toutes les nouveautés en matière de techno, Robert Ouellette est prêt à « challenger » le statu quo chez Desjardins.

RYAN REMIORZ/LA PRESSE CANADIENNE

MONIQUE LEROUX

D. R.

GUY CORMIER

MOUVEMENT DESJARDINS

DANIEL PAILLÉ

MOUVEMENT DESJARDINS

ROBERT OUELLETTE

© 2016 L'Actualité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160401-TUA-0044 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://journalmetro.com/plus/carrieres/933322/belgacem-rahmani-coup-de-foudre-instantane/>



Métro (Montréal), no. Vol. 16 n° 13
Carrières, jeudi 17 mars 2016, p. 31

Coup de foudre instantané

Sophie Mangado

Portrait. Belgacem Rahmani a préparé des notes, qu'il ne consultera pas, bien sûr, puisque notre rencontre a pour objet de tracer son parcours. Trajectoire qu'il connaît forcément par cœur, empreinte d'un profond attachement pour Montréal, la ville qu'il a faite sienne.

«J'ai senti tout de suite que cette ville était l'endroit où je devais faire ma vie.» Un sentiment intense, évident, immédiat. Son coup de foudre, il l'a d'abord eu pour les gens. Il se souvient à quel point tout lui avait alors paru démesuré. La largeur des routes, la taille des véhicules, la gentillesse des Montréalais.

Aux murs de son bureau exigu de HEC Montréal (autrefois celui de Martin Coiteux, ancien collègue devenu ministre), les caricatures mordantes à l'égard de certains politiciens jouxtent un paysage saharien et quelques citations inspirantes. Du sol au plafond, les livres révèlent le champ d'expertise du maître d'enseignement en affaires internationales.

Belgacem Rahmani doit beaucoup à ceux qui, «sans le savoir, ont contribué à ce qu'[il est] devenu». À ces rencontres-clés, celles qui prodiguent le coup de pouce déterminant. Il découvre Montréal à travers la rencontre fortuite d'un couple de jeunes Québécois, dans les années 1970, dans un café de Casablanca, où il est alors étudiant. Ils sont en attente d'un transfert d'argent après avoir perdu leurs papiers; Belgacem les héberge quelques jours, une amitié se noue qui lui ouvre une fenêtre sur le Canada. Mais à l'époque, c'est la Suède qu'il a dans sa ligne de mire. Il boucle donc ses valises et s'envole vers Stockholm, où il travaille jusqu'à ce que lui vienne l'envie de reprendre des études, ce qui s'avère compliqué. Montréal refait surface, il vient s'y installer avec un visa de touriste. «Les démarches étaient plus simples qu'aujourd'hui. J'ai décroché un contrat d'un an et j'ai pu travailler tout en étudiant à Polytechnique le soir.» Il repart en Suède le temps de déposer sa demande d'immigration.

Initialement formé en génie-conseil dans le secteur des sciences de la Terre, il se laisse convaincre par un collègue de s'orienter vers le commerce. Il décroche un bac en gestion à HEC, puis une maîtrise en administration publique (affaires internationales) à l'ENAP. Poussé par deux professeurs, il se lance dans «ce noble métier, qui consiste à transmettre des connaissances en espérant que nos élèves deviennent de meilleurs citoyens».

«Une fois que la sphère professionnelle a été stabilisée, ç'a été mon tour de donner à la société.» Président du Conseil interculturel de Montréal, membre fondateur du Regroupement des universitaires et chercheurs d'origine algérienne, membre de la fondation Club Avenir (qui mise sur l'intégration par l'excellence, en soutenant des Montréalais d'origine algérienne qui excellent dans leur domaine) : les mandats ne manquent pas. L'intégration des membres des communautés culturelles sur le marché du travail est son cheval de bataille. Malgré les efforts faits, il estime qu'il y a place à amélioration. «Nous passons à côté de talents qui ne demandent qu'à contribuer à l'essor de Montréal. Des personnes hautement qualifiées et compétentes qui ne trouvent pas d'emploi, c'est inquiétant. Il est parfois dit que la première génération d'immigrants est une génération sacrifiée. Elle ne devrait pas l'être, parce qu'elle est le socle de ce qui sera bâti par la suite. Immigrants, citoyens, entreprises, gouvernement : la responsabilité est partagée entre nous tous.»



Indéniablement ici chez lui, Belgacem Rahmani aime aussi Montréal parce que «ce sont les Nations unies; on s'abreuve de la culture les uns des autres. La culture relève de l'acquis, pas de l'inné, elle n'est donc pas immuable, elle évolue. Comme une ville évolue avec les gens qui la font. On n'immigre pas en effaçant qui on était, d'où on venait. On construit par-dessus le socle de nos racines.» Quarante ans après avoir quitté l'Algérie, Belgacem Rahmani est la somme des rencontres déterminantes et des lieux auxquels il s'est attaché, résolument Montréalais.

Une fois par mois, Métro propose, en collaboration avec le projet Alliés Montréal de la Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ), des portraits inspirants de Montréalais issus de l'immigration qui témoignent de leur parcours et de leurs succès.

L'émission de Radio-Canada International Tam-Tam Canada a produit une version radio de ce reportage. Réalisée par Anne-Marie Yvon, cette émission est disponible sur le site de RCI (rcinet.ca/francais).

info@journalmetro.com

Encadré(s) :

Talents sacrifiés

«Nous passons à côté de talents qui ne demandent qu'à contribuer à l'essor de Montréal. Des personnes hautement qualifiées et compétentes qui ne trouvent pas d'emploi, c'est inquiétant.»

Belgacem Rahmani, à propos de l'intégration des membres des communautés culturelles

Illustration(s) :

Josie Desmarais/métro

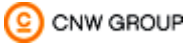
L'intégration sur le marché du travail est le cheval de bataille de celui qui est aujourd'hui professeur à HEC Montréal.

© 2016 Métro (Montréal). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160317-MO-0074 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

General News, Monday, March 14, 2016 - 10:30:00 UTC -0400

Sixteen universities and 19 student associations launch the first provincial campaign: "Sans oui, c'est non!"

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

MONTREAL, March 14, 2016 /CNW Telbec/ - **The representatives of 16 university establishments and 19 university student associations representing close to 185 000 students and more than 50 000 employees, are preparing to launch a provincial campaign aimed at student awareness about sexual harassment, violence and consent. The campaign slogan is "Sans oui, c'est non !".**

For many years, the topic of sexual violence has made its way into the public's eye through various media coverage. More specifically, this problem has been shown to be present in many universities all over the world. This shines a light on the importance of developing common strategies to fight sexual violence on Quebec campuses and to modify student's behaviours and views with regards to sexual consent and violence.

The campaign's two spokespersons, rapper Koriass and columnist Véronique Grenier, and many rectors, directors and student representatives attended the launch of the campaign.

"Many studies show that close to one woman out of three will be victim of sexual aggression and that between 15% and 25% of students on American campuses will suffer such crimes. I am proud to lend my voice

to the first provincial initiative against sexual violence on university campuses", declared Ms. Grenier.

"It is important to change our mentalities and behaviours with regard to sexual violence. "Sans oui, c'est non!" is a good starting point for this and necessary for cultural changes", added Koriass.

The campaign "Sans oui, c'est non!" was created in December 2014 from a collaboration between Université de Montréal, its Center for harassment intervention, BIMH, and its student federation, FAÉCUM. This campaign aims to prevent sexual violence including harassment, aggressions and other inappropriate sexual conducts by using awareness tools directed to the communities of all of our universities. The campaign brings to light the question of sexual consent and identifies the resources that are available.

"We are very pleased to be part of this collaborative effort between student associations and universities. It is important to educate all members of our university communities about this important issue", explained Michael Goldbloom, Principal of Bishop's.

Over the next few weeks, the universities will deploy many messages and awareness tools in order to advance toward their goal of

creating campus environments which are free of unacceptable behaviours.

"This campaign provides a unique opportunity to unite over 185 000 students at 16 universities in efforts to increase awareness about sexual consent. It is an important step forward and we are glad to be a part of it.", concluded Ms Danielle Toccalino, Secretary-General of the Post-Graduate Students' Society McGill University.

Each university will also present a plan of awareness activities, not only during the launch week, but also all throughout the year.

For more information about the provincial campaign, please consult the web site:

www.sansouicestnon.ca

- > École de technologie supérieure
- > HEC Montréal
- > Institut national de la recherche scientifique
- > Polytechnique Montréal
- > Université de Montréal
- > Université de Sherbrooke
- > Université du Québec à Chicoutimi
- > Université du Québec à Montréal
- > Université du Québec à Rimouski

- > Université du Québec à Trois-Rivières
- > Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- > Université du Québec en Outaouais
- > Université Bishop's
- > Université Concordia
- > Université Laval
- > Université McGill
- > Bureau de coopération interuniversitaire
- > Assemblée générale étudiante de l'UQO (AGEUQO)
- > Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE)
- > Association étudiante de l'École des Sciences de la gestion (AÉESG-UQAM)
- > Association étudiante de l'ETS (AEETS)
- > Association étudiante de Polytechnique (AEP)
- > Association étudiante des cycles supérieurs de Polytechnique (AÉCSP)
- > Association étudiante du HEC (AEHEC)
- > Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal (AGEEFEP)
- > Association générale étudiante de l'UQAT (AGEUQAT)
- > Association générale étudiante de l'UQTR (AGEUQTR)
- > Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)
- > Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIÉS)
- > Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM)
- > Fédération étudiante de l'INRS (FEINRS)
- > Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS)
- > Graduate Students Association of University Concordia (GSA)
- > Mouvement des Associations Générales Étudiantes de l'UQAC (MAGE-UQAC)
- > Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS (REMDUS)
- > Student's Society of McGill University (SSMU)
- > The Post Graduate Student's Society of McGill University (PGSS)

SOURCE Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

Image with caption: "Sans oui, c'est non! (CNW Group/Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal)". Image available at: http://photos.newswire.ca/images/download/20160314_C8272_PHOTO_EN_641866.jpg

Contact

Pascal Lebel, Press liaison, Cell. : 514-590-6135 or pol@faecum.qc.ca

Note(s) :

Attention Society Editors

© 2016 Canada NewsWire. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160314-CW-0C8272 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Nouvelles générales, lundi 14 mars 2016 - 10:30:00 UTC -0400

16 universités et 19 associations étudiantes lancent la première campagne provinciale « Sans oui, c'est non ! »

FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL

MONTREAL, le 14 mars 2016 /CNW Telbec/ - **Les représentantes et représentants de 16 établissements universitaires et de 19 associations étudiantes regroupant près de 185 000 étudiants et étudiantes et plus de 50 000 employés et employées, ont procédé au lancement d'une campagne provinciale de sensibilisation aux violences à caractère sexuel intitulée : « Sans oui, c'est non ! ».**

Depuis plusieurs années, la question des violences à caractère sexuel fait les manchettes dans l'espace public et médiatique. Plus spécifiquement, cette problématique sur les campus universitaires, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde, met en lumière l'importance de développer des stratégies communes afin de lutter contre les violences à caractère sexuel, notamment en faisant évoluer les comportements.

C'est en présence des co-porte-parole de la campagne, le rappeur Koriass et la chroniqueuse Véronique Grenier, ainsi que des recteurs, rectrices, directeurs et directrices des établissements universitaires participants et des représentants et représentantes d'associations étudiantes que le coup d'envoi a été donné.

« Alors que des études démontrent que près d'une femme sur trois a été victime d'une agression sexuelle et que sur les campus américains entre 15 % et 25 % des étudiantes subiront une telle agression, je suis fière de joindre ma voix à la première initiative provinciale de lutte contre les violences à caractère sexuel sur les campus universitaires », a déclaré madame Grenier.

« Il est impératif de changer les mentalités et les comportements face aux violences sexuelles, « Sans oui, c'est non ! », c'est un point de départ pour amorcer un nécessaire changement de culture », a ajouté Koriass.

La campagne « Sans oui, c'est non ! », est née d'une collaboration entre l'Université de Montréal, son Bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH) et la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAÉCUM), en décembre 2014. Cette campagne a connu un vif succès et a suscité l'intérêt des autres campus. « Sans oui, c'est non ! » vise la prévention des violences à caractère sexuel qui incluent le harcèlement, les agressions et les autres inconduites à connotation sexuelle par le déploiement d'outils de sensibilisation pour l'ensemble de la communauté universitaire. La campagne soulève directement la question du consentement sexuel et

met de l'avant des repères et des ressources.

« Avec le déploiement provincial de la campagne « Sans oui, c'est non ! », les établissements universitaires partenaires démontrent leur volonté commune d'enrayer les comportements inacceptables sur leurs campus en travaillant à changer les mentalités dans l'ensemble de la communauté universitaire québécoise », a expliqué monsieur Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal et président du Bureau de coopération interuniversitaire.

Au cours des prochaines semaines, les différentes communautés universitaires vont déployer plusieurs messages d'intérêt, activités de prévention et outils de sensibilisation, et ce, afin de témoigner de leur volonté de favoriser un milieu d'études, de travail et de vie exempt de comportements inacceptables sur les campus du Québec.

« La campagne « Sans oui, c'est non ! » permettra de sensibiliser plus de 185 000 étudiantes et étudiants ainsi que le personnel de 16 établissements universitaires à la question du consentement sexuel. C'est un grand pas en avant », a conclu Ariane Dugas-Angrignon, présidente de l'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion (AéESG-UQAM).

Pour plus de détails sur la campagne provinciale « *Sans oui, c'est non!* », consultez le site Web dédié : www.sansouicestnon.ca

Source :

Établissements universitaires (16) :

- > École de technologie supérieure
- > HEC Montréal
- > Institut national de la recherche scientifique
- > Polytechnique Montréal
- > Université de Montréal
- > Université de Sherbrooke
- > Université du Québec à Chicoutimi
- > Université du Québec à Montréal
- > Université du Québec à Rimouski
- > Université du Québec à Trois-Rivières
- > Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- > Université du Québec en Outaouais
- > Université Bishop's
- > Université Concordia
- > Université Laval
- > Université McGill

Associations étudiantes (19) :

- > Assemblée générale étudiante de l'UQO (AGEUQO)
- > Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE)

> Association étudiante de l'École des Sciences de la gestion (AÉESG-UQAM)

> Association étudiante de l'ETS (AEETS)

> Association étudiante de Polytechnique (AEP)

> Association étudiante des cycles supérieurs de Polytechnique (AÉCSP)

> Association étudiante du HEC (AEHEC)

> Association générale des étudiants et des étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal (AGEEFEP)

> Association générale étudiante de l'UQAT (AGEUQAT)

> Association générale étudiante de l'UQTR (AGEUQTR)

> Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval

(CADEUL)

> Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIÉS)

> Fédération des associations étudiantes du campus de l'UdeM (FAÉCUM)

> Fédération étudiante de l'INRS (FEINRS)

> Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS)

> Graduate Students Association of University Concordia (GSA)

> Mouvement des Associations Générales Étudiantes de l'UQAC (MAGE-UQAC)

> Regroupement des étudiantes et des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS (REMDUS)

> Student's Society of McGill University (SSMU)

> The Post Graduate Student's Society of McGill University (PGSS)

Autre (1) :

> Bureau de coopération interuniversitaire

SOURCE FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL

Bas de vignette : "Sans oui, c'est non! (Groupe CNW/FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL)". Lien URL de l'image : http://photos.newswire.ca/images/download/20160314_C7158_PHOTO_FR_641860.jpg

Contact

Pascal Lebel, Attaché de presse, Cell. : 514-590-6135 ou pol@faecum.qc.ca

Note(s) :

A l'attention Society Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160314-FW-0C7158 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Canada - Yahoo! Canada

News, Monday, March 14, 2016 - 10:30:00 -0400

Sixteen universities and 19 student associations launch the first provincial campaign: "Sans oui, c'est non!"

For many years, the topic of sexual violence has made its way into the public's eye through various media coverage. More specifically, this problem has been shown to be present...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Yahoo! Canada. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160314-IYAC-169657087_25805999838 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

mardi 15 mars 2016

un spectacle au profit des enfants syrien organisée par des étudiants de cinq Universités : Concordia, Polytechnique de Montréal, McGill, l'UQAM

http://ici.radio-canada.ca/emissions/le_15_18/2015-2016/archives.asp?date=2016/03/14&indTime=717&idmedia=7457663

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca
mardi 15 mars 2016

Toxiques, les bijoux de vos enfants?

L'expertise du Pr Gérald Zagury de Polytechnique Montréal est mise en lumière dans ce reportage

<http://ici.radio-canada.ca/tele/la-facture/2015-2016/segments/reportage/5869/bijou-toxique-dangereux-enfant-cadmium-toxicite>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/societe/education/465428/consentement-sexuel-des-universites-quebecoises-unies-pour-attaquer-la-question-de-front>

LE DEVOIR

Le Devoir

Actualités, lundi 14 mars 2016, p. A5

Consentement sexuel - Des universités québécoises unies pour attaquer la question de front

Marie-Michèle Sioui

" Lorsqu'une personne est obligée de faire ce que l'agresseur exige d'elle, elle ne consent pas librement à l'acte sexuel. " La phrase semble citer une évidence et, pourtant, elle est au cœur d'une campagne de sensibilisation au consentement à laquelle participeront 16 établissements universitaires du Québec à compter de ce lundi.

Les établissements, parmi lesquels se trouvent entre autres l'École polytechnique de Montréal, l'Institut national de recherche scientifique et les universités du Québec à Montréal, Concordia et McGill, annonceront en matinée qu'ils s'engagent dans la campagne " Sans oui, c'est non ! ", conçue en 2014 par l'Université de Montréal, son Bureau d'intervention en matière de harcèlement et la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal.

Les questions de harcèlement et de violences sexuelles ont pris " beaucoup de place " dans les universités, nous dit-on en coulisses. En effet, les associations étudiantes et les universités ont choisi d'attaquer la question de front.

Consentement et ressources

La campagne vise dans un premier temps à définir les notions de harcèlement sexuel, de consentement et d'agression sexuelle, en plus d'en exposer les formes. " Le harcèlement sexuel peut se manifester notamment par des questions intimes intrusives ; des regards concupiscent, notamment dirigés vers les parties sexuelles de la personne ", lit-on par exemple sur le site Web.sansoucestnon.ca, qui sera aussi lancé en matinée.

La campagne " Sans oui, c'est non ! " sert également à répertorier les ressources d'aide, par université et par région, tant pour les victimes que pour les agresseurs. En se joignant à la campagne, les établissements universitaires espèrent parvenir à mettre en commun leurs expertises, leurs outils et leurs ressources.

Divers cas d'agression ou de harcèlement sexuel dans les universités québécoises et canadiennes ont fait les manchettes au cours des dernières années. Le plus récent s'est produit à l'Université Brock, en Ontario, où l'administration a tenté de museler une victime qui avait porté plainte contre un professeur en raison d'attouchements sexuels. En janvier, l'Université du Québec à Montréal a été critiquée pour sa gestion d'une plainte pour harcèlement sexuel, après que certains étudiants ont eu l'impression que l'établissement tentait de minimiser l'affaire. Quelques mois plus tôt, la même université essayait des critiques pour avoir refusé d'imposer des sanctions à un professeur bien que son Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement eût démontré qu'il y avait bel et bien eu harcèlement sexuel.



© 2016 *Le Devoir*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160314·LE·2016-03-14_465428 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/societe/education/465428/consentement-sexuel-des-universites-quebecoises-unies-pour-attaquer-la-question-de-front>

LE DEVOIR.com

Le Devoir (site web)

Éducation, lundi 14 mars 2016

Des universités québécoises unies pour attaquer la question de front

Marie-Michèle Sioui

« L'orsqu'une personne est obligée de faire ce que l'agresseur exige d'elle, elle ne consent pas librement à l'acte sexuel. » La phrase semble citer une évidence et, pourtant, elle est au coeur d'une campagne de sensibilisation au consentement à laquelle participeront 16 établissements universitaires du Québec à compter de ce lundi.

Les établissements, parmi lesquels se trouvent entre autres l'École polytechnique de Montréal, l'Institut national de recherche scientifique et les universités du Québec à Montréal, Concordia et McGill, annonceront en matinée qu'ils s'engagent dans la campagne « Sans oui, c'est non ! », conçue en 2014 par l'Université de Montréal, son Bureau d'intervention en matière de harcèlement et la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal.

Les questions de harcèlement et de violences sexuelles ont pris «

beaucoup de place » dans les universités, nous dit-on en coulisses. En effet, les associations étudiantes et les universités ont choisi d'attaquer la question de front.

Consentement et ressources

La campagne vise dans un premier temps à définir les notions de harcèlement sexuel, de consentement et d'agression sexuelle, en plus d'en exposer les formes. « Le harcèlement sexuel peut se manifester notamment par des questions intimes intrusives ; des regards concupiscent, notamment dirigés vers les parties sexuelles de la personne », lit-on par exemple sur le site Web sansouicestnon.ca, qui sera aussi lancé en matinée.

La campagne « Sans oui, c'est non ! » sert également à répertorier les ressources d'aide, par université et par région, tant pour les victimes que pour les agresseurs. En se joignant à la campagne, les établissements universitaires espèrent parvenir à

mettre en commun leurs expertises, leurs outils et leurs ressources.

Divers cas d'agression ou de harcèlement sexuel dans les universités québécoises et canadiennes ont fait les manchettes au cours des dernières années. Le plus récent s'est produit à l'Université Brock, en Ontario, où l'administration a tenté de museler une victime qui avait porté plainte contre un professeur en raison d'attouchements sexuels. En janvier, l'Université du Québec à Montréal a été critiquée pour sa gestion d'une plainte pour harcèlement sexuel, après que certains étudiants ont eu l'impression que l'établissement tentait de minimiser l'affaire. Quelques mois plus tôt, la même université essayait des critiques pour avoir refusé d'imposer des sanctions à un professeur bien que son Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement eût démontré qu'il y avait bel et bien eu harcèlement sexuel.

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160314-LEW-465428 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ICI Radio-Canada - Le Radiojournal
dimanche 13 mars 2016 - 08:00 HNA

L'événement Les filles et les sciences, un duo électrisant! à Québec

Animateur(s) : NADI MOBARAK

NADI MOBARAK (LECTEUR) :

Depuis 25 ans, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à obtenir un diplôme universitaire au Canada. Mais en sciences et en génie, elles sont encore largement sous-représentées. À l'Université Laval de Québec, une activité tenue hier visait précisément à intéresser les jeunes filles à ces domaines traditionnellement masculins. Le reportage d'Alexandre Duval.

RAWAN EL-SHAL (JEUNE ÉTUDIANTE) :

Moi, ça ne me dérangerait pas parce qu'à l'école, on est déjà avec des garçons.

ALEXANDRE DUVAL (REPORTER) :

Même si elle n'est qu'au secondaire, Rawan el-Shal (phon.) rêve déjà de travailler dans un laboratoire scientifique. Que la science soit encore dominée par les hommes ne freine pas ses ardeurs.

RAWAN EL-SHAL (JEUNE ÉTUDIANTE) :

Je ne verrais pas pourquoi ça gênerait d'aller travailler avec eux.

ALEXANDRE DUVAL (REPORTER) :

Rawan et 150 autres jeunes filles étaient à l'Université Laval pour participer à l'activité Les filles et les sciences, un duo électrisant. Il y avait des kiosques sur la robotique, la mobilisation 3D et la bactériologie, notamment. Ils étaient animés majoritairement par des femmes, une nécessité selon le vulgarisateur scientifique Martin Carly.

MARTIN CARLY (VULGARISATEUR SCIENTIFIQUE) :

J'appuie totalement le choix d'un événement comme celui-ci de pas juste d'intéresser les filles aux sciences, mais aussi d'intéresser les filles à des modèles féminins qui ont bien réussi en sciences.

ALEXANDRE DUVAL (REPORTER) :

À la Faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, à peine plus du quart des étudiants sont des femmes. En génie informatique c'est seulement 10 pour cent. Personne ne sait si Rawan et ses camarades changeront la donne dans quelques années, mais la journée d'activités aura, à tout le moins, ouvert leurs horizons.

RAWAN EL-SHAL (JEUNE ÉTUDIANTE) :

Bien, ça nous a montré plus de choses qu'on ne voit pas nécessairement à l'école, ça nous ouvre les sciences, mais d'une autre façon.

ALEXANDRE DUVAL (REPORTER) :

Ici Alexandre Duval, Radio-Canada, Québec.

© 2016 Société Radio-Canada. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160313-RC-RJW160313004 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec
Actualité Consommation, dimanche 13 mars 2016

Un abri d'auto qui lave la voiture en plein hiver

Katherine Boisvert

Un étudiant de l'École polytechnique compte révolutionner les abris d'auto en rendant possible d'y laver sa voiture en plein hiver. Le Lavallois Etienne Sakr, 23 ans, a conçu un abri...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Le Journal de Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160313-ORW-052 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité Consommation, dimanche 13 mars 2016

Un abri d'auto qui lave la voiture en plein hiver

Katherine Boisvert

Un étudiant de l'École polytechnique compte révolutionner les abris d'auto en rendant possible d'y laver sa voiture en plein hiver. Le Lavallois Etienne Sakr, 23 ans, a conçu un abri...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Le Journal de Montréal. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160313-OPW-027 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

ACTUALITÉS, dimanche 13 mars 2016, p. ACTUALITÉS 4

SCIENCE

Une contribution montréalaise

Mathieu Perreault

La Presse

Voilà une dizaine d'années, Frédéric Sirois a reçu un appel d'un collègue américain : pourrait-il donner un coup de main pour la conception de moteurs électriques planifiés par la NASA ?

« Le projet ne s'appelait pas encore Sceptor, explique le professeur de génie électrique de l'École polytechnique de Montréal. Je travaille depuis 15 ans sur la supraconductivité, je connais ces matériaux-là. On m'a demandé de développer un code de calcul pour les forces des torques des moteurs supraconducteurs qui devaient servir pour ces avions tout électriques. »

La supraconductivité est un état où il y a très peu de résistance électrique, donc de pertes d'énergie. Comme elle

n'est possible qu'à très basse température, il faut utiliser des matériaux très exotiques et des systèmes de refroidissement. Tant la NASA qu'Airbus travaillent sur des moteurs supraconducteurs dans le cadre de leurs recherches sur des avions électriques.

« L'avantage des moteurs avec supraconductivité, c'est que pour le même poids, on a deux à trois fois plus de puissance. Mais pour le moment, ils sont encore trop chers pour la production de masse. »

— Frédéric Sirois, professeur de génie électrique à l'École polytechnique de Montréal

Selon lui, il ne suffirait que d'une baisse des coûts de 50 à 70 % pour

que les moteurs supraconducteurs soient utilisés commercialement.

M. Sirois se trouve présentement en Allemagne, où il travaille sur des moteurs supraconducteurs pour des applications industrielles. « Je crois que d'ici cinq ans, il y aura des utilisations industrielles. Pas pour l'aviation, mais pour le domaine de l'énergie. Tout d'abord pour avoir des transformateurs de puissance ou des limiteurs de courants plus compacts, pour les réseaux de transport d'électricité. Aussi pour la recherche en fusion nucléaire. Je crois qu'il pourrait aussi y avoir des applications industrielles en séparation magnétique, par exemple dans le domaine minier. »

Illustration(s) :

PHOTO TIRÉE DU WEB

Le projet Sceptor de la NASA, dont les ailes sont munies de plusieurs petits moteurs électriques, a été expérimenté sur le plancher des vaches. Des tests en vol sont prévus à partir de 2017.

PHOTO TIRÉE DU WEB

L'agence de recherche militaire américaine Darpa a choisi l'entreprise Aurora pour tester un concept d'avion hybride. Cet appareil peut décoller à la verticale grâce à plusieurs petits moteurs électriques propulsant des hélices, avant de bondir à une vitesse supersonique à l'aide de moteurs à réaction conventionnels.

PHOTO PASCAL ROSSIGNOL, ARCHIVES REUTERS

Airbus veut commercialiser l'an prochain un avion tout électrique pour l'enseignement en vol des pilotes. L'appareil utilisé sera basé sur le prototype E-Fan, qui a volé pour la première fois en 2014.

PHOTO AIRBUS

En 2013, Airbus a dévoilé le concept « E-Thrust », un avion hybride dont les réacteurs seraient doublés d'hélices mues par des moteurs électriques pour améliorer les flux d'air dans les moteurs.

PHOTO TIRÉE DU WEB

Le fabricant chinois de drones Yuneec a fait voler un monomoteur tout électrique pour la première fois en 2009, l'E430. Depuis, les tentatives de commercialisation ont fait chou blanc.

PHOTO TIRÉE DU WEB

Les avions propulsés par l'énergie solaire ont été les premiers à être complètement électriques. Des prototypes ont volé dès les années 70, mais il a fallu attendre 2010 pour qu'un avion solaire, le Solar Impulse, ait des batteries suffisantes pour voler durant la nuit.

PHOTO TIRÉE DU WEB

Les premiers avions télécommandés, ou drones, propulsés par des moteurs électriques sont apparus à la fin des années 50. Il s'agissait alors de jouets pour les amateurs de modélisme. Une controverse existe à propos de plans pour un avion télécommandé électrique publiés en 1909 dans la revue britannique Model Engineer.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews•20160313•LAA•373d92aeca3e0c6c7defd012e7f42f02 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Montréal

Actualités, dimanche 13 mars 2016, p. 2

Un abri d'auto qui lave la voiture en plein hiver

UN ÉTUDIANT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE INVENTE UN CONCEPT ORIGINAL; Invention

KATHERINE BOISVERT

Collaboration spéciale

Un étudiant de l'École polytechnique compte révolutionner les abris d'auto en rendant possible d'y laver sa voiture en plein hiver.

Collaboration spéciale

Le Lavallois Etienne Sakr, 23 ans, a conçu un abri d'auto rétractable qui ne nécessite qu'une seule installation.

Une fois l'hiver terminé, l'abri en forme d'accordéon peut être simplement fermé plutôt que démonté comme les abris actuels. L'abri sera actionné grâce à une télécommande et pourrait envoyer des jets d'eau pour nettoyer la voiture pendant l'été, mais aussi, éventuellement, l'hiver.

«Je me suis dit que l'abri serait là durant les quatre saisons, alors j'ai voulu trouver une utilité pour l'été», explique M. Sakr à propos de son système de lavage.

SYSTÈME DE CHAUFFAGE

Conçu dans le cadre de l'un de ses cours à l'hiver 2015, l'abri d'auto devait d'abord être rétractable

manuellement. «En tant qu'ingénieur, je me demandais comment je pouvais faciliter la vie à mes concitoyens, explique l'étudiant en génie mécanique. Pour installer leur abri d'auto, les gens doivent monter sur des échelles, c'est parfois dangereux. Et c'est complexe à installer ou désinstaller seul. J'ai voulu régler ce problème.»

M. Sakr et son professeur ont poussé l'idée plus loin en concevant différentes versions, dont l'une est dotée d'un système de chauffage.

«On est en train de développer un système de chauffage qui permettrait de faire fondre la neige sur le toit et d'éviter l'accumulation de glace au sol», explique

M. Sakr. Il précise que ce modèle sera développé d'ici un an.

Pour éviter que l'abri d'hiver ne s'envole au vent, M. Sakr a élaboré un système de roulement sur rails qui sera installé par terre. L'abri sera attaché directement au garage ou à la maison. L'étudiant envisage aussi

d'inventer des ancrages pouvant être installés sous le niveau du sol.

PLUS DE 5000 \$

Pour concevoir les plans de son abri d'auto, le futur ingénieur a pris en compte les contraintes légales imposées par les villes.

Toutefois, il n'y a actuellement aucune loi qui permettrait de conserver un abri d'auto replié pendant l'été.

Etienne Sakr et son professeur estiment que son abri d'hiver avec télécommande et système de lavage pour l'été pourrait coûter de 5000 à 7000 \$, incluant les frais d'installation. La durée de vie de l'abri sera d'environ 10 ans.

L'étudiant lavallois compte faire une demande de brevet d'ici le mois de juillet et aimerait commercialiser son invention d'ici quelques années.

Note(s) :

Collaboration spéciale

Illustration(s) :

PHOTO KATHERINE BOISVERT

Le Lavallois Etienne Sakr compte commercialiser son invention d'ici quelques années.

© 2016 *Le Journal de Montréal*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160313-OP-d91228c0-e8ec-11e5-88ce-c952375fe66a - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Avis, samedi 12 mars 2016 - 06:00:00 UTC -0500

/R E P R I S E -- Avis aux médias - « Les filles et les sciences, un duo électrisant ! »/

Les filles et les sciences : un duo électrisant!

Une présentation de la Fondation
Alcoa et Hydro-Québec

**En collaboration avec
Polytechnique Montréal et l'École
de technologie supérieure (ÉTS)**

**« Les filles et les sciences, un duo
électrisant?! »**

**VENEZ DÉCOUVRIR LA MAGIE
DES SCIENCES AVEC ÈVE
CHRISTIAN, YANNICK
BERGERON ET DES CENTAINES
DE FILLES DE 2e ET
3e SECONDAIRE?**

MONTREAL, le 10 mars 2016 /CNW
Telbec/ - Vous êtes invités à venir
rencontrer Ève Christian, la
météorologue préférée des Québécois,
porte-parole de la 17e édition de la
journée « **Les filles et les sciences,
un duo électrisant?!** » et à assister à
un explosif spectacle du très coloré
prof de sciences Yannick Bergeron
lors de l'édition montréalaise de cet
événement haut en couleur qui a pour
but de faire découvrir aux jeunes
filles de 2e et 3e secondaire comment
les sciences peuvent jouer un rôle
déterminant dans leur avenir
professionnel.

QUOI« Les filles et les sciences, un
duo électrisant?! » QUANDSamedi 12
mars 2016, à 9 h 15 OUPolytechnique
Montréal2500, chemin de
PolytechniqueMontréal (Québec)H3T
1J4

**Deux chiffres à retenir : 9,4 % et
100 %**

Les femmes ne représentaient que
9,4 % des inscriptions universitaires
de premier cycle en génie
informatique en 2015. Quand on sait
que le taux de placement des étudiants
de dernière année de cette discipline
est de **100 %** (comme dans à peu près
toutes les professions du génie), on ne
peut que souhaiter voir de plus en
plus de jeunes filles rejoindre les
cohortes des futurs finissants. Voilà
pourquoi cette journée est essentielle
et votre présence, indispensable.

Horaire de la
journée 8 h 30Inscription et activité
brise-glace 9 h 15Mot de bienvenue
9 h 30Pause exercice 9 h 45 Activité
créative avec « Folie
Technique »11 h 15« Atelier
découverte » ou « Magasine ton
avenir »12 h 15Dîner 13 h« Atelier
découverte » ou « Magasine ton
avenir »14 h 05« Atelier découverte »
ou « Magasine ton
avenir »15 h 10Spectacle « La magie
de la chimie » avec Yannick
Bergeron15 h 55Tirage des prix de
présence16 h 10 «Vox Pop » et
clôture

**9 h 45 : Activité créative Folie
Technique**

Les jeunes filles sont invitées
à fabriquer une prothèse mécanique de
la main qui permet de prendre et de
déplacer des objets de formes et de
tailles différentes.

11 h 15 : Ateliers découverte

Les participantes découvriront
comment construire un chargeur de
téléphone éolien (Hydro-Québec),
réaliser un mini-piano électronique en
complétant un circuit actif
(Polytechnique), créer un courant
électrique (Polytechnique), concevoir
et construire une éolienne (IBM),
construire une voiture solaire modèle
réduit (ÉTS), fabriquer un emballage
de protection pour les oeufs (Kraft)
ou encore, confectionner de la crème
glacée sans congélateur en moins de
15 minutes (Éco-Entreprise).

12 h 45 : Magasine ton avenir

Les jeunes filles auront l'occasion de
faire du magasinage de carrières et de
visiter 35 kiosques qui leur
proposeront des expériences bien
concrètes. Elles pourront par exemple,
découvrir comment fonctionne
Sphero, un petit robot en forme de
sphère contrôlé par un cellulaire
intelligent (Université McGill), tester
un générateur Van de Graaff (Hydro-
Québec) ou un jeu vidéo destiné à
aider les enfants dans leur
apprentissage moteur (Polytechnique),
participer à une bataille de cerveaux à
coup de boules de feu virtuelles
(ÉTS), créer une application mobile et



se familiariser avec les coulisses de la programmation (Ubisoft/Technovation Montréal), découvrir le processus d'un forage d'exploration minier (ArcelorMittal), analyser leur profil d'ingénieure à l'aide d'un jeu retransmis sur écran (Ordre des ingénieurs du Québec), découvrir du matériel didactique provenant du milieu aéronautique, tel que les boîtes noires, les nids d'abeille et les simulateurs de vol (École nationale d'aérotechnique), ou encore tester la teneur en matières en suspension d'une eau filtrée (Centre d'interprétation de l'eau).

15 h : Spectacle-conférence avec Yannick Bergeron

L'inimitable et coloré prof de sciences Yannick Bergeron présentera son explosif spectacle « La magie de la science ». Bien connu du public grâce entre autres à son rôle de principal adjoint du professeur Scientifique au labo des Débrouillards où il conçoit des expériences depuis 16 ans, ce professeur de chimie hors normes est un vulgarisateur qui sait propager son

amour de la science de façon aussi ludique que fascinante.

Volet pour adultes

Des activités sont également prévues pour les parents et les intervenants du milieu scolaire présents. Ils pourront participer à une activité créative consistant à fabriquer un bras mécanique, visiter les nombreux kiosques de l'activité « Magasine ton avenir », rencontrer Ève Christian, météorologue, journaliste, blogueuse, chroniqueuse scientifique et porte-parole de l'événement et prendre part à une visite guidée des spectaculaires laboratoires des pavillons Lassonde de Polytechnique Montréal.

La **cérémonie d'ouverture** aura lieu en présence de **Christophe Guy**, ing., Ph.D., FACG, C.M., O.Q., directeur général de Polytechnique Montréal, **Pierre Dumouchel**, directeur général de l'École de technologie supérieure (ÉTS), **Ariane Benoît**, ing., ingénieure de projets, Hydro-Québec Équipement et SEBJ, **Mélissa St-Pierre**, directrice, Engagement

communautaire, Fondation Alcoa et de **Nancy Rancourt**, ing., directrice, Service aux membres et Exploitation, Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ) et présidente du comité organisateur.

SOURCE Les filles et les sciences : un duo électrisant!

Bas de vignette : "Logo : Les filles et les sciences : un duo électrisant! (Groupe CNW/Les filles et les sciences : un duo électrisant!)". Lien URL de l'image : http://photos.newswire.ca/images/download/20160312_C5328_PHOTO_FR_635149.jpg

Contact

Ann Bois, Tendances communication, 514 486-4760 - cellulaire : 514 995-5141, annbois@tendancescommunication.com

Note(s) :

A l'attention Science Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160312-FW-0C5328 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires tablette, no. No: 09

Imprimé

Dossiers, samedi 12 mars 2016

MOIS DU GÉNIE

DIX INGÉNIEURS QUI BÂTISSSENT L'AVENIR Ils ont moins de 35 ans et comptent déjà à leur actif des réalisations innovatrices. Voici 10 ingénieurs qui assurent la relève de la profession.

Rendre les égouts et les aqueducs plus sexys

Jean-François Venne

Favoriser le développement durable et miser sur la qualité globale des projets plutôt que sur la plus basse soumission. Sébastien Legault-Lavallée ne manque pas d'ambition quant à la contribution qu'il souhaite apporter comme ingénieur civil.

«Le Québec a pris du retard du côté des infrastructures, lance ce directeur au département Municipal chez AXOR Experts-Conseils. Ce n'est pas nécessairement sexy politiquement d'investir dans les égouts ou les aqueducs, mais il est temps de s'y mettre», ajoute le lauréat du prix Relève du génie-conseil en 2009.

Les ministères concernés et les municipalités en ont bien pris conscience. Les projets se multiplient, et les firmes de génie sont de plus en plus sollicitées. Les ingénieurs civils sont d'autant plus indispensables que l'époque est à l'innovation dans certains secteurs.

M. Legault-Lavallée donne l'exemple des pratiques optimales de gestion des eaux pluviales. «Cela illustre bien la contribution du génie civil au développement durable, dit-il. Il y a 10 ans, on ne favorisait pas du tout l'aménagement de bassins de biorétention et de jardins de pluie. On

recherchait des réseaux étanches, qui captaient toutes les eaux en surface et les déversaient dans les cours d'eau. Maintenant, si l'eau n'est pas contaminée, on tente d'en retourner une bonne quantité dans le sol. C'est bon pour l'environnement et ça permet d'utiliser de plus petites conduites, ce qui abaisse les coûts.»

L'ingénieur civil s'est fait les dents sur le projet de revitalisation de la rue Saint-Joseph, à Valcourt, pour lequel il a conçu les infrastructures municipales, en plus d'agir comme chargé de projet de la surveillance et de la gérance des travaux. Il a aussi contribué à la réfection du Vieux-Varennes. Dans les deux cas, la localisation dans un secteur patrimonial augmentait le défi.

«Cela représente bien ce que j'aime de ce métier. Bien sûr, il y a l'aspect technique, qui est la base. Mais il faut aussi comprendre les besoins des clients et être un bon communicateur afin de bien présenter les travaux proposés aux conseillers municipaux et aux citoyens. On doit aussi être capable de gérer un échéancier, un budget et du personnel. On n'a vraiment pas le temps de s'ennuyer !»

Sébastien Legault-Lavallée

33 ans

Génie civil

Polytechnique Montréal

Ce qu'il rêve de changer : «Au Québec, on magasine un prix. J'aimerais contribuer à faire évoluer cette mentalité, afin que les soumissionnaires choisis soient ceux qui proposent la meilleure qualité globale.»

redactionlesaffaires@tc.tc

Encadré(s) :

Méthodologie

Pour choisir les ingénieurs d'avenir présentés dans ce dossier, nous avons invité les établissements qui offrent des formations en génie ainsi que des associations sectorielles à nous soumettre une liste de candidatures de jeunes ingénieurs de moins de 35 ans qui se distinguent dans leur domaine d'activité. Par la suite, un comité de sélection composé de membres de la rédaction a examiné les candidatures. Il en a retenu 10 en s'appuyant sur des critères prédéfinis, comme les réalisations accomplies par ces ingénieurs et leur caractère innovant.

© 2016 Les Affaires tablette. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160312-ZLA-0030 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires tablette, no. No: 09
Imprimé
Dossiers, samedi 12 mars 2016

MOIS DU GÉNIE

DIX INGÉNIEURS QUI BÂTISSSENT L'AVENIR Ils ont moins de 35 ans et comptent déjà à leur actif des réalisations innovatrices. Voici 10 ingénieurs qui assurent la relève de la profession.

Il invente le téléphone intelligent transparent

Anne-Marie Luca

Jérôme Lapointe a toujours été fasciné par la vision. Le chercheur de 33 ans a consacré son projet de maîtrise à Polytechnique Montréal à développer un œil artificiel muni d'une pupille qui varie selon la luminosité. Depuis trois ans, le doctorant en génie physique met au point des dispositifs invisibles à l'œil nu. Une première mondiale qui attire les plus grands fabricants de téléphones et de tablettes intelligents.

«Comprendre la physique me fait vibrer, dit-il. J'ai toujours rêvé de créer des télévisions transparentes. La première étape, c'était de réussir à fabriquer des dispositifs invisibles, et c'est dans la vitre d'un téléphone qu'on a pu le faire.»

Avec son directeur de thèse Raman Kashyap, Jérôme Lapointe a développé une méthode pour graver des guides d'ondes à l'intérieur du verre protecteur de téléphones intelligents. Comme les fibres optiques qui acheminent l'information à nos maisons, ces conduits microscopiques guident la lumière dans la vitre, la rendant fonctionnelle.

Cette découverte ouvre la porte à de nombreuses applications. Par exemple, on pourrait y déposer une

goutte de sang pour mesurer son taux de glycémie.

Pour les géants du multimédia, dont certains ont déjà approché l'ingénieur, l'invention permettrait d'exploiter l'espace perdu dans les vitres. Mais, prévient-il, «je ne pense pas qu'on puisse la commercialiser de si tôt». Les dispositifs sont peut-être prêts, mais encore faut-il les intégrer aux téléphones.

Sa thèse tirant à sa fin, Jérôme Lapointe compte démarrer bientôt son entreprise, Pi-Phone, avec l'aide d'une subvention de 125 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.

En collaboration avec Univalor, il consacrera la première année de son activité au développement d'un prototype fonctionnel sur un cellulaire, pour peut-être, un jour, commercialiser son invention.

Le champion de l'optique contribue ainsi à l'important bassin d'entreprises-laboratoires, qu'il surnomme la Photonics River, un clin d'œil au fleuve Saint-Laurent. «Je crois qu'un jour, nous serons reconnus comme la Silicon Valley de la photonique !»

Ce qu'il rêve de changer : «Faire fonctionner davantage d'appareils grâce à la lumière. Chaque année, de plus en plus d'éléments électriques sont convertis à la lumière, comme les fibres optiques. C'est beaucoup plus environnemental, et on peut transmettre plus d'information, plus rapidement.»

Jérôme Lapointe

33 ans

Génie physique, concentration
optique-photonique

Polytechnique Montréal

redactionlesaffaires@tc.tc

Encadré(s) :

Méthodologie

Pour choisir les ingénieurs d'avenir présentés dans ce dossier, nous avons invité les établissements qui offrent des formations en génie ainsi que des associations sectorielles à nous soumettre une liste de candidatures de jeunes ingénieurs de moins de 35 ans qui se distinguent dans leur domaine d'activité. Par la suite, un comité de sélection composé de membres de la rédaction a examiné les candidatures. Il en a retenu 10 en s'appuyant sur des critères prédéfinis, comme les

réalisations accomplies par ces
ingénieurs et leur caractère innovant.

© 2016 *Les Affaires tablette. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.*

PUBLI-Cnews-20160312-ZLA-0026 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/societe/science-et-technologie/465092/infiniment-petites-mais-grandement-intrigantes>

LE DEVOIR

Le Devoir

Actualités, jeudi 10 mars 2016, p. A5

Infiniment petites, mais grandement intrigantes À Québec, une exposition du Musée de la civilisation remet en question notre rapport aux nanotechnologies

Pauline Gravel

Parce qu'elles sont invisibles, les nanotechnologies intriguent et peuvent même faire peur, surtout quand on découvre qu'elles sont en voie d'envahir nos vies. L'exposition Nanotechnologies : l'invisible révolution qui a ouvert ses portes mercredi au Musée de la civilisation de Québec nous aide à appréhender cet intrigant nanomonde où tout se passe à l'échelle des atomes et des molécules, soit à des dimensions de quelques nanomètres ou milliardièmes de mètres. Mais cette exposition vise surtout à induire une réflexion sur l'avenir que l'on veut accorder à cette nouvelle science en pleine expansion. Ainsi devrait-elle apaiser les craintes des anxieux et susciter une certaine méfiance, ou du moins une prudence, chez les optimistes béats.

D'entrée de jeu, le visiteur est donc invité à prendre position pour ou contre le développement des nanotechnologies, et sa décision déterminera le sens du parcours de sa visite. Si le visiteur est enthousiaste des nanotechnologies, il sera accueilli par Iron Man, qui, dans les plus récents films, s'injecte des nanoparticules lui permettant de contrôler son armure. Les plus timorés seront quant à eux initiés par Terminator, qui incarne les présages destructeurs suscités par les nanotechnologies.

D'abord un fantôme

Ces personnages de science-fiction qui ont pu influencer notre perception des nanotechnologies rappellent aussi que celles-ci ont d'abord été et sont longtemps restées un fantôme, même si le physicien américain Richard Feynman avait évoqué en 1959 l'immense potentiel que recelait la matière à très petite échelle qui obéit aux lois de la physique quantique, lesquelles modifient les propriétés optiques, magnétiques, électriques, mécaniques ou chimiques de la matière. " Plusieurs chercheurs ont avoué que c'est Le voyage fantastique, un film de 1966, qui les a inspirés à travailler sur les nanotechnologies ", souligne Anouk Gingras, chargée du projet de cette exposition, lors de la visite de presse.

Le visiteur réalisera toutefois rapidement que les nanotechnologies ont déjà investi notre quotidien. Ainsi sont présentés divers produits offerts dans le commerce, tels qu'une crème solaire contenant des nanoparticules de dioxyde de titane qui lui confèrent une fluidité facilitant son application et qui réfléchissent plus efficacement les rayons ultraviolets, une raquette de tennis renfermant des nanotubes de carbone qui augmentent sa robustesse et sa légèreté, un nettoyant à lunettes dont les nanoparticules qu'il inclut empêchent les gouttes d'eau et les marques d'adhérer à la surface du verre.

La nanoélectronique, une branche des nanotechnologies, a pour sa part permis la miniaturisation des puces électroniques, aussi appelées circuits intégrés. Les visiteurs peuvent donc voir une puce produite par IBM en 2015 et sur laquelle ont été gravés des milliards de transistors espacés de seulement sept nanomètres.

Usages du passé



À proximité de cette extraordinaire réalisation technologique sont suspendus au mur de splendides vitraux médiévaux dont les riches couleurs sont flamboyantes en raison des nanoparticules d'or, d'argent et de cuivre que les maîtres-verriers du Moyen-Âge ajoutaient au verre liquide lors de sa fabrication. Eh oui ! nos lointains ancêtres exploitaient les propriétés particulières des nanoparticules à leur insu. L'analyse au microscope à haute résolution des lames des fameux sabres de Damas -- dont un exemplaire est exposé -- a révélé que leur résistance et leur tranchant redoutable étaient dus à leur structure en nanotubes de carbone.

Certaines créatures de la nature sont dotées de structures nanométriques qui leur confèrent des qualités particulières. L'expo met ainsi en vedette un couple de geckos, ces lézards qui marchent au plafond et sur les murs grâce aux poils nanométriques présents sous leurs doigts qui leur permettent d'adhérer à ces parois sous l'effet des forces de Van der Waals. Par ailleurs, les couleurs iridescentes des papillons morphos résultent de la réflexion de la lumière sur les nanostructures créées par la disposition particulière des écailles sur leurs ailes.

La découverte de ces merveilles nanométriques n'aurait jamais été possible sans la puissance des microscopes. On relate et expose l'évolution de ce précieux instrument d'observation, dont le plus récent représentant est le microscope à force atomique. Des images grand format obtenues par ces microscopes ultrapuissants sont exposées sur les murs et nous permettent de voir que l'erbium, un métal du groupe des terres rares, présente la forme de magnifiques fleurs à l'échelle nanométrique.

En Europe, les nanotechnologies sont utilisées pour la restauration d'oeuvres d'art. Le Musée de la civilisation a voulu tenter l'expérience avec le Centre de conservation du Québec sur un monument funéraire du cimetière Saint-Patrick de Québec : un ange vieux de 115 ans qui était noir et abîmé. On l'a traité à l'aide de nanochaux, qui, en pénétrant dans la pierre, permet de solidifier le monument. L'ange, qui a retrouvé sa couleur et ses courbes d'antan, est exposé, et un documentaire présente les étapes de sa restauration.

Le domaine de la santé

Les énormes possibilités qu'offrent les nanotechnologies dans le domaine de la santé sont illustrées par de courts documentaires décrivant d'une part les travaux de Sylvain Martel de Polytechnique Montréal, qui a concrétisé en quelque sorte Le voyage fantastique, puisqu'il a réussi à acheminer des médicaments de façon contrôlée jusqu'à l'intérieur du cerveau, qui est pourtant protégé par une barrière hémato-encéphalique. D'autre part, la recherche de Normand Voyer a permis de mettre au point des " nanopoinards " capables d'aller détruire des cellules cancéreuses.

On apprend aussi que le Québec est un important producteur de nanoparticules, notamment de nanofilaments de cellulose obtenus du bois et qui pourraient servir à rendre le béton plus résistant.

On fait aussi remarquer que plusieurs autres produits utilisés au quotidien, comme certains dentifrices, tests de grossesse, vernis à ongles, shampoings, nettoyants, et même certaines confiseries peuvent contenir des nanoparticules, mais les muséologues n'ont pas pu obtenir de confirmation de leur fabricant. Mais peut-être ont-ils peur de rebuter le consommateur. Contrairement à l'Europe, qui exige des fabricants qu'ils mentionnent la présence de nanoparticules dans la liste des ingrédients, ici, aucune réglementation n'impose un tel étiquetage aux fabricants.

Même si plane encore une grande incertitude sur les possibles effets toxiques et environnementaux des nanoparticules, des études sont menées pour les mettre en lumière et des mesures de protection sont adoptées par les chercheurs et travailleurs.

Tout au cours de l'exposition, le visiteur est invité à se prononcer sur des questions de société liées aux nanotechnologies. Aimerions-nous intégrer des nanotechnologies à notre corps pour améliorer nos capacités physiques ? Consentirait-on à un traitement médical impliquant l'injection de nanoparticules dans notre corps ?

Les réponses à ces questions sont compilées et s'affichent sur un grand écran intégrant les résultats des autres visiteurs.

Cette exposition qui a été proposée et soutenue par Prima Québec, le pôle de recherche et d'innovation en matériaux avancés au Québec, est le résultat d'une large collaboration entre le Musée de la civilisation, le Fonds de recherche du Québec, les universités, des collèges et diverses entreprises québécoises.

© 2016 *Le Devoir*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-LE-2016-03-10_465092 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/465098/energie-est-les-risques-pour-les-cours-d-eau-sont-minimes-dit-transcanada>

LE DEVOIR

Le Devoir

Actualités, jeudi 10 mars 2016, p. A2

Énergie Est - Les risques pour les cours d'eau sont minimes, dit TransCanada Une étude de Polytechnique conclut pourtant que le pipeline pourrait avoir des impacts sur plusieurs rivières

Alexandre Shields

Même si une étude de Polytechnique a déjà fait état des risques que représenterait le pipeline Énergie Est pour des rivières importantes au Québec, TransCanada estime que son projet ne posera pas de menaces majeures pour les 860 cours d'eau qui seront traversés. Aucune étude d'impact formelle ne permet toutefois de corroborer les affirmations de l'entreprise.

Dans le cadre de la quatrième séance de présentation du projet de pipeline d'exportation tenue à Lévis mercredi soir, TransCanada a précisé qu'un total de 860 cours d'eau seraient franchis, dont 417 sont considérés comme " permanents ". De ce nombre, 117 rivières mesurent plus de cinq mètres de largeur.

Une représentante de la pétrolière, Nadia McCarthy, a expliqué que les différentes techniques employées pour traverser les cours d'eau ont été déterminées après des " études " sur les risques, de façon à " assurer la sécurité du pipeline ". La profondeur d'enfouissement du tuyau d'un mètre de diamètre devrait ainsi varier d'une rivière à l'autre.

Les promoteurs du projet de pipeline se sont d'ailleurs montrés rassurants quant aux risques de déversements dans les rivières traversées, dont plusieurs servent de source d'eau potable pour des régions entières.

Rivières à risque

Selon ce qu'a dit le vice-président d'Énergie Est pour le Québec, Louis Bergeron, TransCanada a aussi tenu compte des conclusions d'une étude récente de Polytechnique, transmise au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, et qui conclut que ce pipeline ne traverserait pas moins d'une trentaine de rivières qui " présentent des risques de glissement de terrain en raison de l'instabilité des berges ". Une situation qui " pourrait toucher directement l'intégrité du pipeline ", qui transporterait chaque jour 1,1 million de barils de pétrole des sables bitumineux.

Selon l'analyse des chercheurs de Polytechnique, " la majorité des traverses à risque se situe sur la rive nord du Saint-Laurent, entre Montréal et Saint-Augustin-de-Desmaures ". Ils établissent ainsi un risque lié au passage du tuyau d'un mètre de diamètre pour la rivière des Outaouais, mais aussi pour celle des Mille Îles. Même chose pour la rivière Saint-Maurice. Quant à la rivière Sainte-Anne, elle présente un " haut risque de glissements ". Le risque est tout aussi " élevé " pour la rivière Jacques-Cartier, mais également pour la rivière Batiscan, la Chacoura, la Petite rivière Yamachiche et la rivière Champlain, entre autres.

Le rapport insiste d'ailleurs sur la vulnérabilité du fleuve Saint-Laurent, que le pipeline de TransCanada doit traverser de la rive nord à la rive sud, à partir de Saint-Augustin-de-Desmaures, en amont de Québec.



Aquifères exclus

Par ailleurs, tout déversement accidentel résultant d'un bris dans l'imposant pipeline pourrait avoir des impacts environnementaux majeurs et durables. Ainsi, souligne l'analyse de Polytechnique, " dans le contexte d'une traverse de rivière, il est considéré qu'un déversement accidentel de pétrole est impossible à totalement contenir et nettoyer. Le pétrole pourrait rapidement voyager sur plusieurs kilomètres en aval du bris ou de la rupture ".

Par ailleurs, un représentant de la Ville de Lévis est venu faire part au BAPE des préoccupations de la municipalité par rapport aux traversées de cours d'eau dans la région. Selon ce qu'a précisé TransCanada, il n'est pas prévu d'installer des valves d'urgence de chaque côté des cours d'eau, mais ce sera fait pour les cours d'eau " majeurs ".

Le représentant de Lévis a en outre précisé que le pipeline Énergie Est traverserait un aquifère d'importance " pour la région ". Mardi, au BAPE, un représentant de TransCanada a toutefois affirmé que le pétrole migre " très peu " dans les aquifères. La pétrolière a-t-elle répertorié les aquifères au Québec ? Il existe de l'information de nature publique à ce sujet, et l'entreprise " l'a consultée ".

Encadré(s) :

Des sénateurs réclament l'approbation du projet

Le ministre des Ressources naturelles, Jim Carr, s'est rendu au Sénat mercredi pour répondre aux questions des sénateurs et la quasitotalité d'entre elles a porté sur le pipeline Énergie Est. Leur provenance n'a fait aucune différence: les sénateurs libéraux comme conservateurs ont demandé au ministre d'approuver le projet le plus vite possible afin de relancer l'économie de l'Ouest, créer de l'emploi au Nouveau-Brunswick et réduire la dépendance canadienne envers le pétrole étranger.

Par exemple, les sénateurs libéraux James Cowan et Terry Mercer ont plaidé que l'est du pays pourrait, avec Énergie Est, cesser d'importer du pétrole de l'Arabie saoudite. La conservatrice Nancy Raine a invité le ministre à ne pas prêter l'oreille aux campagnes de peur dans le dossier. Ce à quoi le ministre Carr a répondu: «Ces décisions [d'approuver ou non le projet] ne seront pas dictées par les gens de la marge. Et on sait qu'il y en a de tous les côtés du spectre politique. Il y a des gens qui ne veulent rien construire, jamais en aucun cas. Et il y en a d'autres qui veulent en construire plus sans surveillance réglementaire.»

Hélène Buzzetti

© 2016 *Le Devoir*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-LE-2016-03-10_465098 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Métro (Montréal), no. Vol. 15 n° 257
Carrières, jeudi 10 mars 2016, p. 34

Formation Des filles en sciences

L'événement Les filles et les sciences, un duo électrisant aura lieu le 12 mars simultanément dans plusieurs grandes villes du Québec, dont Montréal. Depuis 17 ans, l'activité vise à inciter les jeunes filles de 2e et 3e secondaire à se diriger vers des métiers comme l'ingénierie, l'informatique, les jeux vidéo ou l'environnement. Un sondage réalisé auprès d'anciennes participantes a montré que ça fonctionne : plus des trois quarts d'entre elles considèrent que cette journée leur a été utile.

© 2016 Métro (Montréal). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-MO-0073 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)





Le Soleil, no. Vol. 120 n° 72
Actualités, jeudi 10 mars 2016, p. 8

L'ex-rue Claude-Jutra renommée Bernard-Grondin?

Camille B. Vincent

L'ancienne rue Claude-Jutra à Québec pourrait, dès la fin du mois, prendre le nom de Bernard-Grondin. Non pas en l'honneur du conteur décédé subitement en 2014, mais bien de l'ingénieur de Québec à qui l'on doit notamment le boulevard Duplessis et l'ensemble résidentiel Les Sources dans Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge.

L'ingénieur civil formé à l'École polytechnique de Montréal détenait une rue en son nom dans le même voisinage jusqu'en 2008, moment où le développement du quartier a mené à la fusion des rues Bernard-Grondin et Paul-Dutil. Après consultation publique, «les gens ont choisi de conserver le nom Paul-Dutil», explique la conseillère et présidente du Comité de toponymie, Anne Corriveau.

«Quand on fait un retrait d'un toponyme, c'est toujours un peu délicat. Il y avait eu déception de la famille Grondin» à l'époque, mentionne Mme Corriveau.

Elle explique au Soleil que lorsque des toponymes sont retirés, ils «restent dans la banque» du Comité de toponymie. «Quand on a à nommer une nouvelle rue, on va toujours puiser dans la banque, mais avec une certaine logique», ajoute-t-elle.

Dans ce cas-ci, le nom Bernard-Grondin s'imposait, notamment en raison de la proximité entre l'ancienne rue du même nom et la bientôt ancienne rue Claude-Jutra. Deux autres noms plus génériques ont également été proposés en consultation publique mardi : la rue du 7e Art et la rue du Trait-d'Union.

La décision quant au nouveau nom de rue sera connue le 21 mars lors du conseil municipal.

UNE MARQUE BIEN VISIBLE

Dès le début des années 60, Bernard Grondin a laissé sa marque dans le paysage urbain de Québec. Pendant les années 1963 et 1964, il a agi comme ingénieur des projets spéciaux pour la Ville de Sainte-Foy, avant d'ouvrir en 1965 sa propre étude de génie-conseil.

Il a notamment réalisé le boulevard Duplessis, la voie sud du boulevard Charest Ouest, le boulevard Laurentien de Québec à Orsainville et le boulevard Wilfrid-Hamel de l'avenue Eugène-Lamontagne à l'avenue Saint-Sacrement.

Note(s) :

cbvincent@lesoleil.com



© 2016 *Le Soleil*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-LS-0011 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Huffington Post Québec (réf. site web)
jeudi 10 mars 2016

Énergie Est: inquiétude autour des cours d'eau

| Par Radio-Canada.ca

TransCanada a tenté mercredi de calmer les inquiétudes de citoyens concernant les risques de contamination des rivières québécoises en cas de fuite du pipeline Énergie Est, lors de cette troisième...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Le Huffington Post Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160310-IHUF-001 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Avis, jeudi 10 mars 2016 - 06:00:00 UTC -0500

Avis aux médias - « Les filles et les sciences, un duo électrisant ! »

Les filles et les sciences : un duo électrisant!

Une présentation de la Fondation

Alcoa et Hydro-Québec

En collaboration avec Polytechnique Montréal et l'École de technologie supérieure (ÉTS)

« Les filles et les sciences, un duo électrisant?! »

VENEZ DÉCOUVRIR LA MAGIE DES SCIENCES AVEC ÈVE CHRISTIAN, YANNICK BERGERON ET DES CENTAINES DE FILLES DE 2e ET 3e SECONDAIRE?

MONTREAL, le 10 mars 2016 /CNW Telbec/ - Vous êtes invités à venir rencontrer Ève Christian, la météorologue préférée des Québécois, porte-parole de la 17e édition de la journée « **Les filles et les sciences, un duo électrisant?!** » et à assister à un explosif spectacle du très coloré prof de sciences Yannick Bergeron lors de l'édition montréalaise de cet événement haut en couleur qui a pour but de faire découvrir aux jeunes filles de 2e et 3e secondaire comment les sciences peuvent jouer un rôle déterminant dans leur avenir professionnel.

QUOI « Les filles et les sciences, un duo électrisant?! » QUAND Samedi 12 mars 2016, à 9 h 15 OÙ Polytechnique Montréal 2500, chemin de Polytechnique Montréal (Québec) H3T 1J4

Deux chiffres à retenir : 9,4 % et 100 %

Les femmes ne représentaient que 9,4 % des inscriptions universitaires de premier cycle en génie informatique en 2015. Quand on sait que le taux de placement des étudiants de dernière année de cette discipline est de 100 % (comme dans à peu près toutes les professions du génie), on ne peut que souhaiter voir de plus en plus de jeunes filles rejoindre les cohortes des futurs finissants. Voilà pourquoi cette journée est essentielle et votre présence, indispensable.

Horaire de la journée
8 h 30 Inscription et activité
9 h 15 Mot de bienvenue
9 h 30 Pause exercice
9 h 45 Activité créative avec « Folie Technique »
11 h 15 « Atelier découverte » ou « Magasine ton avenir »
12 h 15 Dîner
13 h « Atelier découverte » ou « Magasine ton avenir »
14 h 05 « Atelier découverte » ou « Magasine ton avenir »
15 h 10 Spectacle « La magie de la chimie » avec Yannick Bergeron
15 h 55 Tirage des prix de présence
16 h 10 « Vox Pop » et clôture

9 h 45 : Activité créative Folie Technique

Les jeunes filles sont invitées à fabriquer une prothèse mécanique de la main qui permet de prendre et de déplacer des objets de formes et de tailles différentes.

11 h 15 : Ateliers découverte

Les participantes découvriront comment construire un chargeur de téléphone éolien (Hydro-Québec), réaliser un mini-piano électronique en complétant un circuit actif (Polytechnique), créer un courant électrique (Polytechnique), concevoir et construire une éolienne (IBM), construire une voiture solaire modèle réduit (ÉTS), fabriquer un emballage de protection pour les oeufs (Kraft) ou encore, confectionner de la crème glacée sans congélateur en moins de 15 minutes (Éco-Entreprise).

12 h 45 : Magasine ton avenir

Les jeunes filles auront l'occasion de faire du magasinage de carrières et de visiter 35 kiosques qui leur proposeront des expériences bien concrètes. Elles pourront par exemple, découvrir comment fonctionne Sphero, un petit robot en forme de sphère contrôlé par un cellulaire intelligent (Université McGill), tester un générateur Van de Graaff (Hydro-Québec) ou un jeu vidéo destiné à aider les enfants dans leur apprentissage moteur (Polytechnique), participer à une bataille de cerveaux à coup de boules de feu virtuelles (ÉTS), créer une application mobile et

se familiariser avec les coulisses de la programmation (Ubisoft/Technovation Montréal), découvrir le processus d'un forage d'exploration minier (ArcelorMittal), analyser leur profil d'ingénieure à l'aide d'un jeu retransmis sur écran (Ordre des ingénieurs du Québec), découvrir du matériel didactique provenant du milieu aéronautique, tel que les boîtes noires, les nids d'abeille et les simulateurs de vol (École nationale d'aérotechnique), ou encore tester la teneur en matières en suspension d'une eau filtrée (Centre d'interprétation de l'eau).

15 h : Spectacle-conférence avec Yannick Bergeron

L'inimitable et coloré prof de sciences Yannick Bergeron présentera son explosif spectacle « La magie de la science ». Bien connu du public grâce entre autres à son rôle de principal adjoint du professeur Scientifique au labo des Débrouillards où il conçoit des expériences depuis 16 ans, ce professeur de chimie hors normes est un vulgarisateur qui sait propager son

amour de la science de façon aussi ludique que fascinante.

Volet pour adultes

Des activités sont également prévues pour les parents et les intervenants du milieu scolaire présents. Ils pourront participer à une activité créative consistant à fabriquer un bras mécanique, visiter les nombreux kiosques de l'activité « Magasine ton avenir », rencontrer Ève Christian, météorologue, journaliste, blogueuse, chroniqueuse scientifique et porte-parole de l'événement et prendre part à une visite guidée des spectaculaires laboratoires des pavillons Lassonde de Polytechnique Montréal.

La **cérémonie d'ouverture** aura lieu en présence de **Christophe Guy**, ing., Ph.D., FACG, C.M., O.Q., directeur général de Polytechnique Montréal, **Pierre Dumouchel**, directeur général de l'École de technologie supérieure (ÉTS), **Ariane Benoît**, ing., ingénieure de projets, Hydro-Québec Équipement et SEBJ, **Mélissa St-Pierre**, directrice, Engagement

communautaire, Fondation Alcoa et de **Nancy Rancourt**, ing., directrice, Service aux membres et Exploitation, Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ) et présidente du comité organisateur.

SOURCE Les filles et les sciences : un duo électrisant!

Bas de vignette : "Logo : Les filles et les sciences : un duo électrisant! (Groupe CNW/Les filles et les sciences : un duo électrisant!)". Lien URL de l'image : http://photos.newswire.ca/images/download/20160310_C3473_PHOTO_FR_634994.jpg

Contact

Ann Bois, Tendances communication, 514 486-4760 - cellulaire : 514 995-5141, annbois@tendancescommunication.com

Note(s) :

A l'attention Science Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-FW-0C3473 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Infiniment petites, mais grandement intrigantes**Pauline Gravel**

Parce qu'elles sont invisibles, les nanotechnologies intriguent et peuvent même faire peur, surtout quand on découvre qu'elles sont en voie d'envahir nos vies. L'exposition Nanotechnologies : l'invisible révolution qui a ouvert ses portes mercredi au Musée de la civilisation de Québec nous aide à appréhender cet intrigant nanomonde où tout se passe à l'échelle des atomes et des molécules, soit à des dimensions de quelques nanomètres ou milliardièmes de mètres. Mais cette exposition vise surtout à induire une réflexion sur l'avenir que l'on veut accorder à cette nouvelle science en pleine expansion. Ainsi devrait-elle apaiser les craintes des anxieux et susciter une certaine méfiance, ou du moins une prudence, chez les optimistes béats.

D'entrée de jeu, le visiteur est donc invité à prendre position pour ou contre le développement des nanotechnologies, et sa décision déterminera le sens du parcours de sa visite. Si le visiteur est enthousiaste des nanotechnologies, il sera accueilli par Iron Man, qui, dans les plus récents films, s'injecte des nanoparticules lui permettant de contrôler son armure. Les plus timorés seront quant à eux initiés par Terminator, qui incarne les présages destructeurs suscités par les nanotechnologies.

EXTRA_27873

D'abord un fantasme

Ces personnages de science-fiction qui ont pu influencer notre perception des nanotechnologies rappellent aussi que celles-ci ont d'abord été et sont longtemps restées un fantasme, même si le physicien américain Richard Feynman avait évoqué en 1959 l'immense potentiel que recelait la matière à très petite échelle qui obéit aux lois de la physique quantique, lesquelles modifient les propriétés optiques, magnétiques, électriques, mécaniques ou chimiques de la matière. « Plusieurs chercheurs ont avoué que c'est Le voyage fantastique, un film de 1966, qui les a inspirés à travailler sur les nanotechnologies », souligne Anouk Gingras, chargée du projet de cette exposition, lors de la visite de presse.

Le visiteur réalisera toutefois rapidement que les nanotechnologies ont déjà investi notre quotidien. Ainsi sont présentés divers produits offerts dans le commerce, tels qu'une crème solaire contenant des nanoparticules de dioxyde de titane qui lui confèrent une fluidité facilitant son application et qui réfléchissent plus efficacement les rayons ultraviolets, une raquette de tennis renfermant des nanotubes de carbone qui augmentent sa robustesse et sa légèreté, un nettoyant à lunettes dont les nanoparticules qu'il inclut empêchent les gouttes d'eau et les marques d'adhérer à la surface du verre.

La nanoélectronique, une branche des nanotechnologies, a pour sa part permis la miniaturisation des puces électroniques, aussi appelées circuits intégrés. Les visiteurs peuvent donc voir une puce produite par IBM en 2015 et sur laquelle ont été gravés des milliards de transistors espacés de seulement sept nanomètres.

Usages du passé

À proximité de cette extraordinaire réalisation technologique sont suspendus au mur de splendides vitraux médiévaux dont les riches couleurs sont flamboyantes en raison des nanoparticules d'or, d'argent et de cuivre que les maîtres-verriers du Moyen-Âge ajoutaient au verre liquide lors de sa fabrication. Eh oui ! nos lointains ancêtres exploitaient les propriétés particulières des nanoparticules à leur insu. L'analyse au microscope à haute résolution des lames des fameux sabres de Damas - dont un exemplaire est exposé - a révélé que leur résistance et leur tranchant redoutable étaient dus à leur structure en nanotubes de carbone.

Certaines créatures de la nature sont dotées de structures nanométriques qui leur confèrent des qualités particulières. L'expo met ainsi en vedette un couple de geckos, ces lézards qui marchent au plafond et sur les murs grâce aux poils nanométriques présents sous leurs doigts qui leur permettent d'adhérer à ces parois sous l'effet des forces de

Van der Waals. Par ailleurs, les couleurs iridescentes des papillons morphos résultent de la réflexion de la lumière sur les nanostructures créées par la disposition particulière des écailles sur leurs ailes.

La découverte de ces merveilles nanométriques n'aurait jamais été possible sans la puissance des microscopes. On relate et expose l'évolution de ce précieux instrument d'observation, dont le plus récent représentant est le microscope à force atomique. Des images grand format obtenues par ces microscopes ultrapuissants sont exposées sur les murs et nous permettent de voir que l'erbium, un métal du groupe des terres rares, présente la forme de magnifiques fleurs à l'échelle nanométrique.

En Europe, les nanotechnologies sont utilisées pour la restauration d'oeuvres d'art. Le Musée de la civilisation a voulu tenter l'expérience avec le Centre de conservation du Québec sur un monument funéraire du cimetière Saint-Patrick de Québec : un ange vieux de 115 ans qui était noir et abîmé. On l'a traité à l'aide de nanochaux, qui, en pénétrant dans la pierre, permet de solidifier le monument. L'ange, qui a retrouvé sa couleur et ses courbes d'antan, est exposé, et un documentaire présente les étapes de sa restauration.

Le domaine de la santé

Les énormes possibilités qu'offrent les nanotechnologies dans le domaine de la santé sont illustrées par de courts documentaires décrivant d'une part les travaux de Sylvain Martel de Polytechnique Montréal, qui a concrétisé en quelque sorte Le voyage fantastique, puisqu'il a réussi à acheminer des médicaments de façon contrôlée jusqu'à l'intérieur du cerveau, qui est pourtant protégé par une barrière hémato-encéphalique. D'autre part, la recherche de Normand Voyer a permis de mettre au point des « nanopoinçards » capables d'aller détruire des cellules cancéreuses.

On apprend aussi que le Québec est un important producteur de nanoparticules, notamment de nanofilaments de cellulose obtenus du bois et qui pourraient servir à rendre le béton plus résistant.

On fait aussi remarquer que plusieurs autres produits utilisés au quotidien, comme certains dentifrices, tests de grossesse, vernis à ongles, shampoings, nettoyants, et même certaines confiseries peuvent contenir des nanoparticules, mais les muséologues n'ont pas pu obtenir de confirmation de leur fabricant. Mais peut-être ont-ils peur de rebuter le consommateur. Contrairement à l'Europe, qui exige des fabricants qu'ils mentionnent la présence de nanoparticules dans la liste des ingrédients, ici, aucune

réglementation n'impose un tel étiquetage aux fabricants.

Même si plane encore une grande incertitude sur les possibles effets toxiques et environnementaux des nanoparticules, des études sont menées pour les mettre en lumière et des mesures de protection sont adoptées par les chercheurs et travailleurs.

Tout au cours de l'exposition, le visiteur est invité à se prononcer sur des questions de société liées aux nanotechnologies. Aimerions-nous intégrer des nanotechnologies à notre corps pour améliorer nos capacités physiques ? Consentirait-on à un traitement médical impliquant l'injection de nanoparticules dans notre corps ?

Les réponses à ces questions sont compilées et s'affichent sur un grand écran intégrant les résultats des autres visiteurs.

Cette exposition qui a été proposée et soutenue par Prima Québec, le pôle de recherche et d'innovation en matériaux avancés au Québec, est le résultat d'une large collaboration entre le Musée de la civilisation, le Fonds de recherche du Québec, les universités, des collèges et diverses entreprises québécoises.

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-LEW-465092 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Les risques pour les cours d'eau sont minimes, dit TransCanada

Alexandre Shields

Même si une étude de Polytechnique a déjà fait état des risques que représenterait le pipeline Énergie Est pour des rivières importantes au Québec, TransCanada estime que son projet ne posera pas de menaces majeures pour les 860 cours d'eau qui seront traversés. Aucune étude d'impact formelle ne permet toutefois de corroborer les affirmations de l'entreprise.

Dans le cadre de la quatrième séance de présentation du projet de pipeline d'exportation tenue à Lévis mercredi soir, TransCanada a précisé qu'un total de 860 cours d'eau seraient franchis, dont 417 sont considérés comme « permanents ». De ce nombre, 117 rivières mesurent plus de cinq mètres de largeur.

Une représentante de la pétrolière, Nadia McCarthy, a expliqué que les différentes techniques employées pour traverser les cours d'eau ont été déterminées après des « études » sur les risques, de façon à « assurer la sécurité du pipeline ». La profondeur d'enfouissement du tuyau d'un mètre de diamètre devrait ainsi varier d'une rivière à l'autre.

Les promoteurs du projet de pipeline se sont d'ailleurs montrés rassurants quant aux risques de déversements dans les rivières traversées, dont plusieurs servent de source d'eau potable pour des régions entières.

Rivières à risque

Selon ce qu'a dit le vice-président d'Énergie Est pour le Québec, Louis Bergeron, TransCanada a aussi tenu compte des conclusions d'une étude récente de Polytechnique, transmise au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, et qui conclut que ce pipeline ne traverserait pas moins d'une trentaine de rivières qui « présentent des risques de glissement de terrain en raison de l'instabilité des berges ». Une situation qui « pourrait toucher directement l'intégrité du pipeline », qui transportera chaque jour 1,1 million de barils de pétrole des sables bitumineux.

Selon l'analyse des chercheurs de Polytechnique, « la majorité des traverses à risque se situe sur la rive nord du Saint-Laurent, entre Montréal et Saint-Augustin-de-Desmaures ». Ils établissent ainsi un risque lié au passage du tuyau d'un mètre de diamètre pour la rivière des Outaouais, mais aussi pour celle des Mille Îles. Même chose pour la rivière Saint-Maurice. Quant à la rivière Sainte-Anne, elle présente un « haut risque de glissements ». Le risque est tout aussi « élevé » pour la rivière Jacques-Cartier, mais également pour la rivière Batiscau, la Chacoua, la Petite rivière Yamachiche et la rivière Champlain, entre autres.

Le rapport insiste d'ailleurs sur la vulnérabilité du fleuve Saint-Laurent, que le pipeline de TransCanada doit traverser de la rive nord à la rive sud,

à partir de Saint-Augustin-de-Desmaures, en amont de Québec.

Aquifères exclus

Par ailleurs, tout déversement accidentel résultant d'un bris dans l'imposant pipeline pourrait avoir des impacts environnementaux majeurs et durables. Ainsi, souligne l'analyse de Polytechnique, « dans le contexte d'une traverse de rivière, il est considéré qu'un déversement accidentel de pétrole est impossible à totalement contenir et nettoyer. Le pétrole pourrait rapidement voyager sur plusieurs kilomètres en aval du bris ou de la rupture ».

Par ailleurs, un représentant de la Ville de Lévis est venu faire part au BAPE des préoccupations de la municipalité par rapport aux traversées de cours d'eau dans la région. Selon ce qu'a précisé TransCanada, il n'est pas prévu d'installer des valves d'urgence de chaque côté des cours d'eau, mais ce sera fait pour les cours d'eau « majeurs ».

Le représentant de Lévis a en outre précisé que le pipeline Énergie Est traverserait un aquifère d'importance « pour la région ». Mardi, au BAPE, un représentant de TransCanada a toutefois affirmé que le pétrole migre « très peu » dans les aquifères. La pétrolière a-t-elle répertorié les aquifères au Québec ? Il existe de

l'information de nature publique à ce EXTRA_27867
sujet, et l'entreprise « l'a consultée » .

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-LEW-465098 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)
Environnement, vendredi 4 mars 2016

Énergie Est : inquiétude autour des cours d'eau

Un texte de Laurence Niosi

Au Québec, le pipeline doit traverser 860 cours d'eau, dont 26 cours d'eau majeurs, a précisé mercredi le promoteur du projet TransCanada. Dans un ancien rapport, TransCanada parlait plutôt de 828 cours d'eau sur le territoire québécois.

Citant une étude de l'École Polytechnique publiée en décembre, un citoyen pendant la période de questions a mentionné les risques liés au forage. Selon l'étude, le sol des berges le long de plusieurs rivières est trop instable pour soutenir un pipeline. Des glissements de terrain pourraient provoquer des inondations, polluant dans la foulée les cours d'eau avoisinants.

L'auteur de l'étude, le professeur Musandji Fuamba, a renchéri mercredi lors de l'audience, estimant que TransCanada n'avait pas fait assez

d'essais et d'échantillonnage pour s'assurer de la faisabilité de certaines techniques de forage.

TransCanada a répondu qu'elle avait fait plusieurs démarches et présenté des rapports plus détaillés depuis la publication de l'étude pour réduire les risques.

Le promoteur a en outre affirmé qu'il n'y aurait pas systématiquement de vannes de chaque côté des cours d'eau, en particulier de ceux de moindre envergure. Il y aura néanmoins une protection de béton, a précisé TransCanada.

Pas de chiffres pour les risques sismiques

Par ailleurs, TransCanada n'a pas été en mesure de dire jusqu'à quelle magnitude le pipeline pourrait résister lors d'un tremblement de terre. « Il n'y a pas de chiffres. Les zones sismiques

sont considérées et la conception est faite en conséquence », a indiqué Louis Bergeron, vice-président de TransCanada et responsable du projet Énergie Est pour le Québec.

Pourquoi n'avoir pas pensé à un tracé plus éloigné du fleuve? À cette question, le promoteur a répondu vouloir éviter des zones urbaines trop densément peuplées ou encore les zones naturelles protégées. Un tracé plus éloigné augmenterait aussi sa distance, dit TransCanada.

Le promoteur a estimé qu'il faudrait au moins 12 minutes pour réagir lors d'un bris : cinq à dix minutes pour la prise de décision, et huit minutes pour fermer les vannes de sectionnement.

Selon le promoteur, aucun écoulement n'aura lieu dans le fleuve Saint-Laurent en cas de bris.

Les audiences se poursuivent jusqu'au 17 mars prochain.

© 2016 Société Radio-Canada. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160304-SRC-031 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires, no. No: 09

Dossiers, samedi 12 mars 2016, p. 23

MOIS DU GÉNIE

DIX INGÉNIEURS QUI BÂTISSENT L'AVENIR Ils ont moins de 35 ans et comptent déjà à leur actif des réalisations innovatrices. Voici 10 ingénieurs qui assurent la relève de la profession.

Il invente le téléphone intelligent transparent

Anne-Marie Luca

Jérôme Lapointe a toujours été fasciné par la vision. Le chercheur de 33 ans a consacré son projet de maîtrise à Polytechnique Montréal à développer un œil artificiel muni d'une pupille qui varie selon la luminosité. Depuis trois ans, le doctorant en génie physique met au point des dispositifs invisibles à l'œil nu. Une première mondiale qui attire les plus grands fabricants de téléphones et de tablettes intelligents.

«Comprendre la physique me fait vibrer, dit-il. J'ai toujours rêvé de créer des télévisions transparentes. La première étape, c'était de réussir à fabriquer des dispositifs invisibles, et c'est dans la vitre d'un téléphone qu'on a pu le faire.»

Avec son directeur de thèse Raman Kashyap, Jérôme Lapointe a développé une méthode pour graver des guides d'ondes à l'intérieur du verre protecteur de téléphones intelligents. Comme les fibres optiques qui acheminent l'information à nos maisons, ces conduits microscopiques guident la lumière dans la vitre, la rendant fonctionnelle.

Cette découverte ouvre la porte à de nombreuses applications. Par exemple, on pourrait y déposer une goutte de sang pour mesurer son taux de glycémie.

Pour les géants du multimédia, dont certains ont déjà approché l'ingénieur, l'invention permettrait d'exploiter l'espace perdu dans les vitres. Mais, prévient-il, «je ne pense pas qu'on puisse la commercialiser de si tôt». Les dispositifs sont peut-être prêts, mais encore faut-il les intégrer aux téléphones.

Sa thèse tirant à sa fin, Jérôme Lapointe compte démarrer bientôt son entreprise, Pi-Phone, avec l'aide d'une subvention de 125 000 \$ du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.

En collaboration avec Univalor, il consacrera la première année de son activité au développement d'un prototype fonctionnel sur un cellulaire, pour peut-être, un jour, commercialiser son invention.

Le champion de l'optique contribue ainsi à l'important bassin d'entreprises-laboratoires, qu'il surnomme la Photonics River, un clin d'œil au fleuve Saint-Laurent. «Je crois qu'un jour, nous serons reconnus comme la Silicon Valley de la photonique !»

Ce qu'il rêve de changer : «Faire fonctionner davantage d'appareils grâce à la lumière. Chaque année, de plus en plus d'éléments électriques sont convertis à la lumière, comme les fibres optiques. C'est beaucoup plus environnemental, et on peut transmettre plus d'information, plus rapidement.»

Jérôme Lapointe

33 ans



Génie physique, concentration optique-photonique

Polytechnique Montréal

redactionlesaffaires@tc.tc

Encadré(s) :

Méthodologie

Pour choisir les ingénieurs d'avenir présentés dans ce dossier, nous avons invité les établissements qui offrent des formations en génie ainsi que des associations sectorielles à nous soumettre une liste de candidatures de jeunes ingénieurs de moins de 35 ans qui se distinguent dans leur domaine d'activité. Par la suite, un comité de sélection composé de membres de la rédaction a examiné les candidatures. Il en a retenu 10 en s'appuyant sur des critères prédéfinis, comme les réalisations accomplies par ces ingénieurs et leur caractère innovant.

© 2016 Les Affaires. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160312-ZL-0026 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires, no. No: 09

Dossiers, samedi 12 mars 2016, p. 25

MOIS DU GÉNIE

DIX INGÉNIEURS QUI BÂTISSENT L'AVENIR Ils ont moins de 35 ans et comptent déjà à leur actif des réalisations innovatrices. Voici 10 ingénieurs qui assurent la relève de la profession.

Rendre les égouts et les aqueducs plus sexys

Jean-François Venne

Favoriser le développement durable et miser sur la qualité globale des projets plutôt que sur la plus basse soumission. Sébastien Legault-Lavallée ne manque pas d'ambition quant à la contribution qu'il souhaite apporter comme ingénieur civil.

«Le Québec a pris du retard du côté des infrastructures, lance ce directeur au département Municipal chez AXOR Experts-Conseils. Ce n'est pas nécessairement sexy politiquement d'investir dans les égouts ou les aqueducs, mais il est temps de s'y mettre», ajoute le lauréat du prix Relève du génie-conseil en 2009.

Les ministères concernés et les municipalités en ont bien pris conscience. Les projets se multiplient, et les firmes de génie sont de plus en plus sollicitées. Les ingénieurs civils sont d'autant plus indispensables que l'époque est à l'innovation dans certains secteurs.

M. Legault-Lavallée donne l'exemple des pratiques optimales de gestion des eaux pluviales. «Cela illustre bien la contribution du génie civil au développement durable, dit-il. Il y a 10 ans, on ne favorisait pas du tout l'aménagement de bassins de biorétention et de jardins de pluie. On recherchait des réseaux étanches, qui captaient toutes les eaux en surface et les déversaient dans les cours d'eau. Maintenant, si l'eau n'est pas contaminée, on tente d'en retourner une bonne quantité dans le sol. C'est bon pour l'environnement et ça permet d'utiliser de plus petites conduites, ce qui abaisse les coûts.»

L'ingénieur civil s'est fait les dents sur le projet de revitalisation de la rue Saint-Joseph, à Valcourt, pour lequel il a conçu les infrastructures municipales, en plus d'agir comme chargé de projet de la surveillance et de la gérance des travaux. Il a aussi contribué à la réfection du Vieux-Varembes. Dans les deux cas, la localisation dans un secteur patrimonial augmentait le défi.

«Cela représente bien ce que j'aime de ce métier. Bien sûr, il y a l'aspect technique, qui est la base. Mais il faut aussi comprendre les besoins des clients et être un bon communicateur afin de bien présenter les travaux proposés aux conseillers municipaux et aux citoyens. On doit aussi être capable de gérer un échéancier, un budget et du personnel. On n'a vraiment pas le temps de s'ennuyer !»

Sébastien Legault-Lavallée

33 ans

Génie civil

Polytechnique Montréal



Ce qu'il rêve de changer : «Au Québec, on magasine un prix. J'aimerais contribuer à faire évoluer cette mentalité, afin que les soumissionnaires choisis soient ceux qui proposent la meilleure qualité globale.»

redactionlesaffaires@tc.tc

Encadré(s) :

Méthodologie

Pour choisir les ingénieurs d'avenir présentés dans ce dossier, nous avons invité les établissements qui offrent des formations en génie ainsi que des associations sectorielles à nous soumettre une liste de candidatures de jeunes ingénieurs de moins de 35 ans qui se distinguent dans leur domaine d'activité. Par la suite, un comité de sélection composé de membres de la rédaction a examiné les candidatures. Il en a retenu 10 en s'appuyant sur des critères prédéfinis, comme les réalisations accomplies par ces ingénieurs et leur caractère innovant.

© 2016 Les Affaires. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160312-ZL-0030 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - Le Soleil
mercredi 9 mars 2016

L'ancienne rue Claude-Jutra pourrait être renommée Bernard-Grondin

Camille B. Vincent

L'ancienne rue Claude-Jutra à Québec pourrait, dès la fin du mois, prendre le nom de Bernard-Grondin. Non pas en l'honneur du conteur décédé subitement en 2014, mais bien de l'ingénieur de Québec à qui l'on doit notamment le boulevard Duplessis et l'ensemble résidentiel Les Sources dans Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge.

QUÉBEC - L'ingénieur civil formé à l'École polytechnique de Montréal détenait une rue en son nom dans le même voisinage jusqu'en 2008, moment où le développement du quartier a mené à la fusion des rues Bernard-Grondin et Paul-Dutil. Après consultation publique, «les gens ont choisi de conserver le nom Paul-Dutil», explique la conseillère et présidente du Comité de toponymie, Anne Corriveau.

«Quand on fait un retrait d'un toponyme, c'est toujours un peu délicat. Il y avait eu déception de la famille Grondin» à l'époque, mentionne Mme Corriveau.

Elle explique au Soleil que lorsque des toponymes sont retirés, ils «restent dans la banque» du Comité de toponymie. «Quand on a à nommer une nouvelle rue, on va toujours puiser dans la banque, mais avec une certaine logique», ajoute-t-elle.

Dans ce cas-ci, le nom Bernard-Grondin s'imposait, notamment en raison de la proximité entre l'ancienne rue du même nom et la bientôt ancienne rue Claude-Jutra. Deux autres noms plus génériques ont également été proposés en consultation publique mardi : la rue du 7e Art et la rue du Trait-d'Union.

La décision quant au nouveau nom de rue sera connue le 21 mars lors du conseil municipal.

Ingénieur des projets spéciaux

Dès le début des années 60, Bernard Grondin a laissé sa marque dans le paysage urbain de Québec. Pendant les années 1963 et 1964, il a agi comme ingénieur des projets spéciaux pour la Ville de Sainte-Foy, avant d'ouvrir en 1965 sa propre étude de génie-conseil.

Il a notamment réalisé le boulevard Duplessis, la voie sud du boulevard Charest Ouest, le boulevard Laurentien de Québec à Orsainville et le boulevard Wilfrid-Hamel de l'avenue Eugène-Lamontagne à l'avenue Saint-Sacrement.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160309-CY-4959021 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

L'actualité

L'Actualité (site web)

Affaires, mercredi 9 mars 2016

Qui sera le prochain PDG de Desjardins?

Marie-Claude Morin

Le plus important employeur privé du Québec élira son prochain grand patron le 19 mars 2016, après une campagne qui se déroule dans le plus grand secret.

Monique Leroux, PDG de Desjardins depuis 2008. Son remplaçant entrera en fonction en avril. (Photo: Ryan Remiorz, La Presse Canadienne)

Le prochain PDG du Mouvement Desjardins ne sera pas choisi dans une salle de conseil d'administration feutrée, comme le sont généralement les grands patrons des banques. C'est plutôt sous les applaudissements nourris d'un parterre de près de 300 électeurs qu'il sera élu, après sept longues semaines d'une campagne électorale dont vous n'avez probablement pas entendu parler. Cela n'a rien d'étonnant. Les campagnes à la présidence de Desjardins sont traditionnellement discrètes, voire confidentielles, tenant davantage d'un conclave que d'une présidentielle américaine.

Le 19 mars, les délégués des quatre coins du Québec seront donc réunis dans la tour phare de Desjardins, à Lévis, pour connaître qui, de Guy Cormier, Robert Ouellette ou Daniel Paillé, succédera à Monique Leroux et deviendra le prochain grand patron des 46 000 employés du géant du mouvement coopératif québécois.

Mais d'ici là, rien ne filtre sur les candidats. Ou presque. Tant les

administrateurs que les membres du personnel ont évoqué les «règles très strictes» et leur peur de se «mettre dans le trouble» pour justifier leur réticence à répondre aux questions de L'actualité. Ainsi, la plupart ont exigé l'anonymat.

«Desjardins n'est pas un gouvernement ou une instance publique. C'est une institution financière qui évolue dans un marché concurrentiel», indique Pauline D'Amboise, secrétaire générale et vice-présidente de la gouvernance et de la responsabilité sociale au Mouvement Desjardins. Si les candidats ou les représentants discutaient publiquement des élections à la présidence, ils risqueraient de dévoiler des secrets d'entreprise... et de nuire à la réputation de la coopérative. Des débats sur la place publique permettraient à «différents groupes d'intérêts» de soulever des «enjeux particuliers». Desjardins, dit Mme D'Amboise, «ne veut pas subir [ces] perturbations».

À lire aussi: Pourquoi il faut aider Bombardier

Le Mouvement met également en avant la diversité des 255 délégués pour justifier le huis clos des discussions. Ces électeurs viennent de 17 régions, délimitées selon le nombre de membres. Et si le tiers d'entre eux sont des directeurs généraux de caisse, les deux tiers sont

plutôt des administrateurs élus par les membres. Ils sont retraités, avocats, notaires, entrepreneurs... Pour qui voteront-ils une fois dans l'isoloir? Personne n'ose le prédire. «Le collège électoral regroupe tellement de profils différents, on n'est jamais capable de prévoir l'issue du vote», affirme une personne haut placée dans l'organisation, qui dit d'ailleurs s'être trompée aux deux élections précédentes.

Pendant la campagne, les trois candidats auront disposé de trois rencontres pour séduire les délégués: une heure devant tout le collège électoral le 13 février, une autre heure lors de rencontres «suprarégionales», et 10 petites minutes le jour des élections. Pas de débats, que des échanges entre candidats et électeurs.

Les règles de conduite interdisent aux personnes présentes de parler de ces discussions, même aux membres de leur conseil de caisse. Elles défendent aussi aux candidats de s'adresser aux délégués à l'extérieur du cadre prescrit. Ou, interdiction suprême, de parler au public ou aux médias. «Les gens sont chatouilleux parce que l'élection du PDG est encore une prérogative des caisses», explique un administrateur.

La décision que prendra tout ce beau monde n'est pas banale. Le vainqueur occupera la présidence de Desjardins, le plus important employeur privé du Québec, pendant quatre ans. Son

mandat pourra être renouvelé une fois. Et tous s'entendent sur une chose: les candidats actuels étant très différents, le règne prendra une saveur toute particulière selon celui qui l'emportera.

Le fils du réseau: Guy Cormier

Pour les représentants qui souhaitent un retour du balancier vers les membres et le réseau, Guy Cormier pourrait être un candidat de choix.

Gestionnaire chez Desjardins depuis près de 25 ans, Guy Cormier est le candidat dont tout le monde parle spontanément en premier. Diplômé en finance de HEC Montréal, il a rapidement gravi tous les échelons du Mouvement, de la direction générale de différentes caisses jusqu'à la première vice-présidence du réseau des caisses et des services aux particuliers.

C'est celui qui a la plus fine connaissance de l'ensemble des opérations et qui a côtoyé le plus de gens dans le réseau des caisses. Âgé de 46 ans, il est décrit comme un gestionnaire convivial, qui cherche à tisser des liens et à construire avec les autres. «Il a une capacité d'écoute hors du commun. Il ne cherche pas à préparer une réponse pendant qu'on lui parle, ce qui est une qualité très rare», dit un président de caisse.

«On ne lui connaît pas encore de profil politique, par contre», note Gérald Larose, président de la Caisse d'économie solidaire (qui n'est pas délégué pour les élections). Or, de par sa taille et sa vocation, «Desjardins doit exercer un rapport de forces dans la société», rappelle l'ancien chef syndical.

Cela dit, Guy Cormier pourrait être le choix des représentants qui souhaitent

un retour du balancier vers les membres et le réseau, après des années axées sur l'optimisation et le développement international. «S'ils cherchent une "garantie coop", ils se tourneront certainement vers Guy, parce qu'il est "né" dans le réseau», estime un membre de la direction.

Le candidat-surprise: Daniel Paillé

L'ex-politicien n'a pas le «sang vert» et ne fait pas partie du «gros» conseil de Desjardins, mais il pourrait se faufiler entre ses rivaux. (Photo: Mouvement Desjardins)

C'est la première fois dans l'histoire récente de Desjardins que quelqu'un «de l'externe» brigue la présidence. Tant en 2000 qu'en 2008, tous les candidats étaient soit de hauts gestionnaires, soit des présidents de filiale ou des membres du conseil d'administration. Et encore, aucun des candidats administrateurs n'était que membre d'un conseil régional. Tous siégeaient au «gros» conseil, celui du Mouvement.

La candidature de Daniel Paillé a donc pris tout le monde par surprise. Si tous le connaissent pour ses apparitions publiques lorsqu'il était ministre du Parti québécois ou chef du Bloc québécois, personne ne semble au fait d'un lien particulier entre lui et Desjardins. Les uns parlent d'opportunisme, les autres ne comprennent pas ses motivations.

Avoir le «sang vert» -- une qualité que certains attribuent au personnel de Desjardins -- est-il vraiment nécessaire? «Je n'ai pas d'objection à avoir quelqu'un de l'externe dans la course, ça amène des échanges. Mais on n'a pas besoin de cette insécurité-là [élire un PDG de l'externe] en plus de tous les défis de l'industrie»,

commente un président de caisse. La connaissance des enjeux d'affaires et la compréhension de la culture de Desjardins sont d'ailleurs régulièrement mentionnées comme des atouts essentiels du futur PDG.

Il n'en demeure pas moins que le candidat de 65 ans «pourrait se faufiler entre les deux autres, même si la côte est abrupte à monter», déclare un observateur. Cela dépendra de la vision qu'il aura à présenter aux délégués. Après tout, Monique Leroux n'était chez Desjardins que depuis quelques années quand elle a été élue présidente... et peu de gens la donnaient gagnante!

L'as de la techno: Robert Ouellette

À l'affût de toutes les nouveautés en matière de techno, Robert Ouellette est prêt à «challenger» le statu quo chez Desjardins. (Photo: Mouvement Desjardins)

La candidature de Robert Ouellette semble indissociable de ses compétences technologiques. Premier vice-président des technologies et du centre de services partagés, le gestionnaire de 52 ans est perçu comme cartésien, directif, très compétent et à l'affût des nouveautés. «Il ne se passe pas une journée sans qu'il soit question de FinTech [technologie financière] dans les journaux. C'est un enjeu crucial pour les institutions financières, y compris Desjardins», souligne un administrateur. Le mariage des technologies et de la finance bouscule l'industrie avec des innovations comme le financement participatif, le paiement mobile et les conseillers-robots.

Ingénieur diplômé de Polytechnique, Robert Ouellette a consacré près de

20 ans de sa carrière à la consultation au sein de la multinationale Accenture, avant de rejoindre la haute direction d'Alcan, puis celle de Desjardins. Ce passé de consultant l'amène à poser de nombreuses questions et à suivre de près les dossiers. «Il y a beaucoup de politique et de lourdeur chez Desjardins, mais ça n'empêche pas Robert de "challenger" le statu quo», constate une ancienne collègue, qui le dit réservé au premier abord, mais drôle et agréable lorsque la glace est brisée.

Son initiative de regrouper dans 22 bureaux des services tels que le

traitement des hypothèques, le recouvrement ou le comptage de l'argent des guichets automatiques sera-t-elle une force ou une faiblesse pour ce candidat? Selon certains, il a permis des économies. Selon d'autres, il a retiré des tâches administratives à des caisses qui n'ont pas toutes apprécié ce changement. «S'il était resté dans une pure logique d'affaires et qu'il n'avait créé que deux ou trois très gros bureaux de services, ça aurait pu lui nuire. Mais il y a eu tellement de pression qu'ils en ont finalement créé plusieurs, donc ça ne

lui nuira peut-être pas», croit une ex-cadre de Desjardins.

Arrivé au Mouvement Desjardins en mai 2009, ce grand sportif -- 14 marathons et 4 participations au Grand défi Pierre Lavoie -- est moins connu que Guy Cormier dans le réseau. Les délégués consultés se disent tous curieux de mieux le connaître. «Il n'a pas une longue pratique démocratique, avec les réflexes que ça amène, mais peut-être qu'il se révélera lors des rencontres à huit clos», dit Gérald Larose.

© 2016 L'Actualité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160309-TUW-005 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

mercredi 9 mars 2016

À la découverte des nanotechnologies

Le Musée de la civilisation propose pour l'année à venir l'exposition Nanotechnologies : l'invisible révolution. Sylvain Martel cité par Normand Voyer pour la création des nanorobots.

http://ici.radio-canada.ca/emissions/radio-canada_cet_apres-midi/2015-2016/chronique.asp?idChronique=400306

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Télé-Québec

jeudi 10 mars 2016

Une peinture pour protéger les avions contre la foudre

Daniel Therriault, professeur au département de Génie mécanique, et Xavier Cauchy, étudiant au doctorat, travaillent à mettre au point une peinture anti-éclair qu'ils testent...

<http://zonevideo.telequebec.tv/media/27412/une-peinture-pour-protoger-les-avions-contre-la-foudre/le-code-chastenay>

Ce document a été ajouté par: ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



Télé-Québec

jeudi 10 mars 2016

Suivre les piétons à la trace dans le métro de Montréal

Le professeur Bill Farooq, au Département des génies civil, géologique et des mines, et les étudiants à la maîtrise Alexis Pibrac et Alexandra Beaulieu, de Polytechnique Montréal...

<http://zonevideo.telequebec.tv/media/27413/suivre-les-pietons-a-la-trace-dans-le-metro-de-montreal/le-code-chastenay>

Ce document a été ajouté par: ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, vendredi 11 mars 2016, p. AFFAIRES 2

Éducation

Les dons aux universités totalisent 2,4 milliards**Francis Vailles**

La Presse

Les universités au Québec traversent une période difficile, mais plusieurs peuvent compter sur des fonds de dotation généreux, constitués des dons des anciens étudiants ou de mécènes.

Globalement, la valeur nette de l'ensemble des dons accumulés par les universités totalise 2,4 milliards en 2015. Il s'agit des dons versés directement aux universités ou dans leurs fondations externes, dont les états financiers figurent sur le site de l'Agence du revenu du Canada.

Le fonds le plus gros, et de loin, est celui de l'Université McGill, à 1,4 milliard de dollars. Toutes proportions gardées, le fonds de McGill équivaut à près de 48 000 \$ par étudiant, contre 1960 \$ par étudiant pour l'Université du Québec, le plus petit (ce chiffre englobe l'ensemble des fonds des universités constituantes).

Règle générale, les universités utilisent le rendement de ces dons comme source de revenus pour leurs activités, et non le capital. Ces dons sont souvent sujets à restrictions, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent généralement servir à payer directement les professeurs, à moins de projets particuliers (chaire de recherche, projets technologiques, etc.).

Il reste que les universités bien nanties à ce chapitre, comme McGill, HEC Montréal ou Concordia, disposent d'une certaine marge de manœuvre. Par exemple, McGill a inscrit 46,4 millions de dons et legs dans ses revenus de 2015, HEC, 4,8 millions, et Concordia, 8,0 millions.

Encadré(s) :**Les universités et les dons****Valeur nette de l'ensemble des dons accumulés (1)**

Par étudiant (en dollars) Total (en millions de dollars)

Université McGill 1401 47 890

Université Bishop's 45 17 510

HEC Montréal 75 9 040

Université de Montréal 302 8 210

Université Laval 232 7 290

Université Concordia 166 5 930

Polytechnique Montréal 31 5 130

Université de Sherbrooke 58 3 230

Université du Québec 121 1 960

TOTAL 2 430 10 910

1- Pour la plupart, il s'agit de l'actif net au 30 avril 2015 des dons versés à l'université ou dans les fondations externes qui lui sont associées.

Illustration(s) :



Photo David Boily, Archives La Presse

La valeur du fonds de dotation de l'Université McGill est de 1,4 milliard.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160311-LAA-13c5258c82ae8f181086323b6a959fa2 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, vendredi 11 mars 2016, p. AFFAIRES 2

Les généreux avantages sociaux coûtent cher

Francis Vailles

La Presse

Les régimes de retraite et les avantages sociaux des universités, fort généreux, ont un impact parfois très important sur leurs finances. L'effet peut être constaté en scrutant le déficit de fonctionnement de chaque université qui a été accumulé au fil des ans, ce qui s'apparente à une dette nette pour payer l'épicerie.

Les Universités Laval, McGill et du Québec ont des déficits cumulés qui excèdent les 345 millions de dollars. Ces déficits demeurent très importants malgré le récent changement de normes comptables, qui en a dégonflé la valeur.

Pour l'Université Laval, le déficit de 373 millions équivaut à près de 12 000 \$ par étudiant (équivalent temps complet). En comparaison, il est de 6900 \$ par étudiant à l'Université de Sherbrooke et 2350 \$ par étudiant à l'Université de Montréal. De son côté, Bishop's est à près de 20 000 \$ par étudiant, soit trois fois la moyenne.

À l'Université Laval, c'est le déficit des régimes de retraite, de 228 millions cette année, qui alourdit la facture. En 2015, ce déficit a forcé l'Université à verser une contribution additionnelle de 11,5 millions de dollars au régime, une somme qui ne sert donc pas directement aux services aux étudiants.

L'Université attend impatiemment la loi du gouvernement du Québec au

sujet des régimes de retraite des universités. En janvier 2014, elle a cependant entrepris de faire passer progressivement l'âge minimal de la retraite sans pénalité de 60 à 65 ans. Le régime de l'Université Laval est dit « mature », c'est-à-dire qu'il comprend une grande part de retraités.

Retraite à 55 ans

À l'Université du Québec, le récent changement des normes comptables a fait complètement disparaître des états financiers le déficit du régime de retraite, de 770 millions. Les nouvelles normes permettent d'actualiser les fonds à un taux de 6 % plutôt que de 4,5 %.

Néanmoins, le régime de l'UQ permet toujours aux employés d'avoir leur pleine rente de retraite sans pénalité dès l'âge de 55 ans s'ils ont 32 ans de service. Un tel régime est impensable dans le secteur privé, surtout pour des employés qui n'ont pas un travail physiquement exigeant.

Autre élément important : la moitié du déficit de fonctionnement cumulé de l'UQ, soit 182 sur 348 millions, est constitué de ce qu'on appelle les « prestations de départ ». Il s'agit en quelque sorte de l'estimation de la valeur des indemnités de départ qui seront offertes aux cadres, aux profs et à tous les employés lorsqu'ils partiront pour la retraite. Cette somme

de fin de carrière est versée en sus des rentes de retraite.

Les Universités Bishop's, de Sherbrooke et Concordia ont également d'importants déficits de régime de retraite inscrits dans leurs états financiers. Pendant ce temps, le régime de l'Université de Montréal est en surplus de 174 millions, grâce aux nouvelles normes comptables.

Encadré(s) :

Déficits cumulés

Déficits ou surplus cumulés (1)
Déficit ou surplus cumulés par étudiant
(en millions de dollars) (en dollars)

Université Bishop's -50 -19 0710

Université McGill -358 -12 240

Université Laval -373 -11 690

Polytechnique Montréal -55 - 9 200

Université de Sherbrooke -124 -6 870

Université Concordia -177 -6 330

Université du Québec -348 -5 610

Université de Montréal -86 -2 350

HEC Montréal 17 2 090

TOTAL -1 554 -6 977

1- *Déficits ou surplus de fonctionnement cumulés en incluant les régimes de retraite*

Illustration(s) :

Photo Jocelyn Bernier, Archives Le soleil

Les Universités Laval (sur la photo), McGill et du Québec ont des déficits cumulés qui excèdent les 345 millions de dollars.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160311-LAA-1578a0e972c7a77cb2189d57cfc815c - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca
jeudi 10 mars 2016

Premier accident responsable pour la voiture Google

Propos de Nicolas Saunier, professeur agrégé au Département des génies civil, géologique et des mines de Polytechnique Montréal.

http://ici.radio-canada.ca/emissions/pour_faire_un_monde/2015-2016/archives.asp?date=2016/03/10&indTime=2171&idmedia=7454964

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Avis, jeudi 10 mars 2016 - 08:00:00 UTC -0500

Salon des technologies environnementales du Québec - Le plus grand rassemblement multisectoriel de spécialistes en environnement du Québec

Réseau Environnement

MONTREAL, le 10 mars 2016 /CNW Telbec/ - La 11e édition du Salon international des technologies environnementales du Québec (teq) organisée par Réseau Environnement, se déroulera mardi 15 et mercredi 16 mars au Centre des congrès de Québec. Près de 3 000 participants, 150 exposants et 100 conférenciers provenant du Québec et de divers pays de la francophonie prendront part au plus grand rassemblement multisectoriel de spécialistes en environnement du Québec.

Personnalités présentes

La plénière d'ouverture du Salon des teq, mardi 15 mars à 8 h, se fera en présence de **David Heurtel**, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, **Dany Michaud**, président-directeur général de RECYC-QUÉBEC et **Jean-Pierre Ndoutoum**, directeur de l'Institut de la francophonie pour le développement durable.

La vitrine du savoir-faire en environnement au Québec

Les conférences techniques et le salon d'exposition présenteront les **innovations prometteuses**, les nouvelles technologies vertes et aborderont les enjeux globaux du domaine environnemental. Le Salon des teq est un véritable forum d'échanges où l'expertise

environnementale de la francophonie est présentée comme une solution et où les intervenants politiques, économiques, de la science et du domaine privé peuvent se rencontrer.

Des conférences d'actualité en environnement

La programmation dynamique et actuelle repose sur des sessions couvrant les grandes thématiques de l'heure comme construire une économie au service du développement durable, l'économie circulaire, mettre fin à la dépendance au pétrole, COP21 : l'accord et après et bien plus encore. Les participants prendront part à des sessions et des conférences animées par des modérateurs et conférenciers actifs sur la scène environnementale, parmi eux : **Laure Waridel** du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable, Jérôme Cliche de **RECYC-QUÉBEC**, Michèle Audette des **Affaires autochtones du Canada**, Dominique Deschênes du **ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles** ainsi que François Reeves, cardiologue et professeur agrégé de médecine à l'Université de Montréal.

Stimuler l'innovation et encourager la relève

Depuis sa création, le Salon des teq de Réseau Environnement a pour vocation le soutien aux entreprises

technologiques environnementales et notamment la promotion des entreprises innovantes. Pour la première fois, sera organisé durant l'évènement, le Défi des start-up du domaine des technologies environnementales. Un jury composé de membres influents provenant de chez **Anges Québec**, **Écofuel**, **Écotech Québec**, **Startup Festival**, **Technologies du développement durable Canada** choisira le gagnant parmi les 5 finalistes. Découvrez les finalistes en cliquant ici!

Pour consulter le programme complet.

La tenue du Salon des teq 2016 est rendue possible grâce au soutien du gouvernement du Québec, ainsi qu'Englobe, grand partenaire de Réseau Environnement et Éco Entreprises Québec, partenaire Argent de l'évènement.

À propos de Réseau Environnement www.reseau-environnement.com

Réseau Environnement est actif depuis plus de 50 ans et est le plus important regroupement multisectoriel de spécialistes en environnement au Québec, dont la mission est de promouvoir les bonnes pratiques et l'innovation en environnement. Réseau Environnement représente aujourd'hui plus de 2 700 membres, dont font partie 250 municipalités, 350 entreprises ainsi qu'une vingtaine



d'organismes gouvernementaux et parapublics. Il regroupe une quarantaine de comités techniques, prend position sur une vingtaine de dossiers techniques annuellement, offre plusieurs programmes de soutien à la gestion environnementale aux municipalités. Il est l'organisateur du Salon international des technologies environnementales, Americana et

l'éditeur de la revue *Vecteur Environnement*.

SOURCE Réseau Environnement

Contact

ou pour une accréditation média, communiquez avec : Manon

Leenhardt, Réseau Environnement, Directrice communications et marketing - intérim, mleenhardt@reseau-environnement.com, Tél. : 514 270-7110 poste 343, Cell. : 514 754-7110

Note(s) :

A l'attention National Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-FW-0C4503 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.lactualite.com/societe/mieux-vaut-etre-jeune-au-quebec-que-ontario/>

L'actualité

L'Actualité (site web)

Affaires, jeudi 10 mars 2016

Mieux vaut être jeune au Québec qu'en Ontario!

Jonathan Trudel

L'eldorado ontarien? Un mythe, révèle la deuxième livraison de l'indice de l'équité entre les générations. Les jeunes Québécois ont désormais un meilleur niveau de vie que leurs voisins.

Illustration: Sébastien Thibault

Ah?que la vie semble plus douce chez le voisin ontarien?! On y trouverait moins de chômeurs, les travailleurs y toucheraient de meilleurs salaires et paieraient moins de taxes et d'impôts. Les routes y sont mieux entretenues, et même le lait et le vin coûtent moins cher?!

Convaincus que l'herbe est plus verte en Ontario, des milliers de Québécois bouclent encore, chaque année, leurs valises pour s'y établir. Mais gagnent-ils vraiment au change??

Rien n'est moins sûr.

«?L'eldorado ontarien, c'est un mythe?», tranche l'économiste Alexis Gagné. Depuis une génération, les Québécois ont, dans l'ensemble, largement rattrapé le niveau de vie des Ontariens. Les jeunes du Québec ont même carrément dépassé celui de leurs voisins.

C'est l'un des constats implacables de la toute nouvelle livraison de l'indice d'équité entre les générations (IEG), le fruit d'une vaste enquête menée par Alexis Gagné et ses collègues de l'Institut des générations.

Le premier indice, publié dans L'actualité il y a deux ans, révélait que, contrairement aux idées reçues, le niveau de vie des jeunes Québécois de 25 à 34 ans s'était amélioré depuis une génération. Que les boomers ne les avaient pas spoliés, finalement.

Cette fois, les chercheurs ont voulu comparer l'évolution du sort des jeunes Québécois et Ontariens depuis un quart de siècle. Leurs conclusions terrassent, de nouveau, des mythes tenaces.

En bref, les jeunes Québécois comptent moins de chômeurs dans leurs rangs que leurs congénères ontariens -- et quand ils sont astreints au chômage, ils y restent moins longtemps. Ils travaillent moins d'heures tout en touchant un revenu médian (après impôts) de 5,7 % plus élevé.

Ils ont donc plus d'argent dans leurs poches et doivent en dépenser beaucoup moins pour se loger que les jeunes Ontariens, premières victimes de la flambée des prix de l'immobilier. Dans la grande région de Toronto, par exemple, accéder à la propriété est devenu un rêve inaccessible pour beaucoup de jeunes familles. Mais le loyer moyen y est aussi prohibitif -- et reste beaucoup plus élevé qu'à Montréal, malgré les hausses fulgurantes enregistrées dans la métropole québécoise depuis une décennie.

«?En 1990, les jeunes Québécois étaient en moins bonne posture que leurs voisins ontariens. Aujourd'hui, c'est l'inverse?», résume Alexis Gagné, qui a analysé une trentaine d'indicateurs, dont quelques-uns sont inédits.

Ses collègues et lui ont notamment pu mesurer l'actif net des 25 à 34 ans, ce qui leur a permis de documenter l'évolution de leur niveau d'endettement depuis une génération.

En plus des indicateurs strictement économiques, les chercheurs ont aussi tenu compte d'indicateurs de «?qualité de vie?», tels que l'espérance de vie à la naissance, le taux de dépression majeure et le taux de criminalité (une autre nouveauté).

Tout comme il y a deux ans, les chercheurs voulaient répondre à deux grandes questions.

1. Le niveau de vie des jeunes s'est-il amélioré ou non??
2. Le partage du pouvoir, de la richesse et des emplois entre les jeunes et le reste de la société s'est-il amélioré ou non??

Pour comparer l'évolution des jeunes en Ontario et au Québec, Gagné et ses collègues ont créé, à partir des indicateurs retenus, un indice d'équité pour chaque province. Ils ont ensuite mis en parallèle les deux trajectoires. Bilan?? «?Les Ontariens font,

essentiellement, du surplus, tandis que le sort des Québécois s'est légèrement amélioré.»

La balance aurait, à coup sûr, penché encore davantage du côté du Québec si les chercheurs avaient pu comparer les investissements publics dans les services de garde des deux provinces (celles-ci ont des méthodes de comptabilité différentes, ce qui rend les comparaisons hasardeuses). Malgré les hausses marquées de tarifs décrétées par le gouvernement Couillard, la plupart des parents québécois déboursent une fraction des sommes versées par les parents ontariens, qui dépassent 1 300 dollars par enfant par mois, en moyenne, dans la région de Toronto. (Avant la fin du tarif unique de 7 dollars par jour, les parents québécois dépensaient à peine 150 dollars par mois par enfant.)

Mais attention?! Tout n'est pas sombre pour les jeunes Ontariens.

Ces derniers ont encore un actif médian (en gros?: la valeur de leurs biens, maison comprise, moins les dettes) plus élevé. Ils sont plus nombreux à être titulaires d'un diplôme universitaire, malgré des gains spectaculaires au Québec. Ils vivent dans un environnement plus sécuritaire -- le taux de criminalité au Québec dépasse désormais celui de l'Ontario?! -- et jouissent d'une meilleure qualité de l'air.

Malgré ces nuances, le portrait d'ensemble brossé par l'IEG entre en collision frontale avec un certain discours ambiant selon lequel le Québec se porte toujours plus mal que ses voisins.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes?: le Québec n'est plus le petit frère pauvre qu'il a longtemps été. Comment

concilier ce constat avec les nombreuses études, largement relayées par les médias, sur la «?pauvreté?» relative des Québécois??

Selon Laura O'Laughlin, économiste principale au Groupe d'analyse, cabinet américain de consultation en économie, finance et stratégie, et cofondatrice de l'indice, ces études se concentrent trop souvent sur le revenu moyen des gens, un indicateur utile mais imparfait, voire trompeur.

Il suffirait, par exemple, que le fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, s'attable dans un petit casse-croûte pour que tous les convives deviennent, en moyenne, milliardaires?! Et ce, même si tous les autres clients vivaient dans les faits sous le seuil de la pauvreté. Le revenu médian -- celui de la personne qui, dans un groupe de 10, se situe au cinquième rang -- donne une lecture plus précise et plus réaliste.

En clair, le Québécois médian de 25 à 34 ans a plus d'argent dans ses poches, après impôts et transferts, que l'Ontarien médian du même âge -- en dépit de leur revenu moyen quasi identique.

Fin janvier, dans une tour de bureaux du centre-ville de Montréal, les auteurs de l'étude ont présenté leurs conclusions à un ensemble de «?sages?», un groupe choisi d'économistes et de personnalités qui guident et critiquent leurs travaux depuis les balbutiements de l'indice d'équité, il y a trois ans.

«?C'est un exercice éclairant, s'est exclamé Marcelin Joanis, de Polytechnique Montréal. Ça correspond à ce que j'observe aussi depuis plusieurs années dans mes propres travaux?», dont l'étude Vivre

mieux. au Québec, qui compare le bien-être des Québécois à celui des habitants des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Les conclusions de ce nouvel indice d'équité n'étonnent guère, non plus, Pierre Fortin. Cet économiste, professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal, documente depuis de nombreuses années déjà le grand rattrapage du Québec, devenu pour ainsi dire «?aussi riche?» que l'Ontario, tout en étant moins inégalitaire, dit-il.

Selon lui, ce rattrapage n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat des politiques économiques et sociales adoptées par Québec depuis 25 ans. Il cite en exemple la création des centres de la petite enfance (CPE) et des bas tarifs de garderie. «?Le taux d'activité des femmes a explosé au Québec et a stagné en Ontario?», dit-il, et ce n'est pas une coïncidence.

L'ancienne ministre péquiste Louise Harel, une autre «?sage?», n'a pas manqué de souligner que l'amélioration la plus notable du niveau de vie des jeunes -- de 1996 à 2002 selon l'indice -- coïncide avec la naissance des CPE.

La Loi sur l'équité salariale, qui a permis de hausser la rémunération de métiers traditionnellement féminins, a sans doute aussi eu un effet, note l'économiste Laura O'Laughlin.

Réjean Parent, ex-président de la Centrale des syndicats du Québec, avait vu dans la première livraison de l'IEG une «?réhabilitation?» des boomers, accusés à tort, selon lui, d'avoir volé l'avenir de leurs enfants. «?Je suis heureux de voir que ça se confirme et que la situation des jeunes

évolue vers le haut, comme celle du reste de la société.?»

Cet ex-syndicaliste voit lui aussi dans ces données une «?preuve?» de l'efficacité des efforts déployés pour aider les familles, au Québec. «?Ça fait du bien, parce qu'au Québec, malheureusement, nos politiciens ont tendance à naviguer à vue, dit-il. On a de la misère à mesurer l'impact de nos décisions.?»

Également présent à la réunion, le nouveau PDG du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec, Monsef Derraji, s'est réjoui que les jeunes du Québec n'aient plus

aucun complexe à entretenir vis-à-vis de leurs congénères ontariens. Mais il s'est dit inquiet des répercussions de la hausse des tarifs dans les services de garde décrétée par le gouvernement Couillard.

«?Il ne faut pas crier victoire, parce que cette mesure risque, à elle seule, de miner tous les gains qu'on a faits ces dernières années, dit-il. La hausse du nombre de mères sur le marché de l'emploi a beaucoup aidé à augmenter le revenu des familles. On risque de voir ces gains annihilés au bout de quatre à cinq ans.?»

L'économiste Marcelin Joanis adresse une autre mise en garde à ceux qui

seraient tentés de célébrer trop rapidement le rattrapage avec le voisin ontarien. Il note que l'Ontario a été plus durement touché par la crise économique de 2008-2009. Cette crise, jumelée à la force du huard -- longtemps dopé par les pétrodollars albertains --, a «?cassé un ressort?» dans l'économie ontarienne. Mais avec la faiblesse du huard, celle-ci pourrait rebondir. Et si c'était le cas, le Québec devrait... applaudir. Parce qu'il n'y a rien de réjouissant, insiste-t-il, à voir son principal partenaire commercial perdre de son pouvoir d'achat.

© 2016 L'Actualité. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160310-TUW-003 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

jeudi 10 mars 2016

Expo Manger santé et vivre vert : Discussion

Entrevue avec Laure Waridel, directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en Opérationnalisation du développement durable. (CIRODD)

http://ici.radio-canada.ca/emissions/bien_dans_son_assiette/2015-2016/archives.asp?date=2016/03/10&indTime=2143&idmedia=7454719

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, mercredi 9 mars 2016, p. AFFAIRES 2

FINANCE
EXCLUSIF

Trois visions pour Desjardins
Robert Ouellette

Réjean Bourdeau
La Presse

Le nouveau président du Mouvement Desjardins dirigera la plus grande institution financière du Québec. Il accompagnera 46 000 employés et plus de 6 millions de membres et clients, d'où l'importance de connaître sa stratégie. Jusqu'à présent, seuls les membres du collège électoral avaient accès aux idées des candidats en lice. Voici, en exclusivité, ce que pensent les trois aspirants. Un dossier de Réjean Bourdeau

52 ans

Premier vice-président, technologies et Centre de services partagés du Mouvement Desjardins. Il est aussi membre du comité de direction.

Ingénieur de formation, M. Ouellette est diplômé de Polytechnique Montréal. Il est premier vice-président de Desjardins depuis six ans. Auparavant, il a été vice-président et chef de la direction des systèmes d'information chez Alcan. Il a aussi dirigé des projets informatiques à la firme de services-conseils Accenture. Grand sportif, marathonien et cycliste, il a notamment participé au 1000 km du Grand Défi Pierre Lavoie. Voici une

sélection de propositions tirée du programme du candidat.

UNE AMBITION ET DES ENGAGEMENTS POUR L'AVENIR DE DESJARDINS

Rêver ensemble de faire de Desjardins l'une des entreprises les plus admirées.

Objectifs

— Premier tiers en satisfaction client au Canada

— Top 10 des plus admirées au Québec (par rapport au 92e rang en 2015)

— Leader de l'industrie en matière numérique

Priorités d'affaires

Caisses : renforcer le réseau du Québec et de l'Ontario et élargir l'offre.

Pancanadien : maximiser la valeur des acquisitions et renforcer la stratégie de développement de l'Ontario.

International : intensifier le partenariat avec le Crédit Mutuel et poursuivre l'action de Développement international Desjardins.

Engagements

— Créer un Bureau d'évolution de la gouvernance et tenir en 2017 un congrès sur l'identité coopérative et la gouvernance (dont la question de la séparation des rôles de présidence et chef de la direction)

— Faire circuler des dividendes des filiales jusqu'aux caisses propriétaires

— Réduire les coûts imputés aux caisses de l'ordre de 75 à 100 millions par année

— Accélérer le virage numérique et explorer des partenariats stratégiques

LEVIERS POUR PROPULSER LE MOUVEMENT DESJARDINS

Identité coopérative

— Faire évoluer notre gouvernance : le poste actuel de président et chef de la direction du Mouvement comporte une concentration de pouvoirs trop importante par rapport aux règles de saine gouvernance.

— Actualiser la ristourne : accroître sa capacité en fonction de sa croissance d'affaires. Devons-nous privilégier la ristourne individuelle, collective ou une combinaison des deux ?

— Animer un réseau coopératif physique et virtuel.	ou offrir un service de télésurveillance en partenariat avec le Crédit Mutuel qui possède cette filiale de métier.	Performance globale du groupe
Innovation numérique		— simplifier la Fédération
— Dynamiser la caisse.		— automatiser nos opérations pour devenir plus efficace
— Positionner le membre au centre d'une expérience riche.	MISER SUR LES FORCES DE NOTRE GROUPE COOPÉRATIF	Plus : bon communicateur, spécialiste des technologies
— Diversifier les sources de revenus : passer par des partenariats d'affaires stratégiques dans des domaines connexes. Par exemple, distribuer des produits en domotique	Proximité avec nos membres	Moins : n'est pas un financier, côté opérationnel
	— donner aux caisses le leadership du développement des affaires	
	— soutenir nos employés de première ligne	

Illustration(s) :

Photo fournie par le Mouvement Desjardins

Robert Ouellette est actuellement premier vice-président, technologies et Centre de services partagés du Mouvement Desjardins.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160309-LAA-3a86a8d741850e6c20e7648eaaba3346 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Les filles et les sciences : un duo électrisant !

Le 12 mars prochain au Cégep de Rimouski se tiendra la 17e présentation de la journée «Les filles et les sciences : un duo électrisant !». Une centaine de filles du secondaire 2 et 3 provenant de partout dans l'est du Québec, de Rivière-du-Loup jusqu'à Gaspé y sont attendues. Deux ateliers sont proposés en avant-midi sur diverses thématiques en sciences et technologies sur des sujets aussi variés que la thanatologie, la biologie, la géologie, la chimie, l'ingénierie. Elles auront même la possibilité de rencontrer des scaphandriers. En après-midi, au défi scientifique, les participantes confectionneront un parachute de manière à ce qu'un œuf placé à l'intérieur de la nacelle ne se brise pas lorsqu'il sera lancé du haut de plusieurs étages. Enfin, elles auront la chance d'entendre et de rencontrer, vers 14 h 30, deux biologistes qui ont participé à la mission 1000 jours pour la planète à bord Sedna IV.

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

EUREKA.CC
una iniziativa di CEDROM SMI



Canada NewsWire

Nouvelles générales, mardi 8 mars 2016 - 08:03:00 UTC -0500

Heidi Rathjen reçoit la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec

Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)

MONTREAL, le 8 mars 2016 /CNW Telbec/ - L'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) est fière de souligner la remise de la médaille de l'Assemblée nationale du Québec à madame Heidi Rathjen.

La cérémonie aura lieu aujourd'hui à l'hôtel du Parlement en présence de madame Lise Thériault, vice-première ministre et ministre responsable de la Condition féminine, de madame Maryse Gaudreault, deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale et présidente du Cercle des femmes parlementaires, et de monsieur Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale.

Les médailles de l'Assemblée nationale du Québec sont décernées par le président de l'Assemblée ou par l'un des 125 députés à des personnalités québécoises, canadiennes ou étrangères méritant la reconnaissance des députés de l'Assemblée et de la population du Québec.

La remise de cette médaille par monsieur Robert Poëti, député de Marguerite Bourgeoys, à madame Rathjen souligne sa contribution à la lutte au tabagisme depuis près de 20 ans à titre de codirectrice de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac (CQCT) ainsi que pour son engagement exceptionnel en faveur du contrôle des armes à feu tant au Québec que dans l'ensemble du Canada.

Pour Lilianne Bertrand, présidente de l'ASPQ, « Heidi s'est toujours démarquée par sa détermination, son intégrité et, surtout, la rigueur scientifique dont elle fait preuve. Elle détient deux doctorats honorifiques de même qu'une médaille décernée par l'Organisation mondiale de la Santé, en plus de la reconnaissance d'intervenants en santé publique à travers le monde. Sa contribution colossale à la promotion de la mission de santé durable de l'ASPQ est incontestable. Sa lutte pour le contrôle des armes persiste depuis plus de 25 ans, et ce, malgré d'innombrables attaques personnelles incluant des menaces directes à sa sécurité. Ses actions contribuent chaque jour à sauver des vies. Nous sommes fiers de la compter parmi l'équipe de l'ASPQ. »

Selon monsieur Poëti, député responsable de la sélection des huit récipiendaires 2016 pour la journée internationale de la femme, « madame Rathjen mérite la reconnaissance de tous les Québécois et Québécoises pour son travail acharné et de longue date à la défense d'intérêt public, notamment en matière de santé et de sécurité publique. Il importe de souligner que son travail pour le contrôle des armes, en tant que fondatrice et coordonnatrice du groupe PolySeSouvient, est entièrement bénévole. Par ailleurs, en tant qu'ancien responsable opérationnel du service des affaires

publiques de la Sûreté du Québec, j'ai moi-même pu constater son sens élevé de professionnalisme et sa franchise face à la complexité des enjeux liés à l'épineux dossier du contrôle des armes, alors que dans les circonstances il est toujours facile de faire autrement. »

PolySeSouvient regroupe les témoins, survivants et familles des victimes de la tragédie à l'École Polytechnique qui appuient le contrôle des armes; le groupe a été mis sur pied suite aux premières menaces du gouvernement Harper en vue d'abolir l'enregistrement des armes d'épaule. Cette mesure faisait partie de la loi adoptée en décembre 1995 pour laquelle madame Rathjen s'est battue pendant six années en tant que directrice de la Coalition pour le contrôle des armes, le mouvement pancanadien qu'elle a cofondé (avec Wendy Cukier) suite à la tuerie à Polytechnique qu'elle fréquentait alors comme étudiante. PolySeSouvient se bat actuellement contre un lobby pro-armes extrêmement bien organisé, dans le but d'assurer l'instauration d'un registre des armes d'épaule au Québec.

La Coalition québécoise pour le contrôle du tabac (CQCT) est devenue l'un des plus importants groupes de santé qui interviennent pour l'obtention de lois et de

règlements en matière de tabagisme, ayant contribué à l'adoption de plusieurs précédents mondiaux. Madame Rathjen a été au cœur de la mobilisation citoyenne qui a entre autres mené, l'automne dernier, à l'adoption unanime du projet de loi 44 visant à renforcer la lutte contre le tabagisme et, ce, malgré l'opposition des puissantes compagnies de tabac. Elle agit en tant que codirectrice de la Coalition depuis 1996 avec madame Flory Doucas, qui en est la porte-parole officielle.

L'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)

regroupe citoyens et partenaires pour faire de la *santé durable*, par la prévention, une priorité. Elle soutient le développement social et économique par la promotion d'une conception durable de la santé et du bien-être. La *santé durable* s'appuie sur une vision à long terme qui, tout en fournissant des soins à tous, s'assure aussi de les garder en santé par la prévention. www.aspq.org.

SOURCE Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)

Contact

Jean Alexandre, Responsable des communications et de la collecte de fonds, Association pour la santé publique du Québec, Téléphone : 514 528-5811, poste 261, Cellulaire : 514-442-7119, Courriel : jalexandre@aspq.org; Robert Poëti, Député de Marguerite-Bourgeoys, Téléphone : 514 368-1818, Courriel : robert.poeti.MABO@assnat.qc.ca

Note(s) :

A l'attention National Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160308-FW-0C8072 - Date d'émission : 2016-03-17

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL

Nombre de document(s) : **106**

Date de création : **1 mars 2016**

Créé par : **Polytechnique - Service des communications ,
Polytechnique-Montréal**

table des matières

Février 2016

Saint-Jacques-le-Mineur: trois candidats convoitent le poste de maire

Coup d'Oeil (Napierville, Qc) (site web) - 28 février 2016.....7

Université de Montréal - L'économie circulaire, l'économie qui n'en finit pas

Le Devoir - 27 février 2016.....9

Laure Waridel à l'Université de Sherbrooke

La Tribune (Sherbrooke, Qc) - 27 février 2016..... 12

L'économie circulaire, l'économie qui n'en finit pas

Le Devoir (site web) - 27 février 2016..... 13

La confortable inconscience

Le Devoir - 26 février 2016.....15

La confortable inconscience

Le Devoir (site web) - 26 février 2016..... 18

Pierrick Naud lance sa saison en Europe

Le Citoyen Vallée de l'Or - Harricana (QC) - 24 février 2016.....20

Trois candidats convoitent le poste de maire

Coup d'Oeil (Napierville, Qc) - 24 février 2016..... 22

Les rendez-vous à ne pas manquer en mars

Novae (site web) - 23 février 2016.....24

Design et durabilité : les lauréats du Grands prix du design

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Voirvert.ca - 22 février 2016.....	26
Design et durabilité : les lauréats du Grands prix du design	
Voirvert.ca - 22 février 2016.....	27
Les rendez-vous à ne pas manquer en mars	
Novae (site web) - 23 février 2016.....	28
Trois candidats convoitent le poste de maire	
Coup d'Oeil (Napierville, Qc) - 24 février 2016.....	30
Pierrick Naud lance sa saison en Europe	
Le Citoyen Vallée de l'Or - Harricana (QC) - 24 février 2016.....	32
Polytechnique Montréal - Une recherche appliquée qui produit des résultats tangibles	
Le Devoir - 20 février 2016.....	34
L'homme qui transforme la recherche en start-up	
La Presse+ - 20 février 2016.....	37
des économies de près de 20 %	
Le Journal de Québec - 20 février 2016.....	40
Bras de fer en Apple et le FBI : Le point avec Anyck Béraud	
ici.radio-canada.ca - 19 février 2016.....	42
50 MÉTIERS D'AVENIR	
Le Journal de Montréal - 20 février 2016.....	43
L'homme qui transforme la recherche en start-up	
La Presse Affaires (site web) - La Presse - 23 février 2016.....	49
Une recherche appliquée qui produit des résultats tangibles	
Le Devoir (site web) - 20 février 2016.....	51
POLYTECHNIQUE: DEVOIR DE MÉMOIRE	
L'Express - L'hebdo des francophones du grand Toronto - 16 février 2016.....	53
Ordre de la rose blanche : Polytechnique contribue à fortifier une passion, à réaliser un rêve	
AESTQ - 1 janvier 2016.....	54
Partage de connaissances	
La Presse+ - 19 février 2016.....	55
Le projet scientifique auquel personne ne croyait	
La Presse+ - 18 février 2016.....	57
Les conducteurs seront-ils de plus en plus assistés?	
UdeM Nouvelles - 16 février 2016.....	58
UN NANCÉIEN CHEZ LES INUITS	
L'EST RÉPUBLICAIN - 9 février 2016.....	59
Vivre dans ce nouveau monde du Big Data	
TEDx - 17 février 2016.....	60
L'athlétisme et le cross-country intégrés au programme des Carabins	
UdeM Nouvelles - 16 février 2016.....	61
L'athlétisme et le cross-country intégrés au programme des Carabins	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

UdeM Nouvelles - 16 février 2016.....	62
Les maires disent NON à l'oléoduc	
La Seigneurie (Boucherville, QC) - 17 février 2016.....	63
L'enseignement des sciences: une solution !	
Le Courrier du Sud (Longueuil, QC) - 17 février 2016.....	65
«Ces artistes auront-t-ils les reins assez solides?»	
L'Information du Nord - Ste-Agathe (QC) - 17 février 2016.....	66
Défi Cecobois : Les gagnants de l'édition 2016	
Canada NewsWire (français) - 16 février 2016.....	67
Les résultats d'Univalor connaissent une croissance soutenue	
Yahoo! Finance Québec (réf. site web) - Yahoo! Québec - 16 février 2016.....	69
Les résultats d'Univalor connaissent une croissance soutenue	
Canada NewsWire (français) - 16 février 2016.....	70
Repartir à zéro	
La Presse+ - 15 février 2016.....	72
Nouveau DEC-BAC en Avionique	
L'Information d'Affaires Rive-Sud (Beloeil, QC) - 15 février 2016.....	74
Les dessous d'une expérience	
La Presse+ - 14 février 2016.....	76
Universités : évoluer ou disparaître	
Les Affaires tablette - 13 février 2016.....	78
Pourquoi les Québécois ont tout avantage à étudier cette matière boudée	
Les Affaires - 10 février 2016.....	84
Émission à la une, 10 février 2016	
tvanouvelles.ca - 10 février 2016.....	85
Les entreprises et organismes du Québec invités à tirer parti de la croissance phénoménale du big data	
Montréal international - 10 février 2016.....	86
Le devoir de mémoire de Polytechnique	
Science-Presse - 11 février 2016.....	87
Keurig veut moderniser l'image de Van Houtte	
La Presse+ - 12 février 2016.....	88
Universités : évoluer ou disparaître	
Les Affaires - 13 février 2016.....	91
Une couche jetable écolo, ça existe?	
Protégez-vous (site web) - 10 février 2016.....	98
Une vie d'or et d'art pour Pierre Lassonde (VIDÉO)	
Le Huffington Post Québec (réf. site web) - 10 février 2016.....	100
Pierrick Naud lance sa saison en Europe	
L'Écho Abitibien (Val-d'Or, QC) (site web) - 10 février 2016.....	101

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Une vie d'or et d'art pour Pierre Lassonde	
ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web) - 10 février 2016.....	103
Guy Benedetti est nommé directeur général	
La Voix des Mille-Iles (Sainte-Thérèse) - 10 février 2016.....	105
Repentigny devient partenaire de la Chaire industrielle en eau potable de Polytechnique Montréal	
Hebdo Rive Nord - 9 février 2016.....	107
L'univers culturel de Laure Waridel	
ici.radio-canada.ca - 7 février 2016.....	108
Qualité de l'eau au Canada	
ici.radio-canada.ca - 8 février 2016.....	109
Trois jours sans eau, et c'est la mort!	
Le Devoir (site web) - 8 février 2016.....	110
Le «bac de sable des étudiants»	
La Presse (site web) - Le Quotidien - 8 février 2016.....	111
Un emploi pour sa fille à SNC-Lavalin	
Le Journal de Montréal - 8 février 2016.....	113
Le «bac de sable des étudiants»	
Le Quotidien - 8 février 2016.....	114
La prospérité, ça passe par la prévention !	
La Presse+ - 8 février 2016.....	116
Trois jours sans eau, et c'est la mort !	
Le Devoir - 8 février 2016.....	118
Le Québec bashing à coup d'oléoduc	
La Presse - 6 février 2016.....	120
Le « Québec bashing » à coup d'oléoduc	
La Presse+ - 6 février 2016.....	122
Les capacités d'apprentissage du système nerveux	
Le Devoir - 8 février 2016.....	125
Idées d'universitaires, applications d'entreprises	
La Presse+ - 9 février 2016.....	126
Épreuve du Nord : La tradition se poursuit	
Impact Campus (réf. site web) - 9 février 2016.....	131
Deux musiciens d'ici finalistes	
L'Action (Joliette, QC) (site web) - 8 février 2016.....	132
Saisie d'une photo du maire Dauphin avec un ex-patron de Dessau	
Le Journal de Québec (réf. site web) - 8 février 2016.....	133
Saisie d'une photo du maire Dauphin avec un ex-patron de Dessau	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 8 février 2016.....	134
Questions pour un patron: CAE revoit sa culture d'entreprise	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

La Presse Affaires (site web) - La Presse - 8 février 2016.....	135
Épisode du lundi 1 février 2016	
ici.radio-canada.ca - 1 février 2016.....	137
Eau potable: Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées	
La Presse - 4 février 2016.....	138
Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées	
La Presse+ - 4 février 2016.....	139
Eau potable: Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées	
La Presse (site web) - La Presse - 4 février 2016.....	142
Rosemère: Guy Benedetti est nommé directeur général	
Nord Info (site web) - 4 février 2016.....	144
Un «affichage carbone» pour les produits forestiers	
L'Écho Abitibien (Val-d'Or, QC) - 5 février 2016.....	145
Des étudiants du Cégep de Saint-Jérôme déplacent de l'air!	
Le Mirabel (St-Jérôme, QC) - 5 février 2016.....	147
CAE revoit sa culture d'entreprise	
La Presse+ - 5 février 2016.....	148
Daniel Paillé se lance dans la course	
Le Soleil - 3 février 2016.....	151
Daniel Paillé dans la course à la présidence	
La Presse+ - 3 février 2016.....	154
Un «affichage carbone» pour les produits forestiers	
La Sentinelle (Chibougamau, QC) (site web) - 2 février 2016.....	157
Pour Luc Thériault et le Bloc québécois : ce sera toujours non !	
L'Express Montcalm - 3 février 2016.....	159
Daniel Paillé brigue la présidence de Desjardins	
La Presse (site web) - Le Soleil - 2 février 2016.....	160
The Quebec Student Union demands the Prime Minister to cancel the planned cuts in the university system for the next budget	
Canada NewsWire (english) - February 02, 2016.....	162
L'Union étudiante du Québec demande au Premier ministre d'annuler les compressions prévues au prochain budget dans le réseau universitaire	
Canada NewsWire (français) - 2 février 2016.....	164
Point du jour	
ici.radio-canada.ca - 3 février 2016.....	166
Matt Gurney with Dr.Michele Prevost	
Siriusxm - 3 février 2016.....	167
Un «affichage carbone» pour les produits forestiers	
La Frontière - 2 février 2016.....	168
« DÉPLACE DE L'AIR À POLY » : LE VENT TOURNE EN FAVEUR DE L'ÉQUIPE DU CSTJ	

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

Cégep de Saint-Jérôme - 3 février 2016.....	169
Bulletin régional - CBF	
ici.radio-canada.ca - 3 février 2016.....	170
Les maires disent NON à l'oléoduc	
Le Courrier du Sud (Longueuil, QC) (site web) - 3 février 2016.....	171
Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées	
La Presse+ - 4 février 2016.....	172
Trois jours sans eau	
Métro (Montréal) - 4 février 2016.....	175
Construction d'éoliennes Une centaine d'étudiants «déplacent de l'air» à Polytechnique	
TVA Nouvelles (réf. site web) - 30 janvier 2016.....	177
L'EAU DE SAINTE-JUSTINE DE NOUVEAU POTABLE	
Le Journal de Montréal - 30 janvier 2016.....	178
De la théorie à la pratique avec une ouverture sur le monde	
Le Devoir (site web) - 30 janvier 2016.....	179
Energy East pipeline would cross 828 bodies of water in Quebec Proposed crude oil pipeline would also cut through 69 municipalities in the province	
CBC Montreal (web site) - January 30, 2016.....	181
Créer une éolienne efficace en trois heures	
ICI Radio-Canada - Montréal (site web) - 30 janvier 2016.....	183
Energy East pipeline would cross 828 bodies of water in Quebec	
Yahoo! Canada (web site ref.) - Yahoo! Canada - January 30, 2016.....	184
Energy East Pipeline Would Cross 828 Bodies Of Water In Quebec	
The Huffington Post - Canada (web site ref.) - January 30, 2016.....	185
Une centaine d'étudiants «déplacent de l'air» à Polytechnique	
Le Journal de Montréal (réf. site web) - 30 janvier 2016.....	186
Créer une éolienne efficace en trois heures	
ici.radio-canada.ca - 30 janvier 2016.....	187
Flint, Mich., is not alone: Lead is in Canadian pipes too, experts say	
The Canadian Press - February 01, 2016.....	188
IN BRIEF	
Waterloo Region Record (Ontario, Canada) - February 02, 2016.....	190
Lead is in Canadian pipes too, experts say	
MSN Canada (web site ref.) - MSN Canada - February 02, 2016.....	191
Flint, Mich., is not alone: Lead is in Canadian pipes too, experts say	
Brandon Sun (MB) (web site) - February 01, 2016.....	192
Des étudiants du Cégep de Saint-Jérôme déplacent de l'air!	
Le Mirabel (St-Jérôme, QC) (site web) - 1 février 2016.....	194

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales
sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*



Coup d'Oeil (Napierville, Qc) (site web)
Politique, dimanche 28 février 2016

Saint-Jacques-le-Mineur: trois candidats convoitent le poste de maire

Marc-André Couillard

Élections - Des élections partielles se tiendront le 6 mars à Saint-Jacques-le-Mineur. Les électeurs devront élire un nouveau maire et un conseiller. Trois candidats ont déposé leur candidature pour chacun de ces deux postes à pourvoir. Cette semaine, le Coup d'oeil vous présente les trois candidats au poste de maire.

Âgé de 30 ans, Michael Lestage est natif de Saint-Jacques-le-Mineur. Il est technicien ambulancier sur la Rive-Sud de Montréal. M. Lestage s'est impliqué auprès des pompiers volontaires et dans l'organisation de différentes activités culturelles. Il fait aussi du bénévolat, notamment en organisant un point de collecte de la Guignolée des médias depuis quelques années.

M. Lestage a décidé de se présenter au poste de maire avec l'intention de redonner de la fierté aux citoyens et de développer leur sentiment d'attachement à la municipalité. «Il y a plusieurs années, il y avait un esprit de village, dit-il. La communauté était peut-être plus soudée.» Il propose de mieux structurer les activités culturelles et d'organiser des fêtes pour favoriser le sentiment d'appartenance des gens. Il souhaite aussi attirer des familles à Saint-Jacques, ce qui aurait pour effet de développer le village et peut-être d'inciter des commerçants à offrir leurs services.

Lise Sauriol

Titulaire d'un doctorat en littérature hispanique, Lise Sauriol réside à Saint-Jacques-le-Mineur depuis 23 ans. Âgée de 63 ans, elle vient de laisser l'enseignement à l'Université de Montréal et donne maintenant des cours privés. Mme Sauriol a toujours été impliquée dans la communauté, que ce soit au sein du comité consultatif d'urbanisme, du comité de citoyens ou encore auprès de l'Association récréative et culturelle.

Elle dit avoir l'expérience requise pour occuper le poste de mairesse. «J'ai monté beaucoup de dossiers pour demander des subventions, dit-elle. Avec ma formation universitaire, je suis capable de lire les dossiers.»

Si elle est élue, Mme Sauriol souhaite poursuivre les projets qui sont en cours et favoriser les échanges. «J'aimerais cultiver la communication et la consultation. En tant que citoyen, on a le droit d'exprimer notre désaccord. La démocratie et le respect sont deux valeurs que je cultive.»

Simon Valiquette-Varin

Âgé de 28 ans, Simon Valiquette-Varin est en charge de l'entretien extérieur à l'École polytechnique de Montréal. Il détient une formation de pompier préventionniste. Il a fait partie de la brigade de pompiers

volontaires de la municipalité pendant quelques années.

S'il est élu, M. Valiquette-Varin veut mettre l'accent sur les installations sportives et les loisirs. «On doit avoir des terrains de soccer et des installations permanentes, dit-il. Je veux amener une solution pour que les enfants aient une belle place pour s'amuser.»

M. Valiquette-Varin souhaite aussi que les idées soient débattues avec les citoyens avant que le conseil ne prenne ses décisions. «Je veux qu'il y ait des débats devant les citoyens pour qu'ils soient au courant de ce qui se passe. Aujourd'hui, tout est décidé d'avance entre les conseillers.»

L'élection en bref

Quand?

Le vote par anticipation aura lieu le 28 février, de midi à 20 h, au centre communautaire situé au 119, rue Renaud. Le vote se tiendra le 6 mars, de 10 h à 20 h, au même endroit.

S'identifier

Les électeurs devront avoir en main une pièce d'identité avec photo (permis de conduire, passeport, carte d'assurance maladie, etc.) pour pouvoir exercer leur droit de vote.

© 2016 Coup d'Oeil (Napierville, Qc) (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160228-CNP-001 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/463750/universite-de-montreal-l-economie-circulaire-l-economie-qui-n-en-finit-pas>

LE DEVOIR

Le Devoir

Environnement, samedi 27 février 2016, p. H2

Université de Montréal - L'économie circulaire, l'économie qui n'en finit pas

Martine Letarte

Pour encourager et soutenir concrètement le développement durable et l'économie circulaire, l'Université de Montréal a créé, avec HEC et Polytechnique Montréal, l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (EDDEC). C'était il y a deux ans. Les résultats commencent à se faire sentir.

Michelin loue ses pneus à de grandes entreprises de transport en Europe en leur offrant un service d'entretien serré afin d'augmenter la durée de vie des pneus, de diminuer la consommation d'essence, puis de les reprendre par la suite pour les remettre à neuf. On utilise un rebut comme matière première d'un nouveau produit. On est en plein dans l'économie circulaire, un concept dont on parle encore assez peu au Québec. Pour mieux faire connaître l'économie circulaire aux Québécois, l'EDDEC sortira d'ailleurs un livre cet automne sur le sujet.

" Nous souhaitons que monsieur et madame Tout-le-Monde comprennent mieux le concept de l'économie circulaire ", explique Stéphane Béranger, coordonnateur au développement durable à l'Université de Montréal.

On est plutôt maintenant dans l'économie linéaire : on prend une matière première, du coton par exemple, on fabrique de la fibre, puis un jeans et on le porte jusqu'à ce qu'on le jette.

" Avec l'économie circulaire, le jeans en fin de vie devient autre chose, puis autre chose : on le réutilise indéfiniment ", ajoute M. Béranger.

L'économie circulaire peut aussi passer par le développement de l'industrie de la réparation pour diminuer grandement la mise au rebut.

" Actuellement, disons que notre machine à laver casse, on n'a plus l'habitude de regarder si on peut la réparer parce que ça coûte souvent presque aussi cher que d'en acheter une neuve ", constate Stéphane Béranger.

"Speed dating" de chercheurs

Le développement durable et l'économie circulaire sont des concepts très larges, très inclusifs, et faire travailler ensemble les chercheurs de différentes disciplines, de trois établissements universitaires différents, s'avérerait un défi.

" Les chercheurs ne sont pas forcément au courant de ce que font ceux d'autres disciplines ", remarque Stéphane Béranger.

Il fallait créer des maillages entre différents laboratoires et amener les chercheurs à trouver des thématiques transversales pour travailler sur des projets communs.



" Nous avons organisé des soirées de speed dating, où les chercheurs avaient trois minutes pour présenter leur travail ", explique Stéphane Béranger.

Des projets réunissant des étudiants, des chercheurs et le milieu ont pris forme à l'institut EDDEC et ont commencé à donner des résultats.

Par exemple, l'Université de Montréal souhaite créer un corridor écologique entre le campus de la montagne et le site Outremont. La rue Darlington a été choisie pour réaliser différentes initiatives vertes. Originellement, elle suivait une rivière.

" Les étudiants aimaient l'idée du cours d'eau, de la rivière perdue ", raconte Stéphane Béranger.

Le boisé du campus de la montagne abrite une riche biodiversité avec de nombreux insectes et oiseaux. L'UdeM souhaite étendre cette biodiversité dans le quartier.

" Une façon de permettre aux espèces d'aller d'un point à l'autre, c'est de créer un corridor avec de gros pots dans lesquels on plante des fleurs et on réalise de l'agriculture urbaine, explique Stéphane Béranger. On a parlé du projet aux résidents et aux commerçants et ils ont instantanément voulu mettre la main à la pâte ! Ils sont venus planter des légumes et se sont proposés pour l'entretien et l'arrosage. "

La Ville de Montréal a donné des pots pour la réalisation du projet.

" Un maillage s'est créé, se réjouit M. Béranger. C'est vraiment devenu un projet de cocréation. C'est parti de l'université, puis ça a été porté par la communauté. L'université n'est pas seulement en haut de la montagne, derrière ses murs, elle va vers les gens. "

En plus de la question de la biodiversité, de nombreux enjeux seront travaillés dans la rue Darlington : gestion de l'eau pluviale pour favoriser la marche et le vélo, atténuation des îlots de chaleur, communication efficace avec la communauté universitaire et le milieu, etc.

Les professeurs de différentes disciplines au baccalauréat et à la maîtrise se sont même fait suggérer de donner des travaux dirigés à leurs étudiants sur une de ces thématiques.

" Différentes équipes ont été formées et nous aurons les rapports bientôt, explique M. Béranger. On essaye de profiter de la transversalité. On veut apporter un peu de rêve, aussi. "

Prêcher par l'exemple

L'Université de Montréal prône une économie circulaire, le développement durable et une biodiversité riche, mais jusqu'à tout récemment, on aurait pu lui reprocher de ne pas prêcher par l'exemple. En ce qui a trait notamment à son offre alimentaire sur le campus.

Par exemple, il s'y distribue chaque année 460 000 gobelets à café. Ils étaient en carton avec une couche de plastique, ce qui fait qu'ils n'étaient pas compostables et difficilement recyclables. C'était la même chose pour les assiettes et les différents contenants utilisés dans les cafétérias. On retrouvait aussi de la styromousse.

" On a trouvé des assiettes et des contenants compostables en bagasse, un résidu de la transformation de canne à sucre, indique Stéphane Béranger. Ces assiettes sont en plein dans la logique de l'économie circulaire. On utilise les déchets d'une industrie comme matière première pour créer un nouveau produit qui retourne ensuite à la terre en étant composté. "

La beauté de la chose ? Ces nouvelles assiettes et nouveaux contenants écologiques sont même moins chers que les anciens.

On a aussi commencé à servir des poissons issus de la pêche durable dans les cafétérias.

Stéphane Béranger réalise que les mentalités évoluent énormément. Maintenant, des gens dans l'université vont vers lui pour tenter de trouver des solutions plus vertes. Par exemple, pour l'offre alimentaire, c'est le nouveau cuisinier en poste qui est venu frapper à sa porte.

Après avoir multiplié les efforts dans le domaine des services étudiants, Stéphane Béranger compte s'attaquer maintenant aux immeubles, aux services informatiques, aux approvisionnements et aux finances.

© 2016 *Le Devoir*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160227-LE-2016-02-27_463750 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Laure Waridel à l'Université de Sherbrooke

Illustration(s) :

Photo Spectre Média, René Marquis

L'Association des étudiantes et des étudiants de la maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke (AMEUS), en collaboration avec plusieurs partenaires, présentait son 28e colloque sous le thème «Repenser l'économie : comment concilier l'environnement et l'économie?», vendredi au Centre culturel de l'Université de Sherbrooke. La cofondatrice et porte-parole d'Équiterre, Laure Waridel, était l'invitée d'honneur. Laure Waridel est aussi directrice générale du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD).

© 2016 La Tribune (Sherbrooke, Qc). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160227-TB-0044 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

28 ACTUALITÉS

Rue Anne-Hébert

POUR SE RAPPELER

Poétesse et romancière québécoise (1916-2000)

La Société royale du Canada a élu, en 2000, Laure Waridel, une des plus importantes écrivaines québécoises, à l'Académie canadienne des arts et des lettres. Elle a été la première femme à occuper ce poste d'honneur. Laure Waridel a écrit plus de 20 romans, des nouvelles, des essais et des poèmes. Elle a également été une des premières femmes à occuper le poste de présidente de la Société royale du Canada.

LAURE WARIDEL À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Laure Waridel, cofondatrice et porte-parole d'Équiterre, a été l'invitée d'honneur du 28e colloque de l'Association des étudiantes et des étudiants de la maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke (AMEUS). Elle a été accueillie par les membres du CIRODD et les membres du personnel de l'Université de Sherbrooke.

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

LIGNE D'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE ANONYME ET CONFIDENTIELLE

Pour faire partie d'une équipe dynamique et chaleureuse

Devenez Secours Populaire à Sherbrooke

- Venez acquiescer une expérience enrichissante et profiter d'une solide formation en secourisme.
- Une formation d'entraide avec des bénévoles.
- Vous débutez en secourisme?

Contactez nous : 819 823-5400
www.secourspopulaire.ca
www.secourspopulaire.org

Le bénévolat un geste simple, un impact collectif

La Tribune

ça Bouge

DANS LA RÉGION

HABITATIONS PLUS, 10 ANS DE CLIENTS SATISFAITS!

Les membres du conseil d'administration de l'Association des étudiantes et des étudiants de la maîtrise en environnement de l'Université de Sherbrooke (AMEUS) ont élu Laure Waridel, cofondatrice et porte-parole d'Équiterre, à l'invitée d'honneur du 28e colloque de l'association. Elle a été accueillie par les membres du CIRODD et les membres du personnel de l'Université de Sherbrooke.

L'économie circulaire, l'économie qui n'en finit pas

Martine Letarte - Collaboratrice

Pour encourager et soutenir concrètement le développement durable et l'économie circulaire, l'Université de Montréal a créé, avec HEC et Polytechnique Montréal, l'Institut de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire (EDDEC). C'était il y a deux ans. Les résultats commencent à se faire sentir.

Michelin loue ses pneus à de grandes entreprises de transport en Europe en leur offrant un service d'entretien serré afin d'augmenter la durée de vie des pneus, de diminuer la consommation d'essence, puis de les reprendre par la suite pour les remettre à neuf. On utilise un rebut comme matière première d'un nouveau produit. On est en plein dans l'économie circulaire, un concept dont on parle encore assez peu au Québec. Pour mieux faire connaître l'économie circulaire aux Québécois, l'EDDEC sortira d'ailleurs un livre cet automne sur le sujet.

« Nous souhaitons que monsieur et madame Tout-le-Monde comprennent mieux le concept de l'économie circulaire », explique Stéphane Béranger, coordonnateur au développement durable à l'Université de Montréal.

On est plutôt maintenant dans l'économie linéaire : on prend une matière première, du coton par exemple, on fabrique de la fibre, puis

un jeans et on le porte jusqu'à ce qu'on le jette.

« Avec l'économie circulaire, le jeans en fin de vie devient autre chose, puis autre chose : on le réutilise indéfiniment », ajoute M. Béranger.

L'économie circulaire peut aussi passer par le développement de l'industrie de la réparation pour diminuer grandement la mise au rebut.

« Actuellement, disons que notre machine à laver casse, on n'a plus l'habitude de regarder si on peut la réparer parce que ça coûte souvent presque aussi cher que d'en acheter une neuve », constate Stéphane Béranger.

«Speed dating» de chercheurs

Le développement durable et l'économie circulaire sont des concepts très larges, très inclusifs, et faire travailler ensemble les chercheurs de différentes disciplines, de trois établissements universitaires différents, s'avérerait un défi.

« Les chercheurs ne sont pas forcément au courant de ce que font ceux d'autres disciplines », remarque Stéphane Béranger.

Il fallait créer des maillages entre différents laboratoires et amener les chercheurs à trouver des thématiques transversales pour travailler sur des projets communs.

« Nous avons organisé des soirées speed dating, où les chercheurs avaient trois minutes pour présenter leur travail », explique Stéphane Béranger.

Des projets réunissant des étudiants, des chercheurs et le milieu ont pris forme à l'institut EDDEC et ont commencé à donner des résultats.

Par exemple, l'Université de Montréal souhaite créer un corridor écologique entre le campus de la montagne et le site Outremont. La rue Darlington a été choisie pour réaliser différentes initiatives vertes. Originellement, elle suivait une rivière.

« Les étudiants aimaient l'idée du cours d'eau, de la rivière perdue », raconte Stéphane Béranger.

Le boisé du campus de la montagne abrite une riche biodiversité avec de nombreux insectes et oiseaux. L'UdeM souhaite étendre cette biodiversité dans le quartier.

« Une façon de permettre aux espèces d'aller d'un point à l'autre, c'est de créer un corridor avec de gros pots dans lesquels on plante des fleurs et on réalise de l'agriculture urbaine, explique Stéphane Béranger. On a parlé du projet aux résidents et aux commerçants et ils ont instantanément voulu mettre la main à la pâte ! Ils sont venus planter des légumes et se sont proposés pour l'entretien et l'arrosage. »

La Ville de Montréal a donné des pots pour la réalisation du projet.

« Un maillage s'est créé, se réjouit M. Béranger. C'est vraiment devenu un projet de cocréation. C'est parti de l'université, puis ça a été porté par la communauté. L'université n'est pas seulement en haut de la montagne, derrière ses murs, elle va vers les gens. »

En plus de la question de la biodiversité, de nombreux enjeux seront travaillés dans la rue Darlington : gestion de l'eau pluviale pour favoriser la marche et le vélo, atténuation des îlots de chaleur, communication efficace avec la communauté universitaire et le milieu, etc.

Les professeurs de différentes disciplines au baccalauréat et à la maîtrise se sont même fait suggérer de donner des travaux dirigés à leurs étudiants sur une de ces thématiques.

« Différentes équipes ont été formées et nous aurons les rapports bientôt, explique M. Béranger. On

essaie de profiter de la transversalité. On veut apporter un peu de rêve, aussi. »

Prêcher par l'exemple

L'Université de Montréal prône une économie circulaire, le développement durable et une biodiversité riche, mais jusqu'à tout récemment, on aurait pu lui reprocher de ne pas prêcher par l'exemple. En ce qui a trait notamment à son offre alimentaire sur le campus.

Par exemple, il s'y distribue chaque année 460 000 gobelets à café. Ils étaient en carton avec une couche de plastique, ce qui fait qu'ils n'étaient pas compostables et difficilement recyclables. C'était la même chose pour les assiettes et les différents contenants utilisés dans les cafétérias. On retrouvait aussi de la styromousse.

« On a trouvé des assiettes et des contenants compostables en bagasse, un résidu de la transformation de canne à sucre, indique Stéphane Béranger. Ces assiettes sont en plein dans la logique de l'économie

circulaire. On utilise les déchets d'une industrie comme matière première pour créer un nouveau produit qui retourne ensuite à la terre en étant composté. »

La beauté de la chose ? Ces nouvelles assiettes et nouveaux contenants écologiques sont même moins chers que les anciens.

On a aussi commencé à servir des poissons issus de la pêche durable dans les cafétérias.

Stéphane Béranger réalise que les mentalités évoluent énormément. Maintenant, des gens dans l'université vont vers lui pour tenter de trouver des solutions plus vertes. Par exemple, pour l'offre alimentaire, c'est le nouveau cuisinier en poste qui est venu frapper à sa porte.

Après avoir multiplié les efforts dans le domaine des services étudiants, Stéphane Béranger compte s'attaquer maintenant aux immeubles, aux services informatiques, aux approvisionnements et aux finances.

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160227-LEW-463750 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/463950/pas-dans-mon-assiette>

LE DEVOIR

Le Devoir

Zeitgeist, vendredi 26 février 2016, p. B10

Chronique

La confortable inconscience Pas dans mon assiette

Josée Blanchette

On pensait le savoir, mais finalement on ne le sait pas tant que cela. Ou on ne veut pas le savoir, c'est plus pratique. De toute façon, on apprenait cette semaine que seulement 44 % des Canadiens estiment que l'activité humaine influence les changements climatiques malgré les discours environnementaux ad nauseam durant la récente COP21.

Ça évite d'avoir à troquer le trio steak-VUS-monster house contre légumineuses-vélo-microhabitation. Steak ? Que vient faire le steak dans l'équation ? Entre les énergies fossiles et les voitures électriques, quelqu'un a mentionné la question du bétail à la COP21 ?

C'est en visionnant le documentaire Cowspiracy récemment que les chiffres m'ont sauté à la figure. La viande génère beaucoup, beaucoup de gaz à effet de serre. Que vous preniez les données de la FAO (18 %) -- l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture -- ou celles du GIEC (31 à 51 %) -- le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat --, l'élevage de bétail produit toujours plus de GES que tous les transports réunis. Et pour nous achever un peu mieux, le méthane des vaches est de 25 à 100 fois plus destructeur que le CO2. Passez-moi le Gaviscon, j'ai un petit reflux gastrique.

Cowspiracy, sociofinancé par les Californiens Kip Andersen et Keegan Kuhn, nous démontre comment la consommation de viande nuit de toutes les façons possibles à l'environnement, aux ressources planétaires (eau, forêts, océans), tout en faisant appel à des engrais azotés, des énergies fossiles et des antibiotiques distribués allègrement à des animaux en santé.

Cowspiracy dénonce une conspiration, la complaisance des groupes écolos -- dont le credo est environnemental -- qui n'insistent pas suffisamment (ou pas du tout) sur la nécessité de cesser de consommer de la viande ou du moins de diminuer radicalement. Les documentaristes ajoutent aussi celle des gouvernements complices qui financent les producteurs de viande et de lait et taisent la pollution engendrée par ce secteur, et celle des lobbys très efficaces qui musellent toute critique... jusqu'au meurtre.

15 fois moins productif

Un Américain moyen consomme 255 grammes de viande par jour. Notre premier ministre " reverdi " du Québec ne songe peut-être pas qu'il devrait ajouter le bacon (celui qui se mange) à son objectif d'austérité. Son vis-à-vis à l'Assemblée nationale, PKP, se réclame du végétarisme et a fait le saut il y a longtemps.

Il sait qu'on produit 15 fois plus de protéines avec des plantes qu'avec de l'élevage, pour une même surface. Quant à l'eau, un hamburger d'un quart de livre ou 500 grammes de crottes de fromage en nécessitent 3500 litres, l'équivalent de deux mois de douches.



En fait, monsieur Couillard galope peut-être sur le mauvais cheval puisqu'il est plus facile de modifier le contenu de son assiette que de faire dévier un pipeline. Mais bon, on ne s'enfargera pas dans la bouse de vache sur le tapis. Ce n'est quand même pas de sa faute si les deux tiers des surfaces cultivables de la planète servent à produire des aliments uniquement destinés au bétail.

Intriguée, j'ai demandé à trois experts sur la question de visionner Cowspiracy pour Le Devoir. Laure Waridel, auteure de L'envers de l'assiette, directrice exécutive du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) et flexitarienne, trouve que l'attaque du film envers les groupes environnementaux -- jugés trop silencieux sur cette question -- détourne l'attention du véritable propos : " Le méthane contribue davantage aux changements climatiques que le carbone, de l'ordre de 34 pour 1, c'est vrai. Mais il y a un attachement identitaire et culturel à la viande. Si tu arrives avec un discours végétalien, les gens fuient en courant. C'est une menace à leur plaisir. C'est clair que l'humanité doit réduire sa consommation de viande. "

Même constat pour Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki, omnivore, choqué par la forme, même si, sur le fond, le film a raison : " C'est du mauvais Michael Moore. Le film s'attaque aux écolos davantage qu'à l'industrie. Nous, quand on s'en prend à l'auto, on se fait ramasser. Pour la viande, c'est pareil. On touche à des dogmes. Ce qui m'a le plus frappé, c'est que l'humain et ses animaux d'élevage représentent 98 % de la biomasse alors que ce n'était que 1 % il y a 10 000 ans. "

L'affaire est dans le sac

Le véritable problème n'est pas le sac de plastique que le maire de Montréal s'apprête à bannir du territoire en 2018, mais plutôt son contenu. Le professeur à HEC Pierre-Olivier Pineau est titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie. En voilà un qu'on ne pourra accuser d'être de la gogauche écolo-artistique du Plateau.

Mais il est également végétarien depuis 20 ans, bien que, depuis quelques années, il se soit assoupli en raison de la pression sociale et d'une certaine lassitude. " Je serais végétalien si mon entourage s'y mettait avec moi. Je n'en fais pas mon cheval de bataille, mais je constate que le message ne passe pas ", me confie-t-il.

M. Pineau parle surtout de transport et d'électricité dans nos médias, parfois de viande, au passage : " C'est plus facile de s'en prendre aux gros méchants comme les pétrolières, explique le professeur. On aime les conspirations. Quant à la viande, ça nous montre du doigt trop directement et on protège les jobs de nos agriculteurs. Ce que les gens oublient, c'est que la petite ferme idyllique n'existe plus ; ils n'ont pas l'élevage intensif en tête, devenu la réalité. "

Même s'il n'a rien appris en visionnant Cowspiracy puisqu'il jongle déjà avec toutes ces données, M. Pineau en a apprécié l'approche. " Moi, je suis en politique énergétique et je n'aime pas l'inefficacité. Or, produire des protéines animales, c'est inefficace. Indépendamment de la pollution, c'est aberrant qu'on perde autant de ressources. Et on sait que la consommation de viande augmente mondialement. "

Sans être catastrophiste, M. Pineau n'est pas très optimiste quant à l'avenir, va sans dire. La date butoir approche (2050), la planète n'a pas 1000 ans pour réajuster le tir : " Les gens aiment leur VUS et même s'ils sont conscientisés, ça ne change pas. Les sociétés humaines n'arrivent pas à modifier leurs comportements assez vite ; l'inertie est trop grande. En fin de compte, on s'en fout : " Je le sais, mais je ne fais rien. ""

Y a pas à dire, nous sommes dans le méthane jusqu'au cou.

Encadré(s) :

Ne regardez pas cela

Cette semaine, L'Obs Planète mettait en ligne une vidéo du groupe de défense des droits des animaux L214 qui montrait le sort réservé aux animaux de boucherie certifiés bio dans un abattoir du Gard, en France. Ce dernier fait les frais de

cette dénonciation par caméra cachée. Comme disait Paul McCartney, si les murs des abattoirs étaient en verre, tout le monde serait végétarien. bit.ly/1KKLCXe.

Trouvé le film Cowspiracy sous-titré en français sur YouTube. Il est véritablement venu au monde lorsqu'il a été largué sur Netflix, en septembre dernier, et que le producteur et comédien Leonardo di Caprio en a assuré une nouvelle mouture. Le lien ici : bit.ly/21gtVWF.

Visionné cette vidéo sur les coûts cachés de la viande. Très instructif et condensé si vous avez sept minutes : bit.ly/1t0YC1q. Appris que même IKEA a transformé ses célèbres boulettes suédoises en version végétalienne. On les appelle les Grönsaksbullar: bit.ly/1oHuLus.

Lu une entrevue parue la semaine dernière dans The Globe and Mail avec la journaliste scientifique Marta Zaraska, auteure du récent essai Meathooked: The History and Science of Our 2.5-Million-Year Obsession with Meat. Celle-ci s'intéresse à notre attachement viscéral et émotif à la viande, ainsi qu'aux raisons qui nous poussent à continuer à en manger malgré les effets néfastes pour notre santé et celle de la planète. bit.ly/1VEzVSj.

Aimé la série de six courtes vidéos mises en ligne cette semaine par le magazine The Economist au sujet de l'avenir de la viande en regard de la pollution qu'elle engendre. On y parle des essais en laboratoire pour créer de la viande végétale (qui existe déjà sous le nom de Beyond Meat/beyondmeat.com) : The new food revolution.

Slaughterhouse blues. When meat doesn't mean murder. The beefless beefburger. The future of meat ? Leur conclusion ? «Mais sommes-nous prêts ? » bit.ly/1QEyANc.

© 2016 Le Devoir. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160226-LE-2016-02-26_463950 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

LE DEVOIR.com

Le Devoir (site web)

Actualités en société, vendredi 26 février 2016

La confortable inconscience

Josée Blanchette

On pensait le savoir, mais finalement on ne le sait pas tant que cela. Ou on ne veut pas le savoir, c'est plus pratique. De toute façon, on apprenait cette semaine que seulement 44 % des Canadiens estiment que l'activité humaine influence les changements climatiques malgré les discours environnementaux ad nauseam durant la récente COP21.

Ça évite d'avoir à troquer le trio steak-VUS-monster house contre légumineuses-vélo-microhabitation.

Steak ? Que vient faire le steak dans l'équation ? Entre les énergies fossiles et les voitures électriques, quelqu'un a mentionné la question du bétail à la COP21 ?

C'est en visionnant le documentaire Cowspiracy récemment que les chiffres m'ont sauté à la figure. La viande génère beaucoup, beaucoup de gaz à effet de serre. Que vous preniez les données de la FAO (18 %) - l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture - ou celles du GIEC (31 à 51 %) - le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat -, l'élevage de bétail produit toujours plus de GES que tous les transports réunis. Et pour nous achever un peu mieux, le méthane des vaches est de 25 à 100 fois plus destructeur que le CO₂. Passez-moi le Gaviscon, j'ai un petit reflux gastrique.

Cowspiracy, sociofinancé par les Californiens Kip Andersen et Keegan

Kuhn, nous démontre comment la consommation de viande nuit de toutes les façons possibles à l'environnement, aux ressources planétaires (eau, forêts, océans), tout en faisant appel à des engrais azotés, des énergies fossiles et des antibiotiques distribués allègrement à des animaux en santé.

Cowspiracy dénonce une conspiration, la complaisance des groupes écologistes - dont le credo est environnemental - qui n'insistent pas suffisamment (ou pas du tout) sur la nécessité de cesser de consommer de la viande ou du moins de diminuer radicalement. Les documentaristes ajoutent aussi celle des gouvernements complices qui financent les producteurs de viande et de lait et taisent la pollution engendrée par ce secteur, et celle des lobbys très efficaces qui musellent toute critique... jusqu'au meurtre.

15 fois moins productif

Un Américain moyen consomme 255 grammes de viande par jour. Notre premier ministre « reverdi » du Québec ne songe peut-être pas qu'il devrait ajouter le bacon (celui qui se mange) à son objectif d'austérité. Son vis-à-vis à l'Assemblée nationale, PKP, se réclame du végétarisme et a fait le saut il y a longtemps.

Il sait qu'on produit 15 fois plus de protéines avec des plantes qu'avec de l'élevage, pour une même surface. Quant à l'eau, un hamburger d'un

quart de livre ou 500 grammes de crottes de fromage en nécessitent 3500 litres, l'équivalent de deux mois de douches.

En fait, monsieur Couillard galope peut-être sur le mauvais cheval puisqu'il est plus facile de modifier le contenu de son assiette que de faire dévier un pipeline. Mais bon, on ne s'enfargera pas dans la bouse de vache sur le tapis. Ce n'est quand même pas de sa faute si les deux tiers des surfaces cultivables de la planète servent à produire des aliments uniquement destinés au bétail.

Intriguée, j'ai demandé à trois experts sur la question de visionner Cowspiracy pour Le Devoir. Laure Waridel, auteure de L'envers de l'assiette, directrice exécutive du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD) et flexitarienne, trouve que l'attaque du film envers les groupes environnementaux - jugés trop silencieux sur cette question - détourne l'attention du véritable propos : « Le méthane contribue davantage aux changements climatiques que le carbone, de l'ordre de 34 pour 1, c'est vrai. Mais il y a un attachement identitaire et culturel à la viande. Si tu arrives avec un discours végétalien, les gens fuient en courant. C'est une menace à leur plaisir. C'est clair que l'humanité doit réduire sa consommation de viande. »

Même constat pour Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki, omnivore, choqué par la forme, même si, sur le fond, le film a raison : « C'est du mauvais Michael Moore. Le film s'attaque aux écolos davantage qu'à l'industrie. Nous, quand on s'en prend à l'auto, on se fait ramasser. Pour la viande, c'est pareil. On touche à des dogmes. Ce qui m'a le plus frappé, c'est que l'humain et ses animaux d'élevage représentent 98 % de la biomasse alors que ce n'était que 1 % il y a 10 000 ans. »

L'affaire est dans le sac

Le véritable problème n'est pas le sac de plastique que le maire de Montréal s'apprête à bannir du territoire en 2018, mais plutôt son contenu. Le professeur à HEC Pierre-Olivier Pineau est titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie. En voilà un qu'on ne pourra accuser d'être de la gogauche écolo-artistique du Plateau.

Mais il est également végétarien depuis 20 ans, bien que, depuis quelques années, il se soit assoupli en raison de la pression sociale et d'une certaine lassitude. « Je serais végétalien si mon entourage s'y mettait avec moi. Je n'en fais pas mon cheval de bataille, mais je constate que le message ne passe pas », me confie-t-il.

M. Pineau parle surtout de transport et d'électricité dans nos médias, parfois de viande, au passage : « C'est plus facile de s'en prendre aux gros méchants comme les pétrolières, explique le professeur. On aime les conspirations. Quant à la viande, ça nous montre du doigt trop directement et on protège les jobs de nos agriculteurs. Ce que les gens oublient, c'est que la petite ferme idyllique n'existe plus ; ils n'ont pas l'élevage intensif en tête, devenu la réalité. »

Même s'il n'a rien appris en visionnant Cowspiracypuisqu'il jongle

déjà avec toutes ces données, M. Pineau en a apprécié l'approche. « Moi, je suis en politique énergétique et je n'aime pas l'inefficacité. Or, produire des protéines animales, c'est inefficace. Indépendamment de la pollution, c'est aberrant qu'on perde autant de ressources. Et on sait que la consommation de viande augmente mondialement. »

Sans être catastrophiste, M. Pineau n'est pas très optimiste quant à l'avenir, va sans dire. La date butoir approche (2050), la planète n'a pas 1000 ans pour réajuster le tir : « Les gens aiment leur VUS et même s'ils sont conscientisés, ça ne change pas. Les sociétés humaines n'arrivent pas à modifier leurs comportements assez vite ; l'inertie est trop grande. En fin de compte, on s'en fout : “ Je le sais, mais je ne fais rien. ” »

Y a pas à dire, nous sommes dans le méthane jusqu'au cou.

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160226-LEW-463950 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Citoyen Vallée de l'Or - Harricana (QC), no. Vol. 23 n° 9
Sports, mercredi 24 février 2016, p. 41

Pierrick Naud lance sa saison en Europe

Martin Guindon

CYCLISME. Pierrick Naud a lancé sa saison de vélo le 11 février, en Europe, où il a pris part à La Méditerranéenne avec son équipe.

Cette course sanctionnée 2.1 par l'Union cycliste internationale comportait quatre étapes disputées en Espagne, en France et en Italie. Pierrick Naud, qui s'est frotté à certains coureurs du Pro Tour, a déclaré forfait lors de la 4e et dernière étape, le 14 février.

Puisque son équipe n'a pas reçu d'autres invitations en Europe, elle n'a participé qu'à cette course. L'Amossois est donc rentré en Californie au lendemain de la dernière étape.

La forme est bonne

Pierrick Naud n'en était pas à ses premiers kilomètres cette saison, lui qui a fait un camp d'une semaine en Arizona avec Mike Woods, en décembre, puis un autre dans le même État avec ses coéquipiers en janvier. Il a ensuite participé au camp de son équipe en Californie.

«J'ai eu une grosse session l'automne dernier avec six cours, alors je n'ai pas eu trop le temps de m'entraîner. Mais la forme est quand même déjà bonne. Le fait de participer aux tours de l'Utah et du Colorado m'a aidé à être plus fort physiquement», estime-t-il.

Un rôle différent

À sa deuxième saison avec Rally Cycling (autrefois Optum), Naud s'attend à jouer un rôle un peu différent. D'autant plus que l'équipe a connu différents changements, avec les départs des sprinteurs Guillaume Boivin et Ryan Anderson.

«Ce sont des coureurs du même type que moi, alors je devrais pouvoir jouer un rôle plus important et obtenir des résultats. L'an dernier, je jouais surtout un rôle d'équipier pour ces gars-là. On a plusieurs nouveaux coureurs, mais je pense qu'on a une aussi bonne, sinon une meilleure équipe que l'an dernier», souligne-t-il.

Objectif: Californie

Pierrick Naud devrait participer à la Chico Stage Race, du 26 au 28 février. Il avait terminé 11e l'an dernier lors de cette course de quatre étapes. «Ce n'est pas une grande course, mais ça va me permettre d'accumuler des kilomètres en ce début de saison», fait valoir celui qui retournera ensuite en Europe avec son équipe pour deux courses au Portugal et une autre en Italie, au mois de mars.

L'Amossois demeurera ensuite en Californie pour entreprendre le circuit des courses nord-américaines avec son équipe, tout comme l'an dernier. En mai et juin, il sera de retour au Canada afin de participer à certaines courses, dont les championnats canadiens sur route à la fin juin, dans la région de Gatineau/Ottawa.

martin.guindon@tc.tc

Encadré(s) :



En route vers le bac en génie

Pierrick Naud fait de nouveau une pause cet hiver dans ses études universitaires à l'École polytechnique de Montréal, où il étudie en génie mécanique. Il lui reste deux sessions et un stage à compléter pour obtenir son baccalauréat. Il pourrait profiter de son passage au Québec en mai et juin pour faire une courte session d'été. Il a bon espoir de décrocher son diplôme à l'automne 2017.

«Mon gros objectif cette année, c'est vraiment de participer au Tour de la Californie»

-Pierrick Naud

Illustration(s) :

Pierrick Naud arborant le nouveau maillot de son équipe, Rally Cycling.

© 2016 Le Citoyen Vallée de l'Or - Harricana (QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160224-QCB-0037 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Coup d'Œil (Napierville, Qc), no. Vol. 37 n° 15
Actualités, mercredi 24 février 2016, p. 7

Saint-Jacques-le-Mineur

Trois candidats convoitent le poste de maire

Marc-André Couillard

Élections. Des élections partielles se tiendront le 6 mars à Saint-Jacques-le-Mineur. Les électeurs devront élire un nouveau maire et un conseiller. Trois candidats ont déposé leur candidature pour chacun de ces deux postes à pourvoir. Cette semaine, le *Coup d'œil* vous présente les trois candidats au poste de maire.

Michael Lestage

Âgé de 30 ans, Michael Lestage est natif de Saint-Jacques-le-Mineur. Il est technicien ambulancier sur la Rive-Sud de Montréal. M. Lestage s'est impliqué auprès des pompiers volontaires et dans l'organisation de différentes activités culturelles. Il fait aussi du bénévolat, notamment en organisant un point de collecte de la Guignolée des médias depuis quelques années.

M. Lestage a décidé de se présenter au poste de maire avec l'intention de redonner de la fierté aux citoyens et de développer leur sentiment d'attachement à la municipalité. «Il y a plusieurs années, il y avait un esprit de village, dit-il. La communauté était peut-être plus soudée.» Il propose de mieux structurer les activités culturelles et d'organiser des fêtes pour favoriser le sentiment d'appartenance des gens. Il souhaite aussi attirer des familles à Saint-Jacques, ce qui aurait pour effet de développer le village et peut-être d'inciter des commerçants à offrir leurs services.

Lise Sauriol

Titulaire d'un doctorat en littérature hispanique, Lise Sauriol réside à Saint-Jacques-le-Mineur depuis 23 ans. Âgée de 63 ans, elle vient de laisser l'enseignement à l'Université de Montréal et donne maintenant des cours privés. Mme Sauriol a toujours été impliquée dans la communauté, que ce soit au sein du comité consultatif d'urbanisme, du comité de citoyens ou encore auprès de l'Association récréative et culturelle.

Elle dit avoir l'expérience requise pour occuper le poste de mairesse. «J'ai monté beaucoup de dossiers pour demander des subventions, dit-elle. Avec ma formation universitaire, je suis capable de lire les dossiers.»

Si elle est élue, Mme Sauriol souhaite poursuivre les projets qui sont en cours et favoriser les échanges. «J'aimerais cultiver la communication et la consultation. En tant que citoyen, on a le droit d'exprimer notre désaccord. La démocratie et le respect sont deux valeurs que je cultive.»

Simon Valiquette-Varin

Âgé de 28 ans, Simon Valiquette-Varin est en charge de l'entretien extérieur à l'École polytechnique de Montréal. Il détient une formation de pompier préventionniste. Il a fait partie de la brigade de pompiers volontaires de la municipalité pendant quelques années.

S'il est élu, M. Valiquette-Varin veut mettre l'accent sur les installations sportives et les loisirs. «On doit avoir des terrains de soccer et des installations permanentes, dit-il. Je veux amener une solution pour que les enfants aient une belle place pour s'amuser.»



EUREKA.CC
une solution de CEDROM S.V.

M. Valiquette-Varin souhaite aussi que les idées soient débattues avec les citoyens avant que le conseil ne prenne ses décisions. «Je veux qu'il y ait des débats devant les citoyens pour qu'ils soient au courant de ce qui se passe. Aujourd'hui, tout est décidé d'avance entre les conseillers.»

marc-andre.couillard@tc.tc

Encadré(s) :

L'élection en bref

Quand?

Le vote par anticipation aura lieu le 28 février, de midi à 20 h, au centre communautaire situé au 119, rue Renaud. Le vote se tiendra le 6 mars, de 10 h à 20 h, au même endroit.

S'identifier

Les électeurs devront avoir en main une pièce d'identité avec photo (permis de conduire, passeport, carte d'assurance maladie, etc.) pour pouvoir exercer leur droit de vote.

Illustration(s) :

Michael Lestage

Lise Sauriol

Simon Valiquette-Varin

© 2016 Coup d'Oeil (Napierville, Qc). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160224-CNO-0009 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Novae.ca

Evènement, mardi 23 février 2016 - 21:53:50 +0000

Les rendez-vous à ne pas manquer en mars

Maxime Albors

Énergies renouvelables, économie de partage et innovations sociales figurent parmi les thèmes abordés par les événements à suivre au cours du mois de mars.

Abitibi & co. présente Paddle For The North

Le producteur de canots et de kayaks Abitibi & Co a réalisé un documentaire (photo ci-dessus) pour sensibiliser la population aux problèmes auxquels fait face le Nord canadien. Simon Lucas, réalisateur, sera présent pour échanger avec le public après la projection. Le 9 mars à 19h au cinéma du Parc.

Opérationnaliser le développement durable en entreprise

La Maison du développement durable et Cataléthique organisent un cocktail-conférence avec plusieurs experts dont Laure Waridel, du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD). Au programme : développement durable, économie verte et défis de la collaboration multipartite. Le 10 mars à 18h30.

Startup Weekend - Économie collaborative

Compétition entrepreneuriale où les participants ont 54 heures pour mettre en place un projet d'entreprise viable. Cet évènement vise à offrir aux

participants une occasion d'apprentissage se basant sur l'action, l'innovation et l'éducation. Cette année, le thème portera sur l'économie de partage. Les 11, 12 et 13 mars à HEC Montréal.

Image de la précédente édition de la Startup Weekend

Concours : A go, on change le monde!

Le concours offre près de 20 000 \$ de bourses à des entrepreneurs sociaux qui ont un projet concret contribuant à changer le monde. Date limite du dépôt des candidatures: dimanche 13 mars, à minuit. La cérémonie de remise des bourses aura lieu le jeudi 24 mars, dès 17h à l'Esplanade.

Les lauréats de la première édition du concours « A go, on change le monde »

Rencontre Novae chez Baléco

Novae organise chaque mois une rencontre chez un entrepreneur éco-innovant : celle de mars se tiendra avec Anie Rouleau, fondatrice de Baléco, une des premières entreprises au Québec à être certifiées B Corp. Le vendredi 18 mars de 9h00 à 11h30 dans les locaux de Baléco.

Business Beyond Tomorrow: 2016 | Sustainability: Connecting Ideas

L'Université Concordia organise une série d'ateliers et de panels de

discussion notamment sur le marketing lié à la responsabilité sociale et l'approvisionnement responsable. Le dimanche 19 mars au Centre-Mont Royal de 13h à 19h30.

Startup Weekend version Maker

La Fabrique organise en partenariat avec Espace-Inc et des étudiants en administration un Startup Weekend version Maker. L'objectif est de stimuler la créativité, faire émerger des idées et souligner les projets à potentiel économique, mais aussi à impact social et environnemental positif dans la communauté sherbrookoise. Les 18, 19 et 20 mars.

Vers les énergies renouvelables dans les autobus : quelle est la prochaine étape ?

La Maison du développement durable organise en collaboration avec Transport 2000 et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), un débat sur l'utilisation d'énergies renouvelables pour les transports en commun. Gaz naturel et biogaz, hybrides, 100 % électriques, mesures d'efficacité énergétiques seront les thèmes abordés. Le 22 mars à 12h15.

Cet article Les rendez-vous à ne pas manquer en mars est apparu en premier sur Novae.

© 2016 Novae.ca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CNEWS-20160223-IFN-003 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Voirvert.ca

lundi 22 février 2016

Design et durabilité : les lauréats du Grands prix du design

Dans le cadre du réaménagement de la Vitrine étudiante de Polytechnique Montréal, le désir d'un espace chaleureux, convivial et distinctif était au premier plan des intentions conceptuelles.

<http://www.voirvert.ca/nouvelles/actualites/design-et-durabilite-les-laureats-du-grands-prix-du-design>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Voirvert.ca

lundi 22 février 2016

Design et durabilité : les lauréats du Grands prix du design

Dans le cadre du réaménagement de la Vitrine étudiante de Polytechnique Montréal, le désir d'un espace chaleureux, convivial et distinctif était au premier plan des intentions conceptuelles.

<http://www.voirvert.ca/nouvelles/actualites/design-et-durabilite-les-laureats-du-grands-prix-du-design>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Novae.ca

Evènement, mardi 23 février 2016 - 21:53:50 +0000

Les rendez-vous à ne pas manquer en mars

Maxime Albors

Énergies renouvelables, économie de partage et innovations sociales figurent parmi les thèmes abordés par les événements à suivre au cours du mois de mars.

Abitibi & co. présente Paddle For The North

Le producteur de canots et de kayaks Abitibi & Co a réalisé un documentaire (photo ci-dessus) pour sensibiliser la population aux problèmes auxquels fait face le Nord canadien. Simon Lucas, réalisateur, sera présent pour échanger avec le public après la projection. Le 9 mars à 19h au cinéma du Parc.

Opérationnaliser le développement durable en entreprise

La Maison du développement durable et Cataléthique organisent un cocktail-conférence avec plusieurs experts dont Laure Waridel, du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable (CIRODD). Au programme : développement durable, économie verte et défis de la collaboration multipartite. Le 10 mars à 18h30.

Startup Weekend - Économie collaborative

Compétition entrepreneuriale où les participants ont 54 heures pour mettre en place un projet d'entreprise viable. Cet évènement vise à offrir aux

participants une occasion d'apprentissage se basant sur l'action, l'innovation et l'éducation. Cette année, le thème portera sur l'économie de partage. Les 11, 12 et 13 mars à HEC Montréal.

Image de la précédente édition de la Startup Weekend

Concours : A go, on change le monde!

Le concours offre près de 20 000 \$ de bourses à des entrepreneurs sociaux qui ont un projet concret contribuant à changer le monde. Date limite du dépôt des candidatures: dimanche 13 mars, à minuit. La cérémonie de remise des bourses aura lieu le jeudi 24 mars, dès 17h à l'Esplanade.

Les lauréats de la première édition du concours « A go, on change le monde »

Rencontre Novae chez Baléco

Novae organise chaque mois une rencontre chez un entrepreneur éco-innovant : celle de mars se tiendra avec Anie Rouleau, fondatrice de Baléco, une des premières entreprises au Québec à être certifiées B Corp. Le vendredi 18 mars de 9h00 à 11h30 dans les locaux de Baléco.

Business Beyond Tomorrow: 2016 | Sustainability: Connecting Ideas

L'Université Concordia organise une série d'ateliers et de panels de

discussion notamment sur le marketing lié à la responsabilité sociale et l'approvisionnement responsable. Le dimanche 19 mars au Centre-Mont Royal de 13h à 19h30.

Startup Weekend version Maker

La Fabrique organise en partenariat avec Espace-Inc et des étudiants en administration un Startup Weekend version Maker. L'objectif est de stimuler la créativité, faire émerger des idées et souligner les projets à potentiel économique, mais aussi à impact social et environnemental positif dans la communauté sherbrookoise. Les 18, 19 et 20 mars.

Vers les énergies renouvelables dans les autobus : quelle est la prochaine étape ?

La Maison du développement durable organise en collaboration avec Transport 2000 et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ), un débat sur l'utilisation d'énergies renouvelables pour les transports en commun. Gaz naturel et biogaz, hybrides, 100 % électriques, mesures d'efficacité énergétiques seront les thèmes abordés. Le 22 mars à 12h15.

Cet article Les rendez-vous à ne pas manquer en mars est apparu en premier sur Novae.

© 2016 Novae.ca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CNEWS-20160223-IFN-003 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Coup d'Œil (Napierville, Qc), no. Vol. 37 n° 15
Actualités, mercredi 24 février 2016, p. 7

Saint-Jacques-le-Mineur

Trois candidats convoitent le poste de maire

Marc-André Couillard

Élections. Des élections partielles se tiendront le 6 mars à Saint-Jacques-le-Mineur. Les électeurs devront élire un nouveau maire et un conseiller. Trois candidats ont déposé leur candidature pour chacun de ces deux postes à pourvoir. Cette semaine, le *Coup d'œil* vous présente les trois candidats au poste de maire.

Michael Lestage

Âgé de 30 ans, Michael Lestage est natif de Saint-Jacques-le-Mineur. Il est technicien ambulancier sur la Rive-Sud de Montréal. M. Lestage s'est impliqué auprès des pompiers volontaires et dans l'organisation de différentes activités culturelles. Il fait aussi du bénévolat, notamment en organisant un point de collecte de la Guignolée des médias depuis quelques années.

M. Lestage a décidé de se présenter au poste de maire avec l'intention de redonner de la fierté aux citoyens et de développer leur sentiment d'attachement à la municipalité. «Il y a plusieurs années, il y avait un esprit de village, dit-il. La communauté était peut-être plus soudée.» Il propose de mieux structurer les activités culturelles et d'organiser des fêtes pour favoriser le sentiment d'appartenance des gens. Il souhaite aussi attirer des familles à Saint-Jacques, ce qui aurait pour effet de développer le village et peut-être d'inciter des commerçants à offrir leurs services.

Lise Sauriol

Titulaire d'un doctorat en littérature hispanique, Lise Sauriol réside à Saint-Jacques-le-Mineur depuis 23 ans. Âgée de 63 ans, elle vient de laisser l'enseignement à l'Université de Montréal et donne maintenant des cours privés. Mme Sauriol a toujours été impliquée dans la communauté, que ce soit au sein du comité consultatif d'urbanisme, du comité de citoyens ou encore auprès de l'Association récréative et culturelle.

Elle dit avoir l'expérience requise pour occuper le poste de mairesse. «J'ai monté beaucoup de dossiers pour demander des subventions, dit-elle. Avec ma formation universitaire, je suis capable de lire les dossiers.»

Si elle est élue, Mme Sauriol souhaite poursuivre les projets qui sont en cours et favoriser les échanges. «J'aimerais cultiver la communication et la consultation. En tant que citoyen, on a le droit d'exprimer notre désaccord. La démocratie et le respect sont deux valeurs que je cultive.»

Simon Valiquette-Varin

Âgé de 28 ans, Simon Valiquette-Varin est en charge de l'entretien extérieur à l'École polytechnique de Montréal. Il détient une formation de pompier préventionniste. Il a fait partie de la brigade de pompiers volontaires de la municipalité pendant quelques années.

S'il est élu, M. Valiquette-Varin veut mettre l'accent sur les installations sportives et les loisirs. «On doit avoir des terrains de soccer et des installations permanentes, dit-il. Je veux amener une solution pour que les enfants aient une belle place pour s'amuser.»



EUREKA.CC
une solution de CEDROM S.V.

M. Valiquette-Varin souhaite aussi que les idées soient débattues avec les citoyens avant que le conseil ne prenne ses décisions. «Je veux qu'il y ait des débats devant les citoyens pour qu'ils soient au courant de ce qui se passe. Aujourd'hui, tout est décidé d'avance entre les conseillers.»

marc-andre.couillard@tc.tc

Encadré(s) :

L'élection en bref

Quand?

Le vote par anticipation aura lieu le 28 février, de midi à 20 h, au centre communautaire situé au 119, rue Renaud. Le vote se tiendra le 6 mars, de 10 h à 20 h, au même endroit.

S'identifier

Les électeurs devront avoir en main une pièce d'identité avec photo (permis de conduire, passeport, carte d'assurance maladie, etc.) pour pouvoir exercer leur droit de vote.

Illustration(s) :

Michael Lestage

Lise Sauriol

Simon Valiquette-Varin

© 2016 Coup d'Oeil (Napierville, Qc). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160224-CNO-0009 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Citoyen Vallée de l'Or - Harricana (QC), no. Vol. 23 n° 9
Sports, mercredi 24 février 2016, p. 41

Pierrick Naud lance sa saison en Europe

Martin Guindon

CYCLISME. Pierrick Naud a lancé sa saison de vélo le 11 février, en Europe, où il a pris part à La Méditerranéenne avec son équipe.

Cette course sanctionnée 2.1 par l'Union cycliste internationale comportait quatre étapes disputées en Espagne, en France et en Italie. Pierrick Naud, qui s'est frotté à certains coureurs du Pro Tour, a déclaré forfait lors de la 4e et dernière étape, le 14 février.

Puisque son équipe n'a pas reçu d'autres invitations en Europe, elle n'a participé qu'à cette course. L'Amossois est donc rentré en Californie au lendemain de la dernière étape.

La forme est bonne

Pierrick Naud n'en était pas à ses premiers kilomètres cette saison, lui qui a fait un camp d'une semaine en Arizona avec Mike Woods, en décembre, puis un autre dans le même État avec ses coéquipiers en janvier. Il a ensuite participé au camp de son équipe en Californie.

«J'ai eu une grosse session l'automne dernier avec six cours, alors je n'ai pas eu trop le temps de m'entraîner. Mais la forme est quand même déjà bonne. Le fait de participer aux tours de l'Utah et du Colorado m'a aidé à être plus fort physiquement», estime-t-il.

Un rôle différent

À sa deuxième saison avec Rally Cycling (autrefois Optum), Naud s'attend à jouer un rôle un peu différent. D'autant plus que l'équipe a connu différents changements, avec les départs des sprinteurs Guillaume Boivin et Ryan Anderson.

«Ce sont des coureurs du même type que moi, alors je devrais pouvoir jouer un rôle plus important et obtenir des résultats. L'an dernier, je jouais surtout un rôle d'équipier pour ces gars-là. On a plusieurs nouveaux coureurs, mais je pense qu'on a une aussi bonne, sinon une meilleure équipe que l'an dernier», souligne-t-il.

Objectif: Californie

Pierrick Naud devrait participer à la Chico Stage Race, du 26 au 28 février. Il avait terminé 11e l'an dernier lors de cette course de quatre étapes. «Ce n'est pas une grande course, mais ça va me permettre d'accumuler des kilomètres en ce début de saison», fait valoir celui qui retournera ensuite en Europe avec son équipe pour deux courses au Portugal et une autre en Italie, au mois de mars.

L'Amossois demeurera ensuite en Californie pour entreprendre le circuit des courses nord-américaines avec son équipe, tout comme l'an dernier. En mai et juin, il sera de retour au Canada afin de participer à certaines courses, dont les championnats canadiens sur route à la fin juin, dans la région de Gatineau/Ottawa.

martin.guindon@tc.tc

Encadré(s) :



En route vers le bac en génie

Pierrick Naud fait de nouveau une pause cet hiver dans ses études universitaires à l'École polytechnique de Montréal, où il étudie en génie mécanique. Il lui reste deux sessions et un stage à compléter pour obtenir son baccalauréat. Il pourrait profiter de son passage au Québec en mai et juin pour faire une courte session d'été. Il a bon espoir de décrocher son diplôme à l'automne 2017.

«Mon gros objectif cette année, c'est vraiment de participer au Tour de la Californie»

-Pierrick Naud

Illustration(s) :

Pierrick Naud arborant le nouveau maillot de son équipe, Rally Cycling.

© 2016 Le Citoyen Vallée de l'Or - Harricana (QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160224-QCB-0037 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.ledevoir.com/societe/science-et-technologie/463239/polytechnique-montreal-une-recherche-appliquee-qui-produit-des-resultats-tangibles>

LE DEVOIR

Le Devoir

Recherche, samedi 20 février 2016, p. K7

Polytechnique Montréal - Une recherche appliquée qui produit des résultats tangibles

Réginald Harvey

Il se trouve à Polytechnique Montréal des professeurs dont les travaux de recherche portent sur la délicate problématique du traitement des eaux. Ils réalisent cette recherche appliquée en amont des laboratoires, là où prennent place les problèmes, sur le terrain, notamment dans les usines et les diverses installations de traitement des eaux.

Michèle Prévost, professeure agrégée au département des génies civil, géologique et des mines de Polytechnique Montréal, est titulaire de la Chaire industrielle CRSNG (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada) en traitement des eaux potables depuis 1992. Elle explique pour quelle raison ce modèle de recherche appliquée a vu le jour : " Il a été créé par cet organisme subventionnaire avec un objectif vraiment clair d'établir des liens durables et productifs entre des équipes de chercheurs universitaires canadiennes et des industriels. "

À ce chapitre, les municipalités sont considérées comme des industries et comme parties prenantes des travaux conduits par les scientifiques : " Par exemple, elles sont responsables à 99,9 % des services de l'eau au Canada et sont considérées de ce fait comme des industrielles. " D'où le malaise qui s'est installé récemment à l'égard de l'objectivité des chercheurs quand ils ont été appelés à prendre position sur les effets du déversement d'eaux usées dans le Saint-Laurent.

Mme Prévost apporte cet éclairage sur la recherche appliquée co-subventionnée afin de remettre les pendules à l'heure : " D'abord, lorsque la recherche est cofinancée, l'organisme subventionnaire détermine les bornes de la collaboration industrielle. Par exemple, le CRSNG a fixé des exigences très précises quant à la formation des étudiants, aux types de dépenses admissibles, aux bilans de la progression et des coûts des travaux de recherche et de leur diffusion, et aux productions scientifiques révisées par des pairs. "

Il revient aux deux parties, chaire et industrie, d'élaborer un programme de recherche qui servira à répondre à l'innovation technologique des uns et aux besoins des autres. Pour autant, le professeur conserve sa pleine autonomie : " Ils demeurent des professeurs payés par l'université. Quant aux coûts directs de la recherche, dans mon cas, pour chaque dollar qu'une municipalité met sur la table, il y a un autre dollar qui vient d'un organisme subventionnaire très rigoureux comme le CRSNG. "

Mme Prévost spécifie que " dès qu'un organisme subventionnaire est impliqué, le professeur ne peut pas recevoir d'honoraires ou de salaire à partir de la recherche ". Autrement dit, les professeurs sont payés par les institutions auxquelles ils sont rattachés et doivent remplir les obligations académiques inhérentes à leurs fonctions.

Le meilleur des mondes



Michèle Prévost, dont les travaux s'échelonnent sur un échancier de cinq ans, considère qu'elle dispose d'un modèle de recherche idéal, puisqu'elle peut réaliser " des travaux qui vont servir à quelque chose rapidement, car le temps de retour sur nos interventions est court et, souvent après un an ou deux, nos solutions sont intégrées dans les travaux des municipalités et de nos autres partenaires industriels ; on voit les résultats de ce qu'on fait ".

En contrepartie, les chercheurs poussent plus loin leurs observations : " À l'inverse, les publications qui renferment les détails et la profondeur scientifique requis (parce qu'on doit à l'intérieur de celles-ci aller beaucoup plus loin qu'avec le milieu industriel) nous servent à nous positionner comme chercheurs à travers le monde, ce qui nous ouvre les portes de l'excellence à l'international. "

Retour du balancier et reconnaissance professionnelle

La chercheuse est bien consciente que, sous le précédent gouvernement conservateur, la recherche appliquée à caractère industrielle a joui des faveurs des dirigeants et des organismes subventionnaires, au détriment de celle de nature fondamentale. Elle considère que l'équilibre entre les deux est nécessaire et salue les orientations qui suivent actuellement cette tendance : " Comme titulaire de chaire, je m'adonne à de la recherche appliquée originale, mais en même temps j'intègre aussi beaucoup les découvertes des recherches plus fondamentales dans bien des domaines pour les traduire en solutions technologiques. "

C'est tout de même à titre de spécialiste de la recherche appliquée que l'American Water Works Association (AWWA) rendra hommage à Michèle Prévost en juin prochain en lui décernant son Black Award. Elle n'en est pas peu fière, tant pour son équipe que pour elle-même : " Un membre de l'AWWA me faisait savoir qu'il s'agit là d'une reconnaissance pour une recherche exceptionnellement utile pour les municipalités. C'est ça la recherche appliquée, c'est de la recherche qui sert. "

Une transparence à toute épreuve

Sarah Dorner est elle aussi professeure agrégée au Département des génies civil, géologique et des mines de Polytechnique Montréal . Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en protection des sources d'eau potable et, à ce titre, reçoit principalement son financement du gouvernement fédéral.

Elle a participé à la réalisation du document technique Position d'experts de Polytechnique Montréal sur les déversements planifiés d'eaux usées de l'intercepteur sud-est à la Ville de Montréal. Au Québec, le financement de sa chaire n'a rien à voir avec les municipalités, mais il n'en demeure pas moins qu'elle s'est retrouvée au coeur du débat dans ce qu'il est convenu d'appeler le " flushgate ". " Les médias me posaient souvent la question suivante : "Est-ce que vous êtes la porte-parole de la Ville de Montréal ?"La réponse m'amène à dire que comme chercheurs il nous appartient d'être transparents et de voir quelles sont les perspectives en cause. "

Elle s'explique : " Étant donné que je travaille en protection des sources d'eau, je suis influencée dans mes perspectives par le fait que je comprends les problématiques des municipalités ; je n'ai pas les mains liées à celles-ci financièrement, mais je suis consciente que, lorsque je prends part à une discussion d'ordre public, ma prise de position doit tenir compte de ma compréhension des enjeux municipaux. "

Mais avant tout, peu importe l'objet de la recherche, la plus grande transparence s'impose pour éviter le cynisme de la population envers les chercheurs : " Il est vraiment important de poser ces questions sur les sources de financement, car c'est la transparence qui est primordiale quand on parle d'un point de vue scientifique. "

© 2016 *Le Devoir*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160220·LE·2016-02-20_463239 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

http://plus.lapresse.ca/screens/e6cd65c8-59f0-46c1-89a4-e51285c9ca26%7C_0.html



La Presse+

AFFAIRES, samedi 20 février 2016, p. AFFAIRES 5

CHRONIQUE

L'homme qui transforme la recherche en start-up

Jean-Philippe Décarie

La Presse

« Au cours des 12 dernières années, on a participé à la création de 53 start-up et 35 d'entre elles sont toujours en activité. » — Jacques Simoneau, PDG d'Univalor

Signe de l'avancée indéniable de la quatrième révolution industrielle, la valorisation de la recherche universitaire ne s'est jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui comme nous le révèlent les derniers résultats d'Univalor, la société responsable de commercialiser les découvertes scientifiques des 2600 chercheurs de l'Université de Montréal et de ses centres de santé affiliés, de Polytechnique et de HEC.

Univalor est l'une des sociétés de valorisation universitaires qui ont été créées au début des années 2000 par Bernard Landry – alors ministre des Finances –, qui voulait stimuler l'émergence de nouvelles entreprises innovantes issues de la recherche universitaire.

Univalor est responsable de valoriser commercialement les travaux des chercheurs de l'Université de Montréal et des six centres de santé affiliés – CHU Sainte-Justine, Centre de recherche du CHUM, Institut de recherches cliniques de Montréal, Institut universitaire de gériatrie de

Montréal, hôpital du Sacré-Cœur et hôpital Maisonneuve-Rosemont.

La société cherche aussi à commercialiser les découvertes scientifiques et les innovations technologiques des chercheurs de Polytechnique Montréal et de HEC Montréal.

Au fil des ans, Univalor s'est imposée comme l'interface entre le monde des affaires et le monde scientifique. « On est l'interface mais aussi le traducteur entre ces deux mondes », précise Jacques Simoneau, PDG de l'organisme qui vient d'enregistrer une année record en 2014-2015.

« On a généré des revenus de commercialisation de 2,8 millions, c'est une hausse de 55 % sur la dernière qui avait été elle aussi une année record », souligne-t-il.

Depuis trois ans, les activités d'Univalor affichent une solide progression. L'organisme a conclu l'an dernier pas moins de 37 contrats de commercialisation de recherches universitaires auprès d'entreprises du secteur privé ; il s'agit d'une hausse de 230 % par rapport à il y a trois ans.

« On a aussi créé durant notre dernier exercice six start-up. L'an dernier, on

avait contribué à la création de cinq nouvelles entreprises dérivées de la recherche universitaire. Au cours des 12 dernières années, on a participé à la création de 53 start-up et 35 d'entre elles sont toujours en activité. Univalor est actionnaire de 13 de ces entreprises », précise le PDG.

UNE PRATIQUE QUI SE GÉNÉRALISE

Jacques Simoneau convient que le monde de la recherche est davantage ouvert aujourd'hui à commercialiser ses travaux qu'il ne l'était il y a une vingtaine d'années. Beaucoup de chercheurs qui ont fait des stages aux États-Unis ont vu qu'il était possible de monétiser le fruit de leur labeur sans pour autant dénaturer leur démarche.

« Les 2,8 millions de revenus que l'on a réalisés l'an dernier sont remis aux centres de recherche qui les ont générés. Cela permet de financer une partie de leurs travaux », note Jacques Simoneau.

Il faut préciser que le mandat d'Univalor est de valoriser uniquement les recherches dites orphelines, celles qui ne profitent d'aucun appui du secteur privé. Bien des travaux de recherches à Polytechnique sont financés par des

entreprises qui ont un besoin de développer une technologie particulière.

« Nous, on prend des recherches qui sont en cours et on tente de trouver une entreprise qui pourrait profiter du résultat. Quand ça marche, on reçoit des redevances que l'on remet ensuite aux centres de recherche.

« Quand on lance une start-up avec une équipe de chercheurs, on prélève au début des redevances sur les ventes, mais il arrive que l'on cède nos droits en échange d'une participation au capital de l'entreprise, habituellement cela va de 5 % à 8 %. »

— **Jacques Simoneau**

Chose certaine, la quatrième révolution industrielle force une plus grande ouverture des entreprises à innover et à cet égard, le PDG d'Univalor prévoit profiter largement de la nouvelle chaire Big Data que vient de mettre sur pied Polytechnique, en partenariat avec l'Université de Montréal et HEC.

La chaire d'excellence sur l'utilisation des données massives pour la prise de décisions en temps réel, la plus importante du Canada, a recruté le professeur Andrea Lodi, du département d'ingénierie électrique et informatique de l'Université de

Bologne, qui est reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes au monde dans l'utilisation de l'optimisation mathématique et de données massives.

Il est important que les universités conservent des droits sur les travaux de recherche qu'elles ont mis en œuvre, rappelle Jacques Simoneau. L'Université Stanford a cédé, à l'époque, les droits qu'elle avait sur Google. Ce sont des centaines de millions que l'université a ainsi laissé filer, une erreur que ne se permettrait jamais Univalor.

Illustration(s) :



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

« Les 2,8 millions de revenus que l'on a réalisés l'an dernier sont remis aux centres de recherche qui les ont générés. Cela permet de financer une partie de leurs travaux », dit Jacques Simoneau.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160220-LAA-e4878801d1202e78d7033f4846da6372 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Québec

Argent, samedi 20 février 2016, p. 43

des économies de près de 20 %

Énergie; L'HIVER DOUX FAIT BAISSER LA FACTURE DE CHAUFFAGE POUR LES CONSOMMATEURS

MICHEL MORIN

Bureau d'enquête

Le réchauffement provoqué par le phénomène climatique El Niño risque de causer une bonne surprise aux quatre millions de consommateurs de gaz et d'électricité du Québec, pour les mois de novembre, décembre et janvier.

Bureau d'enquête

«Compte tenu de l'hiver extrêmement froid de 2014-2015, la facture des consommateurs cette année devrait représenter entre 75 et 85% de celle de l'an dernier», a déclaré à notre Bureau d'enquête Guy Olivier, ingénieur et ex-professeur à la Polytechnique, maintenant expert consultant chez Expertises technico-légales Danny Kack.

«PRUDENT»

Ni Gaz Métro ni Hydro-Québec n'ont voulu commenter avec précision l'effet d'El Niño sur leurs revenus des trois derniers mois. Hydro-Québec a cependant reconnu une perte au Québec de 3,3 térawatts- heure (TWh), ce qui pourrait se traduire par un recul des revenus de plus de 200millions\$ par rapport à l'an dernier.

«Pour l'année financière 2015, il faut être prudent, a déclaré à notre Bureau d'enquête Nathalie Vachon d'Hydro-Québec. Le temps exceptionnellement

doux des derniers mois a été contrebalancé par le temps exceptionnellement froid des mois de janvier, février et mars».

Pour l'expert Guy Olivier, la baisse moyenne de la consommation en kilowatts- heure (kWh) ou en mètres cubes de gaz devrait être d'environ 20 %. Lui-même a connu une baisse de sa consommation d'électricité des deux derniers mois, de 25%. Mais ce sont là des moyennes.

«La consommation peut varier de façon importante entre les clients», a reconnu d'emblée à notre Bureau d'enquête la porte-parole de Gaz Métro, Catherine Houde.

JUSQU'À 32 %

Michel Sauvé, propriétaire d'un bungalow à Brossard, a vu ses factures mensuelles de gaz chuter de plus 32 % pour les trois derniers mois comparativement aux mêmes mois de l'an dernier.

Puisque le prix du gaz n'a pas pratiquement pas bougé au cours des douze derniers mois, sa baisse de consommation est identique à celle de sa facture.

Ce n'est pas le cas pour les consommateurs qui utilisent l'électricité pour se chauffer. Depuis le 1er avril 2015, le tarif de 8,6cents le kWh de la deuxième tranche, qui

sert principalement au chauffage pour un bungalow, a augmenté de 4,1%.

C'est le cas de Wilson Losier, propriétaire à Saint-Eustache d'un bungalow de même dimension que celui de Michel Sauvé à Brossard. Sa facture globale en kWh a diminué de 18,5% alors que le coût de sa consommation électrique n'a diminué que de 16,9 %. L'économie réalisée reste cependant substantielle: plus de 120\$ pour une période de deux mois.

Les consommateurs auraient avantage à faire eux-mêmes l'exercice pour les trois derniers mois, car nos trois exemples vérifiés sur le terrain par notre Bureau d'enquête restent supérieures aux baisses moyennes suggérées par Hydro-Québec et Gaz Métro, qui seraient respectivement de 14 % et de 17,5 %, pour un bungalow d'environ 158 à 160mètres carrés.

Michel Sauvé de Brossard a vu sa facture de gaz baisser de 32,8 % pour les trois derniers mois comparativement aux mêmes mois de l'an dernier. PHOTO MICHEL MORIN, BUREAU D'ENQUÊTE

Note(s) :

Bureau d'enquête

Illustration(s) :

L'effet «eL Niño» sur Le coût du chauffage Michel Sauvé Wilson Losier (Brossard) (saint-eustache) 91 jours 62-67 jours 2,13\$ Baisse/Jour Baisse totale 194,05 \$ 122,20 \$ (1) Baisse en % -32,8% -16,9 % (1) Sur la base d'une période de 65 jours avec une économie de 1,88 \$ par jour 1,88 \$

© 2016 Le Journal de Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160220-OR-b5f55dc0-d79a-11e5-88ce-c952375fe66a - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

vendredi 19 février 2016

Bras de fer en Apple et le FBI : Le point avec Anyck Béraud

M. José Fernandez professeur au Département de génie informatique et génie logiciel de Polytechnique Montréal résume l'argument d'Apple.

<http://www.radio-canada.ca/util/postier/suggerer-go.asp?nID=1314644>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

50 MÉTIERS D'AVENIR

diplôme d'études professionnelles (dep)

Spécialiste de l'isolation. Il installe les isolants sur des tuyaux, des conduits de chauffage ou de climatisation, des conduits d'air, etc.

Salaire hebdo.: 861 \$

Formation: DEP 900 heures offert par l'École des métiers de la construction à Montréal (l'école offre maintenant ce cours également à Québec)

Taux de placement: 87,5 %

ferblantier-tôlier

Le ferblantier monte et répare les systèmes de ventilation, de climatisation, de chauffage à air chaud. Il peut aussi installer des revêtements extérieurs et des recouvrements de toiture métalliques.

Salaire hebdo.: 880 \$

Formation: DEP 1800 heures (16 mois) offert dans six établissements.

Taux de placement: 85,5 %

Chaudronnier

Le chaudronnier conçoit, assemble et répare de la chaudronnerie lourde, comme les chaudières, les cuves ou les réservoirs généralement en cuivre ou aluminium.

Salaire hebdo.: 1603 \$

Formation: DEP 1290 heures (11 mois) au Centre de formation des métiers de l'acier à Anjou .

Taux de placement: 100 %

tailleur de pierre

Le tailleur de pierre peut être polisseur, graveur sur pierre, sculpteur et tailleur de pierre. Il peut fabriquer des comptoirs ou des monuments funéraires. Il peut travailler pour des entreprises spécialisées en pierres architecturales ou en restauration de bâtiments.

Salaire hebdo.: 720 \$

Formation: DEP 1440 heures (une année) au centre de formation Le Granit, à Lac- Mégantic

Taux de placement: 60 % en 2013. (Selon le centre de placement, le taux de placement est d'aujourd'hui de 100 %)

grutier

Un grutier fait fonctionner des grues afin de déplacer divers matériaux et monte des structures sur les chantiers de construction, dans les sites industriels, les ports ou les entrepôts.

Salaire hebdo.: 1900 \$

Formation: DEP 870 heures (environ 8 mois) à l'AtelierÉcole Les Cèdres, en Montérégie.

Taux de placement: 100 %

Camionneur

Le camionneur conduit des véhicules lourds pour le transport de marchandises. Il s'occupe de l'entretien de son camion.

Salaire hebdo.: 917 \$

Formation: DEP 615 heures offert dans plusieurs centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 88,5 %

infirmière auxiliaire

Une infirmière administre des soins infirmiers aux patients sous la supervision des médecins, des infirmiers autorisés

Salaire hebdo.: 693 \$

Formation: DEP 1800 heures offert dans plusieurs centres de formation.

Taux de placement: 89,8 % (2013)

mineur d'extraCtion

Le mineur extrait le minerai dans une exploitation minière. Il utilise des foreuses et des outils à air comprimé et peut conduire des chariots de perforation .

Salaire hebdo.: 1377 \$

Formation: DEP 930 heures offert dans des centres professionnels de la Baie-James, à Val-d'Or et le CS Cri du Nord-du-Québec

Taux de placement: 88,2 %

Carreleur

Le carreleur revêt les murs ou les planchers de carreaux de céramique ou de carreaux taillés dans le marbre, le granit, l'ardoise.

Salaire hebdo.: 786 \$

Formation: DEP 690 heures dans trois centres (Pierre-Dupuy, Écoles des métiers de la construction à Montréal et l'École des métiers et occupations de l'industrie de la construction de Québec).

Taux de placement: 78,4 %

auxiliaire familiale et sociale

Une auxiliaire familiale et sociale offre des services de maintien à domicile à des personnes à autonomie réduite. Elle donne des soins, change des pansements et administre des médicaments ou prépare des repas.

Salaire hebdo.: 603 \$

Formation: DEP 975 heures offert dans plusieurs centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 88,7 %

boucherie

Un boucher coupe et prépare et désosse la viande.

Salaire hebdo.: 526 \$

Formation: DEP 900 heures offert dans plusieurs centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 80,2 % (2013)

Commis à la Comptabilité

Le commis à la comptabilité fait des comptes, des états financiers et tient à jour les livres comptables d'une entreprise.

Salaire hebdo.: 565 \$

Formation: DEP 1350 heures offert dans plusieurs centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 69,6 %

décorateur intérieur

Le décorateur gère des projets de décoration en tenant compte des demandes de ses clients particuliers ou commerciaux.

Salaire hebdo.: 513 \$

Formation: DEP 1800 heures dans 9 centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 71,6 %

mécanicien d'engin de chantier

Le mécanicien d'engin de chantier s'occupe de l'entretien et de la réparation des engins de chantier et des équipements mécaniques sur les chantiers de construction ou de travaux publics.

Salaire hebdo.: 891 \$ (mars 2013).

Formation: DEP 1800 heures offert dans plusieurs centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 88,8 %

finisseur de béton et cimentier appliqueur

Le finisseur de béton et cimentier appliqueur prépare et coule du ciment pour construire des murs ou des planchers de bâtiments. Il réalise des revêtements et applique différents finis aux surfaces de béton.

Salaire hebdo.: 948 \$ (mars 2013).

Formation: DEP 900 heures offert à l'École de la construction à Montréal et à l'École des métiers et occupations de l'industrie de la construction de Québec

Taux de placement: 85 %

monteur de lignes électriques

Le monteur de lignes monte, installe et répare les lignes électriques dans les réseaux de distribution d'électricité.

Salaire hebdo.: 1468 \$

Formation: DEP 900 heures offert au Centre de formation en montage de ligne à Saint-Henri (au sud de Lévis) et au Centre de formation de Haute-Gaspésie

Taux de placement: 83,1 %

mécanicien d'ascenseur

Le mécanicien d'ascenseur installe, répare et entretient des systèmes de déplacement mécanisé, comme des ascenseurs, des monte-charges ou des escaliers mécaniques)

Salaire hebdo.: 960 \$

Formation:

DEP 1800 heures offert à École des métiers du Sud-Ouest de Montréal.

Taux de placement: 93,8 %

plombier

Le plombier installe, répare et entretient des systèmes de plomberie et de chauffage.

Salaire hebdo.: 814 \$

Formation: DEP 1680 heures offert dans plusieurs centres de formation professionnelle.

Taux de placement: 87,3 %

diplôme d'études Collégiales (DEC)

technique de génie mécanique de marine

Le mécanicien de marine s'occupe de tout le matériel mécanique d'un navire tel que les moteurs de propulsion et le matériel de ventilation, les chaudières à haute pression, les systèmes de contrôle électrique ou hydraulique.

Salaire: Entre 65 000 \$ et 75 000 \$ par année

Formation: Formation de 4 ans à l'Institut maritime du Québec au cégep de Rimouski

Taux de placement: 100 %

Technicien en géomatique

Le technicien en géomatique interprète et traite des données d'arpentage et réalise des cartes. Il conçoit et réalise des systèmes d'information géographique.

Salaire hebdo.: Géodésie (arpenteur) 823 \$, Cartographie 653 \$

Formation: Formation cégep d'Ahuntsic, de Limoilou et de l'Outaouais

Taux de placement:

Géodésie : 92,9 %, Cartographie : 85,7 %

Technicien en prothèse dentaire

Le technicien dentaire fabrique et répare des prothèses dentaires (ponts, couronnes), des prothèses dentaires complètes ou partielles ou encore des appareils d'orthodontie .

Salaire hebdo.: 631 \$

Formation: DEC de 2775 heures au cégep Édouard-Montpetit

Taux de placement: 100 %

Technicien juridique

Le technicien juridique assiste un avocat, un notaire ou un autre juriste dans le règlement d'affaires d'ordre juridique .

Salaire hebdo.: 655 \$

Formation: DEC 2370 heures offert dans plusieurs cégeps.

Taux de placement: 82,6 %

Le technologue en assainissement de l'eau contrôle la qualité de l'eau potable. Il surveille les installations et contrôle les procédés utilisés dans une usine de traitement des eaux brutes ou des eaux usées.

Salaire hebdo.: 791 \$

formation: DEC 2640 heures offert au cégep Saint-Laurent.

taux de placement: 90,9 %

Technicien en architecture

Le technicien en architecture conçoit et réalise des projets d'architecture, de construction, de rénovation ou de restauration. Il dessine et analyse des plans et collabore avec les architectes ou ingénieurs.

Salaire hebdo.: 650 \$

formation: DEC 2760 heures offert dans plusieurs cégeps.

taux de placement: 89 %

Inhalothérapeute

L'inhalothérapeute administre des soins liés au système cardiorespiratoire et intervient en anesthésie-réanimation.

Salaire hebdo.: 835 \$

formation: DEC 2775 heures offert dans plusieurs cégeps

taux de placement: 97,8 %

Infirmier

L'infirmier évalue l'état de santé d'un patient et lui administre des soins de santé.

Salaire hebdo.: 813 \$

formation: DEC 2805 heures offert dans plusieurs cégeps

taux de placement: 96,5 %

Technicien ambulancier

L'ambulancier et le personnel paramédical répondent aux appels d'urgence et donnent les premiers soins aux blessés avant et pendant leur transport vers les centres hospitaliers .

Salaire hebdo.: 868 \$

formation: DEC 2745 heures offert dans plusieurs cégeps

taux de placement: 81,1 %

Audioprothésiste

L'audioprothésiste pose, ajuste et vend des prothèses auditives.

Salaire hebdo.: 774 \$

formation: DEC 2490 heures offert au cégep de La Pocatière et au collège Rosemont

taux de placement: 100 %

Technicien en avionique

Les techniciens en avionique installent, règlent et réparent les systèmes avioniques et les instruments et appareillages électriques d'aéronefs.

Salaire hebdo.: 822 \$

formation: DEC 2700 heures offert à l'École nationale aérotechnique au cégep Édouard-Montpetit

taux de placement: 76,5 %

Ébéniste (Techniques du meuble et d'ébénisterie)

L'ébéniste fabrique des pièces de bois, des meubles et des éléments architecturaux

Salaire hebdo.: 780 \$

formation: DEC 2610 heures offert notamment aux Écoles nationales du

meuble et de l'ébénisterie à Montréal et victoriaville.

taux de placement: 86,7 %

hygénéisTe denTaire

Les hygiénistes dentaires effectuent des traitements d'hygiène dentaire

(nettoyages et polissages), donnent des renseignements sur la prévention des maladies des dents et de la bouche.

Salaire hebdo.: 801 \$

formation: DEC 2460 heures offert dans plusieurs cégeps.

taux de placement: 95,6 %

Technicien de réseaux informaTiques

Le technicien de réseaux informatiques diagnostique et résout les problèmes d'un réseau informatique.

Salaire hebdo.: 786 \$

formation: DEC 2730 heures offert dans plusieurs cégeps

taux de placement: 86,9 %

Technicien en éducaTion spécialisée

Le technicien en éducation spécialisée intervient auprès d'individus qui vivent des difficultés d'adaptation liées à des désordres affectifs, physiques, intellectuels et sociaux.

Salaire hebdo.: 697 \$

formation: DEC 2745 heures offert dans plusieurs cégeps.

taux de placement: 89,4 %

Technicien en génie chimique

Le technicien en chimie prépare des essais et des analyses chimiques dans le domaine de la recherche et de l'analyse biochimique et chimique. Il

travaille dans des laboratoires de recherche ou de contrôle de la qualité et dans des firmes d'experts-conseils.

Salaire hebdo.: 781 \$

formation: DEC 2565 heures offert aux cégeps de Jonquière et Lévis-Lauzon

taux de placement: 83,3 % L'opticien d'ordonnances ajuste des lunettes ou des lentilles et aide ses clients à choisir une monture. Le technicien travaille dans un laboratoire et fabrique des lentilles et verres.

Salaire hebdo.: 771 \$

formation: DEC en technique d'orthèses visuelles de 2670 heures offert aux cégeps Édouard-Montpetit, Garneau, et au cégep régional de Lanaudière (L'Assomption)

taux de placement: 97,9 %

formaTion universiTaire

développeur de logiciel d'imagerie médicale (créaTion numérique)

Le développeur de logiciel conçoit des logiciels, des infographies, traite des images et les analyses pour le milieu médical .

Salaire hebdo.: 1085 \$

formation: Baccalauréat en création numérique offert à l'Université Concordia, à l'Université du Québec en Abitibi- Témiscamingue ainsi qu'à l'Université Sherbrooke, qui est la seule à offrir une concentration en imagerie médicale au premier cycle.

taux de placement: 92,9 %

markeTing numérique

Élaborer des stratégies de communication marketing sur les réseaux sociaux, notamment.

Salaire hebdo.: 1031 \$

formation: Bac en communication marketing et plus généralement, programmes de communication ou de marketing .

taux de placement: 69,3 %

kinésiologue

Le kinésiologue établit des programmes d'activités physiques à des fins préventives, de réadaptation ou de recherche de performance.

Salaire hebdo.: 714 \$

formation: Bac offert dans plusieurs universités.

taux de placement: 81,5 %

pharmacien

Le pharmacien exécute les ordonnances , vend des médicaments et offre un service de consultation aux clients et aux professionnels de la santé.

Salaire hebdo.: 1849 \$

formation: Doctorat offert à l'Université Laval et l'Univer - sité de Montréal.

taux de placement: 98,7 %

acTuaire

L'actuaire analyse des statistiques et calcule des probabilités afin de prendre des décisions d'ordre économique et d'élaborer des politiques financières .

Salaire hebdo.: 1131 \$

formation: Bac offert à l'UQAM, l'Université Laval, l'Université de Montréal et Concordia

taux de placement: 88,2 %

véTérinaire

Le vétérinaire diagnostique et traite les maladies et les infections chez les animaux.

Salaire hebdo.: 1407 \$ (janvier 2013).

formation: Doctorat à l'Université de Montréal.

taux de placement: 100 %

denTisTe

Le dentiste diagnostique et traite les maladies de la dentition et de la cavité buccale.

Salaire hebdo.: 2201 \$

formation: Doctorat offert à l'Université Montréal, l'Université Laval et McGill

taux de placement: 100 %

archiTecTe

L'architecte conçoit et élabore des plans et des devis de bâtiments résidentiels, commerciaux, industriels.

Salaire hebdo.: 744 \$

formation: Bac offert à l'Université Laval, l'Université de Montréal, McGill.

taux de placement: 90,9 %

noTaïre

Le notaire donne à ses clients des conseils juridiques et rédige des documents juridiques tels que des contrats et des testaments.

Salaire hebdo.: 1001 \$ (pour les métiers liés au droit)

formation: Maîtrise en droit notarial offert dans quelques universités et formation professionnelle de la Chambre des notaires

taux de placement: 91,6 % (pour les métiers liés au droit)

ergoThérapeuTe

L'ergothérapeute élabore des programmes d'intervention auprès de personnes qui souffrent de maladies, de blessures, de troubles de développement, en se basant sur des activités thérapeutiques.

Salaire hebdo.: 909 \$

formation: Bac offert dans plusieurs universités

taux de placement: 97 %

audiologisTes eT orThophonisTes

Les audiologistes et orthophonistes évaluent et traitent les personnes atteintes d'une perte auditive. Les orthophonistes traitent les troubles du langage et de la parole.

Salaire hebdo.: 816 \$

formation: Bac à l'Université de Montréal

taux de placement: 96,8 %

ingénieur civil

L'ingénieur civil conçoit, rénove et entretient des routes, des structures pour les ponts, des aéroports ou des édifices. Il planifie et dirige la réalisation des travaux.

Salaire hebdo.: 1111 \$

formation: Bac offert dans plusieurs universités.

taux de placement: 89,8 %

ingénieur minier

L'ingénieur minier estime la rentabilité de nouveaux gisements de minerais et conçoit les plans d'aménagement des mines. Il

coordonne et super - vise l'aménagement et

l'exploitation des sites miniers.

Salaire hebdo.: 1610 \$

formation: Bac offert à l'école Polytechnique, l'Université Laval et McGill.

taux de placement: 93,8 %

opToméTrisTe

L'optométriste examine les yeux des patients et diagnostique les maladies et les troubles oculaires. Il prescrit des lunettes ou des lentilles pour corriger les problèmes de vision ou les troubles oculaires .

Salaire hebdo.: 2200 \$

formation: Doctorat offert à l'Université de Montréal

taux de placement: 100 %

infirmière

L'infirmière bachelière administre des soins de santé. Elle peut être infirmière-chef, directrice des centres infirmiers ou directrice d'un département de soins hospitaliers.

Salaire hebdo.: 1107 \$

formation: Bac offert dans plusieurs universités.

taux de placement: 95 %

compTable

Élabore des budgets, planifie, dirige et contrôle les affaires financières . Établit des états financiers ou les vérifie. Il peut être fiscaliste, vérificateur d'impôt, comptable agréé, etc.

Salaire hebdo.: 866 \$

formation: Bac offert dans plusieurs universités taux de placement: 88,4 %

© 2016 Le Journal de Montréal. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160220-OP-18cff4e0-d79c-11e5-88ce-c952375fe66a - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
mardi 23 février 2016

L'homme qui transforme la recherche en start-up

Jean-Philippe Décarie

Signe de l'avancée indéniable de la quatrième révolution industrielle, la valorisation de la recherche universitaire ne s'est jamais aussi bien portée qu'aujourd'hui comme nous le révèlent les derniers résultats d'Univalor, la société responsable de commercialiser les découvertes scientifiques des 2600 chercheurs de l'Université de Montréal et de ses centres de santé affiliés, de Polytechnique et de HEC.

Univalor est l'une des sociétés de valorisation universitaires qui ont été créées au début des années 2000 par Bernard Landry - alors ministre des Finances -, qui voulait stimuler l'émergence de nouvelles entreprises innovantes issues de la recherche universitaire.

Univalor est responsable de valoriser commercialement les travaux des chercheurs de l'Université de Montréal et des six centres de santé affiliés - CHU Sainte-Justine, Centre de recherche du CHUM, Institut de recherches cliniques de Montréal, Institut universitaire de gériatrie de Montréal, hôpital du Sacré-Coeur et hôpital Maisonneuve-Rosemont.

La société cherche aussi à commercialiser les découvertes scientifiques et les innovations technologiques des chercheurs de Polytechnique Montréal et de HEC Montréal.

Au fil des ans, Univalor s'est imposée comme l'interface entre le monde des affaires et le monde scientifique. « On est l'interface mais aussi le traducteur entre ces deux mondes », précise Jacques Simoneau, PDG de l'organisme qui vient d'enregistrer une année record en 2014-2015.

« On a généré des revenus de commercialisation de 2,8 millions, c'est une hausse de 55 % sur la dernière qui avait été elle aussi une année record », souligne-t-il.

Depuis trois ans, les activités d'Univalor affichent une solide progression. L'organisme a conclu l'an dernier pas moins de 37 contrats de commercialisation de recherches universitaires auprès d'entreprises du secteur privé ; il s'agit d'une hausse de 230 %, par rapport à il y a trois ans.

« On a aussi créé durant notre dernier exercice six start-up. L'an dernier, on avait contribué à la création de cinq nouvelles entreprises dérivées de la recherche universitaire. Au cours des 12 dernières années, on a participé à la création de 53 start-up et 35 d'entre elles sont toujours en activité. Univalor est actionnaire de 13 de ces entreprises », précise le PDG.

UNE PRATIQUE QUI SE GÉNÉRALISE

Jacques Simoneau convient que le monde de la recherche est davantage

ouvert aujourd'hui à commercialiser ses travaux qu'il ne l'était il y a une vingtaine d'années. Beaucoup de chercheurs qui ont fait des stages aux États-Unis ont vu qu'il était possible de monétiser le fruit de leur labeur sans pour autant dénaturer leur démarche.

« Les 2,8 millions de revenus que l'on a réalisés l'an dernier sont remis aux centres de recherche qui les ont générés. Cela permet de financer une partie de leurs travaux », note Jacques Simoneau.

Il faut préciser que le mandat d'Univalor est de valoriser uniquement les recherches dites orphelines, celles qui ne profitent d'aucun appui du secteur privé. Bien des travaux de recherches à Polytechnique sont financés par des entreprises qui ont un besoin de développer une technologie particulière.

« Nous, on prend des recherches qui sont en cours et on tente de trouver une entreprise qui pourrait profiter du résultat. Quand ça marche, on reçoit des redevances que l'on remet ensuite aux centres de recherche.

« Quand on lance une start-up avec une équipe de chercheurs, on prélève au début des redevances sur les ventes, mais il arrive que l'on cède nos droits en échange d'une participation au capital de l'entreprise,

habituellement cela va de 5 % à 8 %.

- Jacques Simoneau

Chose certaine, la quatrième révolution industrielle force une plus grande ouverture des entreprises à innover et à cet égard, le PDG d'Univalor prévoit profiter largement de la nouvelle chaire Big Data que vient de mettre sur pied Polytechnique, en partenariat avec l'Université de Montréal et HEC.

La chaire d'excellence sur l'utilisation des données massives pour la prise de décisions en temps réel, la plus importante du Canada, a recruté le professeur Andrea Lodi, du département d'ingénierie électrique et informatique de l'Université de Bologne, qui est reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes au monde dans l'utilisation de l'optimisation mathématique et de données massives.

Il est important que les universités conservent des droits sur les travaux de recherche qu'elles ont mis en oeuvre, rappelle Jacques Simoneau. L'Université Stanford a cédé, à l'époque, les droits qu'elle avait sur Google. Ce sont des centaines de millions que l'université a ainsi laissé filer, une erreur que ne se permettrait jamais Univalor.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160223-LZ-4952858 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Une recherche appliquée qui produit des résultats tangibles

Réginald Harvey - Collaborateur

Il se trouve à Polytechnique Montréal des professeurs dont les travaux de recherche portent sur la délicate problématique du traitement des eaux. Ils réalisent cette recherche appliquée en amont des laboratoires, là où prennent place les problèmes, sur le terrain, notamment dans les usines et les diverses installations de traitement des eaux.

Michèle Prévost, professeure agrégée au département des génies civil, géologique et des mines de Polytechnique Montréal, est titulaire de la Chaire industrielle CRSNG (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada) en traitement des eaux potables depuis 1992. Elle explique pour quelle raison ce modèle de recherche appliquée a vu le jour : « Il a été créé par cet organisme subventionnaire avec un objectif vraiment clair d'établir des liens durables et productifs entre des équipes de chercheurs universitaires canadiennes et des industriels. »

À ce chapitre, les municipalités sont considérées comme des industries et comme parties prenantes des travaux conduits par les scientifiques : « Par exemple, elles sont responsables à 99,9 % des services de l'eau au Canada et sont considérées de ce fait comme des industrielles. » D'où le malaise qui s'est installé récemment à l'égard de l'objectivité des chercheurs quand ils ont été appelés à prendre

position sur les effets du déversement d'eaux usées dans le Saint-Laurent.

Mme Prévost apporte cet éclairage sur la recherche appliquée co-subventionnée afin de remettre les pendules à l'heure : « D'abord, lorsque la recherche est cofinancée, l'organisme subventionnaire détermine les bornes de la collaboration industrielle. Par exemple, le CRSNG a fixé des exigences très précises quant à la formation des étudiants, aux types de dépenses admissibles, aux bilans de la progression et des coûts des travaux de recherche et de leur diffusion, et aux productions scientifiques révisées par des pairs. »

Il revient aux deux parties, chaire et industrie, d'élaborer un programme de recherche qui servira à répondre à l'innovation technologique des uns et aux besoins des autres. Pour autant, le professeur conserve sa pleine autonomie : « Ils demeurent des professeurs payés par l'université. Quant aux coûts directs de la recherche, dans mon cas, pour chaque dollar qu'une municipalité met sur la table, il y a un autre dollar qui vient d'un organisme subventionnaire très rigoureux comme le CRSNG. »

Mme Prévost spécifie que « dès qu'un organisme subventionnaire est impliqué, le professeur ne peut pas recevoir d'honoraires ou de salaire à partir de la recherche ». Autrement dit, les professeurs sont payés par les

institutions auxquelles ils sont rattachés et doivent remplir les obligations académiques inhérentes à leurs fonctions.

Le meilleur des mondes

Michèle Prévost, dont les travaux s'échelonnent sur un échancier de cinq ans, considère qu'elle dispose d'un modèle de recherche idéal, puisqu'elle peut réaliser « des travaux qui vont servir à quelque chose rapidement, car le temps de retour sur nos interventions est court et, souvent après un an ou deux, nos solutions sont intégrées dans les travaux des municipalités et de nos autres partenaires industriels ; on voit les résultats de ce qu'on fait ».

En contrepartie, les chercheurs poussent plus loin leurs observations : « À l'inverse, les publications qui renferment les détails et la profondeur scientifique requis (parce qu'on doit à l'intérieur de celles-ci aller beaucoup plus loin qu'avec le milieu industriel) nous servent à nous positionner comme chercheurs à travers le monde, ce qui nous ouvre les portes de l'excellence à l'international. »

Retour du balancier et reconnaissance professionnelle

La chercheuse est bien consciente que, sous le précédent gouvernement conservateur, la recherche appliquée à caractère industrielle a joui des faveurs des dirigeants et des organismes subventionnaires, au

détriment de celle de nature fondamentale. Elle considère que l'équilibre entre les deux est nécessaire et salue les orientations qui suivent actuellement cette tendance : « Comme titulaire de chaire, je m'adonne à de la recherche appliquée originale, mais en même temps j'intègre aussi beaucoup les découvertes des recherches plus fondamentales dans bien des domaines pour les traduire en solutions technologiques. »

C'est tout de même à titre de spécialiste de la recherche appliquée que l'American Water Works Association (AWWA) rendra hommage à Michèle Prévost en juin prochain en lui décernant son Black Award. Elle n'en est pas peu fière, tant pour son équipe que pour elle-même : « Un membre de l'AWWA me faisait savoir qu'il s'agit là d'une reconnaissance pour une recherche exceptionnellement utile pour les municipalités. C'est ça la recherche appliquée, c'est de la recherche qui sert. »

Une transparence à toute épreuve

Sarah Dorner est elle aussi professeure agrégée au Département des génies civil, géologique et des mines de Polytechnique Montréal . Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en protection des sources d'eau potable et, à ce titre, reçoit principalement son financement du gouvernement fédéral.

Elle a participé à la réalisation du document technique Position d'experts de Polytechnique Montréal sur les déversements planifiés d'eaux usées de l'intercepteur sud-est à la Ville de Montréal. Au Québec, le financement de sa chaire n'a rien à voir avec les municipalités, mais il n'en demeure pas moins qu'elle s'est retrouvée au coeur du débat dans ce qu'il est convenu d'appeler le « flushgate ». « Les médias me posaient souvent la question suivante : “ Est-ce que vous êtes la porte-parole de la Ville de Montréal ? ” La réponse m'amène à dire que comme chercheurs il nous

appartient d'être transparents et de voir quelles sont les perspectives en cause. »

Elle s'explique : « Étant donné que je travaille en protection des sources d'eau, je suis influencée dans mes perspectives par le fait que je comprends les problématiques des municipalités ; je n'ai pas les mains liées à celles-ci financièrement, mais je suis consciente que, lorsque je prends part à une discussion d'ordre public, ma prise de position doit tenir compte de ma compréhension des enjeux municipaux. »

Mais avant tout, peu importe l'objet de la recherche, la plus grande transparence s'impose pour éviter le cynisme de la population envers les chercheurs : « Il est vraiment important de poser ces questions sur les sources de financement, car c'est la transparence qui est primordiale quand on parle d'un point de vue scientifique. »

© 2016 *Le Devoir* (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160220-LEW-463239 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Express - L'hebdo des francophones du grand Toronto
mardi 16 février 2016

POLYTECHNIQUE: DEVOIR DE MÉMOIRE

Rencontre avec la première récipiendaire de l'Ordre de la rose blanche, Tara Gholami.

<http://www.lexpress.to/archives/16408/>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



AESTQ

vendredi 1 janvier 2016

Ordre de la rose blanche : Polytechnique contribue à fortifier une passion, à réaliser un rêve

le 25 novembre dernier, la première bourse de l'Ordre de la rose blanche à Tara Gholami, diplômée en génie mécanique de l'Université de Calgary.

http://www.aestq.org/2648-ordre_de_la_rose_blanche:_polytechnique_contribue_a_fortifier_une_passion__a_realiser_un_reve

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, vendredi 19 février 2016, p. AFFAIRES 11

PORTFOLIO

Formation en aérospatiale

Partage de connaissances

Didier Bert

Collaboration spéciale

La mise en place de nouvelles formations témoigne de relations étroites entre l'industrie aérospatiale et les établissements d'enseignement. Ces liens se concrétisent sous forme de partage de connaissances comme de soutien financier. De l'Université Concordia à l'École nationale d'aérotechnique, les nouveaux programmes sont aussi variés que leurs publics cibles.

Décollage à Concordia

Dès septembre 2016, l'Université Concordia offrira le deuxième baccalauréat en génie aérospatial au Québec, après celui de Polytechnique Montréal. Mais il s'agit du premier donné en anglais. Le programme vient d'être approuvé par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Ce baccalauréat proposera trois spécialisations : Aérodynamique et propulsion, Structures aéronautiques et matériaux, Avionique et systèmes aéronautiques. « Ce programme est le fruit d'une forte collaboration avec l'industrie », souligne Amir Asif, le doyen de la faculté de génie et d'informatique de l'Université Concordia.

À terme, 200 étudiants seront accueillis sur l'ensemble des quatre années d'enseignement.

Des camps d'entraînement à l'ENA

Depuis l'été dernier, l'École nationale d'aérotechnique (ENA) plonge des employés de firmes aérospatiales en immersion parmi ses équipements. Il faut dire que l'établissement de Saint-Hubert dispose de 35 aéronefs habituellement destinés à la formation de ses étudiants. Mais l'ENA a souhaité ouvrir leurs portes à des employés de l'industrie occupés à des tâches éloignées du produit final. « Nous accueillons des secrétaires de vice-présidents finances, des employés aux ventes... énumère Nancy Perron, conseillère en formation aux Services aux entreprises de l'ENA. Ils apprécient de pouvoir regarder l'intérieur d'un moteur, de s'asseoir dans un cockpit, d'avoir des réponses à toutes leurs questions. »

FONCER, pour la vie en entreprise

Depuis décembre dernier, une première cohorte de 16 étudiants des cycles supérieurs et stagiaires postdoctoraux bénéficient du programme FONCER, consacré aux procédés de fabrication et de conception dans le secteur aérospatial. Cette formation de trois ans vise à parfaire leurs acquis par des aptitudes

professionnelles et des compétences en leadership, avec un stage à la clé.

« Nous voulons rendre ces diplômés plus flexibles et plus attractifs pour les PME, qui peuvent parfois rechigner à recruter des gens aussi qualifiés », souligne Jean Colpin, conseiller industriel au McGill Institute for Aerospace Engineering. De 16 à 20 étudiants rejoindront ce programme chaque année.

Un parcours DEC-BAC en avionique

L'ENA était déjà la seule au Québec à offrir le DEC en avionique. Elle ajoutera dès septembre 2016 la possibilité de suivre cinq cours préalables au baccalauréat en génie aérospatial proposé à Polytechnique Montréal.

Les étudiants qui choisiront ces cours obtiendront des crédits universitaires. Leur baccalauréat se déroulera toujours sur quatre années, mais leurs sessions seront allégées, puisqu'ils bénéficieront ainsi d'exemptions universitaires. L'autre atout de ce nouveau cheminement est de proposer encore davantage le DEC en avionique comme une première marche, technique, vers les études supérieures. Actuellement, 28 % des

diplômés en Techniques d'avionique
poursuivent leurs études à l'université.

Illustration(s) :

Photo fournie par l'École nationale d'aérotechnique

Les employés de firmes aérospatiales découvrent les avions que leurs employeurs contribuent à construire.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160219-LAA-60d69266b04d117d73fd6c2b3e9b9e9a - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+
jeudi 18 février 2016

Le projet scientifique auquel personne ne croyait

Antony Diaz, 20 ans, il ne reste maintenant plus que le grand public à convaincre que son invention pour recharger un téléphone intelligent à partir de l'énergie du corps fonctionne vraiment.

http://plus.lapresse.ca/screens/d610ebba-d0e2-412f-8f8e-1bc0200d5b16%7C_0.html

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



UdeM Nouvelles

mardi 16 février 2016

Les conducteurs seront-ils de plus en plus assistés?

Selon Martin Trépanier, professeur du Département de mathématiques et de génie industriel de Polytechnique Montréal, l'accès à la conduite autonome se fera graduellement, sur plusieurs années

http://www.nouvelles.umontreal.ca/recherche/capsule-science/20160216-les-conducteurs-seront-ils-de-plus-en-plus-assistes.html?utm_source=infolettre&utm_medium=courriel&utm_campaign=udemnouvelles20160216

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



L'EST RÉPUBLICAIN

mardi 9 février 2016

UN NANCÉIEN CHEZ LES INUITS

Raphaël Tixier, formé à Centrale Marseille et à Polytechnique Montréal, il est aujourd'hui "chargé de projets "au sein de la société Makivik, organisme inuit.

<http://www.estrepublicain.fr/actualite/2016/02/09/un-nanceien-chez-les-inuits>

Ce document a été ajouté par: ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



TEDx

mercredi 17 février 2016

Vivre dans ce nouveau monde du Big Data

Présentation du BIG DATA par la directrice d'IVADO, Valérie Bécaert.

<http://tedxtalks.ted.com/video/Les-megas-impacts-des-megadonne>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



UdeM Nouvelles

mardi 16 février 2016

L'athlétisme et le cross-country intégrés au programme des Carabins

Le coureur de demi-fond Clément Hely (génie mécanique à Polytechnique) est un autre exemple d'athlète qui a connu du succès jusqu'ici cette saison, ayant remporté une épreuve de 1000 m notamment.

<http://www.nouvelles.umontreal.ca/sports/sport-dexcellence/20160216-l-athletisme-et-le-cross-country-integres-au-programme-des-carabins.html>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



UdeM Nouvelles

mardi 16 février 2016

L'athlétisme et le cross-country intégrés au programme des Carabins

Mathilde Sagnes (génie chimique à Polytechnique) a été nommée recrue féminine de l'année au Québec et au Canada en cross-country, en plus d'avoir été choisie parmi les étoiles du circuit provincial.

<http://www.nouvelles.umontreal.ca/sports/sport-dexcellence/20160216-l-athletisme-et-le-cross-country-integres-au-programme-des-carabins.html>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Seigneurie (Boucherville, QC), no. Vol. 52 No. 7
Opinions, mercredi 17 février 2016, p. 6

Les maires disent NON à l'oléoduc

Alain Lavallée

Saluons la position des 82 maires de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), dont la mairesse de Longueuil, qui ont indiqué clairement leur opposition au projet Oléoduc Énergie Est de la compagnie TransCanada. Ces maires représentent la moitié de la population du Québec.

Le rapport de la CMM insiste sur l'importance de la protection des sources d'eau potable de la région métropolitaine. Un accident survenant à la traversée de la rivière des Outaouais par exemple, menacerait l'alimentation en eau potable de quelques millions de personnes.

L'oléoduc de TransCanada traverserait le territoire de la CMM et longerait le fleuve Saint-Laurent. Mais selon une étude de l'École polytechnique de Montréal, l'opération serait «très risquée». Le sol des berges est trop instable pour supporter un oléoduc et la traversée d'une trentaine de rivières «présente des risques de glissement de terrain en raison de l'instabilité des berges».

Cet oléoduc ferait transiter 1,1 million de barils par jour de «dilbit», un bitume mélangé à différents types de diluants, car trop visqueux pour circuler seul dans un oléoduc. Il y aurait donc 400 000 barils par jour de diluants qui s'accumuleraient (au Québec, ou au Nouveau-Brunswick?).

Est-ce que ces millions de barils de produits dangereux devront retourner vers l'Alberta par train?

affirmation inexacte

TransCanada affirme que son oléoduc ravitaillerait le Québec en pétrole canadien, qui remplacerait du pétrole importé. C'est inexact. Comme le montre le rapport de la CMM, l'apport d'Énergie Est à l'approvisionnement du Québec serait marginal.

Le Québec consomme en moyenne 350 000 barils de pétrole par jour. L'inversion de l'oléoduc d'Enbridge 9B peut apporter à Montréal jusqu'à 300 000 barils de pétrole canadien par jour. En ajoutant celui provenant des provinces maritimes, le rapport de la CMM conclut que le million de barils par jour d'Énergie Est ne ferait que transiter par le Québec pour être exporté par navire.

L'ONE et la décision finale

La production du pétrole bitumineux est très polluante; elle produit presque autant de GES que tout le Québec. Le gouvernement Trudeau a annoncé que l'étude du projet d'Énergie Est par l'Office national de l'énergie (ONE) devra prendre en compte la production de gaz à effet de serre (GES), mais que cet examen «se poursuivra dans le cadre législatif actuel». Or, depuis 2012 (gouvernement Harper), l'ONE ne peut plus refuser un projet; elle ne peut que faire des propositions pour l'améliorer.

Au total, 300 maires du Québec ont dit NON à l'oléoduc et la majorité de la population est contre. En conséquence, maires et collectivités doivent se faire entendre devant l'ONE et réveiller le gouvernement du Québec, qui est aux abonnés absents.



© 2016 La Seigneurie (Boucherville, QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160217-QSE-0007 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Courrier du Sud (Longueuil, QC), no. Vol. 69 n° 50
Style de vie/Éducation & Formation, mercredi 17 février 2016, p. 25

Style de vie / Éducation & Formation

L'enseignement des sciences: une solution !

Diane Piché

Direction pédagogique du collège Notre-Dame-de-Lourdes

APPRENTISSAGE. L'enseignement des sciences est un défi de taille. Les enseignants ont la responsabilité de préparer les jeunes aux examens ministériels, aux études collégiales et universitaires et surtout, de les intéresser à ce domaine d'études qui peut sembler ardu et complexe.

Le choix des approches pédagogiques et des activités éducatives complémentaires à l'enseignement est donc essentiel à l'établissement d'un climat d'apprentissage dynamique qui place les élèves en situation concrète et leur offre des défis stimulants.

Au collège Notre-Dame-de-Lourdes, les enseignants ont créé des situations d'apprentissage qui favorisent la mise en pratique des contenus théoriques et placent les élèves en recherche de solutions à différents défis d'ordre scientifique et technologique. La Semaine des sciences, le Défi génie inventif, le Club environnement, l'activité Les filles et les sciences sont autant d'occasions d'inviter les jeunes à aborder cette discipline de façon positive et de réinvestir les connaissances et compétences développées dans le cadre de leurs cours.

À l'heure où l'actualité quotidienne souligne les différents défis environnementaux auxquels nos jeunes devront faire face, l'enseignement des sciences est sans nul doute un des moteurs essentiels au développement de la conscience citoyenne à l'échelle planétaire. Afin de mieux comprendre les différentes problématiques qui les attendent, les jeunes seront capables, au sortir de leur formation, de développer leur jugement critique et de faire des choix éclairés sur les différentes actions à poser. Une formation en sciences devient donc une des solutions aux enjeux de demain!

Illustration(s) :

Les enseignants ont créé des situations d'apprentissage qui favorisent la mise en pratique des contenus théoriques et placent les élèves en recherche de solutions.

© 2016 Le Courrier du Sud (Longueuil, QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160217-QCO-0033 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Style de vie: Éducation & Formation
L'enseignement des sciences: une solution !

APPRENTISSAGE. L'enseignement des sciences est un défi de taille. Les enseignants ont la responsabilité de préparer les jeunes aux examens ministériels, aux études collégiales et universitaires et surtout, de les intéresser à ce domaine d'études qui peut sembler ardu et complexe.

Le choix des approches pédagogiques et des activités éducatives complémentaires à l'enseignement est donc essentiel à l'établissement d'un climat d'apprentissage dynamique qui place les élèves en situation concrète et leur offre des défis stimulants.

Devenez spécialiste en transport et logistique

Prochaine session : 7 mars 2016

Séance d'information
Le Mardi, 23 Février à 9h

Pour renseignements : (450) 672-7364
www.demandesducommerce.com



L'Information du Nord - Ste-Agathe (QC), no. Vol. 35 n° 17
Actualités, mercredi 17 février 2016, p. 9

Vente du vieux Théâtre du Marais «Ces artistes auront-t-ils les reins assez solides?»

René-Pierre Beaudry

POLITIQUE. Val-Morin dévoilera d'ici quelques mois son plan de vision stratégique à long terme pour revitaliser le centre de son village pour les 10, 15 et même 20 prochains années.

C'est l'annonce qu'en a faite le maire Guy Drouin lors de l'assemblée publique du conseil municipal valmorinois du mardi soir 9 février. Ce plan sera le résultat de la réflexion et des suggestions d'un échantillonnage varié de 300 citoyens rencontrés à l'occasion d'une quinzaine de rencontres en comités d'étude.

«Ce sera un plan *world class* (d'envergure mondiale NDLR)» avait confié la veille le maire Drouin tandis qu'il participait à une chaîne humaine dressée devant le CPE Bambouli à Val-David. «J'ai un conseil municipal extrêmement éduqué... Ça inclut plusieurs secteurs, dont une politique environnementale, une autre touchant un développement forestier. J'anime beaucoup de comités, dont celui de la ré-ouverture de la plage du lac Raymond. J'ai créé un comité conjoint avec Mme Nicole Davidson (maire de Val-David) pour la gestion unifiée du Parc régional.»

Un autre concerne a été mis en place avec l'École polytechnique de Montréal pour faire le suivi sur les stratégies visant à minimiser la présence de coliformes dans l'eau de la rivière en amont du lac Raymond. «Je vais appliquer moi-même les lois de l'US EPA» (*US Environmental Protection Agency*, l'agence américaine de protection de l'environnement NDLR) dans la rivière du Nord parce qu'il n'existe aucune loi au Québec qui fait un suivi des coliformes, ce qui est incroyable!», continue-t-il.

Ce plan de vision stratégique pour Val-Morin mènera éventuellement à un programme d'actions.

rene-pierre.beaudry@tc.tc

Illustration(s) :

(Photo TC Media - Archives)

Sur la photo, l'ancienne synagogue devenue un théâtre, puis abandonné il y a quelques années.

© 2016 L'Information du Nord - Ste-Agathe (QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNI inc.

PUBLI-Cnews-20160217-QID-0010 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.newswire.ca/fr/news-releases/defi-cecobois--les-gagnants-de-ledition-2016-569014521.html>



Canada NewsWire

Nouvelles générales, mardi 16 février 2016 - 16:17:00 UTC -0500

Défi Cecoboïs : Les gagnants de l'édition 2016

Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois (Cecoboïs)

QUÉBEC, le 16 févr. 2016 /CNW Telbec/ - Cecoboïs est fier de dévoiler les gagnants de la 7e édition du Défi Cecoboïs, un concours étudiant organisé à l'occasion du Salon de la forêt 2016. Cette année, le défi consistait à construire un modèle réduit à l'échelle 1 : 10, d'un passage piéton reliant deux plateformes à des niveaux distincts. La conception de la structure en bois devait faire preuve d'un design novateur et optimisé structuralement.

Le Défi Cecoboïs 2016 a accueilli une cinquantaine d'étudiants provenant : de l'Université Laval (architecture, génie civil et génie du bois), de l'Université de Sherbrooke (génie civil), de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) (génie civil), de l'Université de Montréal (architecture), l'Université du Québec à Montréal (UQAM) (design de l'environnement) de l'École de technologie supérieure (ETS) (génie de la construction) et de la Polytechnique (génie civil). L'objectif de ce concours était de permettre aux étudiants d'expérimenter concrètement les possibilités, la polyvalence et les avantages du matériau bois en construction. D'ailleurs, les visiteurs qui ont circulé au Salon de la forêt installé au Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval, ont pu contempler l'évolution du travail des étudiants et voter pour le prix du public.

Les membres du jury ont évalué les projets selon des critères relatifs au design adapté au matériau bois, autant au niveau du concept architectural et du transfert des charges que de la durabilité de la structure. Ces derniers ont procédé à la sélection de trois équipes gagnantes ainsi qu'une d'une mention.

1er prix, remis par Nordic Structures : Équipe bleu royal (Simon Gagnon-Brassard, génie civil, UQAC; Emily Jacobsen, génie civil, Polytechnique; Yoann Pic, génie civil, UQAC; Hugo Simoncelli, génie du bois, Université Laval, et Jean-Philippe Thérien, architecture, Université Laval).

2e prix, remis par Cecoboïs : Équipe turquoise (Nicolas Bancquart, génie civil, UQAC; Jade Kim Beltran, génie de la construction, ETS; Samuel Domon, génie civil, Université de Sherbrooke; Maxence Gary, génie du Bois, Université Laval et Samuel Girard, architecture, Université Laval).

3e prix, remis par Produits forestiers Lamco : Équipe bleu cendré (William Amberg, génie civil, UQAC; Raphael Bouchard, génie civil, Université Laval; Laurent Ferradou, génie civil, Polytechnique; Maxime Pépin, génie du bois, Université Laval et Chantal Savard, design de l'environnement, UQAM).

Prix du public, remis par FRENECO: Équipe rouge (Hedi Ayadi, génie civil, Université Laval; Vincent Bourassa, génie de la construction, ETS; Adrien Guigné, génie civil, UQAC; Mathieu Létourneau-Gagnon, génie du bois, Université Laval et Fayza Mazouz, design de l'environnement, UQAM).

Mention « impact visuel » : Équipe violet (Julien Laroche, architecture, Université Laval; Roxanne Parent Thibeault, génie de la construction, ETS; Lora St-Pierre-Fortin, génie du bois, Université Laval; Michael Tchuitcheu, génie civil, Université Laval et Nicolas Tremblay, génie civil, UQAC)

Cecoboïs tient à remercier très sincèrement les professionnels ayant conseillé les équipes durant le concours (Guillaume Bédard-Blanchet, ingénieur, Art Massif; Jean-Philippe Carrier, ingénieur, Groupe Alco; Lydia Lavoie, m.arch, BGLA architecture et design urbain; Kim Lajoie, ingénieur, Cecoboïs et Michel Veilleux, architecte associé, ABCP architecture), les membres du jury (**MM. Stephan Langevin**, architecte associé, STGM architectes; **Etienne Mondou**, ingénieur, Nordic Structures; **François Loranger-Audet**, architecte, BGLA architecture et design urbain et **Mme Caroline Frenette**, ingénieure, Cecoboïs) ainsi que les membres du

comité organisateur du concours (Jean-Philippe Tremblay-Auclair, Marie-Eve Laverdure, Patrick Uwimana, Philippe Charest, Simon Charlebois et Géraud Essoua).

Cecobois tient à remercier les commanditaires et partenaires de cet évènement : Nordic Structures, STGM architectes, Cadwork, BGLA architecture, ABCP architecture, Ultratec, Produits forestiers Résolu, Art Massif, Charpentes Montmorency, MyTiCon, et la Faculté de foresterie de géographie et de géomatique de l'Université Laval. Cecobois tient également à souligner l'implication financière du Binational Softwood Lumber Council (BSLC), Conseil canadien du bois (CCB), le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs du Québec (MFFP) et Ressources naturelles Canada.

Photos des équipes individuelles disponibles sur demande.

À propos de Cecobois

Le Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois (Cecobois) est un organisme dont la mission est de supporter et de faciliter l'utilisation accrue du bois en construction multifamiliale et non résidentielle au Québec, entre autres dans une perspective de lutte aux changements climatiques et d'un développement économique responsable.

SOURCE Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois (Cecobois)

Bas de vignette : "1er prix: Équipe bleu royal Simon Gagnon-Brassard, Emily Jacobsen, Yoann Pic, Hugo Simoncelli, et Jean-Philippe Thérien; 2e prix: Équipe turquoise Nicolas Bancquart, Jade Kim Beltran, Samuel Domon, Maxence Gary, et Samuel Girard; 3e prix : Équipe bleu cendré William Amberg, Raphael Bouchard, Laurent Ferradou, Maxime Pépin, et Chantal Savard; Prix du public :

Équipe rouge Hedi Ayadi, Vincent Bourassa, Adrien Guigné, Mathieu Létourneau-Gagnon, et Fayza Mazouz; Mention: Équipe violet Julien Laroche, Roxanne Parent Thibeault, Lora St-Pierre-Fortin, Michael Tchuitcheu, et Nicolas Tremblay (Groupe CNW/Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois (Cecobois))". Lien URL de l'image : http://photos.newswire.ca/images/download/20160216_C4432_PHOTO_FR_621985.jpg

Contact

Laurence Drouin, Directrice adjointe aux communications et affaires publiques, Centre d'expertise sur la construction commerciale en bois (Cecobois), Tel : 418 657-7916, poste 411, ldrouin@Cecobois.com

Note(s) :

A l'attention Education Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160216-FW-0C4432 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Québec - Yahoo! Québec

News, mardi 16 février 2016 - 13:49:00 -0500

Les résultats d'Univalor connaissent une croissance soutenue

MONTREAL, le 16 févr. 2016 /CNW Telbec/ -«Les résultats 2014-2015 d'Univalor sont excellents. En fait, une année record qui en suit une autre, signe que la valorisation universitaire se porte...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Yahoo! Finance Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160216-IYAF-169658470_25487053030 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Nouvelles générales, mardi 16 février 2016 - 13:49:00 UTC -0500

Les résultats d'Univalor connaissent une croissance soutenue

Univalor

MONTRÉAL, le 16 févr. 2016 /CNW Telbec/ - « Les résultats 2014-2015 d'Univalor sont excellents. En fait, une année record qui en suit une autre, signe que la valorisation universitaire se porte bien. Cette nouvelle comporte des retombées positives non seulement pour les chercheurs, les entrepreneurs et les institutions universitaires qui en bénéficient directement, mais pour l'économie dans son ensemble. L'innovation est un socle important de toute stratégie de développement économique », a déclaré le président-directeur général d'Univalor, Jacques Simoneau, lors de son l'assemblée générale.

Pour l'année financière 2014-2015, Univalor a généré des revenus de commercialisation de 2,8 M\$, une augmentation de 55 % par rapport à l'an dernier. « Ces sommes d'argent retournent aux institutions et peuvent être réinvesties en projets innovateurs qui auront à leur tour un impact positif », a poursuivi M. Simoneau.

De plus, Univalor a signé 37 nouvelles ententes commerciales, ce qui représente une augmentation de 28 % par rapport à l'an dernier et a contribué à la création de six nouvelles entreprises dérivées : RISEHoP inc. (système de production de mycorhizes), Ortho Regenerative Technologies inc. (biogel pour le

traitement de l'ostéoarthrite), Inception Thérapeutiques inc. (molécule thérapeutique et son compagnon diagnostique pour l'ostéoarthrite), Liphorus Pharmaceutiques inc. (traitement pour l'hypercholestérolémie), Hybridlab inc. (système immersif de réalité virtuelle).

Univalor a aussi négocié et conclu pour 11,2 M\$ en contrats de recherche et de développement, le tout découlant directement des ententes commerciales de la société. C'est une hausse de 74 % par rapport à l'année dernière.

« Au fil des années, la valorisation a fait la preuve de son efficacité à générer des résultats tangibles par une meilleure diffusion des résultats de recherche, l'amélioration de la notoriété des chercheurs et des institutions et sa contribution au financement de la recherche. En plus d'agir comme un partenaire fiable et imaginatif dans les dossiers qui lui sont présentés, Univalor s'efforce de contribuer à l'économie et de participer à la création d'emplois de qualité », a conclu M. Simoneau.

Pour consulter le rapport d'activités, cliquer ici.

À propos d'Univalor

Univalor est une société de valorisation de la recherche universitaire. Depuis 2001, Univalor s'emploie à commercialiser les découvertes scientifiques et les innovations technologiques issues des travaux de quelque 2600 chercheurs de l'Université de Montréal et de ses centres de santé affiliés, de Polytechnique Montréal et de HEC Montréal. Cette mission est possible grâce au support du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. En créant des liens entre l'université et le monde des affaires, Univalor contribue à rendre les entreprises plus compétitives, à générer des revenus pour la recherche, et, surtout, à enrichir la société. www.univalor.ca

SOURCE Univalor

Contact

Kassandra Martel, Chargée des communications et médias sociaux, 514 340-3243, poste 4242, kassandra.martel@univalor.ca; Catherine Escojido, Consultante en communications, 514 927-8807, catherine@escojido.com

Note(s) :

A l'attention National Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160216-FW-0C4413 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

http://plus.lapresse.ca/screens/966d858d-2128-4f81-b2fb-c9d098dc56%7C_0.html



La Presse+

DÉBATS, lundi 15 février 2016, p. DÉBATS 6

PROJET ÉNERGIE EST CHRONIQUE

Repartir à zéro

Alain Dubuc

Collaboration spéciale

Quand Denis Coderre et les maires de la région montréalaise ont dit non à l'oléoduc Énergie Est, on aurait pu croire que ce refus signerait l'arrêt de mort de ce projet. Mais curieusement, leur prise de position musclée semble avoir eu l'effet contraire. Trop, c'est comme pas assez. L'excès de la réaction a déclenché un débat qui, paradoxalement, semble avoir donné un nouveau souffle au projet.

Toute l'attention a été retenue par le vent d'indignation dans l'Ouest provoqué par le refus des maires et l'indignation provoquée au Québec par cette indignation. Appelons cela du ping-pong canadien. Mais pendant qu'on s'adonnait d'un océan à l'autre à ce petit jeu un peu futile, toutes sortes de choses se sont passées – un mandat élargi pour l'examen par l'Office national de l'énergie, une plus grande clarté du gouvernement Trudeau, un changement d'attitude du promoteur, TransCanada.

Tout cela permet l'amorce d'un débat qui n'avait jamais eu lieu et qui porte essentiellement sur les liens complexes et difficiles entre l'économie et l'environnement. En toute logique, la construction de cet oléoduc n'aurait pas dû susciter des résistances aussi fortes. Pourquoi

alors ce refus ? Je vais d'abord regarder les arguments solides qui militent pour un tel projet et ensuite les arguments solides qui peuvent expliquer son refus.

Premièrement, le fait que le Canada – à plusieurs égards, une économie de ressources naturelles – ne puisse pas pleinement profiter de la richesse que permet le pétrole parce que les provinces productrices, enclavées au cœur du continent, ne peuvent pas acheminer le pétrole vers les marchés est une aberration.

Deuxièmement, le fait que des maires puissent bloquer un projet national de ce genre, à moins d'un cas de force majeure, constitue aussi une anomalie. Cela nous replonge dans un univers médiéval où un pays devient une juxtaposition de fiefs, de baronnies et de duchés, qui défendent chacun leurs intérêts très immédiats. L'idée d'imposer des redevances salées pour laisser passer le tuyau, la version moderne des droits de passage du Moyen-Âge, s'inscrit dans la même logique.

Troisièmement, le passage d'un oléoduc, d'une ligne de transmission d'électricité ou d'un chemin de fer constitue presque toujours un

inconvenient pour les territoires touchés. On trouvera rarement des avantages immédiats. Dire non à un oléoduc parce qu'il ne crée pas assez d'emplois chez nous constitue donc une réaction assez primaire. L'oléoduc, en faisant sortir le pétrole albertain de l'Alberta, permet d'obtenir le prix mondial pour ce pétrole, ce qui soutient la croissance économique, améliore la balance des paiements, stabilise le dollar. Il permettrait en outre au Québec de ne plus dépendre du pétrole étranger. Ce sont des avantages de nature macroéconomique.

Quatrièmement, les oléoducs constituent un mode de transport du pétrole très sécuritaire, beaucoup plus que les trains ou les bateaux. Les risques existent, mais ils sont extrêmement faibles. Il faut qu'ils le soient encore plus. Mais on a inutilement fait peur au monde. Par exemple, on a fait grand cas de l'étude de Polytechnique commandée par Québec qui identifie des risques lorsque l'oléoduc traverse une rivière où il peut y avoir des glissements de terrain, sans dire que cette même étude expliquait quoi faire pour régler le problème.

Pourquoi ça bloque, alors ? Pas d'acceptabilité sociale, dit-on. Mais à mon avis, ce problème d'acceptabilité ne porte pas sur le tuyau lui-même, mais ce qu'il y a dedans. Si ce n'était pas du pétrole albertain issu des sables bitumineux, il n'y aurait pas de problème.

La résistance tient d'abord à un refus des Québécois de participer contre leur gré au commerce de ce pétrole dont l'empreinte carbonique est plus élevée.

Ce malaise réel soulève deux questions. La première, plus générale, consiste à se demander comment un pays peut à la fois produire et exporter du pétrole tout en participant à une réduction massive des émissions de GES qui dépend d'une utilisation moindre des hydrocarbures. En principe, les deux peuvent se concilier parce qu'on en a encore pour un bon bout de temps à devoir utiliser le pétrole. Mais il faut formaliser la démarche pour que la production et

l'exportation d'hydrocarbures soient compatibles avec les cibles d'émissions de GES.

La seconde question porte sur le problème particulier des sables bitumineux. Le gouvernement Harper et les gouvernements albertains ont fait comme si ce problème n'existait pas. Au lieu de multiplier les efforts pour réduire l'empreinte de cette production, de développer des politiques pour en assumer le coût, par exemple en mettant un prix sur le carbone, Ottawa et l'Alberta, pendant des années, ont envoyé paître tous ceux que cela préoccupait, y compris les Américains dans le dossier Keystone, en se disant que la logique de la croissance économique balaierait les résistances. Parler de GES, c'était détruire les emplois. Une arrogance que l'on retrouve dans des entreprises d'oléoducs comme TransCanada. On paie maintenant le prix de cette stratégie désastreuse.

Dans ce dossier, le premier ministre Trudeau était resté jusqu'ici assis sur la clôture. Mais lors de la rencontre éditoriale avec La Presse, la semaine dernière, il appuyait sans détour le principe de l'importance d'un oléoduc : « Une responsabilité fondamentale de n'importe quel premier ministre canadien, c'est de permettre à nos ressources de se rendre vers les marchés. »

Il faut donc repartir à zéro. L'oléoduc sera acceptable si la production pétrolière de l'Ouest est acceptable et si elle s'harmonise avec une stratégie environnementale. Après, il sera plus facile de répondre aux problèmes très réels que pose le passage d'un oléoduc qui, dans les faits, se négocie kilomètre par kilomètre, village par village, rivière par rivière.

Exprimez

Votre opinion

Qu'en pensez-vous ?

Illustration(s) :

Photo Edouard Plante-Fréchette, archives La Presse

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160215-LAA-4b14eb918839655f60d8aaa183ee88d5 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Information d'Affaires Rive-Sud (Beloeil, QC), no. Vol. 26 n° 2
Aéronautique, lundi 15 février 2016, p. 12

Polytechnique Montréal et l'École nationale Polytechnique
Nouveau DEC-BAC en Avionique

ÉDUCATION. Les étudiants intéressés à suivre le programme de Techniques d'avionique à l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA) pourront désormais choisir de profiter d'un cheminement DEC-BAC en Avionique grâce à une entente avec Polytechnique Montréal. Cette nouvelle option leur permettra de se faire reconnaître des exemptions de cours universitaire.

«Reconnue pour sa formation de haute qualité, l'ÉNA fournit à l'industrie une main-d'œuvre technique hautement spécialisée. Plusieurs étudiants souhaitent dès le départ acquérir à la fois des compétences techniques et une formation en génie et l'entente avec Polytechnique facilitera leur cheminement», souligne Josée Mercier, directrice des études.

L'avantage de jumeler une formation technique aux études universitaires

Rappelons que le taux de poursuite d'études universitaires moyen des trois dernières années est de 28% des diplômés de Techniques d'avionique. «De nombreux étudiants qui veulent devenir ingénieurs préfèrent acquérir d'abord des bases techniques tangibles dans lesquelles ils pourront ancrer les savoirs théoriques du baccalauréat. En plus d'être très stimulant, cela leur permettra, une fois en emploi, de mieux comprendre le travail des techniciens avec qui ils collaboreront», poursuit Nicholas Laurin, coordonnateur du département d'Avionique.

Le parcours scolaire

Le DEC en Techniques d'aviation cheminement DEC-BAC, inclura, en plus de la formation habituelle, cinq cours préalables à l'admission à Polytechnique Montréal. À la fin de leur parcours collégial de trois ans, les étudiants bénéficieront d'un accès privilégié au BAC en génie électrique s'ils respectent les critères d'admission à tous les baccalauréats de Polytechnique Montréal, soit la réussite des cours préalables et une cote R minimale de 26. Les finissants du DEC cheminement DEC-BAC se verront reconnaître par Polytechnique Montréal des exemptions de cours universitaires leur permettant d'alléger leurs sessions d'études. Ces exemptions représentent six cours (équivalent à 17 crédits) pour les étudiants s'inscrivant au baccalauréat en Génie électrique, orientation Aérotechnique; de trois cours (6 crédits) pour ceux inscrits au baccalauréat en Génie électrique, concentration Systèmes embarqués en aérospatiale; et de deux cours (5 crédits) pour les étudiants choisissant une autre orientation ou concentration de ce baccalauréat.

Inscriptions dès maintenant

Ce nouveau cheminement est disponible dès maintenant pour la session qui débute à l'automne 2016. Les étudiants intéressés doivent s'inscrire avant le 1er mars sur le site du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM) à sram.qc.ca en choisissant le programme 280.D0 Techniques d'avionique et en sélectionnant ensuite la particularité «cheminement DEC-BAC en Avionique».

Les étudiants qui s'intéressent à ce programme peuvent venir aux portes ouvertes de l'ÉNA le dimanche 14 février de 12h à 15h30 ou s'inscrire comme étudiant d'un jour pour se familiariser avec leur programme. Tous les renseignements sont sur le site Web de l'ÉNA : ena.cegepmontpetit.ca.

[illegible]

(Source: École nationale d'aérotechnique)

Illustration(s) :

(Photo: École nationale d'aérotechnique)

Grâce à une entente avec Polytechnique Montréal, les étudiants intéressés à suivre le programme de Techniques d'avionique à l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA) pourront désormais choisir de profiter d'un cheminement DEC-BAC en Avionique.

© 2016 L'Information d'Affaires Rive-Sud (Beloeil, QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160215-QIB-0009 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

ACTUALITÉS, dimanche 14 février 2016, p. ACTUALITÉS 10

SCIENCE

Radioactivité

Les dessous d'une expérience

Philippe Mercure

La Presse

Mars 2011. Un tsunami ravage les côtes du Japon et endommage la centrale nucléaire de Fukushima, provoquant l'un des pires accidents nucléaires de l'histoire.

À des milliers de kilomètres de là, un résidant de Saint-Ferréol-les-Neiges, près de Québec, décide d'acheter un compteur Geiger. Son objectif : vérifier s'il peut détecter la radioactivité liée à l'accident.

« Je ne suis pas un scientifique, mais je m'intéresse à plein de choses. J'ai toujours aimé la science », a expliqué à La Presse l'homme en question, qui se fait appeler Carlos Ramirez. C'est un pseudonyme. Car ce chercheur amateur découvre rapidement que parler de radioactivité suscite la controverse.

Des pics étranges

Jusqu'en juillet 2014, Carlos Ramirez mesure des valeurs dans l'air et au sol

qui lui semblent normales. Son compteur n'indique jamais plus de 70 comptes par minute (cpm). Puis, en juillet 2014, après des centaines de tests, il détecte pour la première fois une valeur de 93 cpm. En novembre 2014, son compteur affiche 216 cpm. Il dit ensuite détecter des pics de plus en plus fréquemment. Le 13 novembre dernier, il atteint 522 cpm, un autre record. M. Ramirez observe que ces valeurs élevées surviennent systématiquement au début des averses, et que la radioactivité retombe rapidement par la suite. Il publie sur YouTube des vidéos de ses expériences qui suscitent beaucoup de commentaires.

Les experts se ravisent

Informé par La Presse des résultats de Carlos Ramirez, Greg Kennedy, professeur de génie physique à Polytechnique Montréal, se montre d'abord sceptique.

« C'est impossible qu'il y ait vraiment une augmentation de la radioactivité », tranche-t-il.

Puis, quelques jours plus tard, il rappelle La Presse.

« Ça a du sens, ce qu'il dit, se ravise l'expert. Je pense qu'il détecte vraiment quelque chose. »

Éric Pellerin, chef de la division de surveillance des radiations chez Santé Canada, et Marilyn Tremblay, spécialiste en radiation et radioprotection au même endroit, sont du même avis. Carlos Ramirez ne tire pas toutes les bonnes conclusions des mesures qu'il prend. Mais il ne rêve pas non plus.

Illustration(s) :

PHOTOMONTAGE LA PRESSE

Carlos Ramirez mesure un nouveau record de radioactivité.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160214·LAA·0ec504703103082e3bc2288a203a2e57 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires tablette, no. No: 05

Imprimé

Stratégies, samedi 13 février 2016

Universités : évoluer ou disparaître

Julien Brault

L'université traditionnelle se meurt. Du moins, c'est l'avis partagé par la plupart des spécialistes que nous avons interviewés. Pour eux, la question est maintenant de savoir quelle forme elle prendra dans sa seconde vie. Pendant ce temps, des employeurs comme Google et AT&T s'arrachent les finissants de formations en ligne non créditées.

«On assistera sous peu à l'écatement du marché de l'éducation, qui favorisera l'émergence d'un grand nombre de fournisseurs et de programmes ciblant des compétences très précises», lance Stephen Downes, chercheur spécialisé en éducation en ligne au Conseil national de recherches Canada.

S'il est difficile de prédire l'avenir, Stephen Downes peut se targuer d'avoir une bonne moyenne au bâton. Il a bâti ses premiers cours en ligne dans les années en 1990, et on lui attribue la création, avec son collègue George Siemens, du premier cours en ligne ouvert à tous (ou MOOC pour massive open online course en anglais) du monde en 2008, à l'Université du Manitoba.

Ce n'est toutefois qu'en 2011, lorsque Sebastian Thrun, professeur à l'Université Stanford, en Californie, a lancé un MOOC auquel se sont inscrits 120 000 étudiants que la révolution numérique de l'éducation a véritablement démarré. La même

année, M. Thrun quittait Stanford pour fonder Udacity. Coursera, institué par un autre professeur de Stanford, a suivi en avril 2012, puis edX, un consortium mis sur pied par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et Harvard, en mai 2012.

Ces plateformes ont créé de toutes pièces un marché, celui des MOOC, qui s'élevait à 1,8 milliard de dollars américains en 2015, et qui devrait atteindre 8,5 G\$ US en 2020, selon la firme Research and Markets.

À elles seules, edX et Coursera comptent 20 millions d'étudiants dans le monde, pour qui elles représentent souvent une chance inespérée d'assister à des cours auparavant réservés à l'élite. Ce qui fait dire à Stephen Downes que ce n'est qu'une question de temps avant que l'équation «diplôme universitaire = emploi bien rémunéré» cesse de fonctionner. Et lorsque l'inévitable se sera produit, le modèle opérationnel des universités traditionnelles ne tiendra plus la route.

Avec l'avènement de ces plateformes numériques, toutes les universités se sont soudainement retrouvées en concurrence avec des mastodontes comme le MIT, Stanford et Harvard. Depuis, c'est seulement leur mainmise sur la diplomation qui les protège de l'hécatombe. «La minute où les universités perdront le monopole de la

reconnaissance de l'apprentissage, elles n'auront pas le choix de devenir concurrentielles et de s'ouvrir», lance Stephen Downes.

Pendant ce temps, des étudiants de tous âges profitent de l'occasion sans précédent que constituent les MOOC. C'est par exemple le cas d'Antony Diaz qui, alors qu'il était élève au secondaire en 2014, préparait un ambitieux projet pour Expo-sciences. Même sans l'appui de son professeur, qui lui avait conseillé d'abandonner sous prétexte que son projet était trop ambitieux, il a persévéré. «C'est à ce moment que j'ai commencé à regarder des vidéos sur YouTube et à suivre le cours du MIT [Circuit and Electronics I, offert sur edX] pour apprendre à faire des circuits», raconte Antony Diaz.

Quatre mois plus tard, il présentait à Expo-sciences un prototype fonctionnel d'un bracelet capable de recharger un téléphone mobile grâce à l'énergie générée par le corps humain.

L'expérience a été une révélation pour Antony Diaz qui, auparavant, aspirait à devenir mathématicien. Depuis, il n'a jamais cessé de travailler sur son bracelet et a fondé Uvolt pour en faire une réalité. La start-up, qui collabore aujourd'hui avec des chercheurs de l'École Polytechnique de Montréal pour peaufiner sa technologie, devrait lancer une campagne de sociofinancement au printemps 2016.

Le jeune pdg, âgé aujourd'hui de 20 ans, a pour habitude d'absorber les connaissances dont il a besoin à mesure qu'il en ressent la nécessité. «Ce n'est pas le diplôme qui me motive, mais la connaissance que j'ai acquise à partir du cours qui m'intéresse, que ce soit crédité ou non.»

Ouverture nécessaire

Si, au Québec comme ailleurs, les universités traditionnelles tardent à se transformer pour satisfaire les Antony Diaz de ce monde, Alan Shepard, recteur de l'Université Concordia, fait partie de ceux qui ressentent l'urgence de s'adapter aux besoins changeants du marché. «Dans une société où nous voulons qu'un grand nombre de gens aillent à l'université, les universités devront faire ce que Concordia fait, soit ouvrir leurs portes plutôt que les fermer», soutient-il.

Alan Shepard a déjà fait sa marque à Concordia en misant sur le développement de District 3, l'incubateur d'entreprises de l'université. Appliquant la recette qui a fait le succès du DMZ, l'incubateur qu'il avait mis sur pied lorsqu'il était vice-recteur de l'Université Ryerson à Toronto, Alan Shepard a fait de District 3 un lieu ouvert, où n'importe qui ayant une idée peut venir, qu'il étudie ou non à Concordia. C'est d'ailleurs dans les nouveaux locaux modernes de District 3 que j'ai interviewé Antony Diaz, qui utilise les ressources de l'incubateur pour développer Uvolt.

Pour Alan Shepard, District 3 est beaucoup plus qu'un nouvel actif pour Concordia. Il considère en effet qu'un incubateur ouvert comme celui-ci contribue à préparer les étudiants de Concordia au marché du travail. Il

soutient aussi que, dans un contexte où le marché du travail évolue plus rapidement que jamais, les universités n'ont d'autres choix que de préparer leurs étudiants à créer leur propre emploi.

Alan Shepard juge que les cours en classe sont là pour rester, d'autant plus que les compétences les plus difficiles à enseigner en ligne sont appelées à devenir les plus importantes. «Il y a des choses qui s'enseignent beaucoup mieux en personne, comme la résolution de problème, le travail d'équipe ou l'analyse», dit M. Shepard.

Malgré tout, le recteur veut bonifier son offre de cours en ligne : «Nous allons faire plus d'éducation en ligne ; pas pour économiser de l'argent, mais parce que c'est plus efficace pour enseigner certaines choses, explique-t-il. Si je veux seulement t'apprendre 10 faits, c'est avantageux pour toi que je t'envoie une vidéo, car tu peux la regarder trois fois ou au ralenti si nécessaire.»

Du diplôme universitaire au MOOC certifié

Antony Diaz, qui déjà créé son propre emploi, ne voit pas l'université comme un tremplin professionnel. «L'éducation en ligne, ça m'aide à apprendre les choses dont j'ai besoin maintenant, sans avoir à attendre un an ou deux de pouvoir m'inscrire au bon cours dans un programme universitaire, indique le cégépien. À l'université, j'aimerais apprendre quelque chose qui me passionne vraiment, que j'approfondis même s'il n'y a pas de travail au bout.»

Pourtant, contrairement à Antony Diaz, nombre d'étudiants et de parents voient encore l'université comme un

ticket pour accéder à la classe moyenne. Il faut dire que, de l'émergence de l'université moderne à nos jours, cette promesse d'enrichissement a été tenue, génération après génération. Au Canada, le revenu d'emploi annuel moyen d'un diplômé universitaire (baccalauréat et plus) s'élevait en 2010 à 62 768 \$, soit 104 % de plus que celui d'un diplômé du secondaire (30 817 \$), selon Statistique Canada. Confirmant la tendance historique, cet écart a ainsi continué de se creuser depuis 2001, alors que les diplômés universitaires gagnaient 98,5 % de plus. Toutefois, durant la même période, l'écart a diminué chez les jeunes de 25 à 29 ans, passant de 32,7 % en 2001 à 31,1 % en 2010. Autrement dit, la longue période haussière dont a bénéficié le diplôme universitaire laisse entrevoir des signes de fatigue.

Si l'écart entre les revenus des deux groupes reste aussi élevé, c'est en partie parce que les employeurs utilisent le diplôme universitaire comme un filtre, afin de limiter le bassin de candidatures à évaluer. Malgré ses limites en tant qu'indicateur, le diplôme universitaire a longtemps été le moyen le plus efficace de s'assurer qu'un candidat était capable de se soumettre à une certaine discipline et, surtout, d'acquérir de nouvelles compétences. En d'autres mots, on embauchait le bachelier en anthropologie parce qu'on le jugeait capable d'apprendre à faire le travail.

Aujourd'hui, toutefois, la première sélection de curriculum vitæ est de plus en plus effectuée par des logiciels, qui peuvent aisément passer en revue des centaines de candidatures. Dans ce contexte,

Geoffroi Garon-Épaulé, doctorant en communication à l'UQAM, considère que les employeurs devraient accorder une importance accrue aux apprentissages non crédités : «Les filtres qu'on utilise aujourd'hui ne retiennent pas forcément le meilleur candidat à la fin du processus d'embauche, non parce qu'il n'a pas les bonnes compétences, mais parce qu'il n'a peut-être pas le bon diplôme ou le bon nombre d'années d'expérience.»

Pour permettre à leurs étudiants de faire valoir leurs acquis auprès des employeurs, les plateformes de MOOC, Coursera et edX proposent aujourd'hui des certificats vérifiés à un coût de 50 à 100 \$ par cours. Ces certificats, qui peuvent être consultés en ligne par des employeurs, sont décernés à condition que l'étudiant fournisse une preuve d'identité gouvernementale. Bon nombre d'universités québécoises ont lancé des MOOC, mais parmi elles, seule McGill offre des certificats vérifiés, par l'intermédiaire d'edX.

Udacity, Coursera et edX proposent aussi des programmes composés de plusieurs MOOC vérifiés permettant d'aller plus en profondeur, respectivement baptisés Nanodegrees, Spécialisations et Xseries. Ces programmes se concluent par un projet que l'étudiant doit réaliser et qui peut être mis en ligne, et donc, être évalué par un recruteur.

À terme, ces spécialisations pourraient être créditées par les universités qui les offrent après coup, comme se prépare à le faire l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, qui lancera au printemps un programme de MBA crédité basé sur des MOOC (au coût de 20 000 \$

US). Baptisé iMBA, le programme sera composé de six spécialisations, auquel n'importe qui peut s'inscrire sur Coursera, et de cours supplémentaires offerts en ligne directement sur la plateforme de l'université.

Le marché du travail s'adapte

Bien qu'il n'existe pas d'étude sur le revenu annuel des diplômés de cours en ligne non crédités, il suffit de faire une recherche sur LinkedIn pour constater que de nombreux professionnels y font valoir les cours du genre de ceux qu'ils ont suivis.

C'est le cas d'Antony Diaz, mais aussi de David Taylor, un ancien technicien de laboratoire à Concordia, qui occupe aujourd'hui le poste de scientifique de données principal auprès de l'assureur Aviva Canada. Le professionnel de 45 ans, qui a suivi le cours Computing for Data Analysis offert sur Coursera, est ainsi parvenu à faire valoir des cours non crédités sur le marché du travail. «Je pouvais regarder les vidéos dans le transport en commun, sans compter que c'était des cours plus ciblés que ceux offerts à l'université», dit-il.

Si David Taylor est parvenu à faire valoir ses compétences, le diplôme universitaire sert encore pour les postes peu spécialisés. Marina Byezhanova, cofondatrice de l'agence de recrutement Pronexia, note d'ailleurs que ses clients requièrent des diplômes de baccalauréat et de maîtrise pour des postes qui n'en nécessitaient pas auparavant, comme ceux d'assistant administratif et d'agent à l'approvisionnement. Toutefois, de telles exigences tombent lorsqu'il s'agit de recruter du personnel dans des créneaux émergents comme le marketing en

ligne et la programmation. «Si on cherche quelqu'un en marketing traditionnel, le client exige la maîtrise, mais pour un poste en marketing numérique, les certifications offertes par Google ou Hootsuite sont suffisantes, car elles sont données par des entreprises crédibles», dit Mme Byezhanova.

Alors qu'il est possible d'obtenir une certification Google Analytics ou Google Adwords gratuitement en passant des examens en ligne, la certification Hootsuite n'est offerte qu'à ceux qui s'inscrivent à la Hootsuite University, au coût de 21 \$ par mois. Toutefois, Marina Byezhanova soutient que ses clients n'accordent pas de valeur aux MOOC, à part dans le domaine de l'informatique, où la capacité à faire le travail importe plus que la source de la formation.

Autrement dit, les employeurs ne se formalisent pas de l'absence de crédits lorsqu'ils souhaitent embaucher un candidat ayant une expertise très recherchée.

Pour en convaincre ses étudiants, le pdg d'Udacity, Sebastian Thrun, leur a envoyé un courriel annonçant la mise en place d'une garantie d'emploi. Pour les inciter à s'inscrire à l'une de ses formations payantes, M. Thrun s'engageait dans ce courriel à rembourser les droits de scolarité des étudiants américains incapables de se trouver un emploi dans le domaine six mois après avoir décroché certains de leurs Nanodegrees. Sans surprise, les formations admissibles portent sur des compétences très demandées, comme l'apprentissage automatique et le développement d'application mobile.

L'ambition des MOOC était d'enseigner à des milliers d'étudiants

en même temps. Les Nanodegrees d'Udacity n'ont pas cet objectif, puisqu'ils comprennent l'accès à des tuteurs et à un service de placement professionnel. Grâce à ses formations axées sur des compétences professionnelles recherchées, telles que la science des données et la programmation Web, Udacity a négocié des ententes de recrutement avec de grandes entreprises comme Google et AT&T.

Sebastian Thrun a ainsi pris ses distances par rapport aux MOOC. Du reste, les spécialistes considèrent ce format comme transitoire. C'est le cas de Stephen Downes, qui croit que l'éducation supérieure du futur passera par une multitude de fournisseurs d'apprentissages spécialisés. Dans ce contexte, il prédit que les employeurs sont appelés à évaluer un candidat en fonction davantage de ce qu'il a fait que de ses diplômes. «Ce qui deviendra la norme, c'est de publier en ligne un portfolio d'apprentissages et de réalisations obtenus auprès de différents fournisseurs d'éducation», affirme le chercheur.

L'ère des compétences

Pour Geoffroi Garon-Épaulé, les compétences sont appelées à devenir de plus en plus importantes sur un marché du travail constamment redéfini par de nouvelles technologies. Dans ce contexte, aucun professionnel ne pourra s'asseoir sur son diplôme et cesser d'étudier. «L'apprentissage tout au long de la vie, c'est déjà la réalité du monde professionnel ; mais ce qu'on apprend au travail ne laisse pas de trace», dit le doctorant.

La thèse en cours de Geoffroi Garon-Épaulé porte justement sur les badges

numériques, une forme de reconnaissance qui, contrairement au diplôme, ne repose pas sur un monopole réglementaire. «La grande force du badge, c'est d'être associé à la preuve de la compétence, comme une vidéo dans laquelle son titulaire explique comment il a fait preuve de leadership durant une formation», illustre le doctorant. Un insigne de compétence en programmation Web pourrait ainsi être associé à un lien acheminant vers un site Web bâti par son titulaire.

Carnegie Mellon et George Washington font partie des universités américaines qui décernent des badges. Les universités, toutefois, n'en ont pas le monopole. Des badges peuvent être accordés par un employeur à ses employés ayant acquis certaines compétences, tout comme par d'autres établissements à leurs employés, clients et autres parties prenantes. IBM, la NASA, le Smithsonian American Art Museum, Dale Carnegie Training et Duolingo font partie des organisations qui octroient des badges.

Comme le diplôme, le badge a été conçu pour valider un apprentissage. Toutefois, la nouvelle génération dont fait partie Antony Diaz semble avoir assez confiance en elle pour se passer de validation externe. «Ce qui me motive, c'est de donner au monde des choses qui peuvent améliorer la manière dont on vit, lance Antony Diaz. C'est ce que je veux faire avec Uvolt.»

C'est d'ailleurs selon ce principe qu'Antony Diaz parvient à enseigner la programmation à sa petite sœur de neuf ans. «Elle utilise Khan Academy tous les jours, et moi, comme tuteur, je peux suivre ses progrès en ligne.

Pour la motiver, je ne lui demande pas ce qu'elle veut faire quand elle sera grande, mais plutôt quel problème elle veut résoudre.»

4 600 G\$ US

Le marché global de l'éducation s'élève à 4 600 milliards de dollars américains.

Source : Learn Capital

Pourcentage d'employeurs qui considèrent les MOOC comme un outil de développement professionnel

États-Unis 64%

Europe 39%

Asie 46%

Pourcentage d'employeurs qui considèrent les MOOC comme une solution de rechange à des études de 2e cycle en management

États-Unis 8%

Europe 23%

Asie 29%

Source : Graduate Management Admission Council

LES PRINCIPALES PLATEFORMES DE FORMATION EN LIGNE

COURSERA

Établie en Californie ; propose plus de 2 000 MOOC conçus par des universités, dont 24 en français.

Edx

Organisme à but non lucratif cofondé par Havard et le MIT ; offre 827 cours élaborés par des universités, dont 45 en français.

Udacity

La plateforme propose des MOOC qu'elle a développés de A à Z, surtout dans les domaines de l'informatique, de l'analyse de données et de l'entrepreneuriat.

Saylor Academy

Offre sous forme de MOOC tous les cours menant généralement à l'obtention d'un baccalauréat en administration ou en informatique dans une université traditionnelle.

Free Code Camp

Cette plateforme gratuite permet d'apprendre la programmation Web à un niveau professionnel tout en se constituant un portfolio en ligne.

Video2Brain

Propriété de LinkedIn, elle offre près de 1 000 formations en ligne en français pour 19,95 euros par mois.

Duolingo

Permet aux francophones d'apprendre gratuitement l'anglais, l'espagnol, l'allemand ou l'italien sur leur téléphone mobile.

No-Pay MBA

Créé par une professionnelle ; on y vend une liste de MOOC donnant la possibilité de suivre le cursus d'un programme de MBA.

julien.brault@tc.tc

twitter@julienbrault

Encadré(s) :

Les employeurs ne se formalisent pas de l'absence de crédits lorsqu'ils souhaitent embaucher un candidat ayant une expertise très recherchée.

TEMPÊTE EN VUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE

Julien Brault

Dans *The End of College*, un essai sur l'université publié en 2015, Kevin Carey fait valoir que c'est la structure même de l'université traditionnelle qui causera sa perte. Selon l'auteur, l'université commet un péché capital en subordonnant la recherche à l'enseignement, de sorte que le pire des professeurs peut mener une brillante carrière, pourvu qu'il publie des articles scientifiques à intervalle régulier. «Il s'agit d'une institution profondément défectueuse, conçue pour être mauvaise dans la chose la plus importante qu'elle fait : enseigner», soutient-il dans son livre.

Selon la thèse sévère de Kevin Carey, l'université moderne a réussi à prospérer malgré cette faille fondamentale, parce que les étudiants n'avaient historiquement pas leur mot à dire. Aujourd'hui, toutefois, ils peuvent donner une mauvaise note aux piètres pédagogues sur Rate My Professors, mais surtout, ils peuvent faire valoir leur mécontentement en allant voir ailleurs. «L'augmentation de la concurrence entre les universités est très claire, note Simon Collin, professeur d'éducation à l'Université du Québec à Montréal. Au Québec, on le voit avec les programmes en ligne, mais aussi avec les campus satellites comme le campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke.»

Dans les faits, la concurrence entre les universités québécoises n'est qu'un avant-goût de celle à l'échelle internationale qui ne manquera pas de bousculer nos universités. Déjà, il est possible à quiconque de suivre des cours en ligne gratuitement, souvent dispensés par des professeurs de renom attachés à des universités d'élite. Et, de plus en plus, les

universités offrant des MOOC, dont Stanford, offrent des cours crédités en ligne. En d'autres termes, les étudiants peuvent désormais tester la marchandise avant de l'acheter.

Ce qui fait dire à Phil Cyrenne, professeur spécialisé dans le financement des universités à l'Université de Winnipeg, que les organisations moins réputées ne manqueront pas d'écoper : «Les établissements les plus à risque sont ceux de second rang ou qui font moins de recherche, car la menace provient d'organisations qui sont capables d'offrir un enseignement de meilleure qualité.»

Tendance à la spécialisation

La Téluc, l'université à distance affiliée à l'Université du Québec, est l'une des universités québécoises qui ressentent le plus ce vent de concurrence. Après avoir bénéficié d'un quasi-monopole en tant que seule université à distance au Québec, la Téluc est aujourd'hui en concurrence avec un nombre grandissant d'universités québécoises et étrangères.

«Le fait qu'on puisse faire un MBA à distance dans une université étrangère, c'est sûr que ça aura un impact sur tout le monde, dit Martin Noël, directeur général par intérim de la Téluc. La tendance qu'on observe, c'est que les universités vont se spécialiser. L'idée est de travailler sur ses forces plutôt que de développer les mêmes cours que les autres.» Pour illustrer son propos, M. Noël évoque le cas de l'Université du Québec à Rimouski, qui n'a rien à craindre de la concurrence des autres universités québécoises, étant la seule à offrir un baccalauréat en océanographie.

Martin Noël aimerait ainsi amener les universités québécoises à collaborer davantage, de sorte qu'un même cours d'introduction à la micro-économie, par exemple, ne soit pas mis en œuvre par les 18 universités québécoises séparément. Une redondance coûteuse, puisque le développement d'un cours à distance coûte entre 75 000 et 200 000 \$ à la Téléuq.

Le patron de la Téléuq souhaiterait qu'un étudiant puisse aller chercher les compétences dont il a besoin dans plusieurs universités différentes et les

combiner pour obtenir un bac ou une maîtrise par cumul. «Présentement, lorsqu'un étudiant s'inscrit à un cours dans une autre université, c'est une perte de revenu, même si ce cours n'est pas offert chez nous, dit M. Noël. Je pense qu'on va dans cette direction, mais l'enjeu, c'est la formule de financement et la reconnaissance des acquis.»

Alan Shepard, recteur de l'Université Concordia, abonde dans le même sens. Selon lui, les universités réagiront à la concurrence accrue en

formant des alliances internationales qui permettront aux étudiants de choisir dans une gamme de cours beaucoup plus vaste : «Les universités feront probablement comme les lignes aériennes qui ont formé des alliances internationales, comme Star Alliance, de manière à donner plus de choix à leurs étudiants.»

Les autres grandes universités québécoises contactées pour ce reportage n'ont pas donné suite à notre demande d'entrevue.

© 2016 Les Affaires tablette. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160213-ZLA-0011 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Les Affaires

mercredi 10 février 2016

Pourquoi les Québécois ont tout avantage à étudier cette matière boudée

D'ici 2020, le marché mondial du Big Data serait appelé à croître de 24,8% par année et Montréal serait bien positionné avec plusieurs start-ups et centres de recherche (IVADO, GERAD, etc.)

<http://www.lesaffaires.com/blogues/julien-brault/pourquoi-les-quebecois-ont-tout-avantage-a-etudier-cette-matiere-boudee/585242>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



tvanouvelles.ca

mercredi 10 février 2016

Émission à la une, 10 février 2016

Le big data, entrevue avec Christian Bernard économiste en chef à Montréal International et Mme Valérie Bécaert, directrice exécutive de l'Institut de valorisation des données (IVADO).

<http://www.tvanouvelles.ca/videos/4749296770001>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Montréal international
mercredi 10 février 2016

Les entreprises et organismes du Québec invités à tirer parti de la croissance phénoménale du big data

IVADO, qui regroupe les forces de l'Université de Montréal, Polytechnique Montréal et HEC Montréal dans ces domaines, aide les entreprises à renforcer leur compétitivité à travers ses activités de...

<http://www.montrealinternational.com/a-propos/salle-de-presse/les-entreprises-et-organismes-du-quebec-invites-a-tirer-parti-de-la-croissance-phenomenale-du-big-data/>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Science-Presse

jeudi 11 février 2016

Le devoir de mémoire de Polytechnique

Rencontre avec la première récipiendaire de l'Ordre de la rose blanche, Tara Gholami.

<http://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2016/02/11/devoir-memoire-polytechnique>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, vendredi 12 février 2016, p. AFFAIRES 5

QUESTIONS POUR UN PATRON

Keurig veut moderniser l'image de Van Houtte

Emilie Laperrière

Collaboration spéciale

La Presse Affaires donne la parole aux grands dirigeants du Québec. Chaque vendredi, un patron répond à cinq questions posées par le chef d'entreprise interviewé la semaine précédente. Et ainsi de suite. Stéphane Glorieux, président de Keurig Canada, répond aujourd'hui aux questions de Marc Parent, président-directeur général de CAE.

Q Quel est le rôle de la technologie et de l'innovation au sein de votre entreprise ?

R C'est au cœur de Keurig. C'est une de nos quatre valeurs, on dit qu'on doit innover avec passion. Ça se traduit aussi par des données plus techniques : on a 400 brevets actuellement, au-delà de 200 chercheurs dans le développement de nos systèmes d'infusion et une centaine de scientifiques dans les boissons. On est à l'écoute des commentaires des consommateurs et on les incorpore dans les différentes révisions de nos infuseurs.

On pousse beaucoup la technologie, et c'est ce qui nous distingue. On a par exemple lancé en novembre dernier le Keurig Cold, une plateforme qui permet de faire des boissons gazéifiées (ou non) à la maison, sans avoir besoin d'une bonbonne de gaz. Tout se passe dans la cartouche, et on

arrive à refroidir et à gazéifier en une minute.

Q Van Houtte a été acheté par Keurig Green Mountain en 2011. L'intégration de la marque et de l'entreprise a-t-elle posé des défis ?

R Van Houtte, c'est une riche histoire pour nous. C'est un des cinq torréfacteurs qui ont été responsables du démarrage de Keurig il y a une dizaine d'années. Bref, Keurig a été acheté par Green Mountain, qui a ensuite acheté les cinq torréfacteurs. Le dernier était Van Houtte, pour plus de 900 millions. C'est une marque forte au Québec. Cette année, on veut moderniser son image, développer aussi le reste du Canada de façon plus importante. Van Houtte est la marque numéro 1 au pays dans le système d'infusion Keurig.

On a eu des défis, bien sûr. Mais on a vite vu que les valeurs et la culture d'entreprise de Van Houtte étaient très similaires aux nôtres. L'intégration a été facile. Ça se passe extrêmement bien et ça nous a permis de faire des investissements massifs au Québec.

Q Il y a de plus en plus de concurrence dans le marché du café. Comment comptez-vous continuer à vous démarquer et maintenir vos parts de marché ?

R On a un paquet de marques, comme Timothy's ou Green Mountain, qui commencent à se faire connaître ici. On se démarque par l'innovation. On a entre autres lancé cette année des cafés de spécialité Van Houtte pour nos infuseurs. On lancera fort probablement des cidres ou même des soupes. On calcule qu'au-delà de 20 % des ménages canadiens possèdent et utilisent une Keurig actuellement. Ça fait plus de 2,5 millions d'infuseurs au Canada. La porte est grande ouverte pour continuer notre progression.

Q Quelle est votre approche en matière de développement durable ?

R C'est toujours un des enjeux sur lesquels on a le plus de questions. On le dit depuis le début ; on a une relation étroite avec nos fournisseurs et nos employés. On veut vraiment se démarquer de ce côté-là. D'ailleurs, on veut réduire l'impact de notre chaîne d'approvisionnement sur l'environnement en atteignant l'objectif zéro déchet dans nos usines. On est très bien partis, on a un taux de diversion de 85 % actuellement. Nous avons quatre formats de capsules, dont trois sont recyclables. La K-Cup, la plus connue, est notre cheval de bataille. On va dès cette année en lancer une recyclable, en ayant l'objectif que toutes les capsules soient recyclables d'ici 2020.

On veut aussi être partie prenante de notre communauté. Chaque année, on envoie certains employés dans les fermes de café pour se sensibiliser aux défis d'un agriculteur. Ils en reviennent transformés. Dans le quartier Saint-Michel, on fait des dons et du bénévolat et on en est très fiers. Dans notre jargon, on appelle ça « infuser un monde meilleur ». Chaque employé peut d'ailleurs faire jusqu'à 52 heures de bénévolat par an, sur ses heures de travail.

Q Vous avez beaucoup investi dans les dernières années à votre usine de Montréal. Dans le contexte économique actuel, est-ce que cela porte fruit ?

R Ah oui ! On a investi plus de 55 millions pour moderniser toutes nos

installations de Saint-Michel, on a consolidé des opérations canadiennes, ce qui nous a permis d'accroître notre compétitivité et de devenir un joueur-clé dans le réseau de Keurig Green Mountain. On produit toutes les semaines des millions de K-Cup pour les États-Unis. On est très fiers de ça. On a aussi reçu à la fin de l'année dernière le mandat nord-américain pour la production de l'ensemble du portfolio de café en grains de Green Mountain. Tous les sacs partent maintenant de notre usine.

À lire la semaine prochaine : Daniel Lamarre, président du Cirque du Soleil, répond aux questions de Stéphane Glorieux.

LE PARCOURS DE STÉPHANE GLORIEUX EN BREF

Âge : 48 ans

Études : Il est titulaire d'un diplôme en génie mécanique de Polytechnique Montréal et d'un MBA de l'Université McGill.

Président depuis : mai 2014

Nombre d'employés : 1500 au Canada, dont 800 au Québec

Avant d'être président : Il a occupé différents postes de direction au sein de Kraft Food France et Kraft Canada. Il s'est joint à Keurig Canada en 2012 à titre de vice-président, opérations.

Illustration(s) :

Stéphane Glorieux, président de Keurig Canada



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Stéphane Glorieux est président de Keurig Canada.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160212-LAA-e2a8349437ed47099ff8e8a6ff5d3ad7 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

les affaires

Les Affaires, no. No: 05

Stratégies, samedi 13 février 2016, p. 10,11,12,13

Universités : évoluer ou disparaître

Julien Brault

L'université traditionnelle se meurt. Du moins, c'est l'avis partagé par la plupart des spécialistes que nous avons interviewés. Pour eux, la question est maintenant de savoir quelle forme elle prendra dans sa seconde vie. Pendant ce temps, des employeurs comme Google et AT&T s'arrachent les finissants de formations en ligne non créditées.

«On assistera sous peu à l'éclatement du marché de l'éducation, qui favorisera l'émergence d'un grand nombre de fournisseurs et de programmes ciblant des compétences très précises», lance Stephen Downes, chercheur spécialisé en éducation en ligne au Conseil national de recherches Canada.

S'il est difficile de prédire l'avenir, Stephen Downes peut se targuer d'avoir une bonne moyenne au bâton. Il a bâti ses premiers cours en ligne dans les années en 1990, et on lui attribue la création, avec son collègue George Siemens, du premier cours en ligne ouvert à tous (ou MOOC pour massive open online course en anglais) du monde en 2008, à l'Université du Manitoba.

Ce n'est toutefois qu'en 2011, lorsque Sebastian Thrun, professeur à l'Université Stanford, en Californie, a lancé un MOOC auquel se sont inscrits 120 000 étudiants que la révolution numérique de l'éducation a véritablement démarré. La même année, M. Thrun quittait Stanford pour fonder Udacity. Coursera, institué par un autre professeur de Stanford, a suivi en avril 2012, puis edX, un consortium mis sur pied par le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et Harvard, en mai 2012.

Ces plateformes ont créé de toutes pièces un marché, celui des MOOC, qui s'élevait à 1,8 milliard de dollars américains en 2015, et qui devrait atteindre 8,5 G\$ US en 2020, selon la firme Research and Markets.

À elles seules, edX et Coursera comptent 20 millions d'étudiants dans le monde, pour qui elles représentent souvent une chance inespérée d'assister à des cours auparavant réservés à l'élite. Ce qui fait dire à Stephen Downes que ce n'est qu'une question de temps avant que l'équation «diplôme universitaire = emploi bien rémunéré» cesse de fonctionner. Et lorsque l'inévitable se sera produit, le modèle opérationnel des universités traditionnelles ne tiendra plus la route.

Avec l'avènement de ces plateformes numériques, toutes les universités se sont soudainement retrouvées en concurrence avec des mastodontes comme le MIT, Stanford et Harvard. Depuis, c'est seulement leur mainmise sur la diplomation qui les protège de l'hécatombe. «La minute où les universités perdront le monopole de la reconnaissance de l'apprentissage, elles n'auront pas le choix de devenir concurrentielles et de s'ouvrir», lance Stephen Downes.

Pendant ce temps, des étudiants de tous âges profitent de l'occasion sans précédent que constituent les MOOC. C'est par exemple le cas d'Antony Diaz qui, alors qu'il était élève au secondaire en 2014, préparait un ambitieux projet pour Expo-sciences. Même sans l'appui de son professeur, qui lui avait conseillé d'abandonner sous prétexte que son projet était trop ambitieux, il a persévéré. «C'est à ce moment que j'ai commencé à regarder des vidéos sur YouTube et à suivre le cours du MIT [Circuit and Electronics I, offert sur edX] pour apprendre à faire des circuits», raconte Antony Diaz.



La question de l'avenir de l'université traditionnelle se pose. Les MOOCs (Massive Open Online Courses) ont révolutionné l'éducation en permettant à des millions de personnes d'accéder à des cours de qualité, souvent gratuits. Cependant, les universités traditionnelles restent ancrées dans un modèle éducatif basé sur le diplôme et la formation en présentiel. Les experts s'accrochent à l'idée que l'université traditionnelle ne disparaîtra pas, mais qu'elle devra évoluer pour rester pertinente dans un monde où les compétences techniques et numériques sont de plus en plus demandées. Les MOOCs offrent une alternative, mais ils ne remplacent pas entièrement la formation traditionnelle, notamment en ce qui concerne le développement de compétences transversales et le suivi personnalisé des étudiants.

Quatre mois plus tard, il présentait à Expo-sciences un prototype fonctionnel d'un bracelet capable de recharger un téléphone mobile grâce à l'énergie générée par le corps humain.

L'expérience a été une révélation pour Antony Diaz qui, auparavant, aspirait à devenir mathématicien. Depuis, il n'a jamais cessé de travailler sur son bracelet et a fondé Uvolt pour en faire une réalité. La start-up, qui collabore aujourd'hui avec des chercheurs de l'École Polytechnique de Montréal pour peaufiner sa technologie, devrait lancer une campagne de sociofinancement au printemps 2016.

Le jeune pdg, âgé aujourd'hui de 20 ans, a pour habitude d'absorber les connaissances dont il a besoin à mesure qu'il en ressent la nécessité. «Ce n'est pas le diplôme qui me motive, mais la connaissance que j'ai acquise à partir du cours qui m'intéresse, que ce soit crédité ou non.»

Ouverture nécessaire

Si, au Québec comme ailleurs, les universités traditionnelles tardent à se transformer pour satisfaire les Antony Diaz de ce monde, Alan Shepard, recteur de l'Université Concordia, fait partie de ceux qui ressentent l'urgence de s'adapter aux besoins changeants du marché. «Dans une société où nous voulons qu'un grand nombre de gens aillent à l'université, les universités devront faire ce que Concordia fait, soit ouvrir leurs portes plutôt que les fermer», soutient-il.

Alan Shepard a déjà fait sa marque à Concordia en misant sur le développement de District 3, l'incubateur d'entreprises de l'université. Appliquant la recette qui a fait le succès du DMZ, l'incubateur qu'il avait mis sur pied lorsqu'il était vice-recteur de l'Université Ryerson à Toronto, Alan Shepard a fait de District 3 un lieu ouvert, où n'importe qui ayant une idée peut venir, qu'il étudie ou non à Concordia. C'est d'ailleurs dans les nouveaux locaux modernes de District 3 que j'ai interviewé Antony Diaz, qui utilise les ressources de l'incubateur pour développer Uvolt.

Pour Alan Shepard, District 3 est beaucoup plus qu'un nouvel actif pour Concordia. Il considère en effet qu'un incubateur ouvert comme celui-ci contribue à préparer les étudiants de Concordia au marché du travail. Il soutient aussi que, dans un contexte où le marché du travail évolue plus rapidement que jamais, les universités n'ont d'autres choix que de préparer leurs étudiants à créer leur propre emploi.

Alan Shepard juge que les cours en classe sont là pour rester, d'autant plus que les compétences les plus difficiles à enseigner en ligne sont appelées à devenir les plus importantes. «Il y a des choses qui s'enseignent beaucoup mieux en personne, comme la résolution de problème, le travail d'équipe ou l'analyse», dit M. Shepard.

Malgré tout, le recteur veut bonifier son offre de cours en ligne : «Nous allons faire plus d'éducation en ligne ; pas pour économiser de l'argent, mais parce que c'est plus efficace pour enseigner certaines choses, explique-t-il. Si je veux seulement t'apprendre 10 faits, c'est avantageux pour toi que je t'envoie une vidéo, car tu peux la regarder trois fois ou au ralenti si nécessaire.»

Du diplôme universitaire au MOOC certifié

Antony Diaz, qui déjà créé son propre emploi, ne voit pas l'université comme un tremplin professionnel. «L'éducation en ligne, ça m'aide à apprendre les choses dont j'ai besoin maintenant, sans avoir à attendre un an ou deux de pouvoir m'inscrire au bon cours dans un programme universitaire, indique le cégépien. À l'université, j'aimerais apprendre quelque chose qui me passionne vraiment, que j'approfondis même s'il n'y a pas de travail au bout.»

Pourtant, contrairement à Antony Diaz, nombre d'étudiants et de parents voient encore l'université comme un ticket pour accéder à la classe moyenne. Il faut dire que, de l'émergence de l'université moderne à nos jours, cette promesse d'enrichissement a été tenue, génération après génération. Au Canada, le revenu d'emploi annuel moyen d'un diplômé universitaire (baccalauréat et plus) s'élevait en 2010 à 62 768 \$, soit 104 % de plus que celui d'un diplômé du secondaire (30 817 \$), selon Statistique Canada. Confirmant la tendance historique, cet écart a ainsi continué de se creuser depuis 2001, alors que les diplômés universitaires gagnaient 98,5 % de plus. Toutefois, durant la même période,

l'écart a diminué chez les jeunes de 25 à 29 ans, passant de 32,7 % en 2001 à 31,1 % en 2010. Autrement dit, la longue période haussière dont a bénéficié le diplôme universitaire laisse entrevoir des signes de fatigue.

Si l'écart entre les revenus des deux groupes reste aussi élevé, c'est en partie parce que les employeurs utilisent le diplôme universitaire comme un filtre, afin de limiter le bassin de candidatures à évaluer. Malgré ses limites en tant qu'indicateur, le diplôme universitaire a longtemps été le moyen le plus efficace de s'assurer qu'un candidat était capable de se soumettre à une certaine discipline et, surtout, d'acquérir de nouvelles compétences. En d'autres mots, on embauchait le bachelier en anthropologie parce qu'on le jugeait capable d'apprendre à faire le travail.

Aujourd'hui, toutefois, la première sélection de curriculum vitae est de plus en plus effectuée par des logiciels, qui peuvent aisément passer en revue des centaines de candidatures. Dans ce contexte, Geoffroi Garon-Épaulé, doctorant en communication à l'UQAM, considère que les employeurs devraient accorder une importance accrue aux apprentissages non crédités : «Les filtres qu'on utilise aujourd'hui ne retiennent pas forcément le meilleur candidat à la fin du processus d'embauche, non parce qu'il n'a pas les bonnes compétences, mais parce qu'il n'a peut-être pas le bon diplôme ou le bon nombre d'années d'expérience.»

Pour permettre à leurs étudiants de faire valoir leurs acquis auprès des employeurs, les plateformes de MOOC, Coursera et edX proposent aujourd'hui des certificats vérifiés à un coût de 50 à 100 \$ par cours. Ces certificats, qui peuvent être consultés en ligne par des employeurs, sont décernés à condition que l'étudiant fournisse une preuve d'identité gouvernementale. Bon nombre d'universités québécoises ont lancé des MOOC, mais parmi elles, seule McGill offre des certificats vérifiés, par l'intermédiaire d'edX.

Udacity, Coursera et edX proposent aussi des programmes composés de plusieurs MOOC vérifiés permettant d'aller plus en profondeur, respectivement baptisés Nanodegrees, Spécialisations et Xseries. Ces programmes se concluent par un projet que l'étudiant doit réaliser et qui peut être mis en ligne, et donc, être évalué par un recruteur.

À terme, ces spécialisations pourraient être créditées par les universités qui les offrent après coup, comme se prépare à le faire l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, qui lancera au printemps un programme de MBA crédité basé sur des MOOC (au coût de 20 000 \$ US). Baptisé iMBA, le programme sera composé de six spécialisations, auquel n'importe qui peut s'inscrire sur Coursera, et de cours supplémentaires offerts en ligne directement sur la plateforme de l'université.

Le marché du travail s'adapte

Bien qu'il n'existe pas d'étude sur le revenu annuel des diplômés de cours en ligne non crédités, il suffit de faire une recherche sur LinkedIn pour constater que de nombreux professionnels y font valoir les cours du genre de ceux qu'ils ont suivis.

C'est le cas d'Antony Diaz, mais aussi de David Taylor, un ancien technicien de laboratoire à Concordia, qui occupe aujourd'hui le poste de scientifique de données principal auprès de l'assureur Aviva Canada. Le professionnel de 45 ans, qui a suivi le cours Computing for Data Analysis offert sur Coursera, est ainsi parvenu à faire valoir des cours non crédités sur le marché du travail. «Je pouvais regarder les vidéos dans le transport en commun, sans compter que c'était des cours plus ciblés que ceux offerts à l'université», dit-il.

Si David Taylor est parvenu à faire valoir ses compétences, le diplôme universitaire sert encore pour les postes peu spécialisés. Marina Byezhanova, cofondatrice de l'agence de recrutement Pronexia, note d'ailleurs que ses clients requièrent des diplômes de baccalauréat et de maîtrise pour des postes qui n'en nécessitaient pas auparavant, comme ceux d'assistant administratif et d'agent à l'approvisionnement. Toutefois, de telles exigences tombent lorsqu'il s'agit de recruter du personnel dans des créneaux émergents comme le marketing en ligne et la programmation. «Si on cherche quelqu'un en marketing traditionnel, le client exige la maîtrise, mais pour un poste en marketing numérique, les certifications offertes par Google ou Hootsuite sont suffisantes, car elles sont données par des entreprises crédibles», dit Mme Byezhanova.

Alors qu'il est possible d'obtenir une certification Google Analytics ou Google Adwords gratuitement en passant des examens en ligne, la certification Hootsuite n'est offerte qu'à ceux qui s'inscrivent à la Hootsuite University, au coût de 21 \$ par mois. Toutefois, Marina Byezhanova soutient que ses clients n'accordent pas de valeur aux MOOC, à part dans le domaine de l'informatique, où la capacité à faire le travail importe plus que la source de la formation.

Autrement dit, les employeurs ne se formalisent pas de l'absence de crédits lorsqu'ils souhaitent embaucher un candidat ayant une expertise très recherchée.

Pour en convaincre ses étudiants, le pdg d'Udacity, Sebastian Thrun, leur a envoyé un courriel annonçant la mise en place d'une garantie d'emploi. Pour les inciter à s'inscrire à l'une de ses formations payantes, M. Thrun s'engageait dans ce courriel à rembourser les droits de scolarité des étudiants américains incapables de se trouver un emploi dans le domaine six mois après avoir décroché certains de leurs Nanodegrees. Sans surprise, les formations admissibles portent sur des compétences très demandées, comme l'apprentissage automatique et le développement d'application mobile.

L'ambition des MOOC était d'enseigner à des milliers d'étudiants en même temps. Les Nanodegrees d'Udacity n'ont pas cet objectif, puisqu'ils comprennent l'accès à des tuteurs et à un service de placement professionnel. Grâce à ses formations axées sur des compétences professionnelles recherchées, telles que la science des données et la programmation Web, Udacity a négocié des ententes de recrutement avec de grandes entreprises comme Google et AT&T.

Sebastian Thrun a ainsi pris ses distances par rapport aux MOOC. Du reste, les spécialistes considèrent ce format comme transitoire. C'est le cas de Stephen Downes, qui croit que l'éducation supérieure du futur passera par une multitude de fournisseurs d'apprentissages spécialisés. Dans ce contexte, il prédit que les employeurs sont appelés à évaluer un candidat en fonction davantage de ce qu'il a fait que de ses diplômes. «Ce qui deviendra la norme, c'est de publier en ligne un portfolio d'apprentissages et de réalisations obtenus auprès de différents fournisseurs d'éducation», affirme le chercheur.

L'ère des compétences

Pour Geoffroi Garon-Épaulé, les compétences sont appelées à devenir de plus en plus importantes sur un marché du travail constamment redéfini par de nouvelles technologies. Dans ce contexte, aucun professionnel ne pourra s'asseoir sur son diplôme et cesser d'étudier. «L'apprentissage tout au long de la vie, c'est déjà la réalité du monde professionnel ; mais ce qu'on apprend au travail ne laisse pas de trace», dit le doctorant.

La thèse en cours de Geoffroi Garon-Épaulé porte justement sur les badges numériques, une forme de reconnaissance qui, contrairement au diplôme, ne repose pas sur un monopole réglementaire. «La grande force du badge, c'est d'être associé à la preuve de la compétence, comme une vidéo dans laquelle son titulaire explique comment il a fait preuve de leadership durant une formation», illustre le doctorant. Un insigne de compétence en programmation Web pourrait ainsi être associé à un lien acheminant vers un site Web bâti par son titulaire.

Carnegie Mellon et George Washington font partie des universités américaines qui décernent des badges. Les universités, toutefois, n'en ont pas le monopole. Des badges peuvent être accordés par un employeur à ses employés ayant acquis certaines compétences, tout comme par d'autres établissements à leurs employés, clients et autres parties prenantes. IBM, la NASA, le Smithsonian American Art Museum, Dale Carnegie Training et Duolingo font partie des organisations qui octroient des badges.

Comme le diplôme, le badge a été conçu pour valider un apprentissage. Toutefois, la nouvelle génération dont fait partie Antony Diaz semble avoir assez confiance en elle pour se passer de validation externe. «Ce qui me motive, c'est de donner au monde des choses qui peuvent améliorer la manière dont on vit, lance Antony Diaz. C'est ce que je veux faire avec Uvolt.»

C'est d'ailleurs selon ce principe qu'Antony Diaz parvient à enseigner la programmation à sa petite sœur de neuf ans. «Elle utilise Khan Academy tous les jours, et moi, comme tuteur, je peux suivre ses progrès en ligne. Pour la motiver, je ne lui demande pas ce qu'elle veut faire quand elle sera grande, mais plutôt quel problème elle veut résoudre.»

4 600 G\$ US

Le marché global de l'éducation s'élève à 4 600 milliards de dollars américains.

Source : Learn Capital

Pourcentage d'employeurs qui considèrent les MOOC comme un outil de développement professionnel

États-Unis 64%

Europe 39%

Asie 46%

Pourcentage d'employeurs qui considèrent les MOOC comme une solution de rechange à des études de 2e cycle en management

États-Unis 8%

Europe 23%

Asie 29%

Source : Graduate Management Admission Council

LES PRINCIPALES PLATEFORMES DE FORMATION EN LIGNE

COURSERA

Établie en Californie ; propose plus de 2 000 MOOC conçus par des universités, dont 24 en français.

Edx

Organisme à but non lucratif cofondé par Harvard et le MIT ; offre 827 cours élaborés par des universités, dont 45 en français.

Udacity

La plateforme propose des MOOC qu'elle a développés de A à Z, surtout dans les domaines de l'informatique, de l'analyse de données et de l'entrepreneuriat.

Saylor Academy

Offre sous forme de MOOC tous les cours menant généralement à l'obtention d'un baccalauréat en administration ou en informatique dans une université traditionnelle.

Free Code Camp

Cette plateforme gratuite permet d'apprendre la programmation Web à un niveau professionnel tout en se constituant un portfolio en ligne.

Video2Brain

Propriété de LinkedIn, elle offre près de 1 000 formations en ligne en français pour 19,95 euros par mois.

Duolingo

Permet aux francophones d'apprendre gratuitement l'anglais, l'espagnol, l'allemand ou l'italien sur leur téléphone mobile.

No-Pay MBA

Créé par une professionnelle ; on y vend une liste de MOOC donnant la possibilité de suivre le cursus d'un programme de MBA.

julien.brault@tc.tc

twitter@julienbrault

Encadré(s) :

Les employeurs ne se formalisent pas de l'absence de crédits lorsqu'ils souhaitent embaucher un candidat ayant une expertise très recherchée.

TEMPÊTE EN VUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE

Julien Brault

Dans *The End of College*, un essai sur l'université publié en 2015, Kevin Carey fait valoir que c'est la structure même de l'université traditionnelle qui causera sa perte. Selon l'auteur, l'université commet un péché capital en subordonnant la recherche à l'enseignement, de sorte que le pire des professeurs peut mener une brillante carrière, pourvu qu'il publie des articles scientifiques à intervalle régulier. «Il s'agit d'une institution profondément défectueuse, conçue pour être mauvaise dans la chose la plus importante qu'elle fait : enseigner», soutient-il dans son livre.

Selon la thèse sévère de Kevin Carey, l'université moderne a réussi à prospérer malgré cette faille fondamentale, parce que les étudiants n'avaient historiquement pas leur mot à dire. Aujourd'hui, toutefois, ils peuvent donner une mauvaise note aux piétres pédagogues sur Rate My Professors, mais surtout, ils peuvent faire valoir leur mécontentement en allant voir ailleurs. «L'augmentation de la concurrence entre les universités est très claire, note Simon Collin, professeur d'éducation à l'Université du Québec à Montréal. Au Québec, on le voit avec les programmes en ligne, mais aussi avec les campus satellites comme le campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke.»

Dans les faits, la concurrence entre les universités québécoises n'est qu'un avant-goût de celle à l'échelle internationale qui ne manquera pas de bousculer nos universités. Déjà, il est possible à quiconque de suivre des cours en ligne gratuitement, souvent dispensés par des professeurs de renom attachés à des universités d'élite. Et, de plus en plus, les universités offrant des MOOC, dont Stanford, offrent des cours crédités en ligne. En d'autres termes, les étudiants peuvent désormais tester la marchandise avant de l'acheter.

Ce qui fait dire à Phil Cyrenne, professeur spécialisé dans le financement des universités à l'Université de Winnipeg, que les organisations moins réputées ne manqueront pas d'écoper : «Les établissements les plus à risque sont ceux de second rang ou qui font moins de recherche, car la menace provient d'organisations qui sont capables d'offrir un enseignement de meilleure qualité.»

Tendance à la spécialisation

La Télug, l'université à distance affiliée à l'Université du Québec, est l'une des universités québécoises qui ressentent le plus ce vent de concurrence. Après avoir bénéficié d'un quasi-monopole en tant que seule université à distance au Québec, la Télug est aujourd'hui en concurrence avec un nombre grandissant d'universités québécoises et étrangères.

«Le fait qu'on puisse faire un MBA à distance dans une université étrangère, c'est sûr que ça aura un impact sur tout le monde, dit Martin Noël, directeur général par intérim de la Télug. La tendance qu'on observe, c'est que les universités vont se spécialiser. L'idée est de travailler sur ses forces plutôt que de développer les mêmes cours que les autres.» Pour

illustrer son propos, M. Noël évoque le cas de l'Université du Québec à Rimouski, qui n'a rien à craindre de la concurrence des autres universités québécoises, étant la seule à offrir un baccalauréat en océanographie.

Martin Noël aimerait ainsi amener les universités québécoises à collaborer davantage, de sorte qu'un même cours d'introduction à la micro-économie, par exemple, ne soit pas mis en œuvre par les 18 universités québécoises séparément. Une redondance coûteuse, puisque le développement d'un cours à distance coûte entre 75 000 et 200 000 \$ à la Télug.

Le patron de la Télug souhaiterait qu'un étudiant puisse aller chercher les compétences dont il a besoin dans plusieurs universités différentes et les combiner pour obtenir un bac ou une maîtrise par cumul. «Présentement, lorsqu'un étudiant s'inscrit à un cours dans une autre université, c'est une perte de revenu, même si ce cours n'est pas offert chez nous, dit M. Noël. Je pense qu'on va dans cette direction, mais l'enjeu, c'est la formule de financement et la reconnaissance des acquis.»

Alan Shepard, recteur de l'Université Concordia, abonde dans le même sens. Selon lui, les universités réagiront à la concurrence accrue en formant des alliances internationales qui permettront aux étudiants de choisir dans une gamme de cours beaucoup plus vaste : «Les universités feront probablement comme les lignes aériennes qui ont formé des alliances internationales, comme Star Alliance, de manière à donner plus de choix à leurs étudiants.»

Les autres grandes universités québécoises contactées pour ce reportage n'ont pas donné suite à notre demande d'entrevue.

© 2016 Les Affaires. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160213-ZL-0011 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Protégez-vous (site web)

mercredi 10 février 2016

Une couche jetable écolo, ça existe?

Céline Montpetit

Vous avez la fibre environnementale et souhaitez utiliser des couches respectueuses de l'environnement ? Ne vous laissez pas bernier par certaines promesses écolos des fabricants.

Vous avez la fibre environnementale et souhaitez utiliser des couches respectueuses de l'environnement ? Ne vous laissez pas bernier par certaines promesses écolos des fabricants.

Malheureusement, aucune des couches jetables que nous avons évaluées ne peut se targuer d'être écologique au sens strict du terme. Pour être ainsi reconnu, le produit doit être certifié par un organisme indépendant qui fixe les critères de fabrication environnementale, comme Underwriters Laboratories, qui octroie la certification ÉcoLogo.

Les logos aux prétentions écologiques que vous voyez sur certains emballages sont des symboles créés de toutes pièces par les fabricants. Ceux-ci ne vous procurent donc aucune garantie que la couche est effectivement plus écologique qu'un produit traditionnel.

Cela dit, les couches Naty de Nature Babycare affichent le logo FSC (Forest Stewardship Council), un système international de certification et d'étiquetage qui assure que la pâte de bois utilisée dans la fabrication des couches provient de forêts aménagées de manière responsable.

La crédibilité des allégations

« Matériaux de sources renouvelables », « sans lotion à base de pétrole », « sans chlore » : ces allégations des fabricants inscrites sur les emballages des produits sont-elles fondées ? « Peut-être disent-ils vrai, mais rien ne le garantit, explique Renée Michaud, directrice exécutive au Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG). L'étiquetage est un enjeu important dans la communication environnementale, ajoute-elle. Et il y a beaucoup de greenwashing. »

Certaines entreprises affirment utiliser de l'amidon de maïs ou de blé plutôt que des polymères (issus du pétrole) dans la fabrication du noyau absorbant. « Aucune étude n'a démontré qu'au bout du compte, l'utilisation de ces bio-ressources est plus écologique que les polymères. Car la culture de céréales nécessite aussi une consommation d'énergie, d'eau et de produits chimiques », dit Renée Michaud.

Logo de la **Forest Stewardship Council**.

Attitude ajoute cette illustration à son emballage pour indiquer qu'elle utilise dans la fabrication de ses couches des «matériaux à base végétale issus de sources renouvelables». Il s'agit d'un logo maison et non pas d'une

certification vérifiée par un organisme indépendant.

Le Choix du Président illustre «la plus verte de ses couches» par ce logo. Ce dernier est une création maison et non une certification vérifiée par une tierce partie.

Les couches lavables, la solution la plus écologique ?

À première vue, la couche lavable et celle fabriquée à partir de bio-ressources comme l'amidon de maïs semblent polluer moins que la version jetable. Renée Michaud met cependant les consommateurs en garde : « Pour en arriver à cette conclusion, il faudrait faire des analyses du cycle de vie de chacune. » Il faudrait par exemple évaluer le produit sur l'ensemble de son cycle, c'est-à-dire de l'extraction des matières premières jusqu'au moment où on le jette. Or, au Canada, ce type d'étude n'a pas encore été réalisée sur les couches.

Les Britanniques, eux, l'ont fait en 2005. Et ils en ont conclu que les couches lavables ne présentaient pas d'avantages significatifs par rapport aux couches jetables. Mais il serait hasardeux de transposer ces conclusions au contexte québécois. Car ici, contrairement à la Grande-Bretagne, nous utilisons une énergie propre, l'hydroélectricité, et disposons de grandes ressources d'eau. Les couches lavables pourraient donc

présenter chez nous un avantage écologique, à condition de minimiser le plus possible le nombre de lavages (un tous les deux ou trois jours au lieu de quotidiennement), de sécher le plus souvent possible sur la corde à linge et de maximiser la durée de vie de la couche, par exemple en l'utilisant pour un deuxième enfant.

Note(s) :

<http://www.protegez-vous.ca/loisirs-et-famille/couches-jetables/une-couche-jetable-ecolo-ca-existe.html>

© 2016 Protégez-vous (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160210-PVW-f68830b1-f798-4857-81fd-c5b7d19703d1 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Huffington Post Québec (réf. site web)
mercredi 10 février 2016

Une vie d'or et d'art pour Pierre Lassonde (VIDÉO)

| Par Maxence Bilodeau

Alors que son père avait modestement gagné sa vie en fabriquant notamment des ustensiles pour les militaires pendant la Deuxième Guerre mondiale, Pierre Lassonde est devenu multimillionnaire en achetant des...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Le Huffington Post Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160210-IHUF-088 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Écho Abitibien (Val-d'Or, QC) (site web)
mercredi 10 février 2016

Pierrick Naud lance sa saison en Europe

Martin Guindon

Pierrick Naud lancera sa saison de vélo ce jeudi, en Europe, où il prendra part avec son équipe à la Méditerranéenne jusqu'à dimanche.

La course sanctionnée 2.1 par l'Union cycliste internationale s'ouvrira sur un contre-la-montre par équipe en Espagne, puis suivront trois étapes sur route jusqu'à dimanche. Les deux premières auront lieu en France et la dernière, en Italie.

«Il y aura quelques équipes du Pro Tour. Nous avons reçu une invitation pour participer. On espérait en recevoir aussi pour d'autres courses en France, mais c'est finalement la seule qu'on a eue. Je reviendrai donc en Californie après la course», explique l'athlète qui vient d'avoir 25 ans.

La forme est bonne

L'Amossois n'en sera pas à ses premiers kilomètres cette saison, lui qui a fait un camp d'une semaine en Arizona en décembre avec Mike Woods, puis un autre dans le même État avec ses coéquipiers en janvier. Il a ensuite participé au camp de son équipe en Californie.

«J'ai eu une grosse session l'automne dernier avec six cours, alors je n'ai

pas eu trop le temps de m'entraîner. Mais la forme est quand même déjà bonne. Le fait de participer aux tours de l'Utah et du Colorado m'a aidé à être plus fort physiquement», croit Pierrick Naud.

Un rôle différent

À sa deuxième saison avec Rally Cycling (autrefois Optum), il s'attend à jouer un rôle un peu différent. D'autant plus que l'équipe a connu différents changements, avec les départs des sprinteurs Guillaume Boivin et Ryan Anderson.

«Ce sont les mêmes types de coureurs que moi, alors je devrais pouvoir jouer un rôle plus important et obtenir des résultats. L'an dernier, je jouais surtout un rôle d'équipier pour ces gars-là. On a plusieurs nouveaux coureurs, mais je pense qu'on a une aussi bonne, sinon une meilleure équipe que l'an dernier», souligne-t-il.

Objectif: Californie

Pierrick Naud devrait participer à la Chico Stage Race, du 26 au 28 février. Il avait terminé 11e l'an dernier lors de cette course de quatre étapes. «Ce n'est pas une grande course, mais ça va me permettre d'accumuler des kilomètres en ce

début de saison», fait valoir celui qui retournera ensuite en Europe avec son équipe pour deux courses au Portugal et une autre en Italie au mois de mars.

L'Amossois demeurera ensuite en Californie pour entreprendre le circuit des courses nord-américaines avec son équipe, tout comme l'an dernier. En mai et juin, il sera de retour au Canada afin de participer à certaines courses, dont les championnats canadiens sur route à la fin juin dans la région de Gatineau/Ottawa.

«Mon gros objectif, c'est vraiment de participer au Tour de la Californie cette année. Je m'attends à connaître une belle saison si je continue à progresser», affirme-t-il, avec confiance.

En route vers le bac en génie

Pierrick Naud fait de nouveau une pause cet hiver dans ses études universitaires à l'École polytechnique de Montréal, où il étudie en génie mécanique. Il lui reste deux sessions et un stage à compléter pour obtenir son baccalauréat. Il pourrait profiter de son passage au Québec en mai et juin pour faire une session courte d'été. Il a bon espoir de décrocher son diplôme à l'automne 2017.

© 2016 L'Écho Abitibien (Val-d'Or, QC) (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160210-WQEA-024 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/arts_et_spectacles/2016/02/10/001-pierre-lassonde-dons-arts.shtml



ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)

mercredi 10 février 2016

Une vie d'or et d'art pour Pierre Lassonde

Alors qu'il était jeune, Pierre Lassonde savait que plus tard il se lancerait en affaires comme l'avait fait son père. Ayant littéralement fait des affaires d'or, il est devenu un grand collectionneur d'art canadien.

Un texte de Maxence Bilodeau

Alors que son père avait modestement gagné sa vie en fabriquant notamment des ustensiles pour les militaires pendant la Deuxième Guerre mondiale, Pierre Lassonde est devenu multimillionnaire en achetant des droits sur des projets d'exploration aurifère. Chaque fois que les promoteurs qu'il finançait trouvaient de l'or, ils devaient lui verser des redevances pendant toute la durée de l'exploitation des mines.

L'entrepreneur a fondé la compagnie Franco-Nevada en 1982 avec un associé.

« Ça, c'est un truc incroyable. On a lancé la compagnie avec 2 millions de dollars et puis on a vendu la compagnie 18 ans plus tard pour 3,2 milliards. On a fait du 36 % composé par année pendant 18 ans. Ils ont découvert 50 millions d'onces d'or sur cette propriété-là. » -- Pierre Lassonde Aujourd'hui encore, la firme de Pierre Lassonde encaisse des revenus de près de 500 millions par année, alors qu'il n'a besoin que d'une vingtaine d'employés pour gérer son patrimoine.

Grand collectionneur d'art canadien, l'homme l'est plus particulièrement d'art québécois. Il possède 400 tableaux des plus grands peintres québécois, comme Jean-Paul Lemieux, Jean-Paul Riopelle, Marc-Aurèle de Foy Suzor-Coté ou Ozias Leduc. Il affirme que son goût des arts vient de sa mère.

« Dans la maison chez nous, à Saint-Hyacinthe, on avait des tableaux partout. Ma mère recevait des artistes qui allaient et venaient dans la maison. Elle s'intéressait aussi beaucoup à l'écriture. Elle tenait une chronique hebdomadaire dans le journal local, Le Mascoutin. » -- Pierre Lassonde À lire aussi :

L'art moderne du Québec à travers la collection de Pierre Lassonde Le nouveau pavillon du Musée national des beaux-arts prend forme Jusqu'au 23 mai au Musée national des beaux-arts du Québec, on peut aller voir une exposition appelée Passion privée qui rassemble 96 des tableaux que possède Pierre Lassonde. Sept de ces toiles resteront à jamais à Québec, car il en a fait don au musée.

Sept tableaux, on pourrait dire que pour lui c'est un « petit don » quand on sait qu'il a donné 10 millions de dollars au Musée national des beaux-arts du Québec pour mener à bien un vaste projet d'agrandissement de 100 millions. Le nouvel édifice du musée, qui ouvrira cet été, portera le nom de Pavillon Pierre Lassonde.

De gauche à droite : Line Ouellet, directrice générale du Musée national des beaux-arts du Québec, le président de son conseil d'administration Pierre Lassonde et la première ministre de l'époque Pauline Marois, en septembre 2013, devant le nouveau pavillon en construction. Photo : PC/Jacques Boissinot Pour s'assurer que le nouveau pavillon soit esthétiquement remarquable, Pierre Lassonde a exigé que se tienne un concours international d'architecture. C'est le consortium d'architectes OMA de New York qui a remporté le concours.

« Si on veut attirer les touristes culturels à Québec, on veut avoir quelque chose qui va les attirer. Si vous regardez par exemple Bilbao [Espagne]. Pourquoi les gens vont à Bilbao? L'édifice du Musée Guggenheim de Bilbao, il est époustouflant. » -- Pierre Lassonde Pierre Lassonde n'est pas un nouveau venu au Musée de Québec. Il en est le président du conseil d'administration depuis 2006.

En juillet dernier, l'ancien gouvernement conservateur de Stephen Harper l'a nommé au poste de président du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada, l'organisme fédéral qui distribue des subventions aux artistes canadiens.

Cette nomination faisait partie d'une vague de 49 nominations politiques effectuées par l'ancien gouvernement

de Stephen Harper peu avant le déclenchement des élections. Elles firent grand bruit lorsque le libéral Justin Trudeau en apprît l'existence après avoir pris le pouvoir. Le gouvernement Trudeau a d'ailleurs demandé à 33 de ces personnes de démissionner volontairement de leur poste.

Pierre Lassonde ne fait pas partie des 33 personnes. Sa nomination est donc

entérinée par le nouveau gouvernement. M. Lassonde dit vouloir amener au Conseil des arts du Canada un modèle de gestion basé sur l'évaluation des résultats.

Regardez Pierre Lassonde parler des changements positifs qu'il espère voir dans le milieu des arts canadien au cours de son passage au Conseil des arts du Canada.

Pour voir la vidéo sur votre appareil mobile, cliquez [ici](#).

Il n'y a pas que l'art qui a profité de l'or de Pierre Lassonde :

Polytechnique Montréal : 8 millions (il y est devenu ingénieur) Université de l'Utah : 25 millions (il y a fait son MBA) Université de Toronto : 10 millions Université York : 25 millions

© 2016 Société Radio-Canada. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160210-SRC-002 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Voix des Mille-Îles (Sainte-Thérèse), no. Vol. 80 n° 4

Actualités d'ici, mercredi 10 février 2016, p. 4

Rosemère

Guy Benedetti est nommé directeur général

Benoît Bilodeau

Directeur général du Réseau de transport de Longueuil (RTL) au cours des dernières années, Guy Benedetti sera le nouveau directeur général de la Ville de Rosemère. Il entrera officiellement en fonction à l'hôtel de ville rosemérois le 14 mars prochain.

La mairesse Madeleine Leduc a confirmé la nouvelle à votre hebdo NORD INFO à l'issue de l'allocution qu'elle a prononcée, mercredi dernier, devant les membres de l'Aile des gens d'affaires de Rosemère (AGAR) rassemblés pour un déjeuner réseautage.

Le poste de directeur général est vacant depuis le mois de mars 2015. Il a été pourvu de façon intérimaire au mois de novembre dernier.

Le nouveau venu, dont la nomination a été entérinée lundi soir dernier par les élus rosemérois, réunis en séance extraordinaire, a été confirmé dans ses fonctions au terme d'un processus qui a débuté l'automne dernier. Une première sélection a permis d'évaluer plus attentivement sept des nombreuses candidatures reçues, et deux d'entre elles ont été retenues aux fins d'entrevue. Au bout du compte, c'est l'expérience de M. Benedetti dans le monde municipal qui aura fait la différence.

«M. Benedetti a une feuille de route qui parle d'elle-même dans le monde municipal. Il a toutes les compétences pour le job. Il sera un atout pour la Ville», a commenté Daniel Grenier, directeur des communications, des affaires publiques et des relations avec les citoyens pour la Ville de Rosemère.

Gérer de façon serrée

Selon les propos que la mairesse Madeleine Leduc a livrés à l'occasion de ce déjeuner réseautage de l'AGAR, le nouveau directeur général aura comme tâche de gérer de façon serrée les dépenses de la Ville de Rosemère, dont le budget s'élèvera, en 2016, à 28 798 400 \$, en hausse de 3,6 % par rapport à 2015.

Dans son allocution, Mme Leduc a, en effet, fait savoir que la situation financière de Rosemère, bien que sous contrôle, nécessite une attention de tous les instants.

«Nous nous devons de surveiller le budget de près et nous poser sans cesse la question si telle dépense est vraiment nécessaire, si un emploi doit être absolument comblé ou peut l'être à moins d'heures de travail par semaine», a-t-elle illustré à un certain moment.

Un directeur général d'expérience

Avant de faire son entrée au RTL, au mois d'août 2012, M. Benedetti a été directeur général de la Ville de Longueuil pendant sept ans. Détenteur d'un MBA de l'École des HEC et diplômé en génie civil de l'École polytechnique de Montréal, il a aussi occupé les fonctions de directeur général pour les villes de Saint-Hubert et de Saint-Bruno-de-Montarville, en plus d'avoir été directeur des services techniques à Greenfield Park.

ACTUALITÉS D'ICI

ROSEMÈRE
GUY BENEDETTI
EST NOMMÉ
DIRECTEUR GÉNÉRAL

BENOÎT BILODEAU

Il y a quelques jours, c'est l'annonce de la nomination de M. Guy Benedetti en tant que directeur général de la Ville de Rosemère qui a été faite. M. Benedetti a été nommé directeur général de la Ville de Rosemère le 10 février 2016. Il entrera officiellement en fonction le 14 mars 2016.

GUY BENEDETTI

Il y a quelques jours, c'est l'annonce de la nomination de M. Guy Benedetti en tant que directeur général de la Ville de Rosemère qui a été faite. M. Benedetti a été nommé directeur général de la Ville de Rosemère le 10 février 2016. Il entrera officiellement en fonction le 14 mars 2016.

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EXPÉRIENCE

Avant de faire son entrée au RTL, au mois d'août 2012, M. Benedetti a été directeur général de la Ville de Longueuil pendant sept ans. Détenteur d'un MBA de l'École des HEC et diplômé en génie civil de l'École polytechnique de Montréal, il a aussi occupé les fonctions de directeur général pour les villes de Saint-Hubert et de Saint-Bruno-de-Montarville, en plus d'avoir été directeur des services techniques à Greenfield Park.

NOUVELLE ANNÉE, NOUVEAU LOOK!

SIMPLE VISION
1 LUNETTES COMPLÉTES **69\$**
2 LUNETTES COMPLÉTES **129\$**

PROGRESSIFS
1 LUNETTES COMPLÉTES **139\$**
2 LUNETTES COMPLÉTES **229\$**

APPORTER VOTRE PRESCRIPTION OU PLANIFIER VOTRE VISION AVEC L'UN DE NOS OPTICIENNES!

ACTIVATION
225-774-1487
1100-1100-1100

F. FARHAT
LUNETTERIE

VOIX MILLE ÎLES

Au RTL, M. Benedetti avait un budget de quelque 164 M\$, 1 100 employés et un réseau de près de 100 lignes d'autobus à gérer.

bbilodeau@groupejcl.ca

Illustration(s) :

Le nouveau directeur général de la Ville de Rosemère, Guy Benedetti.

© 2016 La Voix des Mille-Iles (Sainte-Thérèse). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160210-JVO-0002 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Hebdo Rive Nord
mardi 9 février 2016

Repentigny devient partenaire de la Chaire industrielle en eau potable de Polytechnique Montréal

La ville de Repentigny vient de conclure une entente de partenariat avec la Chaire industrielle CRNSG en Eau Potable (CICEP) de Polytechnique Montréal. L'entente couvre la période 2015-2020.

<http://www.hebdorivenord.com/Actualites/2016-02-09/article-4429940/Repentigny-devient-partenaire-de-la-Chaire-industrielle-en-eau-potable-de-Polytechnique-Montreal/1>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

dimanche 7 février 2016

L'univers culturel de Laure Waridel

Désormais directrice du Centre interdisciplinaire de recherche en opérationnalisation du développement durable, Laure Waridel parle à René Homier-Roy d'ouvrages qui ont marqué son parcours.

http://ici.radio-canada.ca/emissions/culture_club/2015-2016/chronique.asp?idChronique=397195

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

lundi 8 février 2016

Qualité de l'eau au Canada

Propos de Michèle Prévost professeur titulaire et chercheur principal, à la chaire industrielle en eau potable à Polytechnique Montréal.

http://ici.radio-canada.ca/emissions/Point_du_jour/2015-2016/archives.asp?

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

Trois jours sans eau, et c'est la mort!**Normand Beaudet - Étudiant en traitement des eaux**

L'humain ne peut pas vivre plus de trois jours sans eau. En matière de sécurité civile, une faille dans l'approvisionnement en eau potable d'une communauté urbaine majeure est un enjeu critique. C'est une priorité absolue !

Imaginez qu'on doive fermer l'approvisionnement en eau de la grande région de Montréal, pour une durée indéterminée. Les réservoirs gravitationnels de la ville de Montréal ne donnent que quelques jours d'eau. Il n'y a donc qu'un certain nombre d'heures pour organiser un approvisionnement alternatif pour des millions de personnes. On doit éviter une ruée pour vider les commerces de leurs cruchons d'eau. Le Grand Montréal est arrêté et plus rien ne fonctionne, même les pompiers n'ont plus d'eau. Doit-on évacuer Montréal et ses banlieues ?

Grand tracas

C'est la réalité qui tracasse les autorités de la sécurité civile depuis la mise en fonction de la ligne 9B Enbridge, autorisée par l'Office

fédéral de l'Énergie. La ligne 9B, c'est ce vieux pipeline de gaz qu'on a inversé. Il permet à des centaines de milliers de gallons de bitumineux dilués par des chimiques de franchir le fleuve à Saint-André d'Argenteuil. C'est maintenant une demi-douzaine de tuyaux d'hydrocarbures qui traversent le fleuve en périphérie du lac des Deux-Montagnes. Un circuit empoisonné à proximité et en amont des prises d'eau de la grande région de Montréal. Pour les 43 maires de la région, le pipeline TransCanada n'est que le tout dernier dans la liste.

Québec a commandé un rapport à l'École polytechnique. Il indique les bonnes pratiques en matière de traverses de cours d'eau. Sa conclusion : On devrait forcer ces tuyaux à traverser le fleuve dans un tunnel, isolant les hydrocarbures de l'eau. Cette pratique devrait s'appliquer à tous les pipelines d'hydrocarbures qui traversent des cours d'eau à important débit. Cette réalité a certainement influencé la sortie des maires contre le projet TransCanada.

Un choix en faveur de l'eau potable

La profonde inquiétude des autorités s'explique par le fait qu'aucune des installations de traitement de l'eau potable dans la région de Montréal n'est équipée pour purifier une eau contaminée par des dérivés de pétrole. Une fuite de pétrole brut créerait des dépôts persistants à proximité des prises d'eau. Une situation qui polluerait l'approvisionnement en eau potable et les équipements servant des millions de citoyens pour une période qu'aucun spécialiste ne peut présentement déterminer. Les spécialistes de notre eau sont très inquiets.

L'opposition au projet TransCanada est un choix pour l'accès à une eau traitable pour une majorité de la population québécoise. Cette position devrait nous inciter à revoir la mise en service de la ligne 9B d'Enbridge, installation existante qui a évité un processus rigoureux d'évaluation et une telle opposition. Il en va de notre sécurité.

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-LEW-462361 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

<http://www.lapresse.ca/le-quotidien/actualites/201602/07/01-4948157-le-bac-de-sable-des-etudiants.php>



La Presse (site web) - Le Quotidien
lundi 8 février 2016

Le «bac de sable des étudiants»

Myriam Gauthier

PAGE UQAC / Les sciences appliquées seront à l'honneur ce mois-ci dans la page dédiée aux recherches de l'Université du Québec à Chicoutimi.

Les étudiants de l'UQAC en génie et en géologie pourront bientôt utiliser l'une des plus grandes cuves de simulation des eaux souterraines de la province.

L'aménagement de l'imposant équipement a débuté cet automne au Laboratoire d'hydrogéologie de l'université. «On l'appelle le bac de sable des étudiants!» lance Romain Chesnaux, professeur en génie et en sciences de la Terre.

La cuve, qui ressemble à une grande piscine en béton, sera effectivement remplie de couches de sable. L'immense cuve permettra de recréer des environnements géologiques. «C'est un outil qui permet de comprendre l'écoulement des eaux souterraines en contrôlant les paramètres étudiés», explique M. Chesnaux. La cuve en béton sera un atout pour la formation en génie et en géologie à l'UQAC, peu d'universités disposant d'un tel équipement en laboratoire. L'École polytechnique de Montréal en utilise une semblable. La cuve, qui nécessite un investissement de 25 000\$, sera prête à être utilisée cet été, principalement pour l'enseignement. En laboratoire, les étudiants devront, par exemple, faire

des essais de pompage. Elle sera aussi utilisée pour différents projets de recherche.

Le Laboratoire d'hydrogéologie fait partie du Groupe de recherche risque ressource eau (R2Eau), qui se consacre à l'étude des eaux souterraines et de surface. Le groupe se penche aussi sur l'analyse des risques liés à la contamination de l'eau, aux risques d'inondation, en plus d'étudier les risques de glissement de terrain. Six professeurs y sont reliés.

Gaz de schiste

Le Groupe de recherche risque ressource eau (R2Eau) dirige une étude sur l'impact de l'exploitation du gaz de schiste sur les eaux souterraines. Les premiers travaux de terrain débiteront cet été au nord-est de la Colombie-Britannique, près de l'Alberta. L'étude se penche aussi sur les impacts de l'injection dans le sous-sol des déchets dans les réservoirs gaziers et sur les risques de contamination des eaux souterraines. Cette étude est réalisée en partenariat avec les Premières Nations de Fort Nelson et la Fondation David Suzuki, notamment.

Changements climatiques

Les changements climatiques pourraient entraîner une diminution de l'eau potable disponible sur les

côtes des continents. L'augmentation du niveau des mers, en raison de la fonte des glaciers, amène une intrusion d'eau salée dans les nappes d'eau potable des côtes continentales. Le R2Eau estime que la perte d'eau potable qui en suivra pourrait être de 10 à 20% dans les 50 prochaines années. «On peut considérer que c'est alarmant, mais ces données dépendent de l'augmentation de la température mondiale», note Romain Chesnaux, coordonnateur du groupe de recherche.

Eaux souterraines

Le R2Eau poursuit l'analyse des données du grand projet d'étude visant à faire le portrait de la qualité des eaux souterraines du Saguenay, de la Haute-Côte-Nord et de Charlevoix entamé il y a quelques années. «Ces données pourront être utilisées pour cibler de nouvelles sources d'eau potable et mieux orienter les recherches sur le terrain», mentionne M. Chesnaux. Il avait déjà été souligné que l'eau de la région dépassait les normes pour certains minéraux, le fluor et le manganèse. «Les caractéristiques de l'eau varient selon les caractéristiques géologiques. Par exemple, en Abitibi, on retrouve davantage une présence plus élevée de cyanure», précise le chercheur.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-CY-4948157 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Montréal

Actualités, lundi 8 février 2016, p. 5

Un emploi pour sa fille à SNC-Lavalin

ANDREW MCINTOSH

Le rapport de l'UPAC montre également que la police a aussi saisi chez Claude Dauphin un document concernant un emploi que sa fille aurait obtenu chez le géant du génie québécois, SNC-Lavalin.

Les enquêteurs qui ont fouillé sa résidence l'été dernier cherchaient alors des preuves pour appuyer leurs soupçons contre lui -et non contre sa fille.

TROIS STAGES

Laura Dauphin est encore étudiante en génie civil à l'école Polytechnique. En ce moment, elle fait sa maîtrise et demeure avec sa famille à Lachi - ne.

Mlle Dauphin a obtenu trois stages d'été chez SNC-Lavalin en 2010, 2011 et 2012, pour un total de 11 mois de travail, selon des informations mentionnées sur son compte Linked In.

Le maire Dauphin dit que sa fille a obtenu ses stages d'étés «de sa propre initiative».

Il dit qu'il n'a jamais demandé à SNC-Lavalin d'embaucher sa fille après l'octroi du

contrat de 23,5 M\$ que la Ville a donné à la société en 2004.

PAS INTERROGÉE

«S'ils l'ont réembauchée à plusieurs reprises,

c'est sûrement parce qu'elle faisait l'affaire. Pour une jeune qui étudie en génie,

c'était très prestigieux et très intéressant, SNC-Lavalin, a dit

M. Dauphin. C'est un des plus grands bureaux au Canada et dans le monde.»

Rien n'indique, à l'heure actuelle, que l'UPAC enquête au sujet de l'emploi de la fille de Dauphin chez SNC.

Aucun policier n'a tenté d'interroger la jeune femme depuis la saisie du document à sa résidence.

© 2016 Le Journal de Montréal. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews:20160208-OP-1e84f120-ce2c-11e5-a938-01a970943b6e - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

CUVE DE SIMULATION DES EAUX SOUTERRAINES

Le «bac de sable des étudiants»

Myriam Gauthier

Les étudiants de l'UQAC en génie et en géologie pourront bientôt utiliser l'une des plus grandes cuves de simulation des eaux souterraines de la province.

L'aménagement de l'imposant équipement a débuté cet automne au Laboratoire d'hydrogéologie de l'université. «On l'appelle le bac de sable des étudiants!» lance Romain Chesnaux, professeur en génie et en sciences de la Terre.

La cuve, qui ressemble à une grande piscine en béton, sera effectivement remplie de couches de sable. L'immense cuve permettra de recréer des environnements géologiques. «C'est un outil qui permet de comprendre l'écoulement des eaux souterraines en contrôlant les paramètres étudiés», explique M. Chesnaux. La cuve en béton sera un atout pour la formation en génie et en géologie à l'UQAC, peu d'universités disposant d'un tel équipement en laboratoire. L'École polytechnique de Montréal en utilise une semblable. La cuve, qui nécessite un investissement de 25 000\$, sera prête à être utilisée cet été, principalement pour l'enseignement. En laboratoire, les étudiants devront, par exemple, faire des essais de pompage. Elle sera aussi utilisée pour différents projets de recherche.

Le Laboratoire d'hydrogéologie fait partie du Groupe de recherche risque ressource eau (R2Eau), qui se consacre à l'étude des eaux souterraines et de surface. Le groupe se penche aussi sur l'analyse des risques liés à la contamination de l'eau, aux risques d'inondation, en plus d'étudier les risques de glissement de terrain. Six professeurs y sont reliés.

mgauthier@lequotidien.com

Encadré(s) :

En février

Les sciences appliquées seront à l'honneur ce mois-ci dans la page UQAC.

Illustration(s) :

Photo le quotidien, michel tremblay

Une grande cuve de simulation des eaux souterraines est aménagée au Laboratoire d'hydrogéologie de l'UQAC.

Photo le quotidien, michel tremblay

Le professeur Romain Chesnaux, coordonnateur du Groupe de recherche risque ressource eau (R2Eau) de l'UQAC, pose ici devant un modèle permettant de visualiser le parcours des eaux souterraines.



© 2016 *Le Quotidien*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-QT-0019 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

DÉBATS, lundi 8 février 2016, p. DÉBATS 5

Santé

OPINION

La prospérité, ça passe par la prévention !

Lilianne Bertrand

Présidente de l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ). Trente-huit autres partenaires cosignent cette lettre.*

Monsieur le premier ministre du Québec, Philippe Couillard,

Tout comme vous, l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) et ses partenaires donnent « à la santé un sens plus large, bien au-delà des quatre murs d'un bloc opératoire ».

La santé est la plus grande richesse de toute société dont le développement socioéconomique repose sur le savoir et la compétence de ses citoyens.

Le 28 janvier 2016, lors de la cérémonie de prestation de serment des membres du Conseil des ministres, vous annonciez « un nouvel élan vers la prospérité pour le Québec » et ajoutiez qu'« un gouvernement doit d'abord assurer un environnement propice à la prospérité ».

Pour bâtir cet environnement, des défis importants, notamment de santé, restent à relever : la hausse vertigineuse des coûts de santé ; l'augmentation des cas de maladies chroniques (plus de la moitié de la population québécoise âgée de 12 ans et plus souffre d'au moins une maladie chronique, et le quart en aurait au

moins deux) ; le vieillissement de la population ; l'impact négatif des changements climatiques ; le fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres ; sans oublier la baisse du niveau de littératie.

Pour surmonter ces défis majeurs de santé, la solution la plus porteuse réside dans la prévention et la promotion de la santé.

Au nom de la prospérité du Québec, l'ASPQ et ses partenaires vous recommandent de placer la prévention et la promotion de la santé au cœur de toutes les décisions et politiques publiques. De plus, afin que ce projet de société devienne réalité, tous les ministères concernés sont appelés à travailler conjointement. Pour son avenir, le Québec doit investir dans des actions de prévention, de promotion de la santé ainsi que dans la recherche et l'évaluation permettant de détecter les problèmes de santé émergents.

L'ASPQ et ses partenaires croient à une conception durable de la santé et du bien-être. La durabilité de cet actif qu'est la santé est synonyme de prospérité : un engagement clair de votre part pour la prévention est nécessaire pour maintenir et améliorer la santé de tous et des générations à

venir pour ainsi assurer leur prospérité.

* Mélanie Guénette-Robert, responsable volet éducation et prévention, Anorexie et boulimie Québec (ANEB) ; Élise Bertrand, présidente, Association des dentistes de santé publique du Québec (ADSPQ) ; Yun Jen, présidente, Association médicale du Québec (AMQ) ; Isabelle Samson, présidente, Association spécialiste en santé publique et médecine préventive (ASMP-MT) ; Guy Desrosiers, chef de la direction, Capsana ; Kalambay Kalula, président 2015-2016, Club Rotary de Hull ; Daniel Caron, directeur général, Conseil québécois du loisir (CQL) ; Mario Bujold, directeur général, Conseil québécois sur le tabac et la santé (CQTS) ; Martine David, directrice, Croquarium ; Guy Laurion, vice-président, Fédération de la santé et des services sociaux-CSN ; Jacques Brodeur, directeur promotion de saines habitudes de vie et d'une consommation médiatique éclairée, Edupax ; Roxanne Léonard, directrice générale par intérim, ÉquiLibre ; Danis Prud'homme, directeur général, FADOQ ; Karel Mayrand, directeur général, Fondation David Suzuki ; Francine Forget Marin, directrice des Affaires santé et Recherche, Québec,

Fondation des maladies du cœur et de l'AVC ; Martin Juneau, directeur, direction de la Prévention, Institut de cardiologie de Montréal ; David Martin Milot, porte-parole, Jeunes médecins pour la santé publique (JMPSP) ; Marie-Claude Pelletier, présidente, LEVIA ; Isabelle Leblanc, présidente, Médecins québécois pour le régime public (MQRP) ; Guylaine Guèvremont, présidente et directrice générale, MuUla ; Claude Leblond, président, Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (O.T.S.T.C.F.M.) ; Nicole Charpentier, directrice générale, Parkinson Québec ; Ginette Lafontaine, présidente, section des Amériques, Réseau francophone international pour la promotion de la santé ; Julie Lévesque, coordonnatrice

générale, Réseau québécois de Villes et Villages en santé (RQVVS) ; Mélanie Champagne, directrice questions d'intérêt public, Société canadienne du cancer ; Ken Gagnon, directeur affaires publiques et industrielles, Société de l'arthrite ; Christian Savard, directeur général, Vivre en ville ; Johanne Blais, médecin de famille, CHU Québec ; Hélène Laurendeau, nutritionniste et animatrice ; Richard Lessard, professeur agrégé de clinique, École de santé publique de l'Université de Montréal et Faculté de médecine de l'Université McGill ; Roxane Neron, médecin-conseil PQDCS, DSP de la Montérégie ; Jean Rochon, expert-conseil, Institut national de santé publique (INSPQ) ; Louise Soulière, médecin retraitée ; Christine Thoër, professeure, département de

communication sociale et publique ; Com Santé, Centre de recherche sur la communication et la santé – UQAM ; Alena Valderrama-Guevara, médecin spécialiste en santé publique et médecine préventive ; Louise Vandelac, professeure titulaire, département de sociologie et Institut des sciences de l'environnement et chercheure CINBIOSE à l'UQAM ; Yv Bonnier Viger, médecin spécialiste en santé publique et médecine préventive, professeur, Université Laval ; Laure Waridel, écosociologue et auteure

Exprimez

Votre opinion

Qu'en pensez-vous ?

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-LAA-6a8a61e2595bc259f5ae66db9a7e7a11 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Idées, lundi 8 février 2016, p. a7

Trois jours sans eau, et c'est la mort !

NORMAND BEAUDET

Étudiant en traitement des eaux

L'

humain ne peut pas vivre plus de trois jours sans eau. En matière de sécurité civile, une faille dans l'approvisionnement en eau potable d'une communauté urbaine majeure est un enjeu critique. C'est une priorité absolue !

Imaginez qu'on doive fermer l'approvisionnement en eau de la grande région de Montréal, pour une durée indéterminée. Les réservoirs gravitationnels de la ville de Montréal ne donnent que quelques jours d'eau. Il n'y a donc qu'un certain nombre d'heures pour organiser un approvisionnement alternatif pour des millions de personnes. On doit éviter une ruée pour vider les commerces de leurs cruchons d'eau. Le Grand Montréal est arrêté et plus rien ne fonctionne, même les pompiers n'ont plus d'eau. Doit-on évacuer Montréal et ses banlieues ?

Grand tracas

C'est la réalité qui tracasse les autorités de la sécurité civile depuis la mise en fonction de la ligne 9B Enbridge, autorisée par l'Office fédéral de l'Énergie. La ligne 9B, c'est ce vieux pipeline de gaz qu'on a inversé. Il permet à des centaines de milliers de gallons de bitumineux dilués par des chimiques de franchir le fleuve à Saint-André d'Argenteuil. C'est maintenant une demi-douzaine de tuyaux d'hydrocarbures qui traversent le fleuve en périphérie du lac des Deux-Montagnes. Un circuit empoisonné à proximité et en amont des prises d'eau de la grande région de Montréal. Pour les 43 maires de la région, le pipeline TransCanada n'est que le tout dernier dans la liste.

Québec a commandé un rapport à l'École polytechnique. Il indique les bonnes pratiques en matière de traverses de cours d'eau. Sa conclusion : On devrait forcer ces tuyaux à traverser le fleuve dans un tunnel, isolant les hydrocarbures de l'eau. Cette pratique devrait s'appliquer à tous les pipelines d'hydrocarbures qui traversent des cours d'eau à important débit. Cette réalité a certainement influencé la sortie des maires contre le projet TransCanada.

Un choix en faveur de l'eau potable

La profonde inquiétude des autorités s'explique par le fait qu'aucune des installations de traitement de l'eau potable dans la région de Montréal n'est équipée pour purifier une eau contaminée par des dérivés de pétrole. Une fuite de pétrole brut créerait des dépôts persistants à proximité des prises d'eau. Une situation qui polluerait l'approvisionnement en eau potable et les équipements servant des millions de citoyens pour une période qu'aucun spécialiste ne peut présentement déterminer. Les spécialistes de notre eau sont très inquiets.

L'opposition au projet TransCanada est un choix pour l'accès à une eau traitable pour une majorité de la population québécoise. Cette position devrait nous inciter à revoir la mise en service de la ligne 9B d'Enbridge, installation existante qui a évité un processus rigoureux d'évaluation et une telle opposition. Il en va de notre sécurité.



© 2016 Le Devoir. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-LE-a7_art_02 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse, no. Vol. 132 n° 68

Débats, samedi 6 février 2016, p. A30

Opinion

Le Québec bashing à coup d'oléoduc

Boucar Diouf

Humoriste, conteur, biologiste et animateur, il collabore régulièrement à la section Débats.

Vous souvenez-vous de la stratégie de communication de TransCanada qui a été coulée dans les médias en novembre 2014? Il paraît que cette façon cavalière de fonctionner est chose du passé et que l'entreprise va jouer cartes sur table pour gagner la confiance de la population. Ce sont là les dires du vice-président du Québec et du Nouveau-Brunswick pour l'oléoduc Énergie Est, Louis Bergeron. Du moins, avant que l'Office national de l'énergie (ONE) ne reproche à l'entreprise, cette semaine, de manquer de clarté dans la documentation qu'elle fournit au public.

Si bien, ajoute l'organisme, que même des experts peinent à s'y retrouver dans ces documents. Pourtant, à ceux qui seraient tentés de rejeter d'emblée la construction de cet oléoduc, M. Bergeron rappelle: «C'est comme si on se faisait dire, on va cesser de construire des avions parce qu'il y a déjà eu des accidents, même si on sait que l'avion est le mode de transport le plus sécuritaire.»

Le seul problème dans cet argumentaire, c'est qu'on n'est pas obligé de prendre l'avion quand on en a peur. Alors que l'oléoduc, M. Bergeron, est une menace potentielle pour des millions de gens qui boivent l'eau du Saint-Laurent et de ses tributaires majeurs, qui seront traversés quotidiennement par 1,1 million de barils de pétrole. En 2015, une faible quantité d'hydrocarbures dans l'eau de Longueuil, où j'habite, a suffi pour créer une gigantesque crise. Sans être catastrophiste, je ne veux donc même pas imaginer ce qu'une contamination majeure engendrerait comme conséquences à Montréal.

Si TransCanada veut vraiment changer d'approche, il faut d'abord qu'elle arrête de minimiser les enjeux de sécurité, qui sont bien réels. Une étude menée par Polytechnique Montréal qui, bizarrement, a été publiée par le gouvernement pendant l'effervescence du temps des Fêtes, nous apprenait encore qu'à cause de l'instabilité de certaines berges propices aux glissements de terrain, le projet est techniquement réalisable, mais risqué pour une trentaine de rivières. Une inquiétude qui a été exprimée de façon sentie par Denis Coderre, au nom des 82 maires de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Après sa sortie, comme on pouvait s'y attendre, il y a eu un énorme épisode de «Québec bashing». Des tirs groupés, sur fond de mépris, en provenance de certains politiciens de l'Ouest, qui font réaliser à quel point le Canada pratique parfois une tolérance à deux vitesses. La Colombie-Britannique, qui représente le chemin le plus court pour acheminer le pétrole de l'Alberta vers la mer, ne veut pas d'un oléoduc et ça ne fait grimper personne aux rideaux. Même le premier ministre Justin Trudeau, alors qu'il était simple député, s'est opposé à cette éventualité en nous expliquant à l'émission Tout le monde en parle qu'il était préoccupé par les beaux parcs que devait traverser l'oléoduc sur son chemin vers le



EUREKA.CC
une solution de CEDROM SNI

Pacifique. Mais quand le maire de Montréal parle au nom d'une agglomération équivalant à 12% de la population canadienne, il est bien permis de dégainer sur le Québec avec des arguments réducteurs du genre: «Vous avez touché l'argent de la péréquation, alors vous devez accepter de vous faire passer ce tuyau.»

Je me demande parfois où loge réellement le gouvernement du Québec dans ce dossier chaud. Est-ce que Philippe Couillard peut, au nom de l'environnement, s'insurger ouvertement contre l'exploration à Anticosti et encourager la construction d'un oléoduc qui traverserait 828 cours d'eau de tous les calibres pendant sa promenade de 688 km en territoire québécois? Est-ce que le retour du Canada plus vert et écoresponsable que nous chantait le premier ministre Trudeau à Paris est compatible avec un projet dont l'objectif principal est d'augmenter la production des sables bitumineux de près de 40%?

Maintenant que le maire de Montréal a dit haut et fort que le projet comporte des risques importants pour notre environnement et trop peu de retombées pour notre économie, je me demande aussi avec quelle gymnastique intellectuelle tout ça sera réemballé et porté par le nouveau messenger pour nous convaincre d'avalier la même pilule.

Illustration(s) :

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

Une étude de Polytechnique nous apprenait qu'à cause de l'instabilité de certaines berges, le projet d'oléoduc Énergie Est est techniquement réalisable, mais risqué pour une trentaine de rivières, écrit l'auteur.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160206-LA-0036 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

DÉBATS, samedi 6 février 2016, p. DÉBATS 5

OPINION

OLÉODUC ÉNERGIE EST

Le « Québec bashing » à coup d'oléoduc

Boucar Diouf*

Collaboration spéciale

Vous souvenez-vous de la stratégie de communication de TransCanada qui a été divulguée dans les médias en novembre 2014 ?

Il paraît que cette façon cavalière de fonctionner est chose du passé et que l'entreprise va jouer cartes sur table pour gagner la confiance de la population. Ce sont là les dires du vice-président du Québec et du Nouveau-Brunswick pour l'oléoduc Énergie Est, Louis Bergeron. Du moins, avant que l'Office national de l'énergie (ONÉ) ne reproche à l'entreprise, cette semaine, de manquer de clarté dans la documentation qu'elle fournit au public.

Si bien, ajoute l'organisme, que même des experts peinent à s'y retrouver dans ces documents. Pourtant, à ceux qui seraient tentés de rejeter d'emblée la construction de cet oléoduc, monsieur Bergeron rappelle : « C'est comme si on se faisait dire, on va cesser de construire des avions parce qu'il y a déjà eu des accidents, même si on sait que l'avion est le mode de transport le plus sécuritaire ».

Le seul problème dans cet argumentaire, c'est qu'on n'est pas obligé de prendre l'avion quand on en a peur. Alors que l'oléoduc, monsieur

Bergeron, est une menace potentielle pour des millions de gens qui boivent l'eau du Saint-Laurent et de ses tributaires majeurs, qui seront traversés quotidiennement par 1,1 million de barils de pétrole. En 2015, une faible quantité d'hydrocarbures dans l'eau de Longueuil, où j'habite, a suffi pour créer une gigantesque crise. Sans être catastrophiste, je ne veux donc même pas imaginer ce qu'une contamination majeure engendrerait comme conséquences à Montréal.

Si TransCanada veut vraiment changer d'approche, il faut d'abord qu'elle arrête de minimiser les enjeux de sécurité, qui sont bien réels. Une étude menée par Polytechnique Montréal qui, bizarrement, a été publiée par le gouvernement pendant l'effervescence du temps des Fêtes nous apprenait encore qu'à cause de l'instabilité de certaines berges propices aux glissements de terrain, le projet est techniquement réalisable, mais risqué pour une trentaine de rivières. Une inquiétude qui a été exprimée de façon sentie par monsieur Coderre, au nom des 82 maires de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

Après sa sortie, comme on pouvait s'y attendre, il y a eu un énorme épisode de « Québec bashing ». Des

tirs groupés, sur fond de mépris, en provenance de certains politiciens de l'Ouest, qui font réaliser à quel point le Canada pratique parfois une tolérance à deux vitesses.

La Colombie-Britannique, qui représente le chemin le plus court pour acheminer le pétrole de l'Alberta vers la mer, ne veut pas d'un oléoduc et ça ne fait grimper personne aux rideaux. Même le premier ministre Trudeau, alors qu'il était simple député, s'est opposé à cette éventualité en nous expliquant à l'émission Tout le monde en parle qu'il était préoccupé par les beaux parcs que devait traverser l'oléoduc sur son chemin vers le Pacifique. Mais quand le maire de Montréal parle au nom d'une agglomération équivalant à 12 % de la population canadienne, il est bien permis de dégainer sur le Québec avec des arguments réducteurs du genre : « Vous avez touché l'argent de la péréquation, alors vous devez accepter de vous faire passer ce tuyau. »

Je me demande parfois où loge réellement le gouvernement du Québec dans ce dossier chaud. Est-ce que monsieur Couillard peut, au nom de l'environnement, s'insurger ouvertement contre l'exploration à

Anticosti et encourager la construction d'un oléoduc qui traverserait 828 cours d'eau de tous les calibres pendant sa promenade de 688 km en territoire québécois ? Est-ce que le retour du Canada plus vert et écoresponsable que nous chantait le premier ministre Trudeau à Paris est compatible avec un projet dont

l'objectif principal est d'augmenter la production des sables bitumineux de près de 40 % ?

Maintenant que le maire de Montréal a dit haut et fort que le projet comporte des risques importants pour notre environnement et trop peu de retombées pour notre économie, je me

demande aussi avec quelle gymnastique intellectuelle tout ça sera réemballé et porté par le nouveau messenger pour nous convaincre d'avaler la même pilule.

Note(s) :

* Humoriste, conteur biologiste et animateur

Illustration(s) :



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE

L'auteur ne comprend pas pourquoi certains projets d'oléoducs peuvent être contestés en toute quiétude, tandis que d'autres, comme Énergie Est, causent un émoi dans le reste du Canada lorsque le maire Coderre exprime ses inquiétudes devant celui-ci.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160206·LAA·16e9777a68eae69824a192e7419d396c - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Devoir

lundi 8 février 2016

Les capacités d'apprentissage du système nerveux

Photo: Laboratoire du professeur Julien Cohen-Adad, École Polytechnique de Montréal.

<http://www.ledevoir.com/galleries-photos/les-capacites-d-apprentissage-du-systeme-nerveux/144354>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, mardi 9 février 2016, p. AFFAIRES 6

PORTFOLIO UNIVERSITÉS ET ENTREPRISES

Idées d'universitaires, applications d'entreprises

Samuel Larochelle

Collaboration spéciale

Le rapport étroit entre les universités et les entreprises est souvent évoqué quand il est question de nouvelles technologies, de génie ou de la santé. Pourtant, les idées qui bouillonnent dans les secteurs du marketing, de la gestion de projets, des ressources humaines et de la gouvernance séduisent elles aussi quantité d'entreprises. Tour d'horizon.

SEGMENTER LE MARCHÉ AU SOCCER

L'AS Saint-Étienne est une marque emblématique du foot français. Mais depuis quelques années, ses produits dérivés ne se vendaient pas autant qu'espéré. Afin de trouver une solution, les dirigeants du club ont fait appel à un groupe de recherche de l'Université Laval. « Après avoir interrogé 4500 fans, on a identifié quatre profils : des nostalgiques, des authentiques, qui se sentent interpellés par des valeurs de communion et de combat, des superfans, pour qui la marque était parfaite, et d'autres qui adoraient le club mais détestaient le côté business entourant le sport », explique Frank Pons. Avec ces informations, le club a réorganisé ses boutiques et segmenté son approche pour séduire tous les genres.

HORAIRES DE TRAVAIL COMPLEXES

Fondée à Polytechnique Montréal dans les années 80, la société Adopt a fusionné avec l'américaine Kronos pour atteindre les marchés internationaux. Sa spécialité : fabriquer des logiciels qui planifient des horaires casse-têtes, comme ceux des compagnies d'aviation. « Lorsqu'une compagnie opère 40 000 vols par mois, 24 heures par jour, sur plusieurs continents, avec le décalage horaire et toutes les conventions collectives à respecter, c'est très complexe de gérer les équipages, explique François Soumis. Notre système génère un horaire que des employés ne pourraient faire à la main. » Adopt Kronos s'occupe aussi des horaires de chauffeurs d'autobus dans près de 400 villes, comme New York, Singapour, Montréal, Tokyo ou Québec.

DIVERSITÉ DES CONSEILS D'ADMINISTRATION

Déterminé à convaincre les conseils d'administration de diversifier leur composition, Claude Francoeur a fait des recherches empiriques pour établir des liens entre la performance des entreprises et la présence de plus de femmes aux conseils. « Notre analyse des modèles financiers des entreprises démontre clairement que les groupes diversifiés performant mieux, car ils prennent des décisions

basées sur un plus grand nombre de points de vue, souligne le professeur à HEC Montréal. On a donc tendance à encourager la diversité, dont celle des genres. » Depuis quelques années, des conférences sont offertes à des gens du milieu des affaires pour vulgariser le fruit de ces recherches en gouvernance.

OCULOMÉTRIE EN MARKETING

Souvent utilisée en psychologie, l'étude des mouvements oculaires fait depuis peu sa place en marketing. La technique permet de déterminer comment les consommateurs réagissent à une publicité, un étalage, un produit ou un site web. « Sur internet, par exemple, on souhaite découvrir où l'attention des usagers se pose. On vérifie si la publicité en haut à droite de telle taille a la même efficacité qu'une autre ou si un bouton est assez évident pour un consommateur », précise Abdel Mekki Berrada, professeur à l'Université de Sherbrooke. Pour l'instant, ses recherches se concentrent sur les données d'entreprises des médias, du commerce de détail et du voyage.

PRÉVOIR L'APRÈS-PROJET

Évaluer la performance et la valeur ajoutée d'une organisation, c'est une chose. Réaliser la même analyse pour un projet temporaire, c'en est une

autre. La chaire de gestion de projet de l'UQAM se penche actuellement sur la question. « On veut explorer les pratiques pour anticiper, évaluer et mesurer les bénéfices, longtemps après la fermeture d'un projet », affirme la professeure Monique Aubry. Subventionnée par le Project Management Institute, la plus grande association en gestion de projets du monde, la recherche a débuté le 1er janvier 2016 et se poursuivra pendant deux ans. La chaire va collaborer avec quatre organisations, dont la Société

de transport de Montréal et le Centre universitaire de santé McGill.

LA RÉTENTION DES SAVOIRS CRITIQUES

Avec le projet Héritage, Laurent Simon veut cartographier les meilleures pratiques des entreprises. Spécialement en aéronautique, un domaine où 30 % des employés partiront à la retraite d'ici cinq ans. « On met en place des ateliers afin que les employés explicitent leur bagage

avant de quitter leur poste. On fait une analyse du processus pour capter chaque étape. On évalue la nature des connaissances utilisées, si elles ont été formalisées et si on peut en tirer une recette, en les codifiant ou en les écrivant. » Il établit aussi des pratiques de mentorat et des situations de partage afin que les employés échangent en profondeur sur un sujet difficile à modéliser. Ses partenaires sont Bombardier Aéronautique, Pratt & Whitney, Héroux-Devtek et Hutchison.

Illustration(s) :

PHOTO JEAN-MARIE VILLENEUVE, LE SOLEIL

Initiateur de projets avec des équipes sportives européennes, Frank Pons est directeur du Groupe de recherche sur l'évaluation et la mesure en marketing (GREMM) et professeur titulaire en marketing à l'Université Laval.

PHOTO FOURNIE PAR POLYTECHNIQUE MONTRÉAL

François Soumis est professeur titulaire à Polytechnique, directeur du Groupe d'études et de recherches en analyse des décisions (GERAD) et de l'Institut de valorisation des données (IVADO).



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Titulaire de la Chaire de gouvernance Stephen A. Jarislowsky, Claude Francoeur œuvre depuis 10 ans pour démontrer de façon empirique l'influence positive des conseils d'administration diversifiés.

PHOTO FOURNIE PAR L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Professeur en marketing à l'Université de Sherbrooke et membre du Groupe de recherche en comportements en ligne (GRECEL), Abdel Mekki Berrada travaille depuis quatre ans au développement de l'oculométries en marketing.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, Monique Aubry (photo) collabore de près avec Vivianne Sergi pour analyser les bénéfices dans un contexte de projet temporaire.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Laurent Simon (au centre) est professeur agrégé au département d'entrepreneuriat et innovation à HEC Montréal. Il s'implique depuis deux ans dans le projet Héritage, issu du pôle Mosaic créativité et innovation. Alice Niyizurugero et Kevin Valdelièvre sont deux des quatre étudiants de HEC Montréal qui ont travaillé avec lui dans le cadre du projet Héritage.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160209-LAA-c63b96a47033421f9d2126ea6e0daf65 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Impact Campus
Campus, mardi 9 février 2016

Épreuve du Nord : La tradition se poursuit

Charles-Antoine Gagnon

Plus de 250 futurs ingénieurs de partout en Amérique du Nord ont participé à la 11e édition de l'Épreuve du Nord présentée vendredi et samedi sur le Grand axe du...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Impact Campus. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160209-CKY-009 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Action (Joliette, QC) (site web)

Culture, lundi 8 février 2016

Deux musiciens d'ici finalistes

Élise Brouillette

CONCOURS. Le Joliettain Philippe Lessard et le Prairiquois Frédéric-Michaël Grenier ont tous deux accédé à la finale du concours de Belle et Bum qui permettra à un musicien de devenir membre de son band le temps d'une émission au mois de mars. Une bourse de 1500 \$ est également en jeu.

Les internautes peuvent voter pour leur musicien favori chaque jour jusqu'au 20 février.

Philippe Lessard a fait ses études secondaires à l'école Barthélemy-Joliette, son cégep en musique, puis

son baccalauréat à l'Université de Montréal. Ensuite, il est allé jouer pendant quatre ans sur les bateaux de croisière. À son retour, il a décidé de devenir ingénieur et a fait son cours à l'École Polytechnique de Montréal. Depuis le début de son adolescence, il caressait le projet de créer une guitare ergonomique et, avec les années, le projet a pris forme et est maintenant rendu à sa phase finale. La guitare est révolutionnaire et permet au musicien de réduire toutes les tensions articulaires reliées au fait de jouer de la guitare. En plus d'être un musicien extraordinaire et toute une bête de

scène, il est préoccupé par le bien-être du guitariste.

De son côté, rappelons que Frédéric-Michaël a déjà remporté plusieurs concours de batteur et son premier à l'âge de 14 ans. À 20 ans, il a été le premier batteur indépendant en 20 ans d'histoire du Drumfest de Montréal à jouer sur la scène de la salle Pierre Mercure de Montréal avec les plus grands au monde de sa discipline.

Il est possible de voter via l'adresse suivante : <http://belleetbum.telequebec.tv/concours>.

© 2016 L'Action (Joliette, QC) (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-WJU-003 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Québec

Enquêtes Affaires policières, lundi 8 février 2016

Saisie d'une photo du maire Dauphin avec un ex-patron de Dessau

Andrew McIntosh

Les enquêteurs de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) ont saisi de nombreux courriels à la résidence du maire de Lachine Claude Dauphin, mais aussi une photo de lui à Paris avec...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Le Journal de Québec. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160208-ORW-047 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal

Enquêtes Affaires policières, lundi 8 février 2016

Saisie d'une photo du maire Dauphin avec un ex-patron de Dessau

Andrew McIntosh

Les enquêteurs de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) ont saisi de nombreux courriels à la résidence du maire de Lachine Claude Dauphin, mais aussi une photo de lui à Paris avec...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Le Journal de Montréal. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160208-OPW-055 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse Affaires (site web) - La Presse
lundi 8 février 2016

Questions pour un patron: CAE revoit sa culture d'entreprise

Emilie Laperrière

La Presse donne la parole aux grands dirigeants du Québec. Chaque vendredi, un patron répond à cinq questions posées par le chef d'entreprise interviewé la semaine précédente. Et ainsi de suite.
Marc Parent, président-directeur général de CAE, répond aujourd'hui aux questions de Pierre Gabriel Côté, président-directeur général d'Investissement Québec.

CAE est reconnue comme le leader mondial de la vente de simulateurs de vol, mais le public ne sait pas que vous êtes aussi un chef de file en formation de pilotes avec un réseau mondial de centres de formation. Pouvez-vous nous parler de votre stratégie de croissance ?

Non seulement on fait de la formation de pilotes, mais on est le leader mondial dans l'enseignement commercial. Chaque jour, il y a approximativement 100 000 vols commerciaux, transportant neuf millions de passagers. La majorité des pilotes aux commandes de ces avions ont été entraînés avec notre équipement ou dans nos centres de formation.

En termes de perspectives de croissance, ça passe vraiment par l'entraînement des pilotes. Le marché est six fois plus grand que celui de la vente de simulateurs, et celui-ci croît d'environ 5 % par année. On détient environ 25 % de ce marché et il y a une possibilité d'augmenter notre part

en faisant l'impartition de la formation qui est donnée par les compagnies aériennes. Par exemple, on a annoncé en avril dernier qu'on formait maintenant les pilotes de Japan Airlines.

Vous êtes aussi actif dans le domaine de la simulation en soins de santé. Comment voyez-vous ce marché évoluer avec le temps ?

On est dans ce secteur depuis 2009. Avec le vieillissement de la population et l'avancée des technologies, la demande pour la simulation afin d'entraîner les médecins, mais aussi les techniciens, augmente. On a toute une gamme de simulateurs de patients, utilisés pour pratiquer des soins en situation d'urgence (comme en réanimation) et dans les secteurs de la défense ou de la sécurité civile (notamment pour les premiers secouristes). La technologie s'apparente à celle du simulateur de vol. Le patient va respirer, saigner, crier parfois. Il réagira de la même façon qu'un humain au traitement administré par la personne formée. Le marché est en expansion, notamment en chirurgie non invasive. Le potentiel est là.

Quelle valeur attachez-vous à l'engagement de vos employés ?

C'est vital. Pour moi, c'est évident que la force de CAE, c'est nos employés. Ils sont le moteur de notre innovation et de notre réussite depuis presque 70

ans. En 2016, on met l'accent sur la mobilisation des employés. On veut qu'ils soient fiers de travailler pour nous. L'initiative part de mon bureau. On change notre culture, on passe d'une compagnie technologique à une compagnie de services. On devra faire un effort particulier pour obtenir l'engagement de nos employés, surtout qu'on a dû procéder à des mises à pied dans les dernières années. On met aussi l'accent sur la responsabilité sociale de l'entreprise.

Certains perçoivent les simulateurs de vol comme de « grands jeux vidéo ». Y a-t-il des liens entre votre entreprise et le secteur des jeux vidéo qui se développe à Montréal ?

Nos simulateurs ne sont pas des jeux, ils misent sur la sécurité des passagers. Le premier vol d'un pilote est fait avec des passagers à bord, alors il faut que notre « jeu vidéo » soit bon ! Ce sont deux industries différentes. Cela dit, on profite du fait que l'industrie du jeu est à Montréal et vice-versa. Notre plus grand bassin de main-d'oeuvre à CAE est composé d'ingénieurs logiciels. On voit souvent des employés chez nous qui viennent de l'industrie du jeu. Il y a une bonne synergie dans ce sens-là.

L'innovation est l'un des défis les plus importants pour les entreprises québécoises. Que faites-vous pour être toujours à la fine pointe de la technologie ?

Il n'y a pas de recette magique, c'est de l'investissement. Pour compétitionner à l'échelle mondiale, il faut innover. Depuis quatre ans, on fait chaque année les Défis de l'innovation. On lance trois sujets par an sur notre plateforme interactive et on demande à nos employés de trouver des solutions ou des idées innovatrices. On a eu des centaines d'idées depuis le début et des brevets ont été développés. Plusieurs innovations se retrouvent dans nos produits ou sont en cours de test. Depuis 1997, on a dépensé 2 milliards en recherche et développement.

Chaque année, on dépense de 6 % à 10 % de notre revenu dans ce secteur. On le fait en partenariat avec les gouvernements du Québec et du Canada.

LE PARCOURS DE MARC PARENT EN BREF

Âge

54 ans

Études

Marc Parent est diplômé en génie mécanique de l'École polytechnique de Montréal (1984) et du programme

de perfectionnement des cadres de la Harvard Business School.

PDG depuis...

août 2009

Nombre d'employés

8000, dont environ 3200 au Québec

Avant d'être PDG

Il a travaillé 25 ans dans l'aéronautique, d'abord comme ingénieur, puis dans des postes de direction. Il s'est joint à CAE en février 2005 en tant que président de groupe, Produits de simulation.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160208-LZ-4948296 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

lundi 1 février 2016

Épisode du lundi 1 février 2016

L'émission Entrée principale qui traite du concours Déplace de l'air à Polytechnique Montréal.

<http://ici.radio-canada.ca/tele/entree-principale/2015-2016/episodes/361900/1-fevrier?isAutoPlay=1>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse

jeudi 4 février 2016

Eau potable: Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées

Selon Michèle Prévost, chercheuse à Polytechnique Montréal et titulaire de la Chaire en traitement des eaux potables, « au Canada, on est en avance sur certains points, mais en retard sur d'autres.

<http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201602/04/01-4947109-eau-potable-sante-canada-imposera-des-normes-de-gestion-plus-serrees.php>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

ACTUALITÉS, jeudi 4 février 2016, p. ACTUALITÉS 15

Eau potable

Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées

Renaud Manuguerra-Gagné

La Presse

Santé Canada prépare le dépôt de nouvelles recommandations sur la gestion de l'eau potable, a appris La Presse. Cette nouvelle survient alors qu'une étude financée par le Réseau canadien de l'eau (RCE) montre que jusqu'à 10 % des Canadiens pourraient être exposés au plomb dans leur eau courante. Pendant ce temps, la ville de Flint, au Michigan, est toujours en état d'urgence à la suite de la contamination massive de son réseau d'eau. Une pareille crise sanitaire pourrait-elle se produire au Canada ?

La situation au Canada

Santé Canada a confirmé qu'il resserrait certaines de ses recommandations sur l'eau d'ici deux à trois mois, sans toutefois révéler la nature de ces changements. Bien que ce resserrement ne soit pas directement lié au scandale de Flint, ces mesures pourraient permettre d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise ici. Au pays, Santé Canada propose des normes, mais chaque province est responsable de la qualité de son eau et instaure sa propre réglementation. Selon Michèle Prévost, chercheuse à Polytechnique Montréal et titulaire de la Chaire industrielle CRSNG en traitement des eaux potables, « au Canada, on est en avance sur certains points, mais en retard sur d'autres. On a

accepté certains risques, et les données récentes montrent qu'il est temps de réviser nos normes ».

Malgré tout, l'eau distribuée au Québec reste parfaitement sûre. « Je ne dirai à personne d'aller acheter des caisses d'eau embouteillée et d'éviter le robinet, tempère Michèle Prévost. Toutefois, nos relevés sont effectués après avoir laissé couler l'eau pendant plusieurs minutes. Le plomb s'accumule dans l'eau lentement et les gens n'attendent pas une minute avant de boire leur eau. »

Flint n'est pas le seul

Le scandale de Flint combine des contaminants comme le plomb, des agents chlorés et des bactéries, en plus d'une absence de réponse politique et d'allégations de camouflage. Mais les toxines impliquées causent des torts ailleurs. En janvier, l'Agence de protection de l'environnement de l'Ohio a annoncé aux résidents de Sebring que le taux de plomb de nombreuses maisons et d'une école dépasse largement les normes sécuritaires. Là encore, il y aurait eu camouflage de données, cette fois par des employés de l'usine locale de traitement des eaux. De plus, les Centers for Disease Control ont révélé en 2014 que dans 9 comtés des États-Unis, plus de 10 % des tests d'empoisonnement au plomb

étaient positifs. À Flint, ces taux variaient entre 4 et 10,6 % selon les quartiers.

« Bien que certaines maisons de Flint aient des niveaux de plomb assez élevés pour créer des intoxications aiguës, dit Michèle Prévost, la moyenne se trouve entre 10 et 50 µg/L. C'est assez pour causer un empoisonnement chronique, surtout si ça dure des années. Ces niveaux, on les retrouve aussi dans certaines maisons au Québec. » Selon la chercheuse, le Québec serait parmi les provinces les moins sévères du Canada pour la qualité de l'eau. « Il y a plusieurs endroits où l'eau contient des taux élevés de l'autre contaminant majeur de Flint, les trihalométhanes (THM), des dérivés du chlore. »

La faute des infrastructures vieillissantes

Avec le temps, les tuyaux des réseaux d'eau corrodent et se remplissent de dépôts combinant fer, calcaire et biofilms. Souvent, ces dépôts sont minimes, mais dans les plus vieilles installations, il ne reste que 10 % d'espace pour le passage de l'eau. Ces dépôts sont instables et se détachent au moindre changement. À Flint, l'arrivée d'eau plus acide a favorisé ces détachements, mais cela peut arriver pour de multiples raisons.

Ces plaques entraînent avec elles des résidus métalliques et des bactéries. Ces débris consomment une grande partie du chlore, forçant les autorités sanitaires à en ajouter pour éviter les risques de gastroentérites ou d'autres maladies. À Flint, les autorités ont ajouté 10 fois plus de chlore que la limite prévue, ce qui a causé des réactions graves dans la population. Les conduites à vif favorisent aussi la relâche de plomb, retrouvé principalement dans les tuyaux de vieilles maisons et de petites municipalités. Selon le RCE, au Canada, les communautés construites avant 1950 sont celles où les aqueducs municipaux sont les plus à risque de contenir du plomb.

L'empoisonnement au plomb

Illustration(s) :

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

D'ici deux à trois mois, Santé Canada a l'intention de resserrer certaines de ses recommandations sur la gestion de l'eau potable afin d'éviter la contamination massive de son réseau.

Photo Rebecca Cook, Archives Reuters

Depuis près d'un mois, la ville de Flint, au Michigan, est en état d'urgence à la suite de la contamination massive de son réseau d'eau.

Le plomb est hautement toxique. Il peut prendre la place de métaux utiles pour le corps et bloquer plusieurs réactions biologiques essentielles. Le système nerveux est l'élément le plus sensible au plomb, surtout chez l'enfant. Il s'attaque à la croissance et à la connexion des neurones entre elles et peut entraîner la mort de ces cellules. À long terme, cela cause des retards mentaux et des comportements antisociaux. Les reins et le cœur peuvent être endommagés, causant hypertension et arythmies. Le plomb s'accumule aussi dans les os, où il reste piégé et continue d'empoisonner le corps pendant des décennies. Michèle Prévost souligne que, malgré les normes canadiennes actuelles, « il n'y a pas de niveau seuil pour

la toxicité du plomb. Moins on s'expose, moins il y a de risques ».

Les mêmes problèmes de l'autre côté de la planète

Pendant que l'Amérique découvre le drame de Flint, une autre crise majeure se dessine en Chine. Hong Kong vit son plus grand scandale de contamination de l'eau de l'histoire récente. En 2015, l'eau de nombreuses habitations, des écoles et même des hôpitaux a atteint des taux de plomb entre 20 et 40 µg/L. Une commission d'enquête a été mise sur pied pour comprendre les causes de cet empoisonnement.



PHOTO IVANOH DEMERS, archives LA PRESSE

Selon le Réseau canadien de l'eau, au Canada, les communautés construites avant 1950 sont celles où les aqueducs municipaux sont les plus à risque de contenir du plomb.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160204-LAA-d345d67673b6a86df50545fe0755f0a3 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse (site web) - La Presse
jeudi 4 février 2016

Eau potable: Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées

Renaud Manuguerra-Gagné

Santé Canada prépare le dépôt de nouvelles recommandations sur la gestion de l'eau potable, a appris La Presse. Pendant ce temps, la ville de Flint, au Michigan, est toujours en état d'urgence à la suite de la contamination massive de son réseau d'eau. Une pareille crise sanitaire pourrait-elle se produire au Canada?

La situation au Canada

Santé Canada a confirmé qu'il resserrait certaines de ses recommandations sur l'eau d'ici deux à trois mois, sans toutefois révéler la nature de ces changements. Bien que ce resserrement ne soit pas directement lié au scandale de Flint, ces mesures pourraient permettre d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise ici. Au pays, Santé Canada propose des normes, mais chaque province est responsable de la qualité de son eau et instaure sa propre réglementation. Selon Michèle Prévost, chercheuse à Polytechnique Montréal et titulaire de la Chaire industrielle CRSNG en traitement des eaux potables, « au Canada, on est en avance sur certains points, mais en retard sur d'autres. On a accepté certains risques, et les données récentes montrent qu'il est temps de réviser nos normes ».

Malgré tout, l'eau distribuée au Québec reste parfaitement sûre. « Je ne dirai à personne d'aller acheter des caisses d'eau embouteillée et d'éviter

le robinet, tempère Michèle Prévost. Toutefois, nos relevés sont effectués après avoir laissé couler l'eau pendant plusieurs minutes. Le plomb s'accumule dans l'eau lentement et les gens n'attendent pas une minute avant de boire leur eau. »

Flint n'est pas le seul

Le scandale de Flint combine des contaminants comme le plomb, des agents chlorés et des bactéries, en plus d'une absence de réponse politique et d'allégations de camouflage. Mais les toxines impliquées causent des torts ailleurs. En janvier, l'Agence de protection de l'environnement de l'Ohio a annoncé aux résidents de Sebring que le taux de plomb de nombreuses maisons et d'une école dépasse largement les normes sécuritaires. Là encore, il y aurait eu camouflage de données, cette fois par des employés de l'usine locale de traitement des eaux. De plus, les Centers for Disease Control ont révélé en 2014 que dans 9 comtés des États-Unis, plus de 10 % des tests d'empoisonnement au plomb étaient positifs. À Flint, ces taux variaient entre 4 et 10,6 % selon les quartiers.

« Certaines maisons de Flint auraient des niveaux de plomb assez élevés pour créer des intoxications aiguës, dit Michèle Prévost. Si la moyenne se trouvait entre 10 et 50 µg/L, ce serait assez pour causer un empoisonnement chronique, surtout si ça dure des

années. Ces niveaux, on les retrouve aussi dans certaines maisons au Québec. » Selon la chercheuse, le Québec serait parmi les provinces les moins sévères du Canada pour la qualité de l'eau. « Il y a plusieurs endroits où l'eau contient des taux élevés de l'autre contaminant majeur de Flint, les trihalométhanes (THM), des dérivés du chlore. »

La faute des infrastructures vieillissantes

Avec le temps, les tuyaux des réseaux d'eau corrodent et se remplissent de dépôts combinant fer, calcaire et biofilms. Souvent, ces dépôts sont minimes, mais dans les plus vieilles installations, il ne reste que 10 % d'espace pour le passage de l'eau. Ces dépôts sont instables et se détachent au moindre changement. À Flint, l'arrivée d'eau plus acide a favorisé ces détachements, mais cela peut arriver pour de multiples raisons.

Ces plaques entraînent avec elles des résidus métalliques et des bactéries. Ces débris consomment une grande partie du chlore, forçant les autorités sanitaires à en ajouter pour éviter les risques de gastroentérites ou d'autres maladies. À Flint, les autorités ont ajouté 10 fois plus de chlore que la limite prévue, ce qui a causé des réactions graves dans la population. Les conduites à vif favorisent aussi la relâche de plomb, retrouvé principalement dans les tuyaux de

vieilles maisons et de petites municipalités. Selon le RCE, au Canada, les communautés construites avant 1950 sont celles où les aqueducs municipaux sont les plus à risque de contenir du plomb.

L'empoisonnement au plomb

Le plomb est hautement toxique. Il peut prendre la place de métaux utiles pour le corps et bloquer plusieurs réactions biologiques essentielles. Le système nerveux est l'élément le plus sensible au plomb, surtout chez l'enfant. Il s'attaque à la croissance et

à la connexion des neurones entre elles et peut entraîner la mort de ces cellules. À long terme, cela cause des retards mentaux et des comportements antisociaux. Les reins et le cœur peuvent être endommagés, causant hypertension et arythmies. Le plomb s'accumule aussi dans les os, où il reste piégé et continue d'empoisonner le corps pendant des décennies. Michèle Prévost souligne que, malgré les normes canadiennes actuelles, « il n'y a pas de niveau seuil pour la toxicité du plomb. Moins on s'expose, moins il y a de risques ».

Les mêmes problèmes de l'autre côté de la planète

Pendant que l'Amérique découvre le drame de Flint, une autre crise majeure se dessine en Chine. Hong Kong vit son plus grand scandale de contamination de l'eau de l'histoire récente. En 2015, l'eau de nombreuses habitations, des écoles et même des hôpitaux a atteint des taux de plomb entre 20 et 40 µg/L. Une commission d'enquête a été mise sur pied pour comprendre les causes de cet empoisonnement.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160204-CY-4947109 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Nord Info (site web)

Actualités, jeudi 4 février 2016

Rosemère: Guy Benedetti est nommé directeur général

Benoît Bilodeau

Directeur général du Réseau de transport de Longueuil (RTL) au cours des dernières années, Guy Benedetti sera le nouveau directeur général de la Ville de Rosemère. Il entrera officiellement en fonction à l'hôtel de ville rosemérois le 14 mars prochain.

La mairesse Madeleine Leduc a confirmé la nouvelle à votre hebdo NORD INFO à l'issue de l'allocution qu'elle a prononcée, mercredi dernier, devant les membres de l'Aile des gens d'affaires de Rosemère (AGAB) rassemblés pour un déjeuner réseautage.

Le poste de directeur général est vacant depuis le mois de mars 2015. Il a été comblé de façon intérimaire au mois de novembre dernier.

Le nouveau venu, dont la nomination a été entérinée lundi soir dernier par les élus rosemérois, réunis en séance extraordinaire, a été confirmé dans ses fonctions au terme d'un processus qui a débuté l'automne dernier. Une première sélection a permis d'évaluer plus attentivement sept des nombreuses candidatures reçues, et

deux d'entre elles ont été retenues pour fins d'entrevue. En bout de ligne, c'est l'expérience de M. Benedetti dans le monde municipal qui aura fait la différence.

«M. Benedetti a une feuille de route qui parle d'elle-même dans le monde municipal. Il a toutes les compétences pour le job. Il sera un atout pour la Ville», a commenté Daniel Grenier, directeur des communications, des affaires publiques et des relations avec les citoyens pour la Ville de Rosemère.

Gérer de façon serrée

Selon les propos que la mairesse Madeleine Leduc a livrés à l'occasion de ce déjeuner réseautage de l'AGAB, le nouveau directeur général aura comme tâche de gérer de façon serrée les dépenses de la Ville de Rosemère, dont le budget s'élèvera, en 2016, à 28 798 400 \$, en hausse de 3,6 % par rapport à 2015.

Dans son allocution, Mme Leduc a, en effet, fait savoir que la situation financière de Rosemère, bien que sous

contrôle, nécessite une attention de tous les instants.

«Nous nous devons surveiller le budget de près et nous poser sans cesse la question si telle dépense est vraiment nécessaire, si un emploi doit être absolument comblé ou peut l'être à moins d'heures de travail par semaine», a-t-elle illustré à un certain moment.

Un directeur général d'expérience

Avant de faire son entrée au RTL, au mois d'août 2012, M. Benedetti a été directeur général de la Ville de Longueuil pendant sept ans. Détenteur d'un MBA de l'École des HEC et diplômé en génie civil de l'École polytechnique de Montréal, il a aussi occupé les fonctions de directeur général pour les villes de Saint-Hubert et de Saint-Bruno-de-Montarville, en plus d'avoir été directeur des services techniques à Greenfield Park.

Au RTL, M. Benedetti avait un budget de quelque 164 M\$, 1 100 employés et un réseau de près de 100 lignes d'autobus à gérer.

© 2016 Nord Info (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160204-JWN-002 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Écho Abitibien (Val-d'Or, QC), no. Vol. 67 n° 6
Forêt, vendredi 5 février 2016, p. 4

Un «affichage carbone» pour les produits forestiers

Patrick Rodrigue

FORÊT. Les produits forestiers pourraient-ils un jour afficher leur empreinte carbone au même titre que les étiquettes nutritionnelles sur les produits d'alimentation? L'idée commence à faire sérieusement son chemin.

Relevant de Polytechnique Montréal, le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) a produit la toute première base de données québécoise sur le sujet. Le 2 février, sa coordonnatrice scientifique, Annie Levasseur, a exposé à des étudiants et des enseignants en foresterie de l'UQAT et du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue la portée que cet outil pourrait avoir sur les produits forestiers, en particulier dans la lutte contre les changements climatiques.

Le cycle de vie d'un produit forestier

«Le cycle de vie d'un produit forestier, a-t-elle expliqué, commence par la séquestration d'une certaine quantité de carbone par la ressource. Celle-ci est suivie de l'extraction de cette même ressource, de sa transformation, de son emploi dans la construction, de l'utilisation et de l'entretien de la structure qui en découle, de sa démolition et de sa fin de vie. Puis, le cycle reprend.»

Un produit vert qui ne l'est pas toujours

L'analyse du cycle de vie (ACV), a précisé Mme Levasseur, ne permet pas de déterminer les impacts environnementaux réels d'un produit donné, mais plutôt de cibler les éléments dans sa fabrication qui en présentent les impacts les plus élevés, d'éviter qu'une solution à un problème ne génère un autre problème ailleurs et de comparer ce même produit avec d'autres produits.

«C'est ainsi, par exemple, que nous avons pu déterminer que l'éthanol produit à partir de maïs n'était peut-être pas si avantageux qu'on le croyait pour l'environnement. Oui, son utilisation dans l'essence permet d'émettre moins de gaz à effet de serre. Par contre, il faut beaucoup d'eau et de fertilisants pour le cultiver», a-t-elle signalé.

Un outil de marketing

En foresterie, l'ACV pourrait aussi être utilisée comme outil de marketing. «Plusieurs produits présentent en effet une empreinte carbone moindre que leurs vis-à-vis dans d'autres industries, comme le béton ou l'acier. L'étiquetage pourrait devenir un outil de mise en marché», a mentionné Annie Levasseur.

D'ailleurs, de plus en plus de produits forestiers en Europe disposent d'une étiquette précisant leur empreinte carbone, au même titre que les étiquettes sur la valeur nutritionnelle qu'on retrouve sur la plupart des produits alimentaires.

patrick.rodrigue@tc.tc

Encadré(s) :

UNE LIMITE À FIXER



L'analyse du cycle de vie présente aussi plusieurs défis à relever, dont le plus compliqué demeure la collecte des données, lesquelles doivent être constamment renouvelées. Il faut aussi fixer des limites à partir desquelles on cesse de calculer. «Par exemple, pour couper un arbre, ça prend de la machinerie. Celle-ci émet une certaine quantité de gaz à effet de serre qu'il faut compter. Mais elle a aussi été fabriquée avec de l'acier. Doit-on alors tenir compte de toutes les étapes de production de l'acier dans l'équation? De remonter jusqu'à l'extraction du minerai? D'incorporer la construction de la mine?», a exposé Annie Levasseur.

Illustration(s) :

(Photo TC Media - Patrick Rodrigue)

Annie Levasseur a rappelé qu'en matière de changements climatiques, tous les polluants ne sont pas égaux. Si l'on calcule habituellement l'impact environnemental en termes d'émissions de dioxyde de carbone (CO₂), il appert que 1 kilo de méthane (CH₄) équivaut à 30 kilos de CO₂. Et que 1 kilo de protoxyde d'azote (N₂O), un gaz encore plus nocif, correspond, lui, à 265 kilos de CO₂.

© 2016 L'Écho Abitibien (Val-d'Or, QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160205-QEA-0003 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Mirabel (St-Jérôme, QC), no. Vol. 42 n° 3
Actualités, vendredi 5 février 2016, p. 9

Des étudiants du Cégep de Saint-Jérôme déplacent de l'air!

C.A.J.

Le 30 janvier dernier, 40 équipes regroupant plus de 100 participants en provenance de partout au Québec ont pris part à la 4e édition du concours «Déplace de l'air à Poly». Organisé par le département de génie électrique de Polytechnique Montréal, ce concours s'adressait aux étudiants des formations scientifiques de niveau collégial. Le défi consistait à concevoir à partir de composantes imposées la mini-éolienne la plus performante de la journée. Trois heures ont été allouées en matinée à la réalisation des prototypes. Les éoliennes ont ensuite été testées sur scène devant le public et le jury constitué de professeurs de Polytechnique. L'équipe Les 3 Teslas du Cégep de Saint-Jérôme a enregistré une performance remarquable et a remporté la compétition. Janic Ducharme, Simon Roberge et François Sylvestre ont mis la main sur une bourse d'entrée de 2000\$. Les participants au concours étaient aidés par plusieurs étudiants et professeurs en génie électrique de Polytechnique, dont d'anciens concurrents de ce concours. Le programme de baccalauréat en génie électrique de Polytechnique permet aux finissants de se spécialiser à travers 15 concentrations et orientations dont les systèmes embarqués en aérospatiale, la bio-instrumentation et les technologies spatiales. «Déplace de l'air à Poly» se veut une fenêtre sur le travail de l'ingénieur électrique et permet aux participants de vivre l'espace d'une journée un projet concret de génie et de confirmer leur choix de carrière.



© 2016 Le Mirabel (St-Jérôme, QC). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160205·OMI·0009 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, vendredi 5 février 2016, p. AFFAIRES 6

QUESTIONS POUR UN PATRON

CAE revoit sa culture d'entreprise

Emilie Laperrière

Collaboration spéciale

La Presse donne la parole aux grands dirigeants du Québec. Chaque vendredi, un patron répond à cinq questions posées par le chef d'entreprise interviewé la semaine précédente. Et ainsi de suite. Marc Parent, président-directeur général de CAE, répond aujourd'hui aux questions de Pierre Gabriel Côté, président-directeur général d'Investissement Québec.

CAE est reconnue comme le leader mondial de la vente de simulateurs de vol, mais le public ne sait pas que vous êtes aussi un chef de file en formation de pilotes avec un réseau mondial de centres de formation. Pouvez-vous nous parler de votre stratégie de croissance ?

Non seulement on fait de la formation de pilotes, mais on est le leader mondial dans l'enseignement commercial. Chaque jour, il y a approximativement 100 000 vols commerciaux, transportant neuf millions de passagers. La majorité des pilotes aux commandes de ces avions ont été entraînés avec notre équipement ou dans nos centres de formation.

En termes de perspectives de croissance, ça passe vraiment par l'entraînement des pilotes. Le marché est six fois plus grand que celui de la vente de simulateurs, et celui-ci croît

d'environ 5 % par année. On détient environ 25 % de ce marché et il y a une possibilité d'augmenter notre part en faisant l'impartition de la formation qui est donnée par les compagnies aériennes. Par exemple, on a annoncé en avril dernier qu'on formait maintenant les pilotes de Japan Airlines.

Vous êtes aussi actif dans le domaine de la simulation en soins de santé. Comment voyez-vous ce marché évoluer avec le temps ?

On est dans ce secteur depuis 2009. Avec le vieillissement de la population et l'avancée des technologies, la demande pour la simulation afin d'entraîner les médecins, mais aussi les techniciens, augmente. On a toute une gamme de simulateurs de patients, utilisés pour pratiquer des soins en situation d'urgence (comme en réanimation) et dans les secteurs de la défense ou de la sécurité civile (notamment pour les premiers secouristes). La technologie s'apparente à celle du simulateur de vol. Le patient va respirer, saigner, crier parfois. Il réagira de la même façon qu'un humain au traitement administré par la personne formée. Le marché est en expansion, notamment en chirurgie non invasive. Le potentiel est là.

Quelle valeur attachez-vous à l'engagement de vos employés ?

C'est vital. Pour moi, c'est évident que la force de CAE, c'est nos employés. Ils sont le moteur de notre innovation et de notre réussite depuis presque 70 ans. En 2016, on met l'accent sur la mobilisation des employés. On veut qu'ils soient fiers de travailler pour nous. L'initiative part de mon bureau. On change notre culture, on passe d'une compagnie technologique à une compagnie de services. On devra faire un effort particulier pour obtenir l'engagement de nos employés, surtout qu'on a dû procéder à des mises à pied dans les dernières années. On met aussi l'accent sur la responsabilité sociale de l'entreprise.

Certains perçoivent les simulateurs de vol comme de « grands jeux vidéo ». Y a-t-il des liens entre votre entreprise et le secteur des jeux vidéo qui se développe à Montréal ?

Nos simulateurs ne sont pas des jeux, ils misent sur la sécurité des passagers. Le premier vol d'un pilote est fait avec des passagers à bord, alors il faut que notre « jeu vidéo » soit bon ! Ce sont deux industries différentes. Cela dit, on profite du fait que l'industrie du jeu est à Montréal et vice-versa. Notre plus grand bassin de main-d'œuvre à CAE est composé

d'ingénieurs logiciels. On voit souvent des employés chez nous qui viennent de l'industrie du jeu. Il y a une bonne synergie dans ce sens-là.

L'innovation est l'un des défis les plus importants pour les entreprises québécoises. Que faites-vous pour être toujours à la fine pointe de la technologie ?

Il n'y a pas de recette magique, c'est de l'investissement. Pour compétitionner à l'échelle mondiale, il faut innover. Depuis quatre ans, on fait chaque année les Défis de l'innovation. On lance trois sujets par an sur notre plateforme interactive et on demande à nos employés de trouver des solutions ou des idées innovatrices. On a eu des centaines d'idées depuis le début et des brevets

ont été développés. Plusieurs innovations se retrouvent dans nos produits ou sont en cours de test. Depuis 1997, on a dépensé 2 milliards en recherche et développement. Chaque année, on dépense de 6 % à 10 % de notre revenu dans ce secteur. On le fait en partenariat avec les gouvernements du Québec et du Canada.

Encadré(s) :

À lire la semaine prochaine
Stéphane Glorieux, président de Keurig Canada, répond aux questions de Marc Parent

Le parcours de Marc Parent en bref
Âge
54 ans

Études

Marc Parent est diplômé en génie mécanique de l'École polytechnique de Montréal (1984) et du programme de perfectionnement des cadres de la Harvard Business School.

PDG depuis...

Août 2009

Nombre d'employés

8000, dont environ 3200 au Québec

Avant d'être PDG

Il a travaillé 25 ans dans l'aéronautique, d'abord comme ingénieur, puis dans des postes de direction. Il s'est joint à CAE en février 2005 en tant que président de groupe, Produits de simulation.

Illustration(s) :



Photo Ninon Pednault, La Presse

Marc Parent est président-directeur général de CAE.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160205-LAA-62ba9f2a30dc451aa462cf121889caf4 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Soleil, no. Vol. 120 n° 36

Affaires, mercredi 3 février 2016, p. 24,25

Daniel Paillé se lance dans la course

Jean-Michel Poirier

La Presse Canadienne

L'homme d'affaires et ancien chef du Bloc québécois Daniel Paillé se lance dans la course à la succession de Monique Leroux à la tête du Mouvement Desjardins.

Il s'agira de la première fois depuis la mise en place du nouveau mode électoral, en 2000, qu'une personne externe au Mouvement Desjardins brigue la présidence de la coopérative.

Il se mesurera à Guy Cormier, premier vice-président réseau des caisses et services aux particuliers, et à Robert Ouellette, premier vice-président technologies et centres de services partagés.

Le Soleil a tenté de contacter Daniel Paillé pour connaître sa vision. Cependant, conformément aux procédures électorales en vigueur, les candidats ne peuvent accorder d'entrevues. Les candidats ont jusqu'au 18 mars pour récolter des appuis.

La période de dépôt des mises en candidature s'est déroulée du 25 janvier au 1er février.

Élue pour la première fois en 2008, Monique Leroux arrive au terme de son second mandat à la tête du plus grand groupe financier coopératif au pays. Lorsqu'elle a succédé à Alban d'Amours, Mme Leroux avait obtenu la majorité absolue devant sept autres candidats après six tours de scrutin. En 2012, elle avait été réélue par acclamation dès le deuxième tour.

Un processus confidentiel

Les élections à la présidence du Mouvement Desjardins sont un processus très secret. «Desjardins étant une institution financière, nous croyons qu'il serait malsain d'avoir des débats sur la place publique», indique André Chapleau, porte-parole du Mouvement Desjardins.

Un collège électoral composé de 256 membres des 18 territoires du Québec et de l'Ontario que couvre Desjardins - des directeurs de caisses et des administrateurs élus - aura la tâche de choisir le successeur de Monique Leroux. «Ils sont bien au fait des enjeux du Mouvement Desjardins», affirme M. Chapleau.

«Les membres du collège électoral représentent leurs caisses, qui, ultimement, représentent leurs membres», ajoute M. Chapleau.

«Les candidats rencontreront les membres du collège électoral lors d'une série de rencontres privées, où ils auront l'occasion d'échanger et d'avoir un éclairage sur la vision des candidats», poursuit-il.

Au terme de ce processus, l'assemblée des représentants se réunira pour élire le nouveau président le 19 mars prochain, mais l'entrée en poste officielle est prévue le 9 avril. Monique Leroux demeurera trois mois après la fin de son mandat pour assurer la transition.

Encadré(s) :



PORTRAITS DES CANDIDATS

Daniel Paillé est détenteur d'un baccalauréat en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal. Il possède également une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal.

Élu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1994 dans la circonscription de Prévost, il a été nommé ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie dans le gouvernement de Jacques Parizeau, poste qu'il occupera jusqu'en 1996.

Il fera ensuite le saut dans le milieu des affaires, occupant des postes de haute direction de la Société générale de financement et du Groupe Canam-Manac.

Il fera un retour en politique en 2009 et sera élu dans la circonscription fédérale d'Hochelaga sous la bannière du Bloc québécois. Emporté par la vague orange en 2011, il succédera à Gilles Duceppe comme chef de la formation souverainiste. Il démissionnera en 2013, invoquant des problèmes de santé.

Guy Cormier

Bachelier en administration des affaires et détenteur d'un MBA à HEC Montréal, Guy Cormier est à l'emploi du Mouvement Desjardins depuis 1992.

Au sein de la coopérative financière, M. Cormier a occupé des postes tant du côté du service aux particuliers que du service aux entreprises.

Il a été directeur de plusieurs caisses du réseau. De 2009 à 2012, il a occupé le poste de vice-président finances, réseau des caisses, avant d'être nommé à son poste actuel en 2013.

Robert Ouellette

Ingénieur électrique de formation, Robert Ouellette a fait ses études en génie à l'École polytechnique de Montréal.

Après ses études, il a passé 19 ans, dont 5 en tant qu'associé, au sein d'Accenture, une des plus grandes firmes mondiales de génie-conseil.

Avant d'arriver au Mouvement Desjardins, Robert Ouellette a occupé le poste de vice-président et chef de la direction des systèmes d'information chez Alcan. Chez Desjardins, son mandat consiste à assurer le développement des technologies de l'information pour le mouvement. Jean-Michel Poirier

Illustration(s) :

Photothèque Le Soleil

Guy Cormier

Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Daniel Paillé a déjà été ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie dans le gouvernement de Jacques Parizeau, jusqu'en 1996. Il a aussi succédé à Gilles Duceppe à la tête du Bloc québécois, de 2011 à 2013.

Photothèque Le Soleil

Robert Ouellette

© 2016 *Le Soleil*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160203-LS-0048 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

AFFAIRES, mercredi 3 février 2016, p. AFFAIRES 6

MOUVEMENT DESJARDINS

Daniel Paillé dans la course à la présidence

Martin Vallières

La Presse

L'ex-politicien souverainiste et homme d'affaires Daniel Paillé est sur la liste des trois candidats à la présidence du Mouvement Desjardins, afin de succéder à Monique Leroux, dont le mandat prendra fin dans deux mois après huit ans en poste.

Cette liste officielle de candidats, divulguée hier par Desjardins, lance aussi un « processus électoral » qui se déroulera jusqu'au début d'avril, lors des prochaines assemblées annuelles de la plus grande coopérative financière au Canada.

Durant ce processus, Daniel Paillé devra se mesurer à deux candidats déjà membres de la haute direction de Desjardins et pressentis pour la présidence : Guy Cormier, qui est premier vice-président du réseau des caisses et des services aux particuliers, et Robert Ouellette, qui est premier vice-président aux technologies et au centre de services partagés.

D'ailleurs, c'est la première fois depuis la révision du processus de nomination présidentielle chez Desjardins, il y a 15 ans, qu'un candidat externe tentera de se faire élire à cette fonction de premier plan dans le Québec financier et économique.

L'essentiel de ce processus aura lieu dès les prochaines semaines, lors des rencontres des candidats avec le « collège électoral » chez Desjardins.

Ce collège se compose de 256 dirigeants élus provenant des diverses instances régionales du réseau des caisses populaires au Québec et en Ontario.

Leur vote aura lieu le 18 mars prochain, alors que l'entrée en fonction du prochain président aura lieu lors des assemblées annuelles du Mouvement Desjardins, le 9 avril.

Lors de l'élection présidentielle de 2008, Monique Leroux, qui faisait face à sept autres candidats, avait obtenu la majorité absolue des voix après six tours de scrutin. Elle avait été réélue par acclamation pour un second mandat en 2012.

Les candidats

Guy Cormier

Guy Cormier, 46 ans, est premier vice-président Réseau des caisses et Services aux particuliers depuis septembre 2013. Il est aussi l'un des douze membres du Comité de haute direction.

À l'emploi de Desjardins depuis 1992, M. Cormier a d'abord été directeur général de différentes caisses. Ensuite, de 2009 à

2012, il a été vice-président Finances, Réseau des caisses, et vice-président Réseau des caisses.

Guy Cormier est diplômé de baccalauréat et de MBA de l'École des Hautes Études commerciales (HEC), où il a aussi enseigné en finance pendant huit ans.

Robert Ouellette

Robert Ouellette, 52 ans, assume la fonction de premier vice-président, Technologies et Centre de services partagés chez Desjardins depuis six ans. Il est aussi l'un des douze membres du Comité de haute direction.

Avant d'entrer chez Desjardins en mai 2009, il a été vice-président et chef de la direction des systèmes d'information chez Alcan.

Auparavant, ce diplômé de l'École Polytechnique de Montréal avait passé 19 ans à la direction de projets en informatique de gestion chez Accenture, qui est l'une des plus grandes firmes de services-conseils au monde.

Daniel Paillé

Daniel Paillé, 65 ans, est un économiste de formation et un administrateur d'entreprise de profession. Mais il est aussi connu pour ses passages en politique

québécoise et fédérale, le plus récent comme chef du Bloc québécois (2011 à 2013).

Au gouvernement du Québec, il a d'abord été professionnel et directeur au ministère des Finances pendant 10 ans avant d'accéder en 1988 à la haute

direction de la Caisse de dépôt et placement.

M. Paillé est entré en politique comme ministre de l'Industrie dans le gouvernement péquiste de Jacques Parizeau, de 1994 à 1996.

Ensuite, sa carrière est passée par la haute direction de l'ancienne société d'État, la Société générale de financement (SGF), et de l'entreprise Canam Manac (scindée depuis), ainsi que l'enseignement à l'École des hautes études commerciales (HEC).

Illustration(s) :

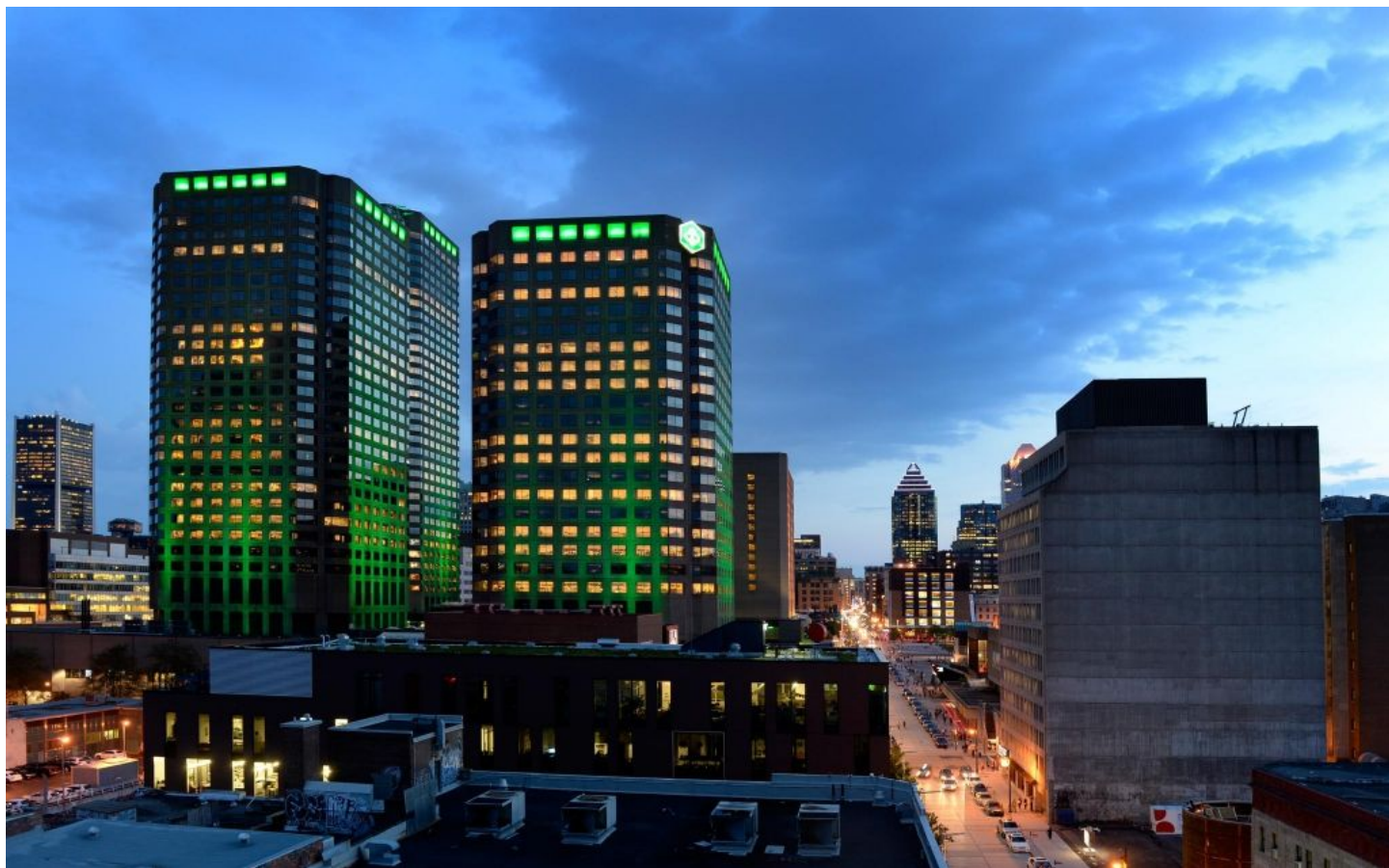


PHOTO BERNARD BRAULT, archives LA PRESSE

Le mandat de Monique Leroux à la présidence du Mouvement Desjardins prendra fin dans deux mois après huit ans en poste et le processus pour lui trouver un successeur est commencé.

Photo fournie par le Mouvement Desjardins

Guy Cormier, premier vice-président, Réseau des caisses et Services aux particuliers

Photo fournie par le Mouvement Desjardins

Robert Ouellette, premier vice-président, Technologies et Centre de services partagés

Photo fournie par le Mouvement Desjardins

Daniel Paillé, économiste, administrateur d'entreprise et politicien

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160203-LAA-cb38e5d75e0ec3566bec899e9bc26496 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Sentinelle (Chibougamau, QC) (site web)
mardi 2 février 2016

Un «affichage carbone» pour les produits forestiers

Patrick Rodrigue

Les produits forestiers pourraient-ils un jour afficher leur empreinte carbone au même titre que les étiquettes nutritionnelles sur les produits d'alimentation? L'idée commence à faire sérieusement son chemin.

Relevant de Polytechnique Montréal, le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) a produit la toute première base de données québécoise sur le sujet. Le 2 février, sa coordonnatrice scientifique, Annie Levasseur, a exposé à des étudiants et des enseignants en foresterie de l'UQAT et du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue la portée que cet outil pourrait avoir sur les produits forestiers, en particulier dans la lutte contre les changements climatiques.

Le cycle de vie d'un produit forestier

«Le cycle de vie d'un produit forestier, a-t-elle expliqué, commence par la séquestration d'une certaine quantité de carbone par la ressource. Celle-ci est suivie de l'extraction de cette même ressource, de sa transformation, de son emploi dans la construction, de l'utilisation et de l'entretien de la structure qui en

découle, de sa démolition et de sa fin de vie. Puis, le cycle reprend.»

Un produit vert qui ne l'est pas toujours

L'analyse du cycle de vie (ACV), a précisé Mme Levasseur, ne permet pas de déterminer les impacts environnementaux réels d'un produit donné, mais plutôt de cibler les éléments dans sa fabrication qui en présentent les impacts les plus élevés, d'éviter qu'une solution à un problème ne génère un autre problème ailleurs et de comparer ce même produit avec d'autres produits.

«C'est ainsi, par exemple, que nous avons pu déterminer que l'éthanol produit à partir de maïs n'était peut-être pas si avantageux qu'on le croyait pour l'environnement. Oui, son utilisation dans l'essence permet d'émettre moins de gaz à effet de serre. Par contre, il faut beaucoup d'eau et de fertilisants pour le cultiver», a-t-elle signalé.

Un outil de marketing

En foresterie, l'ACV pourrait aussi être utilisée comme outil de marketing. «Plusieurs produits présentent en effet une empreinte

carbone moindre que leurs vis-à-vis dans d'autres industries, comme le béton ou l'acier. L'étiquetage pourrait devenir un outil de mise en marché», a mentionné Annie Levasseur.

D'ailleurs, de plus en plus de produits forestiers en Europe disposent d'une étiquette précisant leur empreinte carbone, au même titre que les étiquettes sur la valeur nutritionnelle qu'on retrouve sur la plupart des produits alimentaires.

Une limite à fixer

L'analyse du cycle de vie présente aussi plusieurs défis à relever, dont le plus compliqué demeure la collecte des données, lesquelles doivent être constamment renouvelées. Il faut aussi fixer des limites à partir desquelles on cesse de calculer.

«Par exemple, pour couper un arbre, ça prend de la machinerie. Celle-ci émet une certaine quantité de gaz à effet de serre qu'il faut compter. Mais elle a aussi été fabriquée avec de l'acier. Doit-on alors tenir compte de toutes les étapes de production de l'acier dans l'équation? De remonter jusqu'à l'extraction du minerai? D'incorporer la construction de la mine?», a exposé Annie Levasseur.

© 2016 La Sentinelle (Chibougamau, QC) (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews·20160202·WQSF·002 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



L'Express Montcalm, no. Vol. 15 n° 37

Actualités, mercredi 3 février 2016, p. 3

Pour Luc Thériault et le Bloc québécois : ce sera toujours non ! Le projet de pipeline de TransCanada au Québec

JJ

«Le Bloc Québécois utilisera tous les moyens à sa disposition, qu'ils soient parlementaires, politiques, diplomatiques ou juridiques, pour bloquer le projet de pipeline Énergie Est.»

Luc Thériault réitère fermement son opposition au passage de l'oléoduc Énergie Est en sol québécois. Le député de Montcalm et porte-parole en matière des questions de pipeline croit qu'il est important de bien faire comprendre et de répéter aux promoteurs et au gouvernement libéral de Justin Trudeau que «82 municipalités (CMM) qui représentent 4 millions de Québécois sont contre ce projet de pipeline qui n'obtient manifestement pas l'acceptabilité sociale, condition posée par le premier ministre. Celui-ci va-t-il entendre la voix de 4 millions de Québécois et respecter sa promesse électorale de ne pas aller de l'avant avec le pipeline?», a martelé le député Thériault, qui estime M. Trudeau cherche à gagner du temps en se positionnant comme arbitre dans ce dossier.

Près de 30 kilomètres dans Montcalm

Dans la seule circonscription de Montcalm, trois municipalités seront traversées par l'oléoduc, soit Mascouche (18,3 km), Saint-Roch-de-l'Achigan (4,8 km) et L'Épiphanie Paroisse (3,6 km), pour un total de 26,7 km.

Instabilité

Selon un document de TransCanada obtenu par Radio-Canada, l'oléoduc Énergie Est franchira 828 cours d'eau sur le territoire québécois et traversera 69 municipalités, pour une longueur totale de 688 km. Or toujours selon Radio-Canada, des études menées par l'École Polytechnique indiquent que le sol des berges le long de plusieurs rivières est trop instable pour soutenir un oléoduc, ce qui provoquerait des glissements de terrain et des inondations, polluant dans la foulée les cours d'eau avoisinants. Parmi ces rivières à risque, se trouvent entre autres, les rivières des Outaouais, des Mille-Îles, Saint-Maurice et Jacques-Cartier.

Illustration(s) :

Photo : archives

Luc Thériault Nicolas Marceau constate aussi le naufrage du gouvernement libéral en éducation et en économie.

© 2016 L'Express Montcalm. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-News-20160203-JX-0003 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



EUREKA.CC
une solution de CEDROM-SNi



La Presse (site web) - Le Soleil
mardi 2 février 2016

Daniel Paillé brigue la présidence de Desjardins

Jean-Michel Poirier

L'homme d'affaires et ancien chef du Bloc québécois Daniel Paillé se lance dans la course à la succession de Monique Leroux à la tête du Mouvement Desjardins.

QUÉBEC - Il s'agira de la première fois depuis la mise en place du nouveau mode électoral, en 2000, qu'une personne externe au Mouvement Desjardins brigue la présidence de la coopérative.

Il se mesurera à Guy Cormier, premier vice-président réseau des caisses et services aux particuliers, et à Robert Ouellette, premier vice-président technologies et centres de services partagés.

Le Soleil a tenté de contacter Daniel Paillé pour connaître sa vision. Cependant, conformément aux procédures électorales en vigueur, les candidats ne peuvent accorder d'entrevues. Les candidats ont jusqu'au 18 mars pour récolter des appuis.

La période de dépôt des mises en candidature s'est déroulée du 25 janvier au 1er février.

Élue pour la première fois en 2008, Monique Leroux arrive au terme de son second mandat à la tête du plus grand groupe financier coopératif au pays. Lorsqu'elle a succédé à Alban d'Amours, Mme Leroux avait obtenu la majorité absolue devant sept autres candidats après six tours de scrutin.

En 2012, elle avait été réélue par acclamation dès le deuxième tour.

Un processus confidentiel

Les élections à la présidence du Mouvement Desjardins sont un processus très secret. «Desjardins étant une institution financière, nous croyons qu'il serait malsain d'avoir des débats sur la place publique», indique André Chapleau, porte-parole du Mouvement Desjardins.

Un collège électoral composé de 256 membres des 18 territoires du Québec et de l'Ontario que couvre Desjardins - des directeurs de caisses et des administrateurs élus - aura la tâche de choisir le successeur de Monique Leroux. «Ils sont bien au fait des enjeux du Mouvement Desjardins», affirme M. Chapleau.

«Les membres du collège électoral représentent leurs caisses, qui, ultimement, représentent leurs membres», ajoute M. Chapleau.

«Les candidats rencontreront les membres du collège électoral lors d'une série de rencontres privées, où ils auront l'occasion d'échanger et d'avoir un éclairage sur la vision des candidats», poursuit-il.

Au terme de ce processus, l'assemblée des représentants se réunira pour élire le nouveau président le 19 mars prochain, mais l'entrée en poste officielle est prévue le 9 avril. Monique Leroux demeurera trois mois

après la fin de son mandat pour assurer la transition.

Daniel Paillé

Daniel Paillé est détenteur d'un baccalauréat en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal. Il possède également une maîtrise en sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal.

Élu pour la première fois à l'Assemblée nationale en 1994 dans la circonscription de Prévost, il a été nommé ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie dans le gouvernement de Jacques Parizeau, poste qu'il occupera jusqu'en 1996.

Il fera ensuite le saut dans le milieu des affaires, occupant des postes de haute direction de la Société générale de financement et du Groupe Canam-Manac.

Il fera un retour en politique en 2009 et sera élu dans la circonscription fédérale d'Hochelaga sous la bannière du Bloc québécois. Emporté par la vague orange en 2011, il succédera à Gilles Duceppe comme chef de la formation souverainiste. Il démissionnera en 2013, invoquant des problèmes de santé.

Guy Cormier

Bachelier en administration des affaires et détenteur d'un MBA à HEC

Montréal, Guy Cormier est à l'emploi du Mouvement Desjardins depuis 1992.

Au sein de la coopérative financière, M. Cormier a occupé des postes tant du côté du service aux particuliers que du service aux entreprises.

Il a d'ailleurs été directeur de plusieurs caisses du réseau. De 2009 à 2012, il a occupé le poste de vice-président finances, réseau des caisses,

avant d'être nommé à son poste actuel en 2013.

Robert Ouellette

Ingénieur électrique de formation, Robert Ouellette a fait ses études en génie à l'École polytechnique de Montréal.

Après ses études, il a passé 19 ans, dont 5 en tant qu'associé, au sein

d'Accenture, une des plus grandes firmes mondiales de génie-conseil.

Avant d'arriver au Mouvement Desjardins, Robert Ouellette a occupé le poste de vice-président et chef de la direction des systèmes d'information chez Alcan. Chez Desjardins, son mandat consiste à assurer le développement des technologies de l'information pour le mouvement.

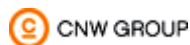
Avec La Presse Canadienne

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160202-CY-4946316 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

General News, Tuesday, February 02, 2016 - 14:16:00 UTC -0500

The Quebec Student Union demands the Prime Minister to cancel the planned cuts in the university system for the next budget

Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

MONTREAL, Feb. 2, 2016 /CNW Telbec/ - The Premier has the university community in his crosshairs, and the Quebec Student Union demands that the government cancel the planned cuts in the upcoming budget.

The Quebec Student Union was alarmed to discover in *La Presse* that the Couillard government plans not only to again slash university budgets, but also to impose a 25% increase in tuition for international students. The QSU demands that the Premier defend our universities and calls on the university community to mobilize.

The latest studies show these 30,000 international students annually invest the equivalent of a billion dollars in our economy. Moreover, it has been proven that this population leads to the creation of about 12,000 jobs in the province. This decision will decrease the amount of people that Quebec can attract internationally, and will damage the province's economy.

"Universities already seeing significant declines in French student enrolment as a result of the increase

to their tuition fees. We fear that this new increase, international students who might have chosen to study in Quebec will end up elsewhere," said Bruno Belzile, from the graduate student association at Polytechnique (AECSP).

"Quebec continues to create two classes of universities, and once again regional universities will pay the price. Here, we are less equipped than urban areas to attract international students," said Pier-Marc Corriveau, President of the student association at the University of Quebec in Abitibi-Témiscamingue (AGEUQAT).

The Couillard government continues to hack away at our university system, which has already suffered more than its fair share of cuts, totalling 737 million since 2012.

"Imposing cuts to a network that's already hanging on by a thread, it's an ideological decision weighing on the backs of international students--it's just unacceptable. Philippe Couillard said last week that the next budget would prioritize education, so we'd simply ask the Premier to take a step

back and stop debilitating our university network," said Nicolas Lavallée, from the student association at the University of Montreal (FAECUM).

The Quebec Student Union's mission is to defend the rights and interests of the student community, its member associations, and their members, by promoting, protecting and improving the student condition and the condition of local and international communities. It has over 72,000 members across Quebec.

SOURCE Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal

Contact

Étienne Racine, Coordinator of associative affairs of the Project for the Student Movement (QSU), Tel: 514 923-2349, Email: interne@ppme.ca

Note(s) :

Attention National Editors

© 2016 Canada NewsWire. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160202-CW-0C2368 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Canada NewsWire

Nouvelles générales, mardi 2 février 2016 - 12:50:00 UTC -0500

L'Union étudiante du Québec demande au Premier ministre d'annuler les compressions prévues au prochain budget dans le réseau universitaire

FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL

MONTREAL, le 2 févr. 2016 /CNW Telbec/ - Le Premier ministre s'acharne sur la communauté universitaire, l'Union étudiante du Québec demande que le gouvernement annule les compressions prévues au prochain budget.

L'Union étudiante du Québec est consternée d'apprendre ce matin dans *La Presse* que le gouvernement Couillard entend non seulement imposer de nouvelles compressions budgétaires aux universités québécoises, mais également de faire subir aux étudiants internationaux une augmentation de 25 % de leur frais de scolarité. Elle demande au Premier ministre de défendre les universités et appelle le réseau à la mobilisation.

Les dernières études démontrent que c'est l'équivalent d'un milliard de dollars que ces 30 000 étudiantes et étudiants internationaux investissent annuellement dans notre économie. De plus, il a été prouvé que cette population permet la création d'environ 12 000 emplois dans la province. Cette décision diminuera la quantité de personnes que le Québec pourra attirer de l'international et aura des conséquences sur l'économie de la province.

« Les universités perçoivent déjà une baisse notable des inscriptions des

étudiantes et étudiants français à la suite de l'augmentation de leurs frais de scolarité. Nous craignons qu'avec cette nouvelle augmentation, les personnes de l'international qui choisissent de venir étudier au Québec aillent ailleurs. » mentionne Bruno Belzile de l'Association des étudiants aux cycles supérieurs de Polytechnique.

« On continue de créer deux classes d'université et ce sont celles en région qui en subiront les frais. Ici, nous ne sommes pas autant équipées pour attirer ces personnes de l'international à venir étudier chez nous que les universités dans les grands centres. » Affirme Pier-Marc Corriveau, président de l'Association générale étudiante de l'Université de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le gouvernement Couillard fragilise encore le réseau universitaire, qui a déjà donné plus que sa part du gâteau en subissant des compressions de l'ordre d'environ 737 millions depuis 2012.

« Imposer des coupes à un réseau qui est déjà à bout de souffle ce n'est pas raisonnable, c'est de l'idéologie pure et en plus ça se fait sur le dos des étudiantes et étudiants étrangers, c'est inacceptable! Philippe Couillard a dit la semaine dernière que le prochain

budget accorderait une place importante à l'éducation, et bien nous demandons au Premier ministre de reculer et de cesser de saigner le réseau universitaire. » dit Nicolas Lavallée de la Fédération des associations du campus de l'Université de Montréal.

L'Union étudiante du Québec a pour mission de défendre les droits et intérêts de la communauté étudiante, de ses associations membres et de leurs membres, en promouvant, protégeant et améliorant la condition étudiante et la condition des communautés locales et internationales. Elle compte plus de 72 000 membres à travers le Québec.

SOURCE FEDERATION DES ASSOCIATIONS ETUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITE DE MONTREAL

Contact

Étienne Racine coordonnateur aux affaires associatives du projet pour le mouvement étudiant (UEQ), Tel :514 923-2349, Courriel : interne@ppme.ca

Note(s) :

A l'attention Education Editors

© 2016 Canada NewsWire. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160202-FW-0C6079 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

mercredi 3 février 2016

Point du jour

Entrevue de Michèle Prevost, spécialiste en traitement de l'eau potable à Polytechnique Montréal.

http://ici.radio-canada.ca/emissions/Point_du_jour/2015-2016/archives.asp?date=2016/02/03&indTime=0&idmedia=7421224

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Siriusxm

mercredi 3 février 2016

Matt Gurney with Dr.Michele Prevost

Host Matt Gurney was joined by Dr.Michele Prevost Professor at Polytechnique Montreal to discuss the possibility of any city in Canada experience a Flint, Michigan-like water crisis?

<https://soundcloud.com/canadatalks/matt-gurney-with-drmichele-prevost>

Ce document a été ajouté par: ***Polytechnique - Service des communications***

[Retour à la table des matières](#)



La Frontière
mardi 2 février 2016

Un «affichage carbone» pour les produits forestiers

Relevant de Polytechnique Montréal, le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) a produit la première base de données québécoise sur le sujet.

<http://www.lafrontiere.ca/actualites/economie/2016/2/2/un--affichage-carbone--pour-les-produits-forestiers.html>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Cégep de Saint-Jérôme
mercredi 3 février 2016

« DÉPLACE DE L'AIR À POLY » : LE VENT TOURNE EN FAVEUR DE L'ÉQUIPE DU CSTJ

Organisée par le Département de génie électrique de Polytechnique Montréal, cette compétition s'adressait aux étudiants des formations scientifiques de niveau collégial.

<http://www.cstj.qc.ca/2016/02/01/deplace-de-lair-a-poly-le-vent-tourne-en-faveur-de-lequipe-du-cstj/>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

mercredi 3 février 2016

Bulletin régional - CBF

Propos de Michèle Prévost de Polytechnique Montréal concernant le scandale de l'eau contaminée au plomb. (3:00)

http://ici.radio-canada.ca/emissions/medium_large/2015-2016/archives.asp?date=2016/02/03&indTime=0&idmedia=7421396

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)



Le Courrier du Sud (Longueuil, QC) (site web)
mercredi 3 février 2016

Les maires disent NON à l'oléoduc

Saluons la position des 82 maires de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), dont la mairesse de Longueuil, qui ont indiqué clairement leur opposition au projet Oléoduc Énergie Est de la compagnie TransCanada. Ces maires représentent la moitié de la population du Québec.

Oléoduc et stabilité des berges: eau potable à risque

Le rapport de la CMM insiste sur l'importance de la protection des sources d'eau potable de la région métropolitaine. Un accident survenant à la traversée de la rivière des Outaouais par exemple, menacerait l'alimentation en eau potable de quelques millions de personnes.

L'oléoduc de TransCanada traverserait le territoire de la CMM et longerait le fleuve Saint-Laurent. Mais selon une étude de l'École polytechnique de Montréal, l'opération serait «très risquée». Le sol des berges est trop instable pour supporter un oléoduc et la traversée d'une trentaine de rivières «présente des risques de glissement de terrain en raison de l'instabilité des berges».

Cet oléoduc ferait transiter 1,1 million de barils par jour de «dilbit», un bitume mélangé à différents types de diluants, car trop visqueux pour circuler seul dans un oléoduc. Il y aurait donc 400 000 barils par jour de diluants qui s'accumuleraient (au Québec, ou au Nouveau-Brunswick?).

Est-ce que ces millions de barils de produits dangereux devront retourner vers l'Alberta par train?

TransCanada: affirmation inexacte

TransCanada affirme que son oléoduc ravitaillerait le Québec en pétrole canadien, qui remplacerait du pétrole importé. C'est inexact. Comme le montre le rapport de la CMM, l'apport d'Énergie Est à l'approvisionnement du Québec serait marginal.

Le Québec consomme en moyenne 350 000 barils de pétrole par jour. L'inversion de l'oléoduc d'Enbridge 9B peut apporter à Montréal jusqu'à 300 000 barils de pétrole canadien par jour. En ajoutant celui provenant des provinces maritimes, le rapport de la CMM conclut que le million de barils par jour d'Énergie Est ne ferait que

transiter par le Québec pour être exporté par navire.

L'ONE et la décision finale

La production du pétrole bitumineux est très polluante; elle produit presque autant de GES que tout le Québec. Le gouvernement Trudeau a annoncé que l'étude du projet d'Énergie Est par l'Office national de l'énergie (ONE) devra prendre en compte la production de gaz à effet de serre (GES), mais que cet examen «se poursuivra dans le cadre législatif actuel». Or, depuis 2012 (gouvernement Harper), l'ONE ne peut plus refuser un projet; elle ne peut que faire des propositions pour l'améliorer.

Au total, 300 maires du Québec ont dit NON à l'oléoduc et la majorité de la population est contre. En conséquence, maires et collectivités doivent se faire entendre devant l'ONE et réveiller le gouvernement du Québec, qui est aux abonnés absents.

© 2016 Le Courrier du Sud (Longueuil, QC) (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160203-WQCO-005 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



La Presse+

ACTUALITÉS, jeudi 4 février 2016, p. ACTUALITÉS 15

Eau potable

Santé Canada imposera des normes de gestion plus serrées

Renaud Manuguerra-Gagné

La Presse

Santé Canada prépare le dépôt de nouvelles recommandations sur la gestion de l'eau potable, a appris La Presse. Cette nouvelle survient alors qu'une étude financée par le Réseau canadien de l'eau (RCE) montre que jusqu'à 10 % des Canadiens pourraient être exposés au plomb dans leur eau courante. Pendant ce temps, la ville de Flint, au Michigan, est toujours en état d'urgence à la suite de la contamination massive de son réseau d'eau. Une pareille crise sanitaire pourrait-elle se produire au Canada ?

La situation au Canada

Santé Canada a confirmé qu'il resserrait certaines de ses recommandations sur l'eau d'ici deux à trois mois, sans toutefois révéler la nature de ces changements. Bien que ce resserrement ne soit pas directement lié au scandale de Flint, ces mesures pourraient permettre d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise ici. Au pays, Santé Canada propose des normes, mais chaque province est responsable de la qualité de son eau et instaure sa propre réglementation. Selon Michèle Prévost, chercheuse à Polytechnique Montréal et titulaire de la Chaire industrielle CRSNG en traitement des eaux potables, « au Canada, on est en avance sur certains points, mais en retard sur d'autres. On a

accepté certains risques, et les données récentes montrent qu'il est temps de réviser nos normes ».

Malgré tout, l'eau distribuée au Québec reste parfaitement sûre. « Je ne dirai à personne d'aller acheter des caisses d'eau embouteillée et d'éviter le robinet, tempère Michèle Prévost. Toutefois, nos relevés sont effectués après avoir laissé couler l'eau pendant plusieurs minutes. Le plomb s'accumule dans l'eau lentement et les gens n'attendent pas une minute avant de boire leur eau. »

Flint n'est pas le seul

Le scandale de Flint combine des contaminants comme le plomb, des agents chlorés et des bactéries, en plus d'une absence de réponse politique et d'allégations de camouflage. Mais les toxines impliquées causent des torts ailleurs. En janvier, l'Agence de protection de l'environnement de l'Ohio a annoncé aux résidents de Sebring que le taux de plomb de nombreuses maisons et d'une école dépasse largement les normes sécuritaires. Là encore, il y aurait eu camouflage de données, cette fois par des employés de l'usine locale de traitement des eaux. De plus, les Centers for Disease Control ont révélé en 2014 que dans 9 comtés des États-Unis, plus de 10 % des tests d'empoisonnement au plomb

étaient positifs. À Flint, ces taux variaient entre 4 et 10,6 % selon les quartiers.

« Bien que certaines maisons de Flint aient des niveaux de plomb assez élevés pour créer des intoxications aiguës, dit Michèle Prévost, la moyenne se trouve entre 10 et 50 µg/L. C'est assez pour causer un empoisonnement chronique, surtout si ça dure des années. Ces niveaux, on les retrouve aussi dans certaines maisons au Québec. » Selon la chercheuse, le Québec serait parmi les provinces les moins sévères du Canada pour la qualité de l'eau. « Il y a plusieurs endroits où l'eau contient des taux élevés de l'autre contaminant majeur de Flint, les trihalométhanes (THM), des dérivés du chlore. »

La faute des infrastructures vieillissantes

Avec le temps, les tuyaux des réseaux d'eau corrodent et se remplissent de dépôts combinant fer, calcaire et biofilms. Souvent, ces dépôts sont minimes, mais dans les plus vieilles installations, il ne reste que 10 % d'espace pour le passage de l'eau. Ces dépôts sont instables et se détachent au moindre changement. À Flint, l'arrivée d'eau plus acide a favorisé ces détachements, mais cela peut arriver pour de multiples raisons.

Ces plaques entraînent avec elles des résidus métalliques et des bactéries. Ces débris consomment une grande partie du chlore, forçant les autorités sanitaires à en ajouter pour éviter les risques de gastroentérites ou d'autres maladies. À Flint, les autorités ont ajouté 10 fois plus de chlore que la limite prévue, ce qui a causé des réactions graves dans la population. Les conduites à vif favorisent aussi la relâche de plomb, retrouvé principalement dans les tuyaux de vieilles maisons et de petites municipalités. Selon le RCE, au Canada, les communautés construites avant 1950 sont celles où les aqueducs municipaux sont les plus à risque de contenir du plomb.

L'empoisonnement au plomb

Illustration(s) :

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

D'ici deux à trois mois, Santé Canada a l'intention de resserrer certaines de ses recommandations sur la gestion de l'eau potable afin d'éviter la contamination massive de son réseau.

Photo Rebecca Cook, Archives Reuters

Depuis près d'un mois, la ville de Flint, au Michigan, est en état d'urgence à la suite de la contamination massive de son réseau d'eau.

Le plomb est hautement toxique. Il peut prendre la place de métaux utiles pour le corps et bloquer plusieurs réactions biologiques essentielles. Le système nerveux est l'élément le plus sensible au plomb, surtout chez l'enfant. Il s'attaque à la croissance et à la connexion des neurones entre elles et peut entraîner la mort de ces cellules. À long terme, cela cause des retards mentaux et des comportements antisociaux. Les reins et le cœur peuvent être endommagés, causant hypertension et arythmies. Le plomb s'accumule aussi dans les os, où il reste piégé et continue d'empoisonner le corps pendant des décennies. Michèle Prévost souligne que, malgré les normes canadiennes actuelles, « il n'y a pas de niveau seuil pour

la toxicité du plomb. Moins on s'expose, moins il y a de risques ».

Les mêmes problèmes de l'autre côté de la planète

Pendant que l'Amérique découvre le drame de Flint, une autre crise majeure se dessine en Chine. Hong Kong vit son plus grand scandale de contamination de l'eau de l'histoire récente. En 2015, l'eau de nombreuses habitations, des écoles et même des hôpitaux a atteint des taux de plomb entre 20 et 40 µg/L. Une commission d'enquête a été mise sur pied pour comprendre les causes de cet empoisonnement.



PHOTO IVANOH DEMERS, archives LA PRESSE

Selon le Réseau canadien de l'eau, au Canada, les communautés construites avant 1950 sont celles où les aqueducs municipaux sont les plus à risque de contenir du plomb.

© 2016 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160204-LAA-d345d67673b6a86df50545fe0755f0a3 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Métro (Montréal), no. Vol. 15 n° 232

Actualité, jeudi 4 février 2016, p. 14

Courrier des lecteurs

Trois jours sans eau

L'humain peut vivre plusieurs semaines sans manger, mais ne peut vivre plus de trois jours sans eau. En matière de sécurité civile, la question de l'approvisionnement d'une communauté en eau est un enjeu jugé critique. C'est une priorité absolue!

Imaginez maintenant qu'on doive interrompre l'approvisionnement en eau de la grande région de Montréal pour une durée indéterminée. C'est la pagaille, les gens se ruent et vident les commerces de cruchons d'eau. Les autorités savent que les réservoirs gravitationnels de la ville de Montréal ne leur donnent que quelques jours, tout au plus. Les dirigeants n'ont qu'un certain nombre d'heures pour organiser un approvisionnement alternatif pour des millions de personnes. Le grand Montréal est à l'arrêt, plus rien ne fonctionne, même les pompiers n'ont plus d'eau... Doit-on évacuer Montréal et ses banlieues?

Scénario catastrophe peu plausible, vous croyez? Eh bien, détrompez-vous! Ce n'est pas du cinéma, c'est la réalité qui tracasse les autorités de la sécurité civile depuis la mise en service de la ligne 9B de Enbridge, autorisée par l'Office fédéral de l'Énergie. La ligne 9B, c'est ce vieux pipeline de gaz qui permet maintenant à des centaines de milliers de gallons de bitumineux dilué par des chimiques de franchir le fleuve dans le coin de Saint-André d'Argenteuil. C'est maintenant une douzaine de tuyaux d'approvisionnement en hydrocarbures qui traversent le fleuve en périphérie du lac des Deux-Montagnes, à proximité et en amont des prises d'eau de la grande région de Montréal. Pour les dirigeants, le controversé pipeline de TransCanada n'est que le tout dernier dans la liste; la goutte qui fait déborder le vase en quelque sorte.

Notons qu'un récent rapport de la Polytechnique commandé par le gouvernement du Québec sur les bonnes pratiques en matière de traverses de cours d'eau conclut ceci : on devrait forcer ces tuyaux à traverser le fleuve dans un tunnel, isolant les hydrocarbures de l'eau, et cette pratique devrait s'appliquer à tous les pipelines qui traversent des cours d'eau à débit important.

La profonde inquiétude des autorités vient du fait qu'aucune des installations de la grande région de Montréal n'est équipée pour purifier une eau contaminée par des hydrocarbures. Une fuite de pétrole brut créerait des dépôts persistants à proximité des prises d'eau et polluerait l'approvisionnement en eau de millions de citoyens pour une durée qu'aucun spécialiste ne peut présentement déterminer.

Loin d'être un caprice politique, l'opposition de nos dirigeants au projet de TransCanada ressemble de plus en plus à un choix entre l'approvisionnement sécuritaire en eau ou l'exportation d'hydrocarbures. Comme être vivant composé à 60 % d'eau, la réponse à ce dilemme nous semble claire et limpide.

Normand Beaudet



© 2016 *Métro (Montréal)*. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160204-MO-0036 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

TVA Nouvelles
samedi 30 janvier 2016

Construction d'éoliennes Une centaine d'étudiants «déplacent de l'air» à Polytechnique

Agence QMI

Le temps était compté et les ressources étaient limitées: plus d'une centaine d'étudiants collégiaux ont fait tourner leurs méninges samedi matin afin de construire l'éolienne la plus performante lors de...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 TVA Nouvelles. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160130-CLC-052 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Journal de Montréal

Actualités, samedi 30 janvier 2016, p. 12

L'EAU DE SAINTE-JUSTINE DE NOUVEAU POTABLE SANTÉ

Le CHU Sainte-Justine a levé hier, l'interdiction de consommer l'eau du robinet qui était en vigueur dans l'établissement hospitalier depuis cinq jours. Un avis d'eau non potable avait été émis après que des particules noires eurent été retrouvées dans l'eau du Centre de cancérologie Charles-Bruneau. Des tests menés par Polytechnique Montréal ont démontré qu'il s'agit d'oxyde cuivrique, une molécule inoffensive que l'on retrouve dans des suppléments vitaminés, a indiqué le CHU.

© 2016 Le Journal de Montréal. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160130-OP-afb9f6c0-c71c-11e5-ab36-29d25388f47f - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

De la théorie à la pratique avec une ouverture sur le monde

Martine Letarte - Collaboratrice

Stages à l'international, échanges avec d'autres universités et écoles prestigieuses à travers le monde, mission industrielle à l'étranger : Polytechnique Montréal multiplie les occasions pour que ses étudiants vivent au moins une expérience à l'extérieur du Canada. En plus de la rigueur de ses programmes d'études et de la vitalité de sa recherche, c'est ce que Polytechnique Montréal souhaite mettre en avant lors de sa journée portes ouvertes le 2 février.

Université de Stanford, Californie, tout près de la Silicon Valley. C'est là que Le Devoir a joint Félix Crevier. Il y réalise une maîtrise en génie aérospatial. Son objectif de carrière ? Contribuer à l'effort international pour aller sur Mars. Autour de lui, des joueurs majeurs, tels la NASA et SpaceX. De quoi faire rêver. La première fois qu'il s'est retrouvé sur le site Web de Stanford pour regarder les programmes d'études, c'était lorsqu'il était à Madrid, lors d'un échange étudiant de six mois alors qu'il faisait son baccalauréat en génie aérospatial à Polytechnique Montréal.

« Dans cet échange, en plus de perfectionner mon espagnol, de découvrir une nouvelle culture et de suivre des cours à l'école d'aéronautique la plus réputée au pays, l'ETSIAE, j'ai découvert que tout était possible, raconte Félix. J'ai rencontré énormément de gens, dont beaucoup d'étudiants étrangers. J'ai

réalisé que les meilleures écoles étaient à ma portée. »

Polytechnique Montréal incite ses étudiants à vivre une expérience à l'étranger, sous une forme ou une autre.

« Cela permet d'apporter une vision globale et c'est important pour de futurs ingénieurs puisqu'ils auront fort probablement à travailler sur de grands projets internationaux, avec des gens d'ailleurs », affirme Steven Chamberland, directeur des affaires académiques et de la vie étudiante à Polytechnique Montréal.

« Les expériences à l'étranger donnent des étudiants plus mobiles, capables d'évoluer dans des contextes différents », ajoute-t-il.

Étudier et découvrir le monde

Des partenariats avec de nombreuses écoles ont été signés pour faciliter les échanges, ce qui amène également une proportion importante d'étudiants étrangers sur le campus de Montréal, soit environ le quart.

« Leur présence profite aussi à nos étudiants à Montréal, qui ont la chance de travailler avec eux en équipe, souligne M. Chamberland. Ils arrivent des meilleures écoles dans le monde et bonifient ainsi notre offre de formation. »

La liste des établissements partenaires pour effectuer un échange s'élève à plus de 250 sur tous les continents.

Polytechnique Montréal se targue également d'être l'établissement québécois avec le plus grand nombre d'ententes de double diplôme en génie, et ce, avec des établissements européens prestigieux comme l'École polytechnique - Université Paris-Saclay, l'École des ponts ParisTech, l'École centrale de Lyon, l'Institut polytechnique de Grenoble, Politecnico di Milano, l'Université libre de Bruxelles, l'École polytechnique fédérale de Lausanne et l'Institut national des sciences appliquées de Lyon.

Ces échanges peuvent aussi être d'une grande richesse d'un point de vue social et culturel.

« J'ai habité trois mois dans une auberge de jeunesse, puis je me suis installé dans un appartement au centre-ville avec huit autres étudiants étrangers ; c'était vraiment l'auberge espagnole ! s'exclame Félix, 23 ans. J'ai été en contact avec des gens de différentes cultures dans différentes disciplines, puis j'ai énormément voyagé. En Europe, tout est proche et les billets d'avion ne sont pas chers. Tous les autres étudiants étrangers que j'ai rencontrés voulaient, comme moi, découvrir l'Europe, alors on est allés en Suisse, en Croatie, en Hongrie, à Barcelone. Un échange comme celui que j'ai fait permet de

faire un “Euro-trip” tout en étudiant et sans que ça coûte trop cher. J'ai vraiment vécu une expérience unique dans laquelle j'ai aussi appris que son bonheur, il faut se le créer en saisissant les occasions. »

Stages de rêve

Les étudiants de Polytechnique doivent réaliser au moins un stage au cours de leur formation, mais ils sont très nombreux à en faire trois. Plusieurs en profitent aussi pour acquérir une expérience à l'étranger.

C'est le cas de Dany Khalife, 23 ans. Après un stage à Montréal chez CAE, il a réalisé un rêve : mettre le pied chez Microsoft, à Seattle. Il y a effectué deux stages alors qu'il faisait son baccalauréat en génie logiciel, avant de s'y faire offrir un emploi qu'il commencera en mars.

« Lors de chaque session à Polytechnique, des diplômés maintenant employés chez Microsoft et un recruteur viennent rencontrer les étudiants, raconte-t-il. Le premier contact s'est fait comme ça, puis j'ai

dû passer à travers une série d'entrevues au téléphone et sur place avec des questions techniques. »

Une fois le rêve devenu réalité, Dany a tout de suite apprécié l'impact qu'il a pu avoir dans l'entreprise.

« On se voit confier de plus en plus de grandes responsabilités au fur et à mesure qu'on fait ses preuves et on est super bien encadré, explique-t-il. Je remarque que ce qui est particulièrement important pour faire carrière chez Microsoft, c'est une volonté d'apprendre. »

L'équipe de Polytechnique Montréal est très active à l'international pour ouvrir des portes pour ses étudiants intéressés par les stages dans un autre pays. Par exemple, un partenariat vient tout juste d'être conclu avec le groupe Safran, actif dans le domaine de l'aérospatial en France. Le projet pilote permettra d'accueillir l'été prochain 10 stagiaires nord-américains de Polytechnique Montréal, Georgia Tech et Virginia Tech.

En mission industrielle

Les étudiants de Polytechnique Montréal peuvent aussi choisir l'orientation Projets internationaux et pourront participer à la mission industrielle Poly-Monde.

« Cette initiative permet à des étudiants de se rendre dans un pays où sont actives des entreprises canadiennes afin d'observer comment s'y fait la gestion de projet », explique Steven Chamberland.

De plus en plus de futurs ingénieurs acquièrent une expérience à l'international et de nombreux employeurs y accordent de l'importance.

« Particulièrement lorsqu'une entreprise a des filiales à l'étranger, elle souhaite recruter des étudiants avec de l'expérience à l'extérieur du pays, remarque M. Chamberland. Être ouvert sur le monde, c'est une caractéristique de plus en plus recherchée. »

© 2016 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160130-LEW-461340 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



CBC Montreal (web site)

Montreal, Saturday, January 30, 2016

Energy East pipeline would cross 828 bodies of water in Quebec Proposed crude oil pipeline would also cut through 69 municipalities in the province

CBC News

If it's built, the Energy East pipeline would cross 828 bodies of water and 69 municipalities in Quebec, a document obtained by Radio-Canada shows.

The document, included in a letter sent on June 11, 2015 from TransCanada to the Union of Quebec Municipalities, details each type of body of water that would be crossed by the proposed 4,600-kilometre pipeline.

Most of the channels are narrow -- they include 46 "perennial" streams, 395 "intermittent" streams and 233 "permanent small watercourses".

However, the pipeline would also cross 94 "medium permanent" rivers, 28 "large permanent" rivers, 28 beaver ponds and four ponds.

TransCanada Corp.'s proposed pipeline project would carry 1.1 million barrels a day from Alberta through Quebec to an export terminal in Saint John, N.B. (Canadian Press)

Categories of water bodies Ephemeral watercourse: Flows after heavy rains and melting snow in the spring and is

characterized by a poorly-defined river bed and banks. Intermittent watercourse: Flows continuously for several weeks or months before drying out and is characterized by a well-defined river bed and banks. Small permanent watercourse: Narrower than five meters. Medium permanent watercourse: Has a width between five and 20 meters. Large permanent watercourse: Wider than 20 meters. Beaver pond: Large expansion of a stream created by a beaver dam. Pond: Small natural lake or one created on agricultural land.

Initially, the pipeline project was only expected to cross 641 bodies of water in the province, including 30 major ones.

But in December, École Polytechnique researchers said the soil along the banks of several rivers are too unstable to support a pipeline. Potential landslides could lead to flooding and the pollution of nearby waterways, the researchers said.

Among the rivers at risk were the Ottawa River, Mille-Îles, St. Maurice,

Sainte-Anne and Jacques-Cartier rivers.

Municipalities crossed by the pipeline

In the same letter, TransCanada also lists the 69 Quebec municipalities that the pipeline would cross. Overall, the pipeline would run through 688 kilometres of municipal land.

The municipalities of Lévis (52.5 km), Mirabel (36.7 km) and Dégelis (32.8 km) would have the longest stretches.

*The original plans included a terminal in Cacouna, which has since been removed from the project.

?TransCanada also stated in June 2015 that had mapped out 85 per cent of the pipeline route in Quebec.

Here's a break down of the type of terrain the pipeline would cross in the province.

Forests: 51.8 per cent of the pipeline's span in Quebec. Agricultural land: 33.2 per cent. Wetlands: 13 per cent. Commercial, industrial and residential zones: 2 per cent. Based on a report by Radio-Canada's Mathieu Gobeil

© 2016 CBC Montreal (web site). All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160130-CBL-010 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ICI Radio-Canada - Montréal (site web)
samedi 30 janvier 2016

Créer une éolienne efficace en trois heures

On a déplacé beaucoup d'air, samedi à Polytechnique Montréal, lors d'un concours de fabrication d'éoliennes pour les élèves du niveau collégial. Il s'agissait de la quatrième compétition du genre, un événement destiné à susciter des vocations d'ingénieur.

Un texte de Michel Marsolais

Une centaine de cégépiens d'un peu partout au Québec ont participé à cette compétition, organisée par le département de génie électrique de Polytechnique Montréal. Quarante équipes ont dû lutter contre la montre pour créer une mini-éolienne efficace à partir de matériaux imposés par les organisateurs.

Le principe est simple : l'éolienne qui génère le plus d'électricité gagne.

« Dès que vous faites bouger un aimant tout près d'un fil électrique, automatiquement, ça produit de l'électricité. Donc on est certain que tous les étudiants vont repartir avec une éolienne qui produit de l'électricité. Le défi principal, c'est de faire tout ça en trois heures », explique Jean-Pierre David, professeur de génie électrique à Polytechnique Montréal.

Si le défi technique ne semble pas insurmontable, les contraintes du concours sont nombreuses. Et Polytechnique Montréal ne s'en cache pas : on veut susciter des vocations d'ingénieurs.

Un ancien participant confirme que cette compétition l'a aidé à faire des choix d'orientation.

« J'ai l'impression qu'il y a plus de fenêtres ouvertes par la suite. C'est pour ça que j'ai choisi le génie électrique », dit Olivier Maher, maintenant étudiant de premier cycle à Polytechnique Montréal.

« Il va y avoir une grande stabilité, voire une croissance de l'emploi, dans ce domaine-là. Ici, au Québec en particulier, avec les ressources qu'on a, on va avoir besoin d'ingénieurs électriques dans le domaine de l'énergie », estime Yves Goussard, directeur du département de génie électrique.

Des étudiants testent l'éolienne qu'ils ont fabriquée. Photo : ICI Radio-Canada

Après la pression de la course contre la montre, les participants doivent monter sur scène pour

mesurer le voltage généré par leur création.

Les apparences sont parfois trompeuses. La vitesse des pales de l'éolienne n'est pas toujours une bonne indicatrice du courant produit.

Le vent a finalement tourné du côté d'une équipe de Saint-Jérôme, qui a réussi à générer 1888 millivolts pour mériter la première place.

« C'est vraiment intéressant, parce qu'on voit ça concrètement. Et c'est stimulant, surtout en compétition », de dire Simon Roberge, étudiant au Cégep de Saint-Jérôme et membre de l'équipe gagnante

Les trois gagnants - les Teslas - ont remporté une bourse de 2000 \$.

Une équipe du Cégep de Saint-Hyacinthe a remporté 1000 \$ pour la deuxième place, alors qu'un tandem des collèges Jean-de-Bréboeuf et Marianopolis a terminé troisième.

Polytechnique compte 429 étudiants au baccalauréat en génie électrique, soit 9 % des étudiants de l'école.

© 2016 Société Radio-Canada. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160130-CSO-001 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Yahoo! Canada - Yahoo! Canada
News, Saturday, January 30, 2016 - 13:13:00 -0500

Energy East pipeline would cross 828 bodies of water in Quebec

If it's built, the Energy East pipeline would cross 828 bodies of water and 69 municipalities in Quebec, a document obtained by Radio-Canada shows. The document, included in a letter sent...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 Yahoo! Canada. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-C WEB-20160130-IYAC-169657087_24294962674 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

The Huffington Post - Canada
Canada, Saturday, January 30, 2016

Energy East Pipeline Would Cross 828 Bodies Of Water In Quebec

If it's built, the Energy East pipeline would cross 828 bodies of water and 69 municipalities in Quebec, a document obtained by Radio-Canada shows. The document, included in a letter...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 The Huffington Post - Canada. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160130-CHN-012 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Le Journal de Montréal
Actualité Éducation, samedi 30 janvier 2016

Une centaine d'étudiants «déplacent de l'air» à Polytechnique

Agence QMI

MONTREAL - Le temps était compté et les ressources étaient limitées: plus d'une centaine d'étudiants collégiaux ont fait tourner leurs méninges samedi matin afin de construire l'éolienne la plus performante...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNI.

© 2016 Le Journal de Montréal. Tous droits réservés. ; CEDROM-SNI inc.

PUBLI-CWEB-20160130-OPW-114 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



ici.radio-canada.ca

samedi 30 janvier 2016

Créer une éolienne efficace en trois heures

On a déplacé beaucoup d'air, samedi à Polytechnique Montréal, lors d'un concours de fabrication d'éoliennes pour les élèves du niveau collégial.

<http://ici.radio-canada.ca/regions/Montreal/2016/01/30/001-polytechnique-concours-competition-ingenieur-electrique-electricite-collegial-cegep.shtml>

Ce document a été ajouté par: *Polytechnique - Service des communications*

[Retour à la table des matières](#)

THE CANADIAN PRESS 

The Canadian Press

National, Business, Monday, February 01, 2016 - 19:37:12 UTC -0500

Flint, Mich., is not alone: Lead is in Canadian pipes too, experts say

Michelle McQuigge

The Canadian Press

TORONTO - Water toxicity experts estimate that at least 200,000 Canadian households are at risk of being exposed to lead through their drinking water as Americans in Flint, Mich., grapple with a drinking water scandal.

Research funded by the Canadian Water Network found that many of the country's older cities still have lead service lines connecting the home to the municipal water supply.

Lead researcher Michele Prevost says that while newer communities may not feature lead anywhere in their water infrastructure, cities built before 1950 often have thousands of homes that still rely on lead service lines.

Prevost, the principal chair on drinking water with the National Science and Engineering Research Council, says many municipalities aren't even aware of how many of the potentially dangerous lines are in use.

But she says some municipalities have made a concerted effort to address the issue and protect residents from lead exposure, which the study says is unsafe for human consumption in any quantity.

Despite those efforts, Prevost says the prospect of a crisis like the one in Flint can't be ruled out.

"We have several large cities that date way back before 1950 in Canada," Prevost said in a telephone interview. "So all of these older cities have lead service lines, and some of them have large numbers over and above 65,000 per city.

The size of a community can also present another risk factor, according to Prevost and other researchers.

Graham Gagnon, director for the Centre of Water Resources Studies at Dalhousie University, said smaller communities are at a disadvantage compared to large centres with the means of cataloguing and replacing problematic pipes.

"For the smaller to mid-sized municipalities ... it wouldn't necessarily surprise me, only from the standpoint that the resources needed to mount a lead service line replacement program are pretty substantial," Gagnon said of the likelihood of a Flint-style situation in Canada. "Knowing some of these cities, they would be challenged to really take this on."

Gagnon also stressed that the home is not the only potential source of exposure. Lead service lines are more prevalent in large buildings such as schools, he said, adding that toxicity could also come about through fixtures, faucets or other components containing lead.

Not all cities are at equal risk of lead exposure through their main infrastructure.

Bu Lam, manager of municipal programs at the Canadian Water Network, said communities built before about 1950 are far more likely to have used lead in either their municipal water mains or the service lines connecting them to local buildings.

The period between 1950 and 1990 served as a transition period, when cities began shifting away from the toxic material, he said. Buildings erected after 1990 are far less likely to feature potentially poisonous pipes, Lam added.

The bulk of problems arise, he said, when lead-free municipal water lines are connected to old lead pipes. Cities can't take charge of making those upgrades, he said, since service lines run off city property and become the responsibility of each individual homeowner.

That responsibility can't be fulfilled on a tight budget. Lam says he's heard of prices ranging anywhere from \$2,000 to \$5,000, with rates in each city varying according to labour cost, property size and a host of other factors.

Despite the cost, Lam says Canadians must take some responsibility to guarantee their own safety.

"The ideal situation, of course, is not to have any lead pipes at all," he said. "That's not the reality. The reality is that municipalities and homeowners have to play an equal role in trying to address that situation."

Research conducted by Prevost and colleagues in Halifax, Quebec City, Toronto and St. Catharines found that failure to upgrade service lines can in fact leave the residents of a home at greater risk than they were before cities improved their water mains.

Prevost said lead service lines connected to copper city pipes are more likely to cause an initial spike in the amount of lead released through a homeowner's taps due to a chemical reaction between the two metals.

Other metals and compounds pose less risk, and Prevost said municipalities can do much to mitigate risk by keeping careful track of the quality of their water supply.

"If you don't control the water quality and you have a lead service line, then the exposure can be very high and the risk unacceptable," she said. "Some of our Canadian utilities have a lot of service lines, but they're doing a great job in controlling the lead release with chemicals, and it works."

Gagnon said cities have started introducing some innovative strategies to lessen the cost for residents, including zero-interest loans that get repaid through the home water bill.

Gagnon said awareness of situations like the one in Flint, combined with a 2010 corrosion control guideline from Health Canada and the "greater outreach" that municipalities have undertaken, may help to reduce the number of Canadians at risk in the years to come.

Flint switched in 2014 to the Flint River from Detroit's water system.

The river water was not treated properly and lead from pipes leached into Flint homes.

—

Follow ?mich_mcq on Twitter

Note to readers: This is a corrected story. An earlier version, based on information from a researcher, reported that 60,000 households and 10 per cent of Canadians were at risk of being exposed to lead through their drinking water.

Note(s) :

CORRECTS estimate of households at risk of being exposed to lead through drinking water to 200,000 instead of 60,000; the new figure comes from the lead researcher; the earlier erroneous estimate came from a senior researcher; ORIGINALLY moved Sunday and being re-filed to make the change.

© 2016 The Canadian Press. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160201-CP-B99E623A785649E3B402E66B5F6312F2 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

Waterloo Region Record (Ontario, Canada)
Tuesday, February 02, 2016 - 00:00 UTC -0500

IN BRIEF

REGINA

Wall says Trudeau should champion energy sector

Saskatchewan Premier Brad Wall says the National Energy Board can play referee on the Energy East pipeline, but Prime minister Justin Trudeau should take a stand. Wall says the energy sector needs a champion in the federal government and the Prime Minister's Office. Energy East would transport about one million barrels of oil a day from Alberta and Saskatchewan to refineries in Eastern Canada and a terminal in New Brunswick.

OTTAWA

Investors, including CPP, seek mining firms' climate plans

The Canada Pension Plan Investment Board and Quebec's Caisse de depot are among institutional investors seeking greater transparency from three of the world's biggest mining conglomerates on how they're dealing with climate change. The "strategic resilience" resolutions put forward on Monday by a coalition of international investors ask giants Rio Tinto,

Glencore and Anglo American to provide investors with more information on the risks and business opportunities from a changing climate, starting in 2017.

TORONTO

Lead is in Canadian water pipes too, experts say

Water toxicity experts estimate that at least 200,000 Canadian households are at risk of being exposed to lead through their drinking water as Americans in Flint, Mich., grapple with a drinking water scandal. Research funded by the Canadian Water Network found that many of the country's older cities still have lead service lines connecting the home to the municipal water supply. Lead researcher Michele Prevost says that while newer communities may not feature lead anywhere in their water infrastructure, cities built before 1950 often have thousands of homes that still rely on lead service lines.

KINGSTON, Ont.

Search continues for man who fell off ferry into Lake Ontario

The search continues for a 23-year-old man who fell off the Wolfe Island Ferry and into Lake Ontario last week. Ontario Provincial Police say ferry crew were alerted Friday afternoon that a man had gone overboard. Police started looking for him, with help from the Joint Rescue Co-ordination Centre in Trenton, Ont. On Saturday, the OPP underwater search and recovery unit arrived in Kingston to help with the effort.

ST. THOMAS, Ont.

90 cows killed in barn fire, latest in a string of blazes

Another fire in Ontario has killed a large number of livestock. Ontario Provincial Police said approximately 90 dairy cows died Monday morning in a barn fire in Elgin County, in southwestern Ontario. Const. Troy Carlson said 10 or 15 cows escaped the blaze, which caused damage estimated at \$1.5 million. Carlson said it took firefighters several hours to bring the fire under control due to the large amount of stored hay.

© 2016 Waterloo Region Record (Ontario, Canada), from the NewsEdge Content Collection. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160202-QWACQ-006 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)

MSN Canada - MSN Canada

News, Tuesday, February 02, 2016 - 02:39:37 -0500

Lead is in Canadian pipes too, experts say

TORONTO — Water toxicity experts estimate that at least 200,000 Canadian households are at risk of being exposed to lead through their drinking water as Americans in Flint, Mich., grapple...

[Voir l'article](#)

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

© 2016 MSN Canada. All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-CWEB-20160202-IMSC-169657344_24319276937 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Brandon Sun (MB) (web site)

The Canadian Press - ONLINE EDITION, Monday, February 01, 2016

Flint, Mich., is not alone: Lead is in Canadian pipes too, experts say

By: Michelle McQuigge, The Canadian Press

Enlarge Image

People gather to distribute and gather bottled water for consumption, cooking and bathing on Saturday, Jan. 30, 2016, outside of Berston Field House in Flint, Mich. Water toxicity experts estimate that roughly 10 per cent of Canadians are at risk of being exposed to lead through their drinking water as Americans in Flint, Mich., grapple with an ongoing drinking water scandal. (Jake May/The Flint Journal-MLive.com via AP) LOCAL TELEVISION OUT; LOCAL INTERNET OUT; MANDATORY CREDIT

TORONTO - Water toxicity experts estimate that at least 200,000 Canadian households are at risk of being exposed to lead through their drinking water as Americans in Flint, Mich., grapple with a drinking water scandal.

Research funded by the Canadian Water Network found that many of the country's older cities still have lead service lines connecting the home to the municipal water supply.

Lead researcher Michele Prevost says that while newer communities may not feature lead anywhere in their water infrastructure, cities built before 1950 often have thousands of homes that still rely on lead service lines.

Prevost, the principal chair on drinking water with the National

Science and Engineering Research Council, says many municipalities aren't even aware of how many of the potentially dangerous lines are in use.

But she says some municipalities have made a concerted effort to address the issue and protect residents from lead exposure, which the study says is unsafe for human consumption in any quantity.

Despite those efforts, Prevost says the prospect of a crisis like the one in Flint can't be ruled out.

"We have several large cities that date way back before 1950 in Canada," Prevost said in a telephone interview. "So all of these older cities have lead service lines, and some of them have large numbers over and above 65,000 per city.

The size of a community can also present another risk factor, according to Prevost and other researchers.

Graham Gagnon, director for the Centre of Water Resources Studies at Dalhousie University, said smaller communities are at a disadvantage compared to large centres with the means of cataloguing and replacing problematic pipes.

"For the smaller to mid-sized municipalities ... it wouldn't necessarily surprise me, only from the standpoint that the resources needed to mount a lead service line replacement program are pretty

substantial," Gagnon said of the likelihood of a Flint-style situation in Canada. "Knowing some of these cities, they would be challenged to really take this on."

Gagnon also stressed that the home is not the only potential source of exposure. Lead service lines are more prevalent in large buildings such as schools, he said, adding that toxicity could also come about through fixtures, faucets or other components containing lead.

Not all cities are at equal risk of lead exposure through their main infrastructure.

Bu Lam, manager of municipal programs at the Canadian Water Network, said communities built before about 1950 are far more likely to have used lead in either their municipal water mains or the service lines connecting them to local buildings.

The period between 1950 and 1990 served as a transition period, when cities began shifting away from the toxic material, he said. Buildings erected after 1990 are far less likely to feature potentially poisonous pipes, Lam added.

The bulk of problems arise, he said, when lead-free municipal water lines are connected to old lead pipes. Cities can't take charge of making those upgrades, he said, since service lines run off city property and become the

responsibility of each individual homeowner.

That responsibility can't be fulfilled on a tight budget. Lam says he's heard of prices ranging anywhere from \$2,000 to \$5,000, with rates in each city varying according to labour cost, property size and a host of other factors.

Despite the cost, Lam says Canadians must take some responsibility to guarantee their own safety.

“The ideal situation, of course, is not to have any lead pipes at all,” he said. “That's not the reality. The reality is that municipalities and homeowners have to play an equal role in trying to address that situation.”

Research conducted by Prevost and colleagues in Halifax, Quebec City, Toronto and St. Catharines found that failure to upgrade service lines can in fact leave the residents of a home at greater risk than they were before cities improved their water mains.

Prevost said lead service lines connected to copper city pipes are more likely to cause an initial spike in the amount of lead released through a homeowner's taps due to a chemical reaction between the two metals.

Other metals and compounds pose less risk, and Prevost said municipalities can do much to mitigate risk by keeping careful track of the quality of their water supply.

“If you don't control the water quality and you have a lead service line, then the exposure can be very high and the risk unacceptable,” she said. “Some of our Canadian utilities have a lot of service lines, but they're doing a great job in controlling the lead release with chemicals, and it works.”

Gagnon said cities have started introducing some innovative strategies to lessen the cost for residents, including zero-interest loans that get repaid through the home water bill.

Gagnon said awareness of situations like the one in Flint, combined with a 2010 corrosion control guideline from Health Canada and the “greater outreach” that municipalities have undertaken, may help to reduce the number of Canadians at risk in the years to come.

Flint switched in 2014 to the Flint River from Detroit's water system. The river water was not treated properly and lead from pipes leached into Flint homes.

—
Follow ?mich_mcq on Twitter

Note to readers: This is a corrected story. An earlier version, based on information from a researcher, reported that 60,000 households and 10 per cent of Canadians were at risk of being exposed to lead through their drinking water.

© 2016 Brandon Sun (MB) (web site). All rights reserved. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160201-WGB-210 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)



Le Mirabel (St-Jérôme, QC) (site web)
lundi 1 février 2016

Des étudiants du Cégep de Saint-Jérôme déplacent de l'air!

Carole-Anne Jacques

Le 30 janvier dernier, 40 équipes regroupant plus de 100 participants en provenance de partout au Québec ont pris part à la 4e édition du concours « Déplace de l'air à Poly ».

Organisé par le Département de génie électrique de Polytechnique Montréal, ce concours s'adresse aux étudiants des formations scientifiques de niveau collégial. Le défi consiste à concevoir et construire à partir de composantes imposées la mini-éolienne la plus performante de la journée. Trois heures ont été allouées en matinée à la réalisation des prototypes. Les

éoliennes ont ensuite été testées sur scène devant le public et le jury constitué de professeurs de Polytechnique. L'équipe Les 3 Teslas du Cégep de Saint-Jérôme a enregistré une performance remarquable et a remporté la compétition. Janic Ducharme, Simon Roberge et François Sylvestre ont mis la main sur une bourse d'entrée de 2000\$. Les participants au concours étaient épaulés par plusieurs étudiants et professeurs en génie électrique de Polytechnique, dont d'anciens concurrents devenus aujourd'hui

étudiants à Polytechnique. Le programme de baccalauréat en génie électrique de Polytechnique permet aux finissants de se spécialiser à travers 15 concentrations et orientations dont les systèmes embarqués en aérospatiale, la bio-instrumentation et les technologies spatiales. «Déplace de l'air à Poly» se veut une fenêtre sur le travail de l'ingénieur électrique et permet aux participants de vivre l'espace d'une journée un projet concret de génie et de confirmer leur choix de carrière.

© 2016 Le Mirabel (St-Jérôme, QC) (site web). Tous droits réservés. ; CEDROM-SNi inc.

PUBLI-Cnews-20160201-WQMI-006 - Date d'émission : 2016-02-29

Ce certificat est émis à Polytechnique - Service des communications à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)